Le Monde

Numéro exceptionnel

Mitterrand sous l'œil du « Monde »

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 15850 – 10 F

VENDREDI 12 JANVIER 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ La mauvaise note du FMI à l'Algérie

Dans un rapport resté confidentiel, le Fonds monétaire international relève qu'Alger n'a pas atteint tous les objectifs économiques qu'il lui avait fixés. p. 3

■ PPDA interdit de « 20 heures » pendant trois mois

Après sa condamnation à quinze mois d'emprisonnement avec sursis par la cour d'appel de Lyon dans l'affaire Botton-Noir, le journaliste vedette de TF 1 ne présentera pas le journal télévisé de 20 heures pendant une période d'au moins trois mois. Cette suspension pourrait aller jusqu'à douze mois, a décidé la direction de la chaîne. p. 8

■ Le chômage pourrait augmenter en 1996

La France pourrait compter 121 000 chômeurs de plus cette année si la croissance ne dépasse pas 1,7 %, selon une étude du ministère du travail et des affaires sociales. p. 24

■ La réduction du temps de travail plébiscitée

Une enquête de la CFDT et du CNRS auprès de 11 000 salariés de la chimie montre qu'une grande majorité souhaitent travailler moins. Mais seule une minorité en acceptent les contreparties financières. p. 13

■ Week-end

Dans la capitale et ses environs, une dizaine de parcs et de zoos restent ouverts durant l'hiver aux promeneurs en quête de nature. p. 17

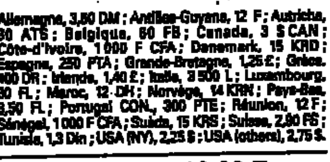
Un Tchekhov hérétique



ALAIN FRANÇON

EN NOVEMBRE 1996, Alain Françon succédera à Jorge Lavelli à la direction du Théâtre national de la Colline. C'est une étape décisive dans l'itinéraire de ce metteur en scène. En 1994, il a fait événement au festival d'Avignon avec la création des *Pièces de guerre* d'Edward Bond. Avec *La Mouette*, Françon aborde pour la première fois Tchekhov, qu'il met en scène d'une manière à la fois hérétique et passionnante.

Lire page 19



Allemagne, 3,50 DM ; Antilles-Guyane, 12 F ; Autriche, 30 ATS ; Belgique, 60 FB ; Canada, 3 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 1 000 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 250 PTA ; Grande-Bretagne, 1,25 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3 500 L ; Luxembourg, 60 FL ; Maroc, 12 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3,50 FL ; Portugal CON., 300 PTE ; Réunion, 12 F ; Sénégal, 1 000 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,80 FS ; Tunisie, 1,3 Din ; USA (NY), 2,25 $; USA (others), 2,75 $.



M 0147 - 0112 - 10,00 F

Soixante-cinq chefs d'Etat et de gouvernement ont rendu un hommage solennel à François Mitterrand

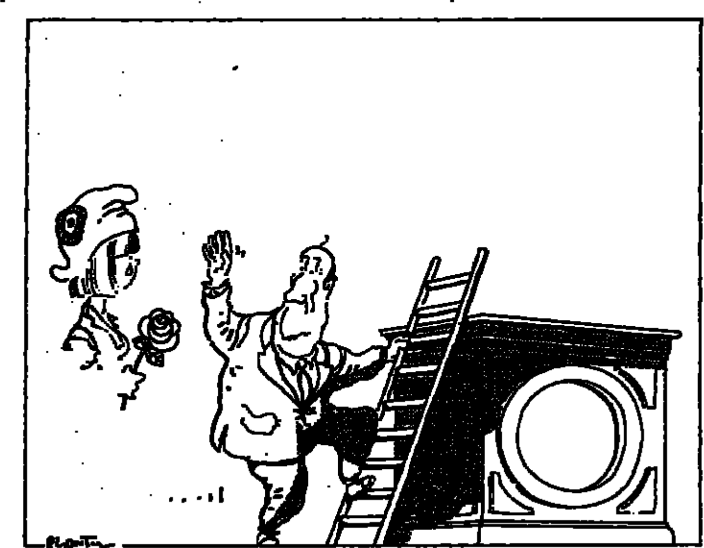
Mercredi soir, plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées, place de la Bastille, à Paris

LES OBSÈQUES de François Mitterrand ont été célébrées simultanément à Paris, où un « hommage solennel » lui était rendu en la cathédrale Notre-Dame en présence du président de la République et d'une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, et dans sa ville natale de Jarnac, en Charente, où il a été inhumé au cours d'une cérémonie privée.

Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, était présent dans la cathédrale, les Etats-Unis étant représentés par le vice-président Al Gore ; l'Allemagne par son président, Roman Herzog, et par le chancelier Helmut Kohl ; la Grande-Bretagne par son premier ministre, John Major, et par le prince Charles ; l'Espagne par le roi Juan Carlos, la reine Sophie et par le président du gouvernement, Felipe Gonzalez. Le président de la Commission européenne, Jacques Santer, et celui du Parlement européen, Klaus Haensch, étaient également présents, de même que Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, et Daniel Tarschys, secrétaire général du Conseil de l'Europe. Le président et le premier ministre israéliens, Ezer Weizman et Shimon Pérès, côtoyaient Yasser Arafat, président de la délégation générale de Palestine. La quasi-totalité des chefs d'Etat africains francophones avaient fait le déplacement. Fidel Castro, président du Conseil d'Etat de Cuba, était présent.

A Jarnac, outre la famille de l'ancien chef de l'Etat, Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Robert Badinter, ancien garde des sceaux, Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, et Jack Lang, ancien ministre de la culture, représentaient, parmi d'autres, les compagnons politiques de François Mitterrand, tandis que Lionel Jospin dirigeait la délégation du Parti socialiste à Notre-Dame.

Etaient également conviés à la cérémonie parisienne, les présidents des deux Assemblées ; l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing ; les anciens premiers ministres de la V[e] République, les membres des gouvernements des deux septennats de François Mitterrand, ainsi que Robert Hue et Jean-François Mancel, dirigeants du PCF et du RPR, et les principaux responsables des syndicats. La veille au soir, place de la Bastille, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient rendu hommage à l'ancien chef de l'Etat en présence des dirigeants des partis de gauche.



- Les funérailles à Notre-Dame
- Le texte de l'homélie du cardinal Lustiger p. 5
- Son dernier message à Colorado Springs p. 5
- L'hommage populaire place de la Bastille p. 6 et 7
- M. Jospin souhaite un nouvel hommage socialiste p. 6
- Les rassemblements en province p. 6
- Reportage : « Un vieil homme est mort, il était ma jeunesse » p. 7
- Ceux qui n'ont pas voulu aller à la Bastille p. 7
- « Meilleur géographe qu'historien », par Régis Debray p. 10
- Les points de vue de Jean d'Ormesson, François Bedarida et Paul-Marie Couteaux p. 11
- Editorial : Le chapeau et l'écharpe p. 12
- La tristesse de Jarnac et la controverse médicale p. 24



Le Monde

François Mitterrand sous l'œil du « Monde »

COMBIEN DE FOIS, en un demi-siècle, *Le Monde* aura-t-il cité, commenté ou jugé les initiatives, les déclarations ou les silences de François Mitterrand ? C'est à partir de 1965 que l'ex-ministre de la IV[e] République apparaît comme l'anti-de Gaulle. Dès lors, *Le Monde* ne cessera d'observer ses faits et gestes, entretenant avec lui des rapports complexes, tantôt admiratif, tantôt sceptique sur la clarté de ses intentions. Dans ce cahier spécial, on retrouvera notamment la signature de François Mitterrand lui-même, homme de plume ayant toujours vécu au cœur des mots.

Les deux messes d'un président ordonnateur de sa mort

« UNE MESSE est possible », écrivait François Mitterrand dans le testament – trois demi-feuillets manuscrits à l'encre bleue – qu'il avait remis, dimanche 7 janvier, à la veille de sa mort, à son médecin personnel, Jean-Pierre Tarot. Il en aura eu deux, jeudi 11 janvier, l'une à l'église Saint-Pierre de Jarnac, sa ville natale de Charente, l'autre à Notre-Dame de Paris.

Ordonnateur, autant qu'il est possible, de sa mort, l'ancien président avait donné consigne à ses proches et à ses médecins de ne rien tenter qui prolonge son agonie. Vœu respecté. Ordonnateur de ses obsèques à Jarnac – ni fleurs ni couronnes, deux gerbes de roses thé et d'iris violets et jaunes, pas de discours, pas de journalistes au cimetière de Grand Maison. Ordonnateur de quelques gestes personnels – deux bouquets, l'un à Vézelay, l'autres à Solutré, deux étapes sans cesse revisitées au long de sa vie, un repas d'amis à Château-Chinon qui fut sa mairie. Il n'a pas été entendu dans le moindre détail. On ne peut pas tout prévoir, éviter ceux que le maire de Jarnac appelle les *« marchands du temple »* parce qu'ils ont loué à la presse 5 000 francs la fenêtre sur l'église, 20 000 sur le cimetière.

François Mitterrand a eu ce qu'il aurait voulu, la veille, à la Bastille : ce qu'il est désormais convenu d'appeler le *« peuple des anonymes »*, l'un de ces rassemblements comme il en avait tant organisés, mais silencieux celui-là, figé, tout de regards intérieurs et de souvenirs lointains. Et puis, *Le Temps des cerises*, choisi par son épouse Danielle, chanté, pas dans un genre populaire, par Barbara Hendricks, que l'on retrouvera le lendemain à Notre-Dame. Et encore quelques menus extraits de ses propres textes, pas trop grandioses, adressés à ceux qui restent. La vie continue.

Celle de ses trois enfants, Jean-Christophe et Gilbert, fils de Danielle, Mazarine, fille d'Anne Pingeot, seuls parmi la famille à accompagner le cercueil couvert d'un drapeau tricolore dans le Transall qui a transporté, au lever du jour, la dépouille mortelle de l'ancien président de l'aérodrome militaire de Villacoublay jusqu'à Cognac. Celle de Danielle Mitterrand et d'Anne Pingeot, qui sont allées ensemble, dans un autre avion, jusqu'en Charente. C'est ainsi que les familles se réunissent, à la Bastille ou à Jarnac. Et même, un peu, pour un bref moment, à Notre-Dame, où il n'y avait pas que des amis.

Il y avait comme un écho étrange entre les paroles d'avant la mort diffusées à la Bastille, propos de campagne, propos de voeux, propos d'adieu, paroles à ceux qui vivent encore, et les textes de saint Jean lus à Jarnac et Notre-Dame. Saint Jean, l'apôtre préféré, dit-on, celui qui *« a exercé un profond attrait sur les penseurs et les mystiques, même chez ceux qui ne partagent pas la foi chrétienne »*, selon le *Dictionnaire des religions* de M[gr] Paul Poupard. *« Ne soyez donc pas bouleversés. Vous croyez en Dieu, croyez aussi en moi. La maison de mon père peut être la demeure de beaucoup de monde, sinon, est-ce que je vous aurais dit* « Je pars vous préparer une place ». *Pour aller ou je m'en vais, vous savez le chemin. »*

Le chemin, oui, mais au-delà ? Cette question, François Mitterrand se la posait sans cesse. *« Ce qui m'énerve, c'est de ne pas connaître la suite »*, disait-il peu avant sa mort. La question a été évoquée partout, jeudi, à la télévision, à l'église de Jarnac, où le curé de Saint-Pierre, Jacques Fau, a déclaré, mais en émettant tout de même une minuscule réserve, que François Mitterrand, aujourd'hui, connaissait probablement la réponse. Les enfants de Jarnac, eux, n'ont pas tranché. Dans la cure de Saint-Pierre, ils ont affiché au mur de la salle de cathéchèse un dessin qui représente le *« passage »* dont parlait souvent l'ancien président. Un gros cylindre qui débouche sur un univers lumineux, tout en couleurs. Un petit garçon et une petite fille en sortent et disent, dans une bulle : *« Voilà, je crois qu'on est arrivés. »* Pas encore, les enfants !

Jean-Yves Lhomeau

Du rebelle au continuateur

MAI 1981 : le général de Boissieu, gendre du général de Gaulle, démissionne de son poste de grand chancelier de la Légion d'honneur, pour ne pas avoir à remettre à François Mitterrand, devenu président de la République, le collier de grand maître de l'ordre. Janvier 1996 : le gaulliste Jacques Chirac rend à son prédécesseur et adversaire décédé un hommage allant bien au-delà du minimum exigé par les conventions, au point de constituer sans nul doute le plus fort des messages qu'il ait délivrés depuis son arrivée à l'Elysée. L'aurait-il fait si le disparu était demeuré à ses yeux le misérable « traître » qu'il était aux yeux de tant de « compagnons » ?

Lui-même, il est vrai, avait depuis longtemps échappé à ce simplisme : qui n'avait été frappé de la mollesse de son soutien à Valéry Giscard d'Estaing au second tour de 1981 ? Tout de suite, il s'était différencié de la majorité des siens en approuvant la suppression de la peine de mort proposée par Mitterrand. Enfin, il avait accepté sans apparemment beaucoup d'états d'âme, en 1986, de devenir son premier ministre.

Mission difficile. Pas tant en raison de la différence de leurs opinions, mais de l'opposition de leurs tempéraments. Se superposant à un conflit d'autorité inévitable, cette mission ne pouvait qu'entraîner des heurts entre l'hôte de Matignon, pour qui agir veut dire foncer, et le renard de l'Elysée, qui entendait donner son temps au temps, et sa place à la ruse. Le débat télévisé avant le second tour de 1988 a montré à quel point d'exaspération mutuelle ils en étaient venus, mais Jacques Chirac allait donner par la suite le sentiment de juger François Mitterrand avec sérénité. On l'a constaté lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, marquée des deux côtés du sceau d'une parfaite dignité, en net contraste avec celle qui s'était déroulée quatorze ans plus tôt.

De cette dignité, l'homme à la rose ne se sera, tout au long de sa lente et calme agonie, jamais départi : le respect dont le public a entouré sa mort en est le reflet. Mais l'hommage de son successeur est allé bien au-delà : il a manifestement senti la nécessité d'insérer dans la continuité de la V[e] République celui que la droite avait si longtemps considéré comme un usurpateur sans foi ni loi. Comme s'il s'était persuadé que Mitterrand a bel et bien continué, dans une large mesure, l'œuvre du général.

André Fontaine

Lire la suite page 12

International	2	Agenda	18
France	5	Abonnements	18
Société	8	Météorologie	18
Carnet	9	Mots croisés	18
Horizons	10	Culture	19
Entreprises	13	Guide culturel	21
Finances/marchés	14	Communication	22
Aujourd'hui	16	Radio-Télévision	23

JAPON Ryutaro Hashimoto, président du Parti libéral-démocrate (PLD), a été élu, jeudi 11 janvier, premier ministre par la Chambre des représentants de la Diète, en remplacement du socialiste Tomiichi Murayama. Il dirigera une coalition composée du PLD, du Parti socialiste et du parti centriste Sakigake, aux affaires depuis juin 1994. ● M. HASHIMOTO permet au PLD de reconquérir la charge de premier ministre que la grande formation conservatrice avait perdue en juillet 1993. Nationaliste, il veut faire jouer au Japon un rôle plus actif sur la scène internationale. Toutefois, sa marge de manœuvre politique est faible. ● L'ASIE DU SUD-EST ET LA CHINE ont accueilli avec réserve cette nomination. Si son engagement à conforter l'alliance nippo-américaine est plutôt bien reçu, ses liens avec le groupe de pression des anciens combattants suscitent de la méfiance.

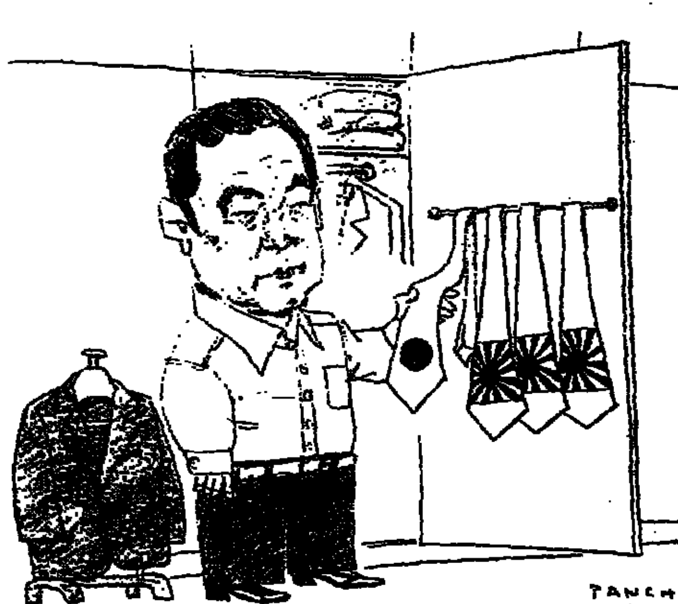
Le nouveau premier ministre nippon veut préserver l'alliance avec les Etats-Unis

Ryutaro Hashimoto a été investi, jeudi 11 janvier, par la Chambre basse de la Diète. Président du Parti libéral-démocrate, il permet aux conservateurs de revenir à la tête du pays, au sein d'une coalition tripartite

TOKYO
de notre correspondant

L'élection de M. Hashimoto à la tête de l'exécutif par la Chambre basse de la Diète – par 288 voix contre 167 du chef de l'opposition Ichiro Ozawa – semble être un désaveu flagrant du verdict exprimé, en juillet 1993, par les électeurs qui sanctionnèrent alors le parti conservateur en le privant de sa majorité. Les désillusions suscitées par les « réformistes » qui étaient apparus alors (des transfuges de l'ex-majorité ont rapidement démontré qu'ils étaient de la même trempe que leurs adversaires) ont été une piètre consolation à la déconvenue provoquée par un sentiment de retour à la case départ. La traversée du désert du PLD, qui a monopolisé le pouvoir pendant près de quarante ans, a fait long feu.

La « passation du bâton » du socialiste Tomiichi Murayama au libéral-démocrate Hashimoto sans consultation populaire est condamnée par l'ensemble de la presse. Mais, pour le moment, étant donné l'enlisement de la vie politique, aucun parti ne se sent véritablement prêt à affronter les électeurs, le Parti socialiste (PS), en pleine déroute, moins que d'autres.



En dépit de leurs divergences, les trois partis de la coalition gouvernementale – PLD, PS et Parti pionnier – ont élaboré un programme de gouvernement assez imprécis pour qu'un semblant d'entente puisse permettre la désignation de M. Hashimoto par le Parlement. Mais les frustrations au sein de chacune des composantes d'une coalition qui reste profondément hétérogène n'en sont pas moins évidentes. Tant la question du passé que celles du problème des bases militaires américaines à Okinawa, des rapports de l'Etat et de la religion et de l'assainissement du système bancaire n'ont donné lieu qu'à de vagues engagements.

Sur la question de la présence des troupes américaines au Japon, par exemple, les partis de la coalition se sont contentés de s'engager à continuer leurs efforts afin de « réorganiser et de réduire celles-ci sans compromettre le traité de sécurité avec les Etats-Unis ». L'entrée du Japon aux Nations unies ? « Elle sera étudiée avec circonspection. » La question la plus épineuse est celle des organismes de crédit pour le logement (*jusen*), ensevelis sous un tel amas de mauvaises créances que le gouvernement a récemment décidé de recourir à l'argent public pour éponger leurs dettes. Or c'est avec l'aval de M. Hashimoto, lorsqu'il était ministre des finances, en 1989, que les *jusen* sont apparus.

MANŒUVRES POLITICIENNES

C'est en tout cas sur un programme de gouvernement aux orientations peu claires que M. Hashimoto prend ses fonctions. S'il est servi par son image tant au Japon qu'à l'étranger, il ne semble pas qu'il soit à même de faire preuve de cette poigne qu'on lui prête. Même si le PLD, qui reste la première formation – bien qu'il n'ait plus la majorité –, va renforcer sa prise sur le gouvernement, il doit composer avec les autres membres de la coalition. M. Hashimoto est, en outre, dans une position délicate pour faire preuve d'autorité : il lui faudrait pour cela une légitimité que la manœuvre politique qui le porte au pouvoir est loin de lui donner. Il ne peut espérer se trouver en meilleure position que le jour où son parti aura reçu l'aval des électeurs.

Or, pour le moment, les deux principales forces de la coalition veulent différer autant que possible une consultation. Le PS, en quasi-déroute, qui ne sait pas où se situer, et le PLD, qui souhaite d'abord affaiblir les liens entre le NPP et la secte Soka Gakkai, son principal soutien électoral, et redresser son image.

Ces manœuvres politiciennes risquent fort de différer, une fois encore, l'examen des grandes questions auxquelles doit faire face le Japon : restauration des mécanismes de croissance économique avec le sauvetage du système financier, et rôle plus actif dans la construction d'un système de sécurité en Asie, susceptible de contrebalancer le poids de la Chine sans pour autant apparaître comme une menace aux autres pays de la région.

Philippe Pons

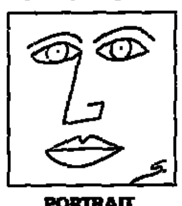
Un socialiste aux finances

Un socialiste sans expérience de gouvernement, Wataru Kubo, soixante-six ans, a accepté de devenir ministre des finances, ont indiqué des sources de la coalition majoritaire. La composition du nouveau gouvernement ne devait être connue qu'après l'investiture par la Diète de M. Hashimoto. Celui-ci a d'abord cherché un « homme fort » de son parti, le PLD. Mais il a essuyé plusieurs refus. Ainsi, Seiroku Kajiyama, vétéran du PLD, ex-ministre de la justice et du commerce international, a refusé, disant que seul « un fou » pouvait être tenté par le poste. M. Kubo, numéro deux du PS, représente la tendance de droite de son parti, souvent opposée à l'aile gauche de l'ancien premier ministre Tomiichi Murayama. Il milite pour la dissolution du PS et sa fusion avec des libéraux centristes, comme ceux du Sakigake, membre de la coalition. Enseignant de 1952 à 1963, M. Kubo, qui n'a jamais été ministre, est venu à la politique par le syndicalisme. – (AFP)

L'homme au sabre de bambou, un nationaliste formé dans le « cénacle Tanaka »

TOKYO
de notre correspondant

En termes d'image, le nouveau premier ministre, Ryutaro Hashimoto, est plus télégénique que nombre de ses prédécesseurs : le Japon aura désormais sous les yeux ce « visage » qui a souvent paru lui manquer dans les forums internationaux où ses dirigeants paraissaient interchangeables. Agé de cinquante-huit ans, parfois cassant, d'un nationalisme bon teint, M. Hashimoto s'est déjà taillé une réputation de « tough guy », de « dur », aux Etats-Unis en sa qualité de ministre du commerce international et de l'industrie en tenant tête à Mickey Kantor dans la « guerre » qui, finalement, n'a pas eu lieu sur le contentieux automobile entre les deux rives du Pacifique. Au Japon, il a mené sa campagne pour la présidence du Parti libéral-démocrate (PLD), qu'il a remportée, en septembre 1995, sur le thème « Japon, un peu de cran », cultivant une image d'homme de conviction.


PORTRAIT

Traits fins, cheveux travaillés en une savante vague, cet adepte du kendo – cinquième dan –, qui fut capitaine de son équipe universitaire, jouit d'une certaine popularité, notamment parmi l'électorat féminin. Alpiniste, mais en même temps grand fumeur, avare de mots et arborant généralement un air détendu, M. Hashimoto sait aussi avoir du mordant. Attaché aux valeurs traditionnelles japonaises, il n'en est pas pour autant empêtré dans les circonlocutions qui souvent pèsent sur les rapports avec les Occidentaux : « C'est un homme direct dont la personnalité est marquée par l'art martial qu'il affectionne depuis l'adolescence », estime un diplomate français qui a échangé des coups de sabre de bambou avec lui pendant de longues années. La fidélité en amitié n'est pas la moindre des qualités de M. Hashimoto. Il entretient, en outre, des liens personnels dans de multiples milieux de la société.

HÉRITAGE ET FORMATION

Enfant du sérail politique, fils d'un parlementaire dont il a hérité le « fief » électoral et les filières d'argent, du ministère de la santé à la puissante association des vétérans de la guerre, M. Hashimoto a tout trouvé dans son berceau : « Il a toujours été en plein soleil », sans avoir à se salir les mains, dit-on. Diplômé de l'université Keio, employé d'abord dans une entreprise textile, il a été élu, en 1963, à vingt-six ans, dans la circonscription de son père, Okayama, située entre Hiroshima et Kobé, après le décès de celui-ci. Initié au jeu politique par sa belle-mère, il fit sa place, au sein du PLD, dans le clan, on ne peut plus « formateur » pour ce qui est de la manœuvre politique et du drainage des fonds, de l'ex-premier ministre Kakuei Tanaka, qui, en dépit de sa disgrâce après le scandale Lockheed au début des années 70, resta le « shogun de l'ombre » régentant en coulisse les cabinets de M. Yasuhiro Nakasone au cours de la décennie suivante.

M. Hashimoto, qui, avec son rival de toujours, Ichiro Ozawa, président du Nouveau Parti du progrès, principale formation d'opposition, représentait, lui aussi, la nouvelle génération d'hommes politiques formée dans le cénacle Tanaka, se tailla alors la réputation d'un « loup solitaire ». Les puissants groupes de pression qu'il avait hérités de son père le mettaient à l'abri des opérations hasardeuses pour amasser des fonds politiques, et, dans les années 80, M. Hashimoto collecta plus de fonds que quiconque. Longtemps, sa suffisance, que certains attribuent à une timidité cachée, lui valut des ennemis mais, au début des années 90, il avait réussi à s'imposer comme l'un des nouveaux chefs du camp conservateur. La scission d'Ichiro Ozawa et de son groupe, qui allait priver le PLD de sa majorité aux élections de juillet 1993, retarda l'ascension de M. Hashimoto.

Depuis son élection à la présidence du PLD, celui-ci était pratiquement certain d'accéder aux fonctions de premier ministre. Pour un parti qui monopolisa le pouvoir pendant près de quarante ans et doit reconstruire son image et sa majorité, M. Hashimoto constitue la dernière carte. Il n'a guère de rival : selon un sondage du journal économique *Nihon Keizai* réalisé à l'automne, M. Hashimoto était perçu comme le meilleur choix pour diriger le gouvernement. Sa carrière est des plus brillantes : de la santé au commerce extérieur en passant par les finances et le secrétariat général du PLD, il a occupé toutes les fonctions qui jalonnent normalement l'accession au poste de premier ministre et a tissé des liens étroits avec les plus puissantes administrations du pays. Au sein de sa formation, il est demeuré un héritier du courant conservateur traditionnel.

AMBIGUÏTÉ

Comme la plupart des hommes politiques de sa génération qui, enfants au lendemain de la guerre, n'ont aucun complexe vis-à-vis des Etats-Unis, M. Hashimoto estime que le Japon doit assumer un rôle international à la mesure de sa puissance économique. Tout en reconnaissant l'importance de l'alliance avec les Etats-Unis, il écrit dans son livre *Vision for Japan* que la souveraineté nationale nippone ne doit cependant pas être sacrifiée à celle-ci. Doit-on y voir l'amorce d'une volonté de se départir de son suivisme traditionnel des Etats-Unis ? Ce qui suppose aussi que le Japon sera moins malléable. M. Hashimoto est partisan de l'entrée de son pays au Conseil de sécurité de l'ONU et de la participation de ses troupes à des opérations de maintien de la paix dans le cadre des missions des Nations unies. Ce qui suscite des appréhensions dans la région.

Les liens de M. Hashimoto avec l'Association des vétérans de la guerre, opposée à ce que le Japon présente ses excuses pour ses actions passées, lors du cinquantième anniversaire de sa reddition, en août 1995, et certaines de ses prises de position sur le rôle passé de son pays, risquent de créer des tensions avec la Chine et la Corée, très sourcilleuses sur ce point. M. Hashimoto endossa, néanmoins, la déclaration de son prédécesseur, Tomiichi Murayama, dans laquelle ce dernier exprimait les excuses du Japon aux victimes de la guerre tout en restant ambigu sur la nature de celle-ci : agression ou non.

Chaque année, M. Hashimoto se rend au sanctuaire Yasukuni, où sont honorées les âmes des soldats morts au combat. En accédant à la présidence du PLD, il a cependant renoncé à ses fonctions de président de l'Association des vétérans. Il est cependant vraisemblable qu'étant donné ses déclarations antérieures, M. Hashimoto sera contraint par la pression des voisins du Japon à clarifier sa position sur le passé national. L'« homme au sabre de bambou » devra faire quelques compromis.

Ph. P.

L'Asie du Sud-Est et la Chine entendent juger M. Hashimoto à ses actes

BANGKOK, PÉKIN
de nos correspondants

A priori, le profil de Ryutaro Hashimoto devrait plaire en Asie du Sud-Est, région dont la diplomatie est dominée par les Etats-Unis et, bien sûr, le Japon. La Chine, elle, est partagée entre une certaine méfiance du fait des aspérités de l'image du nouveau premier ministre nippon, et le côté rassurant pour elle de son origine politique, le Parti libéral-démocrate, conservateur.

Même s'il estime que la diplomatie de son pays devrait avoir les coudées plus franches, M. Hashimoto passe pour un ferme partisan du maintien d'une alliance stratégique avec Washington, laquelle a les faveurs de plusieurs capitales de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Celles-ci souhaitent que l'allègement du dispositif militaire américain, amorcé avec la fin de la guerre froide, ne continue pas.

Que M. Hashimoto représente une nouvelle génération de dirigeants nippons, plus sûrs d'eux-mêmes et prêts, ainsi, à assumer un leadership régional plus prononcé, répond aussi à une attente en Asie du Sud-Est. Face à la résurgence du nationalisme chinois, la majorité des dirigeants de l'Asean espèrent en effet que Tokyo s'affirmera comme un partenaire de poids – non pour « contenir » Pékin, disent-ils, mais pour assurer une cohabitation plus harmonieuse et surtout plus équilibrée avec le « pays du Milieu ».

L'AXE WASHINGTON-TOKYO

La fermeté attribuée à M. Hashimoto, en 1995, lors des négociations commerciales avec les Etats-Unis, lui vaut aussi les faveurs de dirigeants d'économies émergentes qui s'inquiètent, le cas échéant, des pressions exercées par les Etats-Unis quand leurs intérêts sont en jeu. Pour leur part, les Malaisiens souhaitent que M. Hashimoto exprime moins de réserve que ses prédécesseurs à l'égard de leur projet de Forum économique d'Asie de l'Est (East Asian Economic Caucus), instance dont les Américains seraient exclus et que Tokyo, sous la pression de Washington, a jusqu'alors refusé d'entériner.

Inversement, Pékin, qui partageait autrefois le souhait d'une présence américaine solide, ancrée à l'axe de sécurité Washington-Tokyo, ne voit plus les choses du même œil. On peut dès lors s'attendre à des frictions entre un Japon à la recherche d'un rôle international et une Chine tentée de se voir en gendarme de l'Extrême-Orient à l'horizon du XXIe siècle. Toutefois, le départ du socialiste Tomiichi Murayama, qui fut pour l'Asie du Sud-Est un premier ministre plutôt rassurant, ne devrait pas se traduire rapidement par des bouleversements.

M. Hashimoto est membre de ce PLD qui symbolise le conservatisme politique nippon, et il préside une coalition gouvernementale tripartite qui n'a pas changé. Il va devoir composer avec la méfiance qu'inspire naturellement, chez lui et dans une région qui a terriblement souffert de l'occupation japonaise pendant la deuxième guerre mondiale, le fait qu'il ait longtemps présidé une association hostile à l'expression de regrets pour les crimes commis à cette époque. Cette facette du personnage n'est pas faite pour enchanter Pékin.

LA FACTURE DU REPENTIR

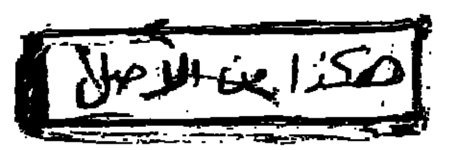
Du moins sa famille politique présente-t-elle pour la Chine l'avantage de replacer les relations des deux pays sur un terrain plus familier que pendant l'intermède Murayama. Les dirigeants pékinois vont pouvoir de nouveau user pleinement de leurs amitiés au sein du PLD pour contrecarrer toute tentation droitière révisionniste envers l'Histoire, dans un jeu où ils sont passés maîtres depuis le rapprochement des deux pays. Le début d'excuses que M. Murayama avait présentées au nom de son pays pour le passé ne lui avaient pas valu un grand capital de sympathie chinoise : c'est sous son règne, en effet, que, pour la première fois, les Chinois ont avancé les chiffres astronomiques de ce qu'ils considèrent comme la « facture » humaine et matérielle de l'occupation nippone de 1932-1945.

Il ne fait guère de doute que Pékin reproche secrètement à l'ex-chef du gouvernement de les avoir conduits, par son jeu ambigu, à formuler cette revendication, alors que leur stratégie passée avait été de jouer sur la corde du repentir pour obtenir à bon compte une massive assistance nippone sans ouvrir le dossier d'une dette de guerre formelle.

Au moins les choses devraient-elles être plus claires pour Pékin avec M. Hashimoto. Celui-ci devra s'attendre, à la première incartade éventuelle d'un membre de son gouvernement sur le dossier épineux du passé, à un concert de protestations animé par la Chine. Il devra aussi s'attendre, dès qu'il fera une visite officielle au « pays du Milieu », à se voir proposer – infliger – par les dirigeants chinois de réitérer le pèlerinage de son prédécesseur, qui avait été le premier chef de gouvernement japonais à se rendre sur les lieux commémoratifs des massacres perpétrés par les troupes du Mikado en Chine.

Enfin, peut-être parce qu'ils ne réussissent pas eux-mêmes à digérer ce passé, les Japonais restent perçus un peu comme des étrangers dans leur propre région, en dépit de leur poids économique et de l'engouement que suscitent certaines franges de leur pop-culture. Comme les Sud-Coréens, aussi très présents, ils ne font guère partie du tableau de famille. M. Hashimoto devra s'en accommoder, ce qui requiert un sens de la nuance qui n'est pas le trait le plus saillant de son image de marque.

Francis Deron, Jean-Claude Pomonti



L'Algérie n'a pas atteint tous les objectifs économiques fixés par le FMI

Selon un rapport confidentiel, le gouvernement n'a pas réussi à maîtriser l'inflation

Dans un rapport resté confidentiel, que ses experts ont rédigé à l'automne, le Fonds monétaire international (FMI) constate que l'Algérie n'a que partiellement rempli les obligations qu'elle avait souscrites pour restructurer profondément son économie, notamment en matière d'inflation et de réserves de change. Le FMI n'en continuera pas moins son aide financière à ce pays.

LE CONSEIL d'administration du Fonds monétaire international (FMI) examinera, vendredi 12 janvier, un rapport détaillé sur la situation économique algérienne. Rédigé par les experts du Fonds, à l'automne, ce document confidentiel constate que l'Algérie n'a que partiellement atteint les objectifs fixés en accord avec l'institution internationale. Il recommande néanmoins au conseil d'administration la continuation de l'aide financière.

Le 22 mai 1995, le FMI approuvait l'octroi à l'Algérie d'une *« facilité de financement élargie »* de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) en échange d'une profonde restructuration économique. Mais, quel que soit le pays, cet argent n'est débloqué qu'au coup par coup, en fonction des résultats. S'ils sont trop mauvais, le conseil d'administration du Fonds peut décider de suspendre les décaissements.

HUIT CRITÈRES

Dans le cas de l'Algérie, le FMI avait déterminé *« huit critères de performances »* pour jauger les performances d'une économie en voie de libéralisation. Or la première *« revue »* du Fonds, qui porte sur la période qui s'est achevée en septembre 1995, conclut que, sur deux points, les résultats ne sont pas conformes aux engagements.

Première entorse, le montant des crédits distribués à l'économie : il est plus élevé que souhaité. La nécessité de porter à bout de bras un secteur public pléthorique et en mauvaise posture financière n'est sans doute pas étrangère à ce dérapage mais risque, selon les économistes, d'alimenter l'inflation. Or la hausse des prix est loin d'être maîtrisée. Le Fonds tablait sur 20 % de hausse moyenne en 1995. En réalité, l'inflation a atteint 28 %, quasiment le même niveau que l'an dernier. Heureusement pour les autorités algérienne, le FMI ne retient pas l'inflation parmi ses critères de performances.

L'autre échec est plus inquiétant. Il concerne les réserves de change qui sont loin d'atteindre le niveau attendu. En baisse continue tout au long de 1995, elles ne dépassaient pas 1,9 milliard de dollars à la fin de septembre, soit 400 millions de dollars de moins que prévu. A la fin de décembre, selon les experts, le chiffre ne s'était pas redressé.

Pour expliquer cette contre-performance, les autorités locales mettent en avant la faiblesse des cours du pétrole, la principale source de devises, et le peu d'empressement des pays industrialisés à aider financièrement l'Algérie maintenant que le rééchelonnemnet de la dette extérieure a fermé au pays la porte des banques étrangères. Le fait est que le Japon et l'Allemagne ont coupé leurs lignes de crédit.

LA FACTURE CÉRÉALIÈRE

Depuis près d'un an, les Etats-Unis les réservent aux achats de céréales américaines par Alger. L'Italie a arrêté tout concours financier. Les derniers pays à ne pas avoir fermé les robinets financiers sont l'Espagne et la France. Encore s'agit-il avec Paris de concours décidés par le gouvernement d'Edouard Balladur. Depuis lors, aucune ligne de crédit nouvelle n'a été offerte en dehors d'un projet gazier. *« Pour 1996, rien n'a encore été décidé »*, précise un haut fonctionnaire.

Un autre facteur a joué : la hausse du cours des céréales sur le marché mondial. Premier importateur mondial, l'Algérie a vu sa facture céréalière augmenter de près de 30 % en 1995. Si la hausse des cours continue, Alger envisage de demander au FMI une *« facilité »* – autrement dit un concours financier – pour financer ses importations agricoles.

Le dérapage de l'Algérie par rapport au programme négocié avec le FMI devrait logiquement entraîner l'arrêt des décaissements jusqu'à ce que le pays revienne sur le *« droit chemin »*. Ce ne sera pas le cas. Sans doute pour ne pas accroître les difficultés d'un pays en proie à une guerre civile larvée, des experts du Fonds proposeront au conseil d'administration la continuation de l'aide en considérant que les échecs relevés ne sont que des *« accidents de parcours »*. Ils font le pari que la prochaine *« revue »* – prévue en mars – confirmera un retour à l'orthodoxie financière.

Bizarrement, le rapport du FMI écarte, en quelques lignes, la question de la croissance économique. Les experts se contentent d'indiquer que l'objectif officiel d'une croissance de 5 % en 1995 n'a pas été atteint mais de peu. Aucun début de démonstration ne vient appuyer cette affirmation alors que de l'avis de nombreux experts l'Algérie a probablement connu l'an passé – comme en 1994 – une croissance proche de zéro.

Jean-Pierre Tuquoi

Moins de devises pour l'Algérie

en milliards de dollars

3 — 2,5 — 2 — 1,5 — 1 — 0,5 — 0

fin septembre — Source : FMI

Depuis un an, l'Algérie voit baisser ses réserves de change. Une évolution qui inquiète le FMI.

Les dissensions se seraient avivées entre les différents groupes armés islamiques

LA GUERRE des communiqués fait rage entre le Groupe islamique armé (GIA), arc-bouté sur ses positions maximalistes, et l'Armée islamique du salut (AIS), branche militaire de l'ex-Front islamique du salut (FIS), qui, tout en menant ses opérations contre la *« junte »* au pouvoir, s'essaie au pragmatisme politique et fait preuve d'une « modération », certes toute relative, mais qui la démarque de son rival.

« Comme ils n'ont pas mis fin à leur esprit malsain et à leur corruption sur terre, il est de notre devoir de les combattre (...) Et à la fin, nous disons à nos frères que notre combat contre l'AIS est un devoir », affirme le chef du GIA, Djamel Zitouni, *alias* Abou Abderrahmane Amine, dans un communiqué repris, mercredi 10 janvier, par le quotidien arabophone *Al-Hayat*.

De son côté, l'AIS a vivement démenti qu'une vague de défections ait éclairci ses propres rangs, notamment depuis l'élection présidentielle du 16 novembre, comme l'affirme quasi quotidiennement la presse algérienne. L'AIS laisse bien au contraire entendre que les centaines de « repentis » qui auraient déposé les armes seraient des militants du GIA. *« Les rangs de l'Armée islamique du salut sont de plus en plus solides grâce à sa démarche saine et sa vision réaliste et objective »*, a déclaré l'« émir » national de l'AIS, Madani Mezrak, dans un communiqué cité par *Al-Hayat*. Si ces différentes déclarations semblent bien refléter des affrontements sérieux sur le terrain, personne n'en connaît véritablement l'ampleur. Les islamistes ont reconnu, cependant, l'assassinat, en novembre 1995, de deux dirigeants importants de la guérilla, Mohamed Saïd et Abderrahmane Redjam, ainsi que d'une vingtaine de leurs partisans – transfuges de l'AIS passés au GIA – par des radicaux de ce mouvement.

Reste que la complaisance avec laquelle la presse locale monte en épingle ces affrontements, en les amplifiant souvent sans preuve, ne sert, jusqu'à preuve du contraire, que le pouvoir, passé maître dans l'art de la désinformation.

Ali Habib

Impasse dans les négociations sur la prise d'otages tchétchène

MOSCOU. Le commando tchétchène qui retenait déjà environ 160 civils en otages a capturé 37 soldats russes dans le village de Piervomaïskaïa (Daghestan) près de la frontière avec la Tchétchénie, a rapporté, jeudi 11 janvier, l'agence Itar-Tass. Le commando indépendantiste est bloqué sur place depuis la veille après avoir mené un raid sur la ville de Kizliar (Daghestan), où il a pris près de 2 000 personnes en otage à l'hôpital de la ville, avant de repartir avec un groupe de civils pour protéger sa fuite vers les montagnes tchétchènes. Le président Boris Eltsine, arrivé mercredi à Paris pour les funérailles de François Mitterrand, a exigé un dénouement de la crise pour éviter une nouvelle humiliation du Kremlin, qui avait dû céder aux Tchétchènes lors de la dernière prise d'otages de Boudennovsk (sud de la Russie), en juin 1995. – *(Reuter, AFP.)*

AFRIQUE

■ **LIBERIA : deux journalistes** du *Daily Observer*, James Seitua et Stanton Peaboy, ont été arrêtés au cours des dernières 48 heures à Monrovia. L'organisation Reporters sans frontières a protesté, mercredi 10 janvier, dans une lettre adressée à Charles Taylor, membre de la présidence collégiale de transition, contre ces arrestations. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **HAITI : une adolescente a été tuée et trois autres personnes ont été blessées** par balles, mercredi 10 janvier, à L'Estère, à 128 kilomètres au nord de Port-au-Prince, lors de la dispersion par la police d'une manifestation de protestation contre les coupures d'électricité, dues à une grave pénurie de courant. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **BULGARIE : la motion de censure déposée contre le gouvernement** socialiste (mené par l'ex-Parti communiste, le PSB) a été rejetée, mercredi 10 janvier, par le Parlement, par 130 voix contre 105. L'opposition tient le gouvernement pour responsable de la pénurie de blé et de farine et l'accuse de garantir d'*« énormes »* profits à des firmes proches de l'ancien Parti communiste. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : le président Boris Eltsine a nommé**, mercredi 10 janvier, à la tête des services de renseignements extérieurs Viatcheslav Troubnikov, en remplacement d'Evgueni Primakov, nommé ministre des affaires étrangères. M. Troubnikov travaille pour les services secrets depuis 1967. – *(AFP.)*

■ **ALBANIE : le président Sali Berisha a publié**, mercredi 10 janvier, un décret autorisant les ressortissants grecs à séjourner en Albanie sans visa. Cette mesure vise à apaiser les relations entre les deux pays, qui s'étaient considérablement détériorées après le procès de cinq Albanais de souche grecque accusés d'espionnage. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : un accueil exceptionnel** a été réservé mercredi 10 janvier à Tel Aviv au roi Hussein de Jordanie, à l'occasion de sa première visite *« semi-officielle »*, pour une cérémonie destinée à dédier à Itzhak Rabin un nouveau service de traumatologie de l'hôpital Ichilov. – *(Corresp.)*

■ **Les médias israéliens** ont pour la première fois violé la loi du silence en révélant, mercredi 10 janvier, l'identité du prochain chef du service de la sécurité intérieure, l'amiral Ami Ayalon, qui dirigeait la marine. – *(AFP.)*

ECONOMIE

■ **CHINE : la croissance peut continuer au rythme de 8 % à 9 % par an** dans la décennie à venir et le pays se hisser *« au premier rang »* des puissances économiques mondiales, à condition de continuer ses réformes et de trouver des réponses à des défis majeurs, en particulier les infrastructures, l'environnement et l'éducation, estiment l'OCDE et la Banque mondiale. – *(AFP.)*

■ **Le taux de croissance en Allemagne** a été ramené à 1,9% en 1995 contre 2,9% l'année précédente, a annoncé le 11 janvier l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. A l'ouest, le PIB a progressé de 1,5% contre 2,3% en 1994 tandis que la croissance atteignait 6,3% l'année dernière (contre 9,2% en 1994). Quant aux déficits publics, ils se sont établis à 3,6% du PIB allemand en 1995. – *(AFP.)*

■ **Deux ans après la dévaluation de 50 % du franc CFA** – le 12 janvier 1994 –, la Banque mondiale juge *« largement positif »* le bilan de l'opération mais précise qu'il ne doit pas *« porter à la complaisance »*. Le produit intérieur brut (PIB) des quatorze pays de la zone franc a crû de 5 % en 1995, *« une performance inconnue depuis dix ans »*, mais le maintien d'une croissance élevée passe par une restructuration des économies, fait valoir l'étude.

Les organisations humanitaires, témoins gênants au Rwanda et au Burundi

BUJUMBURA
de notre envoyé spécial

Des organisations humanitaires expulsées du Rwanda, menacées au Burundi, des « casques bleus » vilipendés au Rwanda, des journalistes agressés, menacés, interpellés... Il semble régner au Rwanda comme au Burundi, où le pouvoir réel est détenu pas l'armée, dominée par la minorité tutsie, une atmosphère de chasse aux témoins.

Au début de décembre, le gouvernement rwandais décide d'expulser 38 organisations non gouvernementales (ONG), en expliquant, par le biais de la radio nationale, qu'elles n'étaient pas enregistrées ou encore qu'elles étaient impliquées dans des trafics de médicaments. Mais cette mesure peut aussi être interprétée comme un nouvel épisode du conflit qui oppose Kigali à Paris : sur les 38 ONG expulsées, une quinzaine sont françaises mais deux seulement sur les 102 autorisées à demeurer sur place.

Contrairement à d'autres ONG qui n'étaient pas en règle, la section française de Médecins sans frontières (MSF) affirme avoir signé un accord de base avec le gouvernement rwandais. Et son directeur, Philippe Biberson, qui s'est déplacé à Kigali, n'a jamais pu s'expliquer directement avec un responsable gouvernemental sur les véritables raisons de l'expulsion. MSF lie cette mesure à ses témoignages sur le massacre de plusieurs milliers de déplacés hutus, en avril 1995, à Kibeho, et sur les épouvantables conditions de détention dans les prisons rwandaises où s'entassent 60 000 personnes. A l'époque, le ministre de la réhabilitation avait signifié par lettre à MSF que de tels rapports dépassaient ses attributions.

MSF déplore d'autre part le *« vol »* de son stock de médicaments, du matériel de communication et de 16 véhicules, saisis, le 24 décembre, par des soldats. Le ministre de l'information, Jean-Pierre Bizimana, a déclaré que ce matériel serait *« gardé en attendant que les ONG concernées acceptent de suivre le règlement »*. Évoquant l'expulsion d'autres ONG, il a précisé que *« deux critères principaux ont été privilégiés pour permettre ou non de travailler au Rwanda : le critère d'efficacité et celui de collaboration transparente avec le gouvernement rwandais. Les ONG suspendues ont failli à l'un ou l'autre de ces critères »*.

Une autre ONG française, Action internationale contre la faim (AICF), s'est vu interdire un projet nutritionnel dans les collines alors que les autorité insistaient pour qu'elle maintienne ses programmes à Kigali où, selon AICF, il n'y avait plus d'urgence. AICF s'est alors retirée avant d'être expulsée.

« ESPIONNAGE »

Au début de décembre, MSF avait aussi dénoncé la répression au Burundi, affirmant que le nombre de morts est nettement supérieur à celui des blessés, alors qu'en situation de guerre le ratio est de un mort pour quatre blessés, et en s'insurgeant contre le fait que l'armée empêche les « humanitaires » de secourir les victimes. MSF a, dans le passé, été victime d'agressions à la grenade au Burundi, mais, depuis un mois, plusieurs autres organisations humanitaires ont subi ce genre d'attaque, à Bujumbura et à Gitega. Leur présence et leurs témoignages sur la répression militaire gênent les milieux tutsis radicaux qui les accusent de pratiquer l'espionnage et de faire dans leurs rapports de la propagande pour les Hutus.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se sent aussi menacé. Il ne publie aucun communiqué, mais remet ses rapports aux autorités concernées et transmet aussi ses analyses de la situation aux chancelleries étrangères. Les agences caritatives ont rappelé, dans la capitale, tous leurs expatriés et, en attendant que la situation se calme, continuent de faire fonctionner leurs programmes en province avec l'aide de leurs employés locaux.

Plusieurs ONG estiment qu'elles ont, au-delà de leur fonction caritative, un devoir de témoignage, surtout dans des situations de violences extrêmes. MSF rappelle que ses équipes ont été expulsées d'Ethiopie, il y a dix ans, par le régime du colonel Haïlé Mariam Menguistu, pour avoir dénoncé les transferts forcés de population. Avec le probable retrait des « humanitaires » et prochainement celui des « casques bleus » et observateurs de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), se dessine le spectre d'une chape de plomb qui risque de s'abattre sur les collines du Rwanda et du Burundi.

Jean Hélène

L'envoyé spécial du « Monde » interpellé à Bujumbura

Le correspondant du *Monde* en Afrique de l'Est, Jean Hélène, basé à Nairobi, a été interpellé, mercredi 10 janvier, à Bujumbura. Arrêté dans son hôtel par une dizaine de soldats en armes, il a été conduit et interrogé pendant quarante-cinq minutes dans les locaux de la Brigade spéciale de recherches (BSR), une unité de la gendarmerie chargée de la répression de la criminalité dans la capitale burundaise. Cette unité avait été mise en cause, en 1994, par Amnesty International à cause des tortures qu'elle pratiquait, et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) affirme que plusieurs personnes arrêtées par la BSR ont disparu. Après l'intervention de l'ambassade de France, qui a alerté les plus hautes autorités du pays, Jean Hélène a été libéré et reconduit à son hôtel. Il avait été physiquement menacé à plusieurs reprises au cours des deux dernières années à Bujumbura.

■ **Médecins du monde** (MDM), initialement incluse dans la liste des organisations non gouvernementales (ONG) expulsées, a été autorisée à continuer son projet d'assistance sanitaire dans la région de Cyangugu. Selon le directeur adjoint de cette ONG française, Michel Brugière, les équipes de MDM n'ont *« pas constaté d'aggravation »* de la situation des droits de l'homme sur le terrain, mais M. Brugière craint que la persistance d'une suspicion généralisée ne *« pousse le gouvernement à plus de radicalisation »*.

Trois Rwandais sont appelés nommément à comparaître devant le Tribunal pénal international

LE PROCUREUR du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) a révélé, mercredi 10 janvier, les noms de deux bourgmestres de la région de Butaré, dans le sud du pays, et d'un ancien ministre, tous trois détenus en Belgique, qu'il souhaite voir comparaître. C'est la première fois que des noms de suspects sont publiquement évoqués par le TPR. L'ancien bourgmestre de Muganza, Elie Ndayambaje, celui de Ngoma, Joseph Kanyabashi, et l'ancien ministre du président Juvénal Habyarimana et directeur d'une usine d'allumettes, Alphonse Higaniro, sont accusés de massacres commis dans la préfecture de Butaré.

Le procureur du TPR et son procureur adjoint, les juges Richard Goldstone (Afrique du Sud) et Honoré Rakotomanana (Madagascar), ont demandé au tribunal, lors d'une audience publique, de réclamer aux autorités belges qu'elles livrent les trois hommes au tribunal international. La Cour devait accepter, jeudi, la requête du procureur et transmettre officiellement à Bruxelles une demande de *« dessaisissement »*.

La Belgique a assuré le tribunal international de sa pleine coopération, a indiqué le juge Goldstone, sur la foi d'une lettre du ministre de la justice. Le TPR demande que lui soient confiés les dossiers de ces trois hommes, contre lesquels elle a ouvert une instruction en février 1995, pour *« meurtre »* et *« incitation au meurtre »*. L'un d'eux avait été arrêté en Belgique en avril, les deux autres en juin.

Créé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, en novembre 1994, le TPR est chargé de juger les responsables présumés *« d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit humanitaire international »* commis, de janvier à décembre 1994, au Rwanda. – *(AFP, Reuter.)*

Selon les républicains, aucun accord sur le budget américain n'interviendrait avant novembre

Les électeurs pourraient avoir à trancher lors du scrutin présidentiel

Au lendemain de la « suspension » pour une semaine des négociations sur le budget entre le président Bill Clinton et ses adversaires républicains, le chef de la majorité au Sénat, Bob Dole, a mis en doute, mercredi 10 janvier, la possibilité d'aboutir à un accord définitif. Le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, est allé plus loin, estimant *« possible »* qu'aucune entente n'intervienne, d'ici à l'élection présidentielle de novembre, sur les moyens d'équilibrer le budget en sept ans.

WASHINGTON
de notre correspondante

Butant sur des divergences *« politiques et non politiciennes »*, pour reprendre l'expression du chef de la majorité républicaine au Sénat, Bob Dole, les négociations menées par la Maison Blanche et le Congrès américain pour trouver un accord sur un plan d'équilibre budgétaire en sept ans sont de nouveau au point mort. Elles ont été officiellement suspendues, mardi 9 janvier, pour au moins une semaine, mais, dès le lendemain, le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, et M. Dole évoquaient tour à tour la *« possibilité »* qu'aucun accord ne soit conclu sur le budget *« avant novembre 1996 »*, laissant entendre qu'il reviendrait aux électeurs de trancher lors du scrutin présidentiel.

Cette *« suspension »* apparaît donc comme une formule élégante pour éviter de parler d'échec, après deux semaines et cinquante heures de discussions entre le président Clinton et les deux chefs de file républicains du Congrès. En dépit des assurances de M. Dole, c'est bien la politique politicienne qui impose une pause aux négociations : accaparés par l'impasse budgétaire, les uns et les autres ont pris du retard dans la campagne pour le scrutin présidentiel du 5 novembre 1996 et ont des engagements pressants dans les jours qui viennent.

LA REMONTÉE DE BOB DOLE

Un autre élément, non négligeable en période électorale, a sans doute fait réfléchir les protagonistes : un sondage *CNN/USA Today*/Gallup publié lundi confirme un effritement de l'avantage dont jouissait le président Clinton depuis le début de la crise budgétaire et une assez belle remontée du sénateur Dole, apparu la semaine dernière comme la principale force de compromis au sein d'une équipe républicaine qui continue de payer son image d'intransigeance auprès de l'opinion publique.

Selon ce sondage, le taux d'opinions favorables à l'égard de Bill Clinton est tombé de 51 % à la mi-décembre à 42 % le week-end dernier ; mais surtout, pour la première fois depuis cinq mois, Bob Dole – favori dans la course à l'investiture républicaine pour l'élection de 1996 – rattrape le président dans les intentions de vote. Ces chiffres ont cependant été nuancés mercredi par un autre sondage, *ABC/Washington Post*, qui montre que les Américains continuent d'approuver davantage l'attitude de la Maison Blanche dans le conflit budgétaire que celle du Congrès, et qui donne toujours à M. Clinton une confortable avance sur Bob Dole.

Il s'agit donc, pour M. Clinton comme pour ses interlocuteurs républicains, de ne pas perdre la face dans cette bataille, même si leurs positions se sont considérablement rapprochées ces derniers jours. Aucun d'entre eux ne veut avoir l'air de céder sur des principes présentés comme *« philosophiques »* ou *« idéologiques »*, mais aucun d'entre eux ne veut non plus endosser l'échec d'un concept qu'ils ont tous vendu à l'électorat : débarrasser l'Etat fédéral de ses déficits chroniques, produire un budget équilibré en l'an 2002. La pause d'une semaine leur permettra sans doute de trouver soit la formule de compromis manquante, soit une stratégie de sortie avec le risque, si un échec se confirme, de voir cette question dominer la campagne électorale autour de deux arguments : les partisans de dépenses publiques pléthoriques (les démocrates) contre les liquidateurs de l'aide sociale aux pauvres et aux nécessiteux (les républicains).

Pour les républicains, la balle est maintenant dans le camp du président Clinton. *« C'est à lui de jouer »*, a souligné le sénateur Dole. M. Clinton, lui, s'est félicité des progrès réalisés dans la négociation, qui mettaient *« un accord définitif à portée de main »*. Les principales divergences qui subsistent, a-t-il néanmoins ajouté, portent d'une part *« sur l'ampleur et la nature des allègements fiscaux »*, d'autre part sur *« l'ampleur et le type de modifications »* des programmes d'aide sociale, médicale, d'aide à l'éducation et à l'environnement.

DOUZIÈME VETO

Bill Clinton n'a eu aucun scrupule, mardi, à mettre son veto – le douzième de sa présidence – à la proposition de loi sur l'aide sociale adoptée à Noël par le Congrès, qui met fin à la garantie fédérale d'aide aux pauvres et contraint les titulaires de l'aide sociale à reprendre un emploi au bout de deux ans.

Ce n'est pas le seul front sur lequel il ait à se battre : les républicains paraissent déterminés à exploiter contre Hillary Clinton le dernier filon mis à jour par les documents transmis par la Maison Blanche à la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Whitewater ; le président a vu rouge en lisant, dans le *New York Times*, une chronique de William Safire, ancien collaborateur de Richard Nixon, traitant M[me] Clinton de *« menteuse congénitale »*, et a fait savoir par son porte-parole que, s'il n'était pas tenu par ses fonctions à une certaine réserve, il aurait volontiers mis son poing *« sur le nez »* dudit chroniqueur. *« Les présidents aussi ont des sentiments »*, a rappelé Bill Clinton avec un grand sourire, citant une lettre de Harry Truman accrochée dans son bureau ; Harry Truman avait nourri les mêmes noirs desseins à l'égard d'un chroniqueur qui avait tourné en dérision les talents de cantatrice de sa fille.

Sylvie Kauffmann

Wall Street s'inquiète et les cours de l'or remontent

POUR la deuxième journée consécutive, Wall Street a fortement baissé, mercredi 10 janvier, victime à la fois de l'impasse dans les négociations entre la Maison Blanche et le Congrès sur le budget américain et de mauvaises surprises du côté des résultats des entreprises. Les déclarations du président *(speaker)* de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, estimant *« possible »* qu'il n'y ait pas d'accord sur le budget avant l'élection présidentielle de novembre ont provoqué des ventes massives et une nouvelle remontée des taux d'intérêt à long terme. Le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans a atteint 6,19 % contre 6,12 % la veille.

Après une baisse de 1,3 % mardi, l'indice Dow Jones a perdu mercredi en fin de séance 97,19 points (soit 1,9 %), revenant à 5 032,94 points, son niveau du mois de novembre. Au plus fort du petit accès de panique qui a suivi les propos de M. Gingrich, le Dow Jones perdait 115 points en dépit de la mise en place à deux reprises des coupe-circuits informatiques. La séance a été particulièrement agitée et perturbée par des rumeurs selon lesquelles le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, considéré comme le garant de la stabilité dans le climat politique surchauffé du moment, ne serait pas reconduit dans ses fonctions à l'échéance de son mandat, en mars.

« RÉACTION ÉMOTIONNELLE »

La Bourse a eu *« une réaction très émotionnelle »*, explique Byron Wien, stratège boursier de la banque Morgan Stanley. *« Mais la rupture des discussions budgétaires semble sérieuse cette fois »*, ajoute-t-il. *« Wall Street n'est pas à l'abri d'une nouvelle vague de ventes, s'il apparaît que le durcissement du conflit entre Bill Clinton et le Congrès n'est pas seulement un jeu politique »*, estime Alfred Kugel, responsable des investissements de Stein Roe and Farnham, qui gère 30 milliards de dollars.

Une rupture durable entre la Maison Blanche et le Congrès risque d'entraîner une poursuite de la remontée des taux d'intérêt à long terme, alors que s'éloigne la perspective de retour à l'équilibre du budget. Une très mauvaise nouvelle pour Wall Street qui a construit son envolée de plus de 33 % et ses 69 records de 1995 sur la baisse des taux d'intérêt et la forte progression des profits des entreprises. Or, du côté des bénéfices, l'heure semble aussi à la désillusion.

Le groupe électronique Motorola a annoncé mercredi des résultats assez nettement inférieurs aux prévisions. Les valeurs de haute technologie qui ont tiré Wall Street en 1995 avaient déjà fortement baissé mardi. *« Nous avons déjà eu plusieurs déceptions importantes sur les résultats des entreprises »*, explique Tinkham Veale qui gère 1,2 milliard de dollars pour Radnor capital management. *« Depuis le début de l'année, il est difficile de trouver une bonne nouvelle »*, ajoute-t-il.

Les analystes sont d'autant plus inquiets aujourd'hui que les investisseurs pourraient être tenté de vendre et de mettre à l'abri les plus-values considérables réalisées en 1995. L'American Express Bank soulignait dans ses prévisions pour 1996 que la Bourse de New York est particulièrement vulnérable à un changement d'orientation des portefeuilles des grands fonds d'investissements. Une *« réallocation des actifs »* qui a déjà commencé puisque, en contrepartie de la baisse des actions et des obligations américaines, l'or a retrouvé de façon inattendu son rôle de valeur refuge.

L'once de métal jaune a atteint le niveau de 400 dollars, mercredi 10 janvier, à Londres et à New York pour la première fois depuis plus de deux ans. Il s'agit d'une véritable poussée spéculative puisque l'once d'or a gagné plus de cinq dollars sur ses cours de la veille.

Eric Leser (avec l'agence Bloomberg)

Le retour de Lech Walesa aux chantiers navals de Gdansk

VARSOVIE
de notre correspondant

Lech Walesa contemplant, l'air songeur, le petit tiroir de bois où il rangeait ses outils. La photo date d'avant les élections de novembre dernier. En tournée à Gdansk, le président polonais s'était arrêté un moment dans l'atelier des chantiers navals où il avait travaillé des années comme ouvrier électricien. *« Si je perds les élections, je reviens aux chantiers »*, avait-il déclaré alors, et personne, bien entendu, ne l'avait cru. D'ailleurs, n'affirmait-il pas à chaque occasion que sa victoire ne faisait aucun doute ? Au lendemain de la défaite, même remarque, jetée au passage à quelques familiers – *« je retourne travailler aux chantiers »* – et même incrédulité générale. Six semaines plus tard, alors que son successeur Alexandre Kwasniewski se débat avec l'encombrant héritage qu'il lui a laissé – les accusations d'espionnage contre le premier ministre Jozef Oleksy –, Lech Walesa confirme ses intentions, et sa femme Danuta explique qu'il n'y a pas de quoi s'étonner : *« C'est tout naturel, il reprend le poste qu'il avait. Où voulez-vous qu'il travaille ? Et de quoi voulez-vous qu'il vive ? »*

Un ex-président, prix Nobel de la paix, et surtout l'un des acteurs majeurs des bouleversements historiques des quinze dernières années, qui se remettrait à réparer des moteurs électriques ? On n'arrive toujours pas tout à fait à le croire : il gagnerait environ 1200 francs par mois, nettement moins que le garde du corps qui devrait en principe l'accompagner, puisque la loi lui accorde une protection à vie, et aussi une voiture de fonction, mais pas la moindre retraite « présidentielle ». Humilité, ou au contraire orgueil suprême, ou encore, ce fameux « instinct politique », qui le pousserait à ce retour aux sources ?

Ce pourrait-être, aussi, une réponse originale à l'administration des impôts qui, sous la pression du ministre (post-communiste) de la justice, s'est mis à lui réclamer – à trois jours de l'élection présidentielle – un énorme arriéré fiscal sur un « honoraire » de 1 million de dollars, reçu six ans plus tôt d'une compagnie cinématographique américaine. La grande maison de Gdansk où il habite avec ses quatre plus jeunes filles est toujours sous la menace d'une saisie, de même que la moitié de son salaire de président, qu'il cessera de toucher en mars. Et il a fait don des multiples prix et récompenses reçues depuis quinze ans.

Mais de là à redevenir ouvrier pour assurer sa subsistance. Un homme aussi célèbre n'aurait sans doute aucun mal à trouver de l'argent : les vraies raisons doivent être ailleurs. Déjà, après la mise hors la loi de Solidarité en 1981 et ses onze mois d'internement, Lech Walesa avait repris son travail au chantier, sans renoncer, un seul instant, à son combat. Ira-t-il jusqu'au bout de ses intentions ? Et peut-on, quatorze ans après, reprendre le même chemin ?

Jan Krauze

Le secrétaire général de l'OTAN satisfait de l'évolution en Bosnie

BRUXELLES
de notre correspondant

Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN, devait effectuer à partir de jeudi 11 janvier une visite à Zagreb, Sarajevo et Belgrade. L'ancien ministre espagnol des affaires étrangères a expliqué, dans un entretien à cinq journaux américain et européens, dont *Le Monde*, le but de ce voyage.

« Je vais rencontrer les présidents Tudjman, Izetbegovic et Milosevic, les chefs militaires et les représentants, sur le terrain, de la force chargée de la mise en œuvre de l'accord de Dayton. Je verrai aussi Carl Bildt, responsable de la coordination des aspects civils de cet accord. Vingt et un jours après le début de l'opération pour la séparation des forces en présence, je tiens à souligner que les parties concernées se sont comportées de façon coopérative. Notre action a été bien perçue par ces parties ainsi que par la population en général. Notre mission est particulièrement difficile, je sais très bien qu'il y aura des hauts et des bas, mais je suis satisfait de l'évolution des choses. »

Le secrétaire général ne paraît pas vouloir s'associer à certaines critiques américaines à l'égard de M. Bildt. La semaine dernière, le département d'Etat s'était étonné de la lenteur du démarrage de la mission civile allant de pair avec l'action de l'OTAN. *« La mission de M. Bildt est très compliquée*, reconnaît M. Solana, *et nous sommes préparés à coopérer le plus possible avec lui. »*

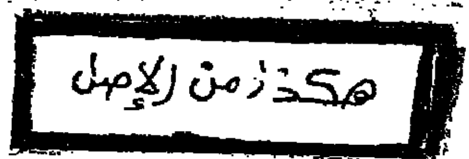
Parmi les difficultés auxquelles il faut s'attendre, un départ massif des Serbes qui habitent certaines zones de Sarajevo serait-il de nature à remettre en cause le calendrier de Dayton ? *« Vous connaissez les dates fixées. Elles ne seront pas modifiées. Il y a quelques possibilités d'adaptation s'il s'agit de raisons techniques, mais en aucun cas pour des raisons politiques. Jeudi, en m'adressant aux parties, j'essaierai de créer un climat tel que les Serbes n'aient pas l'impression de devoir quitter Sarajevo. La création d'une police mixte sera recommandée pour essayer de convaincre les Serbes que Sarajevo est sûre pour eux. »*

M. Solana souligne le caractère particulièrement *« sophistiqué »* d'une opération menée sous la conduite de l'OTAN, mais avec la participation de nombreux pays tiers. *« Si cette coalition réussit – ce dont je suis certain – cela comptera pour la future sécurité de l'Europe. »* 1 500 soldats russes sont attendus au sein de la division américaine à l'œuvre à partir de Tuzla. Certaines questions quant à la consultation politique conditionnant cette participation devraient être réglées dans les prochains jours. M. Solana, qui doit effectuer prochainement une tournée dans les capitales alliées, rencontrera notamment Jacques Chirac, mais pas avant la visite que le chef de l'Etat français doit faire début février à Washington.

Propos recueillis par Jean de la Guérivière

Rencontre à Sarajevo

Des officiels serbes bosniaques se sont rendus mercredi 10 janvier, pour la première fois depuis le début de la guerre, dans la partie de Sarajevo sous contrôle gouvernemental pour participer à une rencontre avec les Bosniaques présidée par le haut représentant civil en Bosnie, Carl Bildt. Cette réunion avait pour but de convaincre les dirigeants serbes de ne pas organiser l'exode massif des habitants des quartiers qu'ils contrôlent et qui passeront sous administration bosniaque, le 19 mars prochain, comme le prévoit l'accord de Dayton. Carl Bildt a qualifié cette rencontre d'*« historique »*. Interrogé pour savoir s'il demanderait aux Serbes de ces quartiers de quitter Sarajevo, l'un de leurs dirigeants, Maxim Stanisic s'est cependant montré prudent. *« Cela dépendra du cours que prendront les discussions »*, a-t-il dit. Les Serbes réclament un délai supplémentaire avant le transfert administratif. Mais le commandant de l'IFOR, l'amiral Leighton Smith, a prévenu qu'il n'y aurait aucune modification du texte de Dayton.



FRANÇOIS MITTERRAND Trois jours après son décès, l'ancien président de la République, François Mitterrand, devait être enterré, jeudi 11 janvier, à Jarnac (Charente). Auparavant, sa dépouille mortelle a été transférée, avec les honneurs militaires, de ses appartements parisiens jusqu'à sa ville natale, où les obsèques religieuses devaient été célébrées en présence de ses proches. ● À NOTRE-DAME DE PARIS, une messe a été célébrée, au même moment, par le cardinal Jean-Marie Lustiger, en présence de Jacques Chirac et de soixante et un chefs d'Etat et de gouvernement. Un deuil national a été décrété pour la journée ● À LA BASTILLE, la veille, sur les lieux où le « peuple de gauche » avait fêté, le 10 mai 1981, la victoire de M. Mitterrand à l'élection présidentielle, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient participé à un rassemblement silencieux *(lire aussi pages 6 et 7)*.

L'hommage de soixante-cinq chefs d'Etat et de gouvernement

Un hommage national et international a été rendu à François Mitterrand, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, au cours d'une messe à laquelle ont assisté les autorités officielles et des collaborateurs de l'ancien président de la République. Seuls ses proches étaient présents à ses obsèques à Jarnac, en Charente

FRANÇOIS MITTERRAND l'avait voulu ainsi. Ses obsèques ont été privées, mais les « grands » de ce monde ont pu lui rendre hommage en la cathédrale Notre-Dame de Paris. Comme lors du décès de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou, l'organisation d'une cérémonie officielle a permis que l'enterrement lui-même ait un caractère plus intime. Chef de l'Etat en exercice, Jacques Chirac a présidé cette commémoration en présence de plus de quarante-neuf chefs d'Etat et de douze chefs de gouvernement, des représentants des corps constitués français, mais aussi d'une délégation du Parti socialiste et d'un millier d'anonymes, à qui les organisateurs avaient tenu à réserver des places pour assister à la messe dite par Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris.

Dès 9 heures, les uns et les autres entrent dans la cathédrale selon le strict protocole républicain. Pas de bousculade. Les « non-officiels » n'ont pas eu à faire la queue ; ils n'occupent pas toutes les travées qui leur sont destinées. A leur suite pénètrent dans Notre-Dame les représentants des grands corps de l'Etat, des autorités administratives indépendantes de l'Etat, du Conseil constitutionnel, les membres des bureaux de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social, les présidents de leurs groupes politiques et de leurs commissions, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les chanceliers des ordres du mérite et de la Libération, tous les membres du gouvernement d'Alain Juppé. Tous les anciens premiers ministres de la Vᵉ République ainsi que tous ceux qui ont siégé dans un gouvernement sous la présidence de François Mitterrand ont aussi été invités.

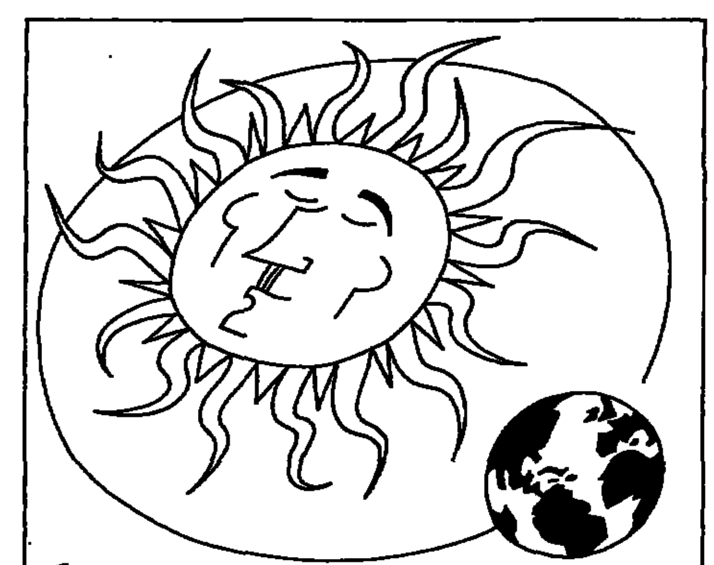
DRAPEAUX EN BERNE

Sont aussi présents, les représentants des quatre principales religions : Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante, Joseph Sitruk, le grand rabbin de France, Mgr Jérémie, président du comité interépiscopal orthodoxe. Les partenaires sociaux étaient également conviés : Marc Blondel, Nicole Notat, Louis Viannet, Alain Deleu, Marc Vilbenoît, Jean Gandois, Lucien Rebuffel, Daniel Giron.

Parmi les personnalités du monde politique et culturel attendues, on notait aussi Brian Mulroney, ancien premier ministre canadien, Giorgio Strehler, metteur en scène, Jérôme Clément, PDG d'Arte, les acteurs Gérard Depardieu et Annie Girardot. Egalement conviés au titre des amis, Mme Bérégovoy, l'éditrice Odile Jacob, l'ex-PDG de L'Oréal, François Dalle.

Petit à petit, le protocole se fait plus strict. Alain Juppé arrive sur le parvis après les ministres et ambassadeurs et étrangers, pour accueillir personnellement d'abord les chefs de gouvernement puis les chefs d'Etat, selon l'ordre de leur entrée en fonction, ce qui permet au plus ancien, le prince Rainier, d'être le dernier à entrer dans Notre-Dame. Il est suivi par Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, René Monory, président du Sénat, Valéry Giscard d'Estaing, Mme Pompidou. A 11 h 02, Jacques et Bernadette Chirac sont salués par le cardinal Lustiger.

La messe peut commencer, l'archevêque de Paris étant entouré de neuf autres évêques. Les textes lus pendant cette cérémonie sont les mêmes que ceux choisis par la famille de François Mitterrand pour la célébration de Jarnac (Charente). D'abord un passage de la première lettre de saint Jean (3, 14, 16-20) : « *Mes enfants, nous devons aimer, non pas avec des paroles et des discours, mais par des actes et en vérité.* » Puis des phrases de l'Evangile de saint Jean (14, 1-6), dans lequel Jésus explique : « *Dans la maison de mon Père, beaucoup peuvent trouver leur demeure.* » La maîtrise de la cathédrale chante en latin, puis, pendant l'offertoire, Barbara Hendricks entonne le *Pie Jesu*, extrait du *Requiem* de Gabriel Fauré. Tous ceux qui veulent communier le peuvent, y compris pendant que les personnalités commencent à quitter Notre-Dame.



Pendant ce temps, la France entière est appelée à participer au deuil national décrété par le président de la République. Partout les drapeaux sont en berne, mais François Mitterrand n'a pas souhaité que l'activité s'arrête ; écoles et administration sont donc ouvertes. Toutefois, Alain Juppé a donné des instructions pour que chaque ministre veille « *à organiser (...) un moment de recueillement permettant aux agents des services publics relevant de son autorité ou placés sous sa tutelle de s'associer à la cérémonie publique* ». De même, les enseignants « *qui le souhaitent pourront également consacrer un cours de cette journée à l'évocation de la mémoire de l'ancien chef de l'Etat* ». Les proches et les autorités officielles n'auront pas été les seuls à rendre hommage à François Mitterrand.

Thierry Bréhier

Le cardinal Lustiger : « Le respect du mystère de son existence »

Au cours de la messe qu'il a célébrée à Notre-Dame, le cardinal-archevêque de Paris a prononcé une homélie dont voici les principaux extraits :

VERBATIM

« "Comment mourir ? Nous vivons dans un monde que la question effraie et qui s'en détourne. Des civilisations, avant nous, regardaient la mort en face. Elles dessinaient pour la communauté et pour chacun le chemin du passage. Elles donnaient à l'achèvement de la destinée sa richesse et son sens. Jamais peut-être le rapport à la mort n'a été si pauvre qu'en ces temps de sécheresse spritiuelle où les hommes, pressés d'exister, paraissent éluder le mystère. Ils ignorent qu'ils tarissent ainsi le goût de vivre d'une source essentielle."

Ainsi commencent les dernières lignes publiées par le président François Mitterrand. Celui qui nous parle a déposé l'autorité des fonctions qu'il a remplies et son rôle dans l'Histoire. C'est l'un de nos semblables qui s'adresse à nous, un mortel comme nous qui nous rappelle à l'essentiel de la vie.

» Il y a sept ans, François Mitterrand allait visiter le service de soins palliatifs d'un hôpital parisien (...). Il évoque dans les lignes que j'ai citées le souvenir d'une malade au chevet de laquelle nous nous sommes arrêtés l'un puis l'autre. Il la décrit : *"Le corps dominé par l'esprit, l'angoisse vaincue par la confiance, la plénitude du destin accompli."*

» Qu'il me soit permis en cet instant, au souvenir de cette malade et de sa mort, de faire écho, en disciple du Christ, aux pensées que nous confie François Mitterrand, avant qu'il ne soit entré à son tour en cet ultime travail. Je le cite à nouveau : *"Le corps rompu au bord de l'infini, un autre temps s'établit hors des mesures communes... La mort peut faire qu'un être devienne ce qu'il était appelé à devenir ; elle peut être, au plein sens du terme, un accomplissement. Et puis, n'y-a-t-il pas en l'homme, une part d'éternité, quelque chose que la mort met au monde, fait naître ailleurs ?"* A cette question qui cherche une certitude, le souvenir d'un visage m'a répondu : celui du portrait de Saint François d'Assise qui, disent ses intimes, ornait sa bibliothèque. Dans les traits du Petit Pauvre apparaît le visage du Messie crucifié, Prince de la Vie. Silencieusement, ils répondent à la question de celui qui les dévisage : *"Quel était le secret de leur sérénité ? Où puisaient-ils la paix de leur regard ?"* Car, alors que l'esprit oscille devant le mystère insondable de Dieu, n'osant même pas le nommer, voici que, dans ces frères souffrants, apparaît la figure du Christ (...). Ainsi, pour l'homme de cœur pris dans le tourment de ses propres contradictions et hésitations, s'ouvre, à la suite des paroles du Christ jamais oubliées, le chemin de délivrance où, je cite François Mitterrand, *"le mystère d'exister et de mourir n'est point élucidé mais il est vécu pleinement"* ; où la vérité qui semblait si peu assurée, si proche et si lointaine, je le cite à nouveau, *"fait que tout se dénoue enfin du fatras des peines et des illusions qui empêchent de s'appartenir"* ; où la vie est enfin donnée à celui qui s'avançant dans ce chemin, je le cite encore, "saisit sa vie, se l'approprie, en délivre la vérité".

« MYSTÈRE »

» J'ai mêlé à mon propos des phrases de François Mitterrand, avec cependant la crainte de manque au respect du mystère de son existence. J'emploie à dessein le mot de « mystère » pour désigner le lieu secret où se condense la vie d'un homme et d'où jaillissent les désirs et les ambitions les plus contradictoires (...). Comment se fait-il que nous n'acceptions de découvrir et d'entendre ce mystère qui nous concerne tous qu'au moment où celui qui en témoigne s'efface de la scène du monde ? Pourquoi l'essentiel qui conditionne la vie des peuples et de l'humanité entière a-t-il désormais si peu de place en notre civilisation ? Pourquoi, selon la phrase de François Mitterrand que je rapportais en commençant, *"vivons-nous ces temps de sécheresse spirituelle où les hommes, pressés d'exister, paraissent éluder le mystère ?"*" Comment laisser sourdre en nous, ainsi qu'il nous y invite, *"le goût de vivre d'une source essentielle"*.

» Pendant quelques instants, le deuil établit le silence, écarte les apparences et les paroles vaines imposées par l'artifice de la communication qui se substitue à la vie. Pendant quelques instants, apparaît le réel de la vie pour laquelle nous sommes faits, que nous devons aimer et respecter : l'amour qui donne la vie. Comme le dit l'apôtre saint Jean, *"celui qui n'aime pas reste dans la mort"*.

» Si, pendant les années qui viennent de s'écouler, notre pays a pu relativiser ses querelles et mieux accepter raisonnablement ses différences, si les nations du monde, malgré les cruautés, les injustices persitantes, les échecs, continuent de se retrouver dans l'affirmation des droits de l'homme qu'il leur faut respecter, de la liberté qu'il leur faut promouvoir, de la solidarité qu'il leur faut établir, c'est en convergeant, en dépit des divergences, des ambitions contradictoires, par l'intuition commune du cœur de l'existence. Et je cite encore saint Jean : *"Parce que nous aimons nos frères, nous savons que nous sommes passés de la mort à la vie."*

» François Mitterrand a laissé entendre qu'il croyait *"à la communion des saints"*. Dans cette invisible communion, une foule innombrable partage l'amour qui donne sens à la vie des hommes. Cet amour, nous le savons et nous le croyons, est Dieu lui-même. Que François Mitterrand trouve en ce peuple des saints l'aide, le pardon et le courage pour ouvrir, enfin, ses yeux sur l'invisible (...). »

Cent soixante et onze pays représentés

LA PRESQUE TOTALITÉ des pays de l'ONU étaient représentés à la cérémonie célébrée à Notre-Dame à l'intention de François Mitterrand.

● **EUROPE** : Sali Berisha, président de la République d'Albanie ; Roman Herzog, président de la République fédérale d'Allemagne, et Helmut Kohl, chancelier ; Marc Forne Molne, chef du gouvernement d'Andorre ; Lévon Ter-Pétrossian, président de la République d'Arménie ; Thomas Klestil, président fédéral d'Autriche ; Heïdar Aliev, président de la République d'Azerbaïdjan ; Albert, roi de Belgique, et Jean-Luc Dehaene, premier ministre ; Jeliou Jelev, président de la République de Bulgarie ; Franjo Tudjman, président de la République de Croatie ; Glafcos Clerides, président de la République de Chypre ; Margaret, reine du Danemark, et Poul Nyrup Rasmussen ; Juan Carlos, roi d'Espagne, et Felipe Gonzalez ; Martti Ahtisaari, président de la République finlandaise ; le prince Charles et John Major, premier ministre de Grande-Bretagne ; Constantin Stephanopoulos, président de la République de Grèce ; Arpad Goncz, président de la République de Hongrie ; John Bruton, premier ministre d'Irlande ; Vidis Finnbogadottir, présidente de la République d'Islande ; Oscar Luigi Scalfaro, président de la République d'Italie ; Guntis Ulmanis, président de la République de Lettonie ; le grand duc du Luxembourg ; Branco Crenkovski, président du gouvernement de Macédoine ; le prince Rainier III de Monaco ; Gro Harlem Brundtland, premier ministre de Norvège ; Beatrix, reine des Pays-Bas ; Aleksander Kwasniewski, président de la République de Pologne ; Antonio Gutierres, premier ministre du Portugal ; Ion Iliescu, président de la République de Roumanie ; Boris Eltsine, président de la République de Russie ; Michal Kovac, président de la République de Slovaquie ; Janez Drnovsek, premier ministre de Slovénie ; le roi de Suède ; Suleyman Demirel, président de la République de Turquie ; Leonide Koutchama, président de la République d'Ukraine. Sont représentés : Bosnie, Géorgie, Saint-Marin, le Saint-Siège, Suisse et Yougoslavie.

● **AFRIQUE** : Nicéphore Dieudonné Soglo, président de la République du Bénin ; Ange-Félix Patassé, président de la République Centrafricaine ; Pascal Lissouba, président de la République du Congo ; Henri Konan Bédié, président de la République de Côte d'Ivoire ; Hosni Moubarak, président de la République d'Egypte ; Omar Bongo, président de la République du Gabon ; Joao Bernardo Vieira, président de la République de Guinée-Bissau ; Alpha Oumar Konare, président de la République du Mali ; Sidi Mohammed, prince héritier du Maroc ; Cassam Uteem, président de la République de l'Ile-Maurice ; Sam Nujoma, président de la République de Namibie ; Mahamane Ousmane, président de la République du Niger ; Abdou Diouf, président de la République du Sénégal ; Général Idriss Deby, président de la République du Tchad ; Général Gnassingbe Eyadema, président de la République du Togo. Sont aussi représentés : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tunisie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

● **AMÉRIQUE** : Al Gore, vice-président des Etats-Unis d'Amérique ; Fidel Castro, président de Cuba ; Jacques Parizeau, premier ministre du Québec. Sont aussi représentés : Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, la Dominique, Equateur, Guatemala, Haïti, Honduras, la Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Salvador, Suriname, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

● **ASIE** : Norodom Sihanouk, roi du Cambodge ; Ezer Weizman, président d'Israël, et Shimon Pérès premier ministre ; Elias Hraoui, président de la République du Liban ; Ali Abdallah Saleh, président de la République du Yémen ; Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne. Sont aussi representés aux obsèques : Afghanistan, Arabie Saoudite, Australie, Bahrein, Bangladesh, Birmanie, Brunei, Chine, Corée du Sud, Emirats Arabes Unis, Fidji, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Népal, Nouvelle Zélande, Oman, Ouzbekistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle Guinée, Philippines, Qatar, Samoa occidentales, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Vietnam.

● **Organisations internationales** : Jacques Santer, président de la Commission européenne ; Klaus Haensch, président du Parlement européen ; Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU ; Daniel Tarschys, secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Son dernier message à Colorado Springs : le droit des minorités

EN OCTOBRE 1995, François Mitterrand n'avait perdu ni le goût de l'actualité, ni sa « vision ». George Bush avait hésité à l'inviter à une rencontre des « ex », les chefs d'Etat qui avaient présidé aux débuts de l'après-guerre froide, car il connaissait les problèmes de santé de l'ancien président. Celui-ci avait décidé, pourtant, de se rendre à la réunion de Colorado Springs (*Le Monde* des 10 et 12 octobre). Savait-il alors déjà que ce voyage éprouvant dans les Rocheuses serait sa dernière grande apparition internationale ? Accompagné seulement de son médecin personnel, de deux gardes du corps et d'Anne Lauvergeon, son ancien « sherpa », il n'avait pas résisté au plaisir de retrouver quelques-uns de ses homologues d'antan.

Il avait livré à leur table quelques réflexions sur les années à venir. « *La grande affaire du XXIᵉ siècle sera de trouver la synthèse entre deux besoins : les besoins des grands ensembles et le besoin de chaque collectivité à s'affirmer en tant que telle* », disait-il. « *Il faut absolument*, ajoutait-il, *que l'an 2000 crée un droit des minorités* (...), *ainsi que des organisations internationales qui permettent de maintenir unis le maximum de pays. Sinon, nous assisterons à d'immenses déchirements ou décompositions. Personne ne sera épargné. Les besoins de décentralisation, aux Etats-Unis, l'emporteront sur l'existence d'un Etat fédéral ; il en ira de même au Brésil. Au Canada, il y a des problèmes du même ordre. La Belgique a été mentionnée, l'Espagne et la Catalogne... Aurons-nous les hommes politiques, les législateurs capables de concevoir l'organisation de ce monde immense, avec quelques centres majeurs de coordination répondant au droit international* (...) *et, dans le même temps, pourrons-nous dessiner des droits des minorités permettant à chacun de vivre à sa façon ?* »

LE JARDIN DES DIEUX

La rencontre, opération organisée par M. Bush pour financer la construction d'une bibliothèque portant son nom dans le Texas, n'avait rien d'un sommet international classique, mais elle avait donné à François Mitterrand l'occasion de se replonger dans la diplomatie et d'analyser la chute du communisme et la réunification de l'Allemagne. Inspirant le respect de tous, il avait retrouvé dans le Colorado un peu de sa splendeur passée. Avec regrets, la fatigue l'avait contraint à annuler son projet de visite d'un site exceptionnel de végétation et de formations rocheuses vieilles de 300 millions d'années. Un site au nom évocateur : le Jardin des dieux.

Aucun des autres participants à la rencontre de Colorado Springs – George Bush, Mikhaïl Gorbatchev, Margaret Thatcher, Brian Mulroney – ne devait être présent, jeudi 11 janvier, à la cérémonie d'hommage à l'ancien président. Helmut Kohl, le grand absent de la rencontre des « ex », devait en revanche venir à Notre-Dame de Paris.

« *L'histoire nous a pris de court* », avait affirmé l'ancien président à Colorado Springs au sujet de la réunification allemande. Les troubles dans l'ex-Yougoslavie ou l'ancien empire soviétique montraient, selon lui, que l'après-guerre froide n'avait peut-être pas encore vraiment commencé.

Françoise Lazare et Claudine Mulard

Toutes les familles de la gauche se sont recueillies à la Bastille

La cérémonie silencieuse organisée, mercredi 10 janvier en fin de journée, place de la Bastille à Paris, a réuni socialistes, communistes, radicaux de gauche, syndicats et associations dans un ultime salut populaire à François Mitterrand

La manifestation à la mémoire de François Mitterrand, *organisée mercredi 10 janvier*, en début de soirée, place de la Bastille, a réuni, à côté des milliers de Français rassemblés dans le recueillement, toutes les composantes de la gauche française, à l'exception de l'extrême gauche. A côté des responsables socialistes, se sont retrouvés plusieurs responsables du Parti communiste français, ainsi que les radicaux de gauche et de nombreux représentants du *mouvement syndical et associatif*. Avenue Le Play, où reposait la dépouille de François Mitterrand, de nombreuses personnalités ont continué, mercredi, à venir rendre *hommage à l'ancien président*, parmi lesquelles l'ancien premier ministre, Michel Rocard. Anne Pingeot, la mère de la fille de François Mitterrand, *a été associée* par Danielle Mitterrand aux cérémonies de deuil. Lionel Jospin a demandé au PS de réfléchir à un nouvel hommage tandis que l'ancien *premier ministre* Laurent Fabius était présent à Jarnac (Charente) pour l'inhumation de l'ancien président.

PAUVRETÉ des mots face à la mort. La foule anonyme de la Bastille l'a compris. *Sans consigne*, instinctivement, comme au seuil d'une église, elle s'est enfouie dans le silence du chagrin, la solitude multiple de son recueillement. Comme une mer immobile sous la pluie. *Visages tournés vers* l'immense portrait de François Mitterrand qui lui dit au revoir de *la main. Si familier encore, si lointain* déjà.

Pauvreté des mots face à la *mort. Au coin du boulevard Henri-IV*, au pied de cette silhouette en noir et blanc, derrière l'enclos de *barrières métalliques que la foule* ne cherchera pas un instant à contourner, ils sont tous là, ou *presque. « Officiels », parlementaires*, notables socialistes, dignitaires de la gauche, compagnons *de l'aventure engagée* il y a un quart de siècle à Epinay ou, plus récemment, un soir de mai 1981, *sur cette même place, anciens premiers* ministres, ministres, « barons », premiers secrétaires... : toute la famille est réunie pour cette ultime veillée funèbre. La plupart d'entre eux sont partis, *ensemble, dans cinq cars*, du siège du Parti socialiste, rue de Solférino. Ils sont arrivés place de la Bastille *peu après 18 heures. Ils sont* allés déposer une rose sous le grand portrait de François Mitterrand. *Puis ont gagné leur place* réservée, agacés, un instant, de cette frontière qui les sépare du peuple. *« C'est idiot, ces barrières. C'est un moment de rassemblement »*, lâche à mi-voix Didier Migaud, député *de l'Isère, avant de se ranger aux* raisons de sécurité.

Comme il se doit, ils ont accueilli les cousins plus lointains, ceux que l'on voyait moins, ceux avec *qui l'on s'était brouillé*, il y a des années, mais que l'on avait invités, comme il se doit, et qui se devaient d'être là. Au nom des riches heures du « peuple de gauche » et pour ne pas injurier l'avenir. Le patron du Parti communiste, Robert Hue, entouré d'une bonne partie du bureau national : Pierre Blotin, *Gisèle Moreau, Marie-*George Buffet, Jean-Claude Gayssot. Les radicaux, que l'on appelait *autrefois de gauche, sont venus au* grand complet. Jean-Michel Baylet, président d'honneur de Radical, *mais aussi Michel Crépeau*, maire de La Rochelle, Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse, Roger-Gérard Schwartzenberg, député du Val-de-Marne. Jean-Pierre Michel, député de Haute-*Saône, représente le Mouvement* des citoyens de Jean-Pierre Chevènement.

Les amis de la famille, non plus, ne manquent pas à l'appel. Noël Mamère et ses amis de Convergence Ecologie Solidarité croisent Guy Hascouet, pour les Verts. Guy Le Néouannic, à la tête d'une forte délégation de la Fédération de l'éducation nationale, mais aussi son prédécesseur, Yannick Simbron, *et son rival* de la FSU, Michel Deschamps. Et, encore, les parents d'élèves de la FCPE, Pierre Aidenbaum, *président de la Licra*, Jean-Pierre Davant, représentant la Mutualité française.

A la veille des cérémonies de jeudi, l'hommage à François Mitterrand aura donc réuni ce *congrès imaginaire de toute la* gauche. A côté d'eux, la foule des anonymes est muette et grave, comme Laurent Fabius, muré toute la soirée dans un silence *lisse et impénétrable, écartant* patiemment tous les micros d'un pâle sourire. Mais la plupart des *« officiels »* et des caciques n'ont pas résisté à ce silence. Pauvreté des mots face à la mort. Mots de circonstance, sanglés dans leur pudeur, de Lionel Jospin, le fils prodigue, l'héritier, qui évoque *« une cérémonie d'adieu simple et populaire, qui se déroule dans l'esprit où nous l'avons souhaité »*. Mots heureux, quand même, d'être *« là où tout a commencé, le 10 mai 1981 »*, comme le dit Pierre Mauroy, avant de rappeler : *« Nous étions rassemblés dans une liesse extraordinaire et, aujourd'hui, c'est dans la tristesse »*, mais sans oublier *« l'espérance »* qui ne *« quittera jamais »* le peuple de gauche.

Le silence sur la place, derrière la musique, sous la pluie, est trop fort pour autoriser les discours. Mais trop dense aussi pour que chacun n'y ouvre quelques brèches. *« Le silence peut avoir sa grandeur. Je ne suis pas de ceux qui ont l'émotion bavarde »*, lâche Michel Rocard, l'éternel rival. *« Le jour de son élection, le peuple s'est rassemblé ici. La boucle terrestre et humaine est ainsi bouclée. Je suis impressionné par le nombre de Français qui sont là, surpris de tant de ferveur »*, confie Jacques Delors, comme gêné de rompre la sobriété du moment. *« Curieusement, les gens n'y croyaient plus à cette mort annoncée »*, glisse Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, comme pour expliquer l'émotion qui a traversé le pays depuis lundi.

Il y a encore les mots plus intimes, presque chuchotés. Ceux de Ségolène Royal, dont la carrière politique avait commencé aux côtés de François Mitterrand, à l'Elysée, et qui est venue avec son fils aîné. Elle a encore dans le regard l'image de François Mitterrand sur son lit de mort, quand elle est allée s'incliner devant sa dépouille mortelle, lundi : *« Il était beau, avec le corps de la souffrance et le visage de la sérénité. Comme s'il était encore très présent, entre la vie et la mort. Au milieu de toute cette foule, j'ai un sentiment de grande solitude ce soir. »* Elle a apporté un petit appareil photo, *« pour garder quelques souvenirs »*.

LA « TENDRESSE »

Edwige Avice, qui fut, discrètement mais si longtemps ministre depuis 1981, est là. *« C'est toutes nos vies qu'on enterre »*, confie-t-elle. Un peu plus loin, Véronique Neiertz, député et ancien ministre, confirme : *« C'est la mort du père. Et de cela on ne se remet jamais. C'est pourquoi la famille est à nouveau là. »* Isabelle Thomas, que le mouvement étudiant de 1986 avait propulsée à l'Elysée, est en larmes : *« Nous, on est vraiment orphelins. Je l'ai vu hier. Je n'y croyais pas. C'est absurde mais je m'attendais à ce qu'il se lève et me dise : " Bonjour, Isabelle". »*

Vers 19 heures, Lionel Jospin s'est échappé un moment de ce cercle. Avec Daniel Vaillant, Claude Bartolone et Harlem Désir, il entreprend de faire le tour de la place, long parcours silencieux, entrecoupés des sourires muets, des quelques phrases lancées ici ou là. *« Lionel, on compte sur toi, pour continuer ce qu'il a construit »*, lance un quadragénaire. *« M. Jospin, il faut continuer dans la ligne européenne »*, conseille un étudiant. Un jeune socialiste lui offre un lumignon. *« Je peux en avoir un autre pour ma femme ? »*, demande le premier secrétaire, avant de rejoindre le carré des personnalités. Inépuisable et feutré, Jack Lang multiplie les variations sur la *« tendresse »* de l'instant. *« Ce n'est pas une cérémonie d'embaumement, c'est un acte d'espoir, une nouvelle naissance. »* Charles Fiterman, communiste, se souvient des grandes heures du premier gouvernement de *Pierre Mauroy* où il était ministre d'Etat. Quelques instants plus tard, celui qui a depuis rompu avec la *direction du PCF*, est à quelques pas de Robert Hue. Alerté, celui-ci, rejoindra son ancien camarade pour un long aparté, sous un parapluie, en tête à tête.

Bouleversé, l'œil rougi par la tristesse, Jean Glavany, qui fut l'un des plus proches collaborateurs de l'ancien président pendant dix ans, a passé tout l'après-midi, dans les sous-sols de l'Opéra-Bastille, à sélectionner les trois extraits de discours de François Mitterrand qui seront diffusés vers 20 heures. Avec Roland Dumas, il a choisi et préparé les mots de celui qui pouvait, seul, parler à voix haute et qui résonnent déjà comme des mots d'outre-tombe. *« C'était son dernier discours de candidat »*, note Claude Estier sous le choc de cette voix, remontée de la campagne présidentielle de 1988. A quelques mètres, un petit garçon demande à sa mère, de l'autre côté des barrières : *« C'est qui, maman, le monsieur qui vient de parler ? C'est Jospin ? »*

Récit du service France

« Double impact »

Le soir du décès de François Mitterrand, lundi 8 janvier, TF 1 et France 2 avaient modifié leurs programmes de la journée et décidé de diffuser des soirées commémoratives. Sur TF 1, le « Spécial Mitterrand » diffusé entre 20 heures et 22 h 45 avait obtenu 26 % de parts de marché. Sur France 2, l'édition spéciale du journal de 20 heures, prolongée jusqu'à 21 heures, en avait réalisé 28,4 %, alors que l'émission « La France en direct », diffusée à partir de 21 heures, avait obtenu 17 % de parts de marché.

Ce même soir, la chaîne privée M 6 n'avait pas changé sa programmation : le film américain *Double Impact*, avec Jean-Claude Vandamme. Ce choix s'est révélé judicieux, puisqu'il avait permis à la chaîne de battre son record d'audience avec 31,4 % de parts de marché (6,3 millions de téléspectateurs) sur la tranche horaire 21 heures-22 h 44. Enfin, France 3, qui avait programmé à partir de 21 heures le film de Francis Ford Coppola, *Apocalypse now*, avait obtenu 22,6 % de parts de marché.

M. Jospin souhaite que le PS réfléchisse à un nouvel hommage

LA MORT DE FRANÇOIS MITTERRAND va-t-elle relancer les querelles internes dans le parti fondé à Epinay en 1971 et qui s'est rassemblé, il y a trois mois, derrière Lionel Jospin ? *« Ce ne sera pas une pomme de discorde »*, assure Henri Weber, sénateur de Seine-Maritime et fabiusien, qui souligne l'entrée dans la légende socialiste de l'ancien président. Si le Parti socialiste a *commencé, avant même la fin du double septennat*, son travail de deuil et sa sortie du mitterrandisme, nul n'ose plus s'afficher aujourd'hui *comme anti-mitterrandiste. Mais il y a des graduations* dans l'hommage à François Mitterrand ou dans sa « sacralisation ».

Très affecté par la disparition d'un homme avec lequel il avait conservé une relation filiale, Laurent Fabius a choisi d'assister à l'inhumation *à Jarnac, au lieu de se rendre*, comme annoncé au départ, à la cérémonie de Notre-Dame de Paris. Il sera ainsi le seul ancien premier ministre de François Mitterrand à cette cérémonie privée. S'il semble que sa décision a été prise lorsqu'il a rencontré Danielle Mitterrand avenue Frédéric-Le Play, son entourage se refusait, jeudi, à la moindre interprétation politique, en expliquant cette présence par le seul registre affectif. Si cet événement ne relance pas la « querelle des héritiers » au sein du PS, le double symbole – Lionel Jospin à Notre-Dame et Laurent Fabius à Jarnac – risque de donner lieu à quelques extrapolations. De son côté, Michel Rocard n'a pas exprimé la moindre réserve. Présent à la Bastille et jeudi à Notre-Dame, l'ancien premier ministre a *fait davantage que ce qu'annonçaient ses* proches, en allant s'incliner, au retour de Bruxelles, devant la dépouille mortelle de François Mitterrand.

« IL FAUT POURSUIVRE, ALLER PLUS LOIN »

Quant à Lionel Jospin, depuis l'annonce de la mort de François Mitterrand, dont il fut averti par Pierre Joxe, il a multiplié les hommages à l'ancien président : *hommage solennel lundi* après-midi au PS puis, le soir, sur TF 1 et France 2. Hommage réitéré mardi devant le bureau national, puis, mercredi, lors de la manifestation à la Bastille, précédée par une nouvelle et courte réunion du bureau national. *« J'ai ressenti une tristesse, une paix, une gratitude pour ce qui a été accompli*, expliquait mercredi soir le premier secrétaire du PS, *et puis, en même temps, pas de désespoir, pas d'amertume, mais l'idée qu'il faut poursuivre, aller plus loin. » « Si François Mitterrand pouvait encore y assister*, ajoutait-il, *il aimerait que ce soit comme cela. »*

M. Jospin se félicitait encore, alors qu'il ignorait la présence de M. Fabius à Jarnac, de la façon dont les hommages à l'ancien président *avaient été organisés avec la famille. Visiblement* affecté, mais très pudique dans l'expression de ses sentiments, il est resté sobre dans l'hommage *et ne s'est pas interdit une discrète allusion* au *« droit d'inventaire »*, inauguré avant même sa campagne présidentielle, en disant que, lors de leur passage au pouvoir, *les socialistes avaient « payé parfois le prix pour ses tentations »*. Si certains responsables ont murmuré que M. Chirac *avait eu les mots les plus chaleureux*, aucune critique ne s'est faite entendre lors des deux réunions du bureau national. Mercredi, M. Jospin a demandé à ses amis de réfléchir à une nouvelle initiative du PS pour rendre hommage à l'ancien président.

Michel Noblecourt

Danielle Mitterrand associe la mère de Mazarine au dernier adieu

LE CONVOI funèbre transportant le corps de François Mitterrand ayant quitté l'avenue Frédéric-Le Play avec une vingtaine de minutes de retard sur l'horaire *prévu, le calme est revenu peu* après 8 heures, jeudi 11 janvier au matin, une cinquantaine de per*sonnes attendant encore de pou*voir déposer des roses au bas de la dernière demeure de l'ancien chef de l'Etat, avant de signer les registres de condoléances.

Quelques minutes auparavant, *les proches* de François Mitterrand, Danielle Mitterrand, ses deux fils Jean-Christophe et Gilbert, la fille de l'ancien président, Mazarine, et sa mère, Anne Pingeot, ont pris place à bord d'un autocar blanc de l'armée de l'air, où se trouvaient également Roger Hanin et Christine Gouze-Rénal, ainsi que l'ancien garde des Sceaux Robert *Badinter et son* épouse, Elisabeth. Le cercueil, recouvert d'un drapeau tricolore et *porté par huit élèves officiers des* grandes écoles militaires (Polytechnique, Saint-Cyr, Ecole de *l'air, Ecole navale), a été installé* dans un fourgon mortuaire, une Renault Espace de couleur bleue. *La voiture était encadrée par* vingt-six motocyclistes de la préfecture de police portant la fourragère *rouge*.

Tenant à ce que la mère de Mazarine soit présente pour cet ultime adieu à l'ancien président, Danielle Mitterrand avait invité Mme Pingeot à la rejoindre, mardi *soir, avenue Frédéric-Le Play*, au moment de la mise en bière du président défunt.

JACQUES ATTALI EXCLU

À l'aéroport de Villacoublay, les trois enfants de François Mitterrand, ses fils Jean-Christophe et Gilbert et sa fille Mazarine, ont pris place à bord du *Transall* transportant le cercueil de l'ancien président, aux côtés de son médecin personnel, le docteur Jean-Pierre Tarot, et de Pierre Chassigneux, ancien directeur de cabinet du président *défunt*. Danielle Mitterrand, Anne Pingeot, Roland Dumas, Robert et Elisabeth Badinter, André Rousselet et d'autres proches sont montés à bord d'un Falcon 900.

Arrivé mercredi vers 19 h 30 dans l'ancien bureau de François Mitterrand, l'ancien premier mi*nistre Michel Rocard, de retour de* Bruxelles, a été l'un des derniers à venir s'incliner devant la dé*pouille mortelle de l'ancien chef* de l'Etat, avenue Frédéric-Le Play, après les présidents du Gabon, Omar Bongo, de Chypre, *Glafcos* Cléridès, du Congo, Pascal Lissouba, et du Mali, Alpha Oumar Konare. M. Rocard venait de la place de la Bastille, où des dizaines de milliers de personnes rendaient hommage à l'ancien président de la République. Jacques Attali, ancien conseiller spécial de M. Mitterrand, s'est, quant à lui, vu refuser l'accès à l'appartement présidentiel.

Lors de la publication du troisième *tome* de son ouvrage *Verbatim*, où il faisait notamment état de jugements sévères de l'ancien président sur Jacques Chirac et Michel Rocard, M. Attali s'était attiré la publication d'un communiqué de François Mitterrand pour démentir les propos qui lui étaient attribués.

Des personnalités du monde du spectacle sont venues se recueillir, comme les actrices Jane Birkin et Annie Girardot, les chanteurs Manu Dibango et Enrico Macias et la cantatrice Barbara Hendricks. Mme Sassou Nguesso, épouse de l'ancien président du Congo, est également venue s'incliner devant la dépouille mortelle de l'ancien président de la République.

Danielle Mitterrand, ses fils Gilbert et Jean-Christophe, ainsi que sa sœur, Christine Gouze-Reynal, et son beau-frère, Roger Hanin, ont quitté les lieux mercredi, peu avant 21 heures.

Dans l'après-midi, deux immenses couronnes mortuaires ont été apportées, la première de fleurs bleues, blanches et rouges – les couleurs du drapeau russe, – envoyée par le président Boris Eltsine, puis une deuxième, de roses rouges, du président congolais.

Jean-Baptiste de Montvalon

Des rassemblements discrets ou solennels sont organisés dans plusieurs villes de province

LES JOURNÉES du mercredi 10 et du jeudi 11 janvier ont été marquées par des hommages et des manifestations à la mémoire de François Mitterrand dans plusieurs villes et villages de province. Ici, sur l'initiative des maires ou des fédérations locales du PS, ce sera un office religieux, là l'ouverture d'un registre de condoléances, ailleurs des rassemblements publics ou simplement une rencontre silencieuse entre amis, conformément aux dispositions contenues dans la lettre-testament de l'ancien président.

A Lyon, à la demande du maire Raymond Barre, le carillon de soixante et une cloches de l'hôtel de ville devait interpréter, jeudi, un extrait du *Requiem* de Mozart, tandis qu'un appel à observer une minute de silence a été lancé aux habitants. A Bordeaux, un hangar du port a été aménagé le long de la Garonne pour que les habitants qui le veulent puissent suivre en *direct la retransmission de la cérémonie* de Notre-Dame. Même retransmission à Blois, dont le maire est Jack Lang : le conseil municipal plantera un chêne dans l'après-midi dans les jardins de l'évêché. A Lille, Pierre Mauroy devait présider jeudi après-midi un conseil municipal extraordinaire en hommage à l'ancien chef de l'Etat.

Haut lieu de la mémoire mitterrandienne, Château-Chinon, dans la Nièvre, soigne particulièrement le souvenir et les hommages. Les écoles devaient être fermées jeudi, les drapeaux mis en berne et les photos officielles de François Mitterrand recouvertes d'un crêpe noir. Dans les Landes, plusieurs milliers de personnes ont signé des registres dans les mairies ou laissé des lettres personnelles. L'accès à la bergerie de Latche est interdit par un cordon de gendarmes.

Dès mercredi soir, à Limoges, où était né le père de l'ancien président, un millier d'habitants formant un cortège se sont rendus à l'hôtel de ville. Pendant ce temps, la musique de la *9e symphonie* de Beethoven a été diffusée. Dans les locaux de la fédération du PS, est organisée pour un mois une exposition de photos retraçant les voyages officiels de François Mitterrand en Limousin pendant ses septennats. Dans la banlieue de Rouen, la municipalité de Déville-lès-Rouen a décidé de donner le nom de François Mitterrand à l'ancienne place de la mairie, et une plaque a été dévoilée jeudi.

Enfin, à Toulouse, *La Dépêche du Midi*, que dirige Jean-Michel Baylet, ancien ministre, président d'honneur de Radical, publie un éditorial de Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, sous le titre « Admiration et respect ». *« Aujourd'hui, le long parcours de sa vie politique et humaine s'achève. Le temps qui vient, nous le vivrons sans lui. Il nous a marqués et il nous manque »*, écrit-il.

Le quotidien *Nord Eclair*, pour sa part, publie un numéro spécial de 56 pages sur les relations entre l'ancien chef de l'Etat, le Nord-Pas-de-Calais et la Belgique. Une bonne partie des reportages et des photos concernent l'inauguration du tunnel sous la Manche, le 6 mai 1994.



« Un vieil homme est mort, il était ma jeunesse... »

IL Y A quelque chose de doux dans la pluie, la nuit. La foule est là, aussi disparate et surprise qu'autrefois. Le portrait est géant, en noir et blanc. La pluie est fine et la *Cinquième symphonie* de Gustav Mahler, qui a célébré au cinéma *Mort à Venise*, exalte. On se faufile, on se serre, on s'immobilise, on ne peut échapper au portrait. L'homme est à la tribune de son dernier meeting à Toulouse en 1988. Il est souriant et fait « au revoir » de la main. Il ne ressemble pas au président mais au candidat d'antan quand le visage incarnait ce dont un peuple s'était pris à rêver. La musique de Mahler chante la mélancolie, renoue avec l'ardeur et puis l'éteint.

Il n'y a pas assez de place à la Bastille, alors on se bouscule un peu avec la tendresse de ceux qui se connaissent. Les roses, aujourd'hui, sont empaquetées dans du cellophane mais on y voit se refléter les éclats de lumière. On les voit aussi dans les yeux, sur les pavés, sur les visages silencieux. La foule hésite entre le recueillement et les conversations chuchotées. Comme dans les enterrements réussis, il y a de la gaieté. On rit et c'est la vie. Par moments, il règne une impression de flottement entre le souvenir, la gratitude, la fierté, un peu de désillusion et presque une certaine forme d'espoir.

Des files d'attente se forment près des toiles de tentes qui abritent les registres de condoléances et on écrit « *Sois là près de nous pour la suite des événements qui ne promettent rien de bon* », inscrit un anonyme. « *Les souffrances de François Mitterrand sont apaisées mais pas celle d'un peuple aux abois. Merci d'avoir aidé les pauvres en 1981, merci d'avoir aboli la peine de mort* », signe Nadine, « *une exclue* ». « *Un vieil homme est mort, il était ma jeunesse* », raconte un autre. « *Mitterrand, vous serez élu dans l'au-delà !* », assure une jeune fille.

On le tutoie, on le vouvoie, on écrit à Tonton, on lui dit de faire attention maintenant dans l'« *au-delà* », on l'imagine avec Jaurès, on lui lègue « *l'amitié des chênes et des roses* ». On le remercie souvent, très sobrement. Un Africain demande à un jeune homme d'écrire à sa place : « *Mets sur le cahier que c'est un mec bien* », et le jeune s'exécute : « *Monsieur le président, vous êtes un mec bien.* » Modesto, l'ouvrier espagnol à la retraite ; Djemel, le Tunisien de trente ans qui dit que François Mitterrand lui a appris « *à aimer la France, à comprendre la faiblesse des uns et des autres, à accepter les différences* » ; Syamed, le réfugié kurde, aujourd'hui naturalisé français : « *Pour moi, il était une sorte d'étoile de la France dans le monde. Pour la paix, pour les droits de l'homme.* »

Les socialistes de la section de Guyancourt (Yvelines) ne se sentent pas complètement orphelins et absolument pas déséspérés malgré leur tristesse. « *On est repartis, au contraire ça nous restimule.* » Parmi eux, Sylvie, trente-neuf ans, secrétaire de la paroisse de Guyancourt, raconte que c'est « *grâce à lui* » qu'elle a découvert le socialisme en 1981 : « *Avant, je faisais comme mes parents, je votais à droite. Il m'a amenée à réfléchir sur la justice sociale.* » Au cours du second septennat, elle a bien eu quelques doutes sur le chômage, l'insuffisance de la réduction des inégalités sociales, « *mais bon…* ».

Solange et Annie, quarante-huit ans, agents administratifs à l'université de Jussieu, ne sont pas décidées à allumer la bougie qu'on leur a distribuée. « *Non, tout de même.* » Elles font partie des déçus des socialistes au pouvoir. « *Mais Mitterrand nous touche. Il avait pris une stature extraordinaire, il avait transcendé les clivages. Au moins, il représentait les valeurs fondamentales d'un idéal républicain, nos enfants ont grandi avec ça et ce n'est pas rien. Le problème a été quand les affaires, les scandales ont éclaté, ça faisait vraiment souffrir…* » Elles sont là, prêtes à célébrer la mémoire de François Mitterrand tout en remâchant l'amertume des deux septennats, « *une période qui a tué l'utopie, un monde du travail qui s'est brisé, une société civile qui s'est rendue aphone, sans idées, les grandes questions qui se sont aggravées* ». Mais elles sont là.

Olivia et Hélène, vingt-trois ans, étudiantes, ne sont pas non plus des mitterrandolâtres. Elles restent pourtant fascinées par l'homme : « *Imaginons qu'il y ait eu un peu d'imposture, c'était en tout cas lui qui défendait le mieux les convictions politiques qu'on avait.* » Et elles gardent en mémoire l'esprit brillant, l'amour de la culture, un art de vivre, le travail de la pensée, la part de mystère, la curiosité, « *un esprit bien français, quoi* ».

Les cerises de Jean-Baptiste Clément

***Le Temps des cerises*, chanté par Barbara Hendricks et repris ici ou là, place de la Bastille, le 10 janvier, a été écrit en 1866 par Jean-Baptiste Clément, poète socialiste et franc-maçon (1837-1903), et mis en musique par Renard. Cette chanson était devenue ensuite, pour le mouvement socialiste de la fin du XIXe siècle, symbolique de la Commune de Paris.**

Clément, qui avait combattu sur les barricades de la Commune, se voulait un « poète du peuple ». Il composa les *Chansons pour un morceau de pain* et les *Chansons de l'avenir*. Il participa à la revue *Le Cri du peuple* de Jules Vallès. Condamné à mort, il s'exila à Londres. Après l'amnistie de 1880, il milita surtout au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Il avait dédié *Le Temps des cerises*, la plus célèbre de ses chansons, à Louise, ouvrière et ambulancière inconnue, qui vint, le 28 mai 1871, soigner les blessés de la barricade de la rue Fontaine-au-Roi, alors que la Commune était en passe d'être écrasée.

UN HOMMAGE, « MÊME SI »

François Mitterrand, presque un proche, comme un parent dans ce qu'il donnait à voir : un homme et la maladie en lui, qui se bat, vit, se sait en sursis, « *un peu comme d'autres aujourd'hui* » dit Catherine, une chômeuse qui, le jour de la mort de François Mitterrand, s'est fait embaucher comme employée… à l'ANPE.

Jean-Luc, quarante-cinq ans, directeur d'un service éducatif de l'Essonne, cherche longuement et dit finalement que « *Mitterrand a formidablement incarné la complexité du rapport de l'homme à lui-même* ». Certains ne veulent pas penser « *au président et à Bousquet* ». Armelle, quarante-trois ans, professeur d'histoire, est justement touchée par ses erreurs, ses faiblesses : « *Il a assumé toute sa vie, ça le rendait plus humain, plus proche. C'est un cheminement dans le XXe siècle, un destin. Et puis, il est parti d'une enfance et d'un milieu familial qui le destinaient tellement peu à ce qu'il allait devenir.* » Souvent, les uns et les autres parlent de rêves déçus, nuancent leur hommage de « *même si* », « *bien que* ». Mais une dernière fois, sous la pluie, la voix de l'homme dont on célèbre le départ, retentit.

« *Amis qui m'entendez, c'en est fini de nos rencontres (…). Il y aura d'autres combats, vous en serez, je n'en serai pas éloigné* », lançait-il lors du dernier meeting de Toulouse. La foule écoute l'enregistrement. La voix familière est encore vivante. « *On ne peut pas limiter la vie d'une organisation, et surtout d'une grande idée d'organisation de la société, à la vie, au travail d'un homme, et même à sa tâche réussie, moins réussie* », s'adressait-il dans son discours d'adieu au siège du PS.

Sur les marches de l'Opéra, Barbara Hendrix entonne *Le Temps des cerises*, mais des incidents de sonorisation saturent sa voix. Une fusée rouge monte dans le ciel et l'étoile file lentement, disparaît derrière le portrait. La foule a du mal à se disperser. Ils sont encore là par milliers, à 22 h 30, à se serrer et à improviser des slogans. « *François, ta génération est là* ». On chante *l'Internationale* et *Non, je ne regrette rien*. On redit « *Merci François, merci François* » et on scande « *Liberté, égalité, fraternité* ». Certains voudraient « *qu'on se tienne tous la main* » et d'autres reprennent l'incantation du mois de décembre, « *Tous ensemble, tous ensemble, hé ! hé !* », crient « *Tonton, la rose, elle ne se fânera pas* » ou répètent en le détournant un slogan de 68 : « *Ce n'est qu'un combat, continuons le début !* » Les retardataires affluent, les gerbes s'amoncellent, on signe encore très tard dans la nuit les registres de condoléances. Personne n'a vraiment envie de se quitter.

Dominique Le Guilledoux

Présents en 1981, absents en 1996

ILS AVAIENT chanté et dansé à la Bastille, le 10 mai 1981. Certains avaient « *réédité l'erreur* », accordant à nouveau leur confiance à François Mitterrand, en 1988. Mercredi 10 janvier, ils n'étaient pas au rendez-vous des pavés de l'est parisien. Le « *peuple de gauche* » qui s'était levé pour fêter François Mitterrand, il y a quinze ans, ne s'est pas fondu tout entier dans celui des « *anonymes* ». Sympathisants déçus, militants politiques et associatifs, très jeunes gens « *libérés de toute affection* » pour l'ancien président, ils ont choisi de « *s'abstenir* », selon le mot de nombreux militants.

Attention : ils ne veulent pas « *gâcher l'hommage* », explique un membre du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Ils n'iront pas « *cracher sur la tombe* », non : « *On est pas des malappris* », commente Patrick Silberstein, médecin et animateur de Ras l'front. Ils pensent que « *ce n'est pas le moment* » de troubler ce concert de louanges, « *même s'il est quand même un peu indécent* ». Ils trouvent « *normal* » que Robert Hue aille à la Bastille. Ils ne critiquent même pas les directions du Mouvement des citoyens (MDC) ou des Verts, qui se sont fait – discrètement, mais officiellement – représenter, à la différence des trotskistes de Lutte ouvrière (LO) ou de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Mais ils savent, « *en conscience* », qu'ils ne voulaient pas honorer cet hommage de leur présence.

« *En 1981, peut-être aussi parce que j'avais vingt ans, c'était la joie totale, l'espoir* », se souvient Jean-Marc, militant du SGEN « *en lutte* » contre Nicole Notat. « *Lundi, c'est une page d'histoire qui s'est tournée, mais je n'ai ressenti aucune émotion.* » Aller à la Bastille ? « *Ca ne m'a même pas effleuré l'esprit* », réfléchit Patrick Silberstein : « *Mitterrand n'est pas quelqu'un pour qui j'ai eu de la sympathie* », continue ce médecin. « *On ne peut pas s'asseoir sur quatorze ans de promesses et d'espoirs déçus* », résume Denis Baupin, militant chez les Verts.

Affûtées, taillées, méditées depuis plusieurs années, les raisons du divorce jaillissent de la surface de leurs mémoires blessées. « *J'ai été surpris de voir qu'il y avait parmi nous un vrai débat* » – aller ou ne pas aller à la Bastille – « *et que les échanges étaient parfois violents* », commente un membre de la Cimade. Associations, syndicats ou mouvements politiques n'ont pas donné de mot d'ordre, mais se sont souvent concertés au sommet. Au syndicat SUD, « *on a jugé qu'il n'y avait pas de raison symbolique particulière d'y aller ce soir, mais sans donner de directives* », explique ainsi une de ses responsables, Annick Coupé.

TRAVAIL DE DEUIL

Mercredi soir, à la maison, les militants égrennent leurs raisons. D'abord, la guerre du Golfe, « *quelque chose d'impensable pour un président socialiste* », juge ce syndicaliste de la CFDT. Il y a aussi « *l'Europe libérale de Maastricht* », une construction « *impardonnable* », dit ce militant écologiste. Un membre d'une association humanitaire ne pardonne pas « *l'indifférence au Rwanda* ». « *Je rends hommage à Mitterrand qui a aboli la peine de mort – une vraie décision politique* », explique Marie-Agnès, ex-militante qui a quitté le PS en 1990, au moment du congrès de Rennes, « *mais je ne peux pas oublier le* « seuil de tolérance » *et les lois de Philippe Marchand, qui préparent les lois Pasqua.* »

Le 10 mai 1981, Lachemi Boudrahem a « *pris la flotte, bu le champagne* ». Depuis, il a créé l'organisation caritative « *Chorba pour tous* », qui offre des soupes populaires aux pauvres de la capitale. « *Chez nous, on respecte beaucoup les morts. Paix à son âme ! Mais quand même, quelle trahison !.. Avec la guerre du Golfe, les Franco-Maghrébins ont perdu confiance en lui. Le droit de vote aux municipales, il nous l'a jamais donné. Il y a aussi l'affaire du foulard…* » M. Boudrahem n'oublie pas non plus « *comment les socialistes ont récupéré* » la « marche pour l'égalité », en 1983.

Avocate, proche des cercles rocardiens, aujourd'hui militante au Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti) et à la Ligue des droits de l'homme, Hélène elle aussi a quitté le PS en 1990. « *Avec une copine, on s'est souvenu qu'on avait eu les larmes aux yeux en découvrant, dans la presse, les charters de Mme Cresson et les écoutes téléphoniques de l'Élysée.* » Hélène s'arrête là, comme les autres. Pudiques, ces militants-là n'évoquent ni l'amitié avec René Bousquet ni même les « affaires » des deux septennats. Prompts à descendre dans la rue, comme en novembre ou décembre 1995, prêts à se mobiliser dès qu'on menace les libertés ou les droits, ils ne pouvaient pas pleurer à la Bastille : « *Notre deuil, ça fait déjà longtemps qu'on l'a fait.* »

Ariane Chemin

JUSTICE Patrick Poivre d'Arvor ne présentera plus durant quelques semaines le journal télévisé de 20 heures de TF 1. *La direction de la chaîne a décidé, jeudi matin 11 janvier, de suspendre pour une durée de trois à neuf mois le journaliste vedette. La cour d'appel de Lyon avait, la veille, confirmé sa peine de* quinze mois d'emprisonnement avec sursis pour *« recel d'abus de biens sociaux »* dans l'affaire Botton. ● *DANS SON ARRÊT* rendu le 10 janvier, la cour d'appel alourdit les peines prononcées en première instance envers Michel Noir, *Michel Mouillot et Pierre Botton.* Ce dernier, condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis, a été *immédiatement incarcéré.* ● CONDAMNÉS à cinq ans d'inéligibilité, MM. Mouillot et Noir pourraient se voir privés de leurs mandats de maire de Cannes et de député du Rhône.

La cour d'appel de Lyon aggrave les peines de MM. Botton, Noir et Mouillot

La direction de TF 1 a décidé jeudi 11 janvier de retirer pendant quelques semaines à Patrick Poivre d'Arvor la présentation du journal télévisé. Le journaliste, qui a vu confirmée sa peine de quinze mois de prison avec sursis, se pourvoit en cassation comme les autres condamnés

LYON
de notre envoyé spécial

Pierre Botton resta longtemps stoïque, le buste droit, le regard vide, dans cette position d'écoute attentive qu'il avait si souvent adoptée devant ses juges. Puis, quand le président Dominique Dulin eut fini de lire l'arrêt de la cour d'appel de Lyon, deux policiers en civil s'approchèrent de l'homme d'affaires. Il les suivit sans émotion apparente vers la porte du fond, celle qui mène aux coulisses du palais et aux fourgons de police. Avant de quitter la salle, il embrassa longuement sa mère. Alors, seulement, il sembla mesurer ce qui l'attendait. La cour, aggravant la peine prononcée en première instance, venait de le condamner à cinq ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis. Le soir même, il dormirait dans une cellule de la prison Saint-Joseph, lui, *« l'ami des stars »*, *« le faiseur de maire »*, coupable d'avoir puisé dans ses sociétés les 24 396 165 francs de ses dérives.

Cette image d'un Pierre Botton retournant en prison – il avait fait cinq mois de détention provisoire en 1992 – restera sans doute l'un des moments forts d'un feuilleton déjà riche en rebondissements. A force de le voir comparaître libre, devant le tribunal correctionnel (13 février-3 mars 1995), puis devant la juridiction d'appel (6-15 novembre 1995), acteurs et spectateurs de *« l'affaire Botton-Noir »* avaient presque fini par oublier qu'il se trouvait sous la menace d'une peine d'emprisonnement ferme. La cour, dans son arrêt du 10 janvier, s'est chargée de le rappeler, en exigeant un mandat de dépôt ainsi motivé : *« Eu égard à la durée de la partie ferme de cette peine, il est à craindre que le condamné ne cherche à se soustraire à son exécution. »*

« PROFONDÉMENT CHOQUANT »

En clair, les magistrats craignaient que le gendre de Michel Noir ne profite d'un pourvoi en cassation pour retarder l'échéance et prendre le chemin de l'exil. Un soupçon que son avocate, M[e] Frédérique Pons, a jugé *« profondément choquant »*. Sitôt sortie de la salle, elle a déclaré qu'il fallait *« arrêter de faire croire que Pierre Botton veut s'enfuir »*, en référence à l'interpellation de son client, le 20 décembre, à l'aéroport d'Orly, alors qu'il s'apprêtait à partir en vacances aux Etats-Unis (*Le Monde* du 22 décembre).

Au-delà de M. Botton, dont la condamnation est notamment assortie d'une amende de 2 millions de francs, d'autres prévenus ont sans doute mesuré, mercredi, les risques de l'appel. La cour s'est ainsi montrée plus sévère que le tribunal à l'encontre du maire (PR) de Cannes, Michel Mouillot, et de l'ancien maire de Lyon Michel Noir. Condamnés à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis (soit trois mois de plus qu'en première instance), 200 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité, ils ont décidé de se pourvoir en cassation.

A Michel Mouillot, l'homme de communication, la cour ne reproche pas seulement d'avoir perçu 630 000 francs de salaires sans fournir la moindre prestation. Elle lui donne également une leçon de morale après les propos qu'il avait tenus à la barre, le 9 novembre 1995. En s'abritant derrière la *« confiance »* que lui avaient manifestée les électeurs cannois cinq mois plus tôt, il s'était exposé à un rappel à l'ordre républicain. La cour ne s'en est pas privée *(lire ci-dessous)*.

Contrairement à M. Mouillot, M. Noir ne s'était pas déplacé au palais de justice. Pressentait-il l'humiliation d'être condamné dans une ville dont il est encore député (non inscrit) ? Lui non plus n'a pas su convaincre la cour. Bien sûr, l'arrêt revient en détail sur les repas, voyages et autres « cadeaux », précisant que Michel Noir a bénéficié *« en connaissance de cause »* des *« largesses de Pierre Botton »*. Mais les magistrats vont plus loin sur un point essentiel : un document manuscrit répertoriant les frais engagés par M. Botton au bénéfice de M. Noir. Cette « convention de remboursement », portant sur des dépenses politiques et privées, aurait été rédigée par M. Noir le 12 avril 1989, alors que, selon lui, son gendre se livrait à une sorte de chantage affectif : il menaçait de quitter son épouse si M. Noir, élu maire de Lyon, ne lui accordait pas, en récompense de son « soutien », des commissions sur les marchés publics de la ville.

MAUVAISE POSTURE

A ce sujet, M. Noir avait indiqué, le 10 novembre, qu'il avait refusé cet arrangement au nom de ses *« principes »*, mais que, dans l'espoir de préserver le couple, il avait tout de même accepté d'écrire sous la dictée de M. Botton. Autrement dit, il avait nié une quelconque valeur à ladite « convention ». La cour, elle, y a vu la preuve des liens financiers entre les deux hommes : *« Il est difficile d'admettre que Michel Noir, décrit comme ayant une forte personnalité, se fût laissé aller à rédiger un document dans lequel il se reconnaît comme étant débiteur, dans des proportions très importantes, de Pierre Botton. La présentation formelle de ce document, qui ne comporte aucune rature, exclut qu'il ait été rédigé dans le contexte décrit par Michel Noir. Il s'agit au contraire d'un texte élaboré et construit selon un schéma réfléchi. »*

Pierre Botton en prison, les deux élus en mauvaise posture, il restait à connaître le sort d'un autre ami de l'homme d'affaires, le journaliste Patrick Poivre d'Arvor, prévenu d'avoir bénéficié de divers avantages pour un montant total de 530 000 francs. « PPDA », représenté par ses avocats, a vu sa peine confirmée, à savoir quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 200 000 francs d'amende. Dans un communiqué, il a annoncé son intention de se pourvoir en cassation, *« pour qu'enfin la vérité éclate hors du champ clos de Lyon et de ses affrontements internes et médiatiques »*. Le journaliste nie toujours avoir eu connaissance de l'origine des fonds de M. Botton : *« Chacun sait, parmi mes proches, que je ne me suis jamais livré à un acte délictueux en connaissance de cause. On devine trop, en revanche, les raisons politiques pour lesquelles on m'a fait entrer dans ce dossier en me choisissant parmi d'autres. (...) Comme le confirment par ailleurs les juges, pas un instant cette affaire privée n'a affecté de près ou de loin l'information de TF 1. »*

Philippe Broussard

Les autres condamnations

La cour d'appel de Lyon a condamné le pharmacien Marc Bathier, ancien « bras droit » de Pierre Botton, à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis et 500 000 francs d'amende. Charles Giscard d'Estaing, qui fut également un collaborateur de l'homme d'affaires, a été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis et 150 000 francs d'amende. La cour a confirmé à leur encontre l'interdiction de gérer une entreprise pendant cinq ans et prononcé, en plus, une interdiction des droits civiques et civils pendant la même période.

En outre, les magistrats ont condamné Serge Crasnianski, PDG de la firme grenobloise KIS, à une année d'emprisonnement avec sursis et 200 000 francs d'amende. Dominique Marchand, ex-collaborateur de M. Botton, a vu sa peine de dix-huit mois avec sursis et 100 000 francs d'amende confirmée. Enfin, l'entraîneur de football Michel Roblès a été relaxé.

« PPDA » écarté du « 20 heures » pour plusieurs mois

LE JOURNALISTE Patrick Poivre d'Arvor sera écarté du journal télévisé de 20 heures pour une période qui pourrait être de trois à douze mois. Ainsi en ont décidé Patrick Le Lay et Etienne Mougeotte, respectivement président et vice-président de TF 1. La direction de la chaîne entend ainsi prendre en considération le jugement de la cour d'appel de Lyon. Celui-ci a en effet confirmé, mercredi 10 janvier, la peine de première instance prononcée contre Patrick Poivre d'Arvor dans le cadre de l'affaire Botton : quinze mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende pour recel d'abus de biens sociaux. La période de purgatoire n'est pas définitivement arrêtée par les responsables de TF 1 et doit faire l'objet de négociations avec l'intéressé.

Ne pas donner le sentiment que le plus puissant média de France méprise les arrêts de la justice

Pour la direction de TF 1, qui a soutenu le présentateur pendant toute la durée du procès jusqu'au jugement d'appel, il importe aujourd'hui de ne pas donner le sentiment que le plus puissant média de France méprise les arrêts de la justice. Surtout à l'heure où le groupe Bouygues est dans le collimateur des tribunaux et à quelques mois du renouvellement de l'autorisation d'émettre de TF 1.

Dans l'attente de l'arrêt de la cour d'appel, plusieurs scénarios avaient été mis au point. La direction de TF 1 avait estimé que, si Patrick Poivre d'Arvor était condamné à une peine inférieure ou égale à neuf mois – autrement dit amnistiable –, celui-ci pourrait retrouver son siège de présentateur dès le lundi 15 janvier. En revanche, si, comme cela s'est révélé être le cas, la peine de première instance était confirmée, un congé sabbatique d'un an à neuf mois s'imposerait de lui-même. Enfin, troisième hypothèse, si Patrick Poivre d'Arvor était déchu de ses droits civiques pour une période donnée, il serait évincé de l'antenne pendant un temps équivalent.

Le tribunal s'étant prononcé en appel, c'est l'hypothèse du congé sabbatique de plusieurs mois qui s'impose. Au cours du débat qui oppose aujourd'hui Patrick Poivre d'Arvor à sa direction, celui-ci insiste de manière vigoureuse pour réduire son congé sabbatique à trois mois. Jeudi 11 janvier, la période de mise à l'écart n'était donc pas encore définitivement négociée. Le débat doit être tranché dans les jours qui viennent. Une chose est sûre : Patrick Poivre d'Arvor ne sera pas à l'antenne lundi 15 janvier. Jean-Claude Narcy le remplacera provisoirement.

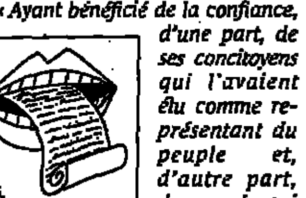
Reste que le départ de Patrick Poivre d'Arvor pourrait être le début d'un réaménagement plus vaste du créneau horaire 19 heures-21 heures, qui est stratégique pour les rentrées publicitaires. Même si le « 20 heures » de la Une reste le journal télévisé le plus regardé de France, l'heure n'est plus à l'hégémonie. L'audience du journal de France 2 a commencé à grignoter celle de TF 1, et les écrans publicitaires ont plus de mal à rentrer. Selon TF 1, l'audience du « 20 heures » présenté par Patrick Poivre d'Arvor pendant la première semaine de janvier (du lundi au jeudi inclus) était de 16,46 % chez les téléspectateurs de quinze ans et plus, soit 7 186 436 personnes, contre 14,52 % pour le journal de France 2, soit 6 398 988 télespectateurs. Les « Guignols de l'Info » ont, de leur côté, décidé de conserver « PPD » comme présentateur vedette.

Yves Mamou

Des faits et comportements « hautement répréhensibles »

LES PRINCIPAUX extraits des attendus de l'arrêt de la cour d'appel de Lyon.

● **Sur Michel Noir :**



VERBATIM

« Ayant bénéficié de la confiance, d'une part, de ses concitoyens qui l'avaient élu comme représentant du peuple et, d'autre part, de ses pairs qui lui avaient confié un portefeuille ministériel, celui-ci se devait d'avoir un comportement intègre. Au lieu de cela, il a trahi la confiance qui lui avait été accordée et a, pour s'assurer un train de vie important, profité, en connaissance de cause, d'avantages matériels que lui procurait un homme d'affaires sans scrupules, dont la soudaine fortune interrogeait tout son entourage. Un tel comportement, de nature à fragiliser l'image du personnel politique, est hautement répréhensible et mérite une sanction plus élevée que celle infligée par le tribunal. »

● **Sur Michel Mouillot :**

« La cour n'ignore pas que Michel Mouillot, postérieurement à sa condamnation par le tribunal correctionnel, n'a pas hésité à se présenter aux élections municipales. Il a été élu. Contrairement à ce qu'il a soutenu devant la cour, cette circonstance ne peut influer sur l'appréciation de la sanction qui doit lui être infligée.

» En effet, la Justice est rendue au nom du peuple français, qui s'est doté d'une Constitution, laquelle prévoit que les juges, et non les électeurs, ont pour mission d'apprécier les conduites contraires à la loi. (...) Michel Mouillot a commis des faits hautement répréhensibles, alors que sa qualité d'élu aurait dû le conduire à se montrer irréprochable sur le plan personnel. Un tel comportement, de nature à entacher l'image du personnel politique et à le déconsidérer vis-à-vis des citoyens, mérite une sanction plus sévère que celle infligée par le tribunal. »

● **Sur Patrick Poivre d'Arvor :**

« Il ne peut être imaginé qu'un journaliste n'ait pas cherché à savoir les origines de la fortune de Pierre Botton, alors même que d'autres personnes s'étonnaient de son train de vie fastueux. Ces dépenses qui, selon Patrick Poivre d'Arvor, ont un caractère modeste, s'élèvent néanmoins à 530 000 francs. Eu égard à l'importance de ces sommes, celui-ci ne pouvait pas croire qu'il s'agissait de cadeaux personnels de Pierre Botton. (...) Il ressort de ces éléments que la majorité de ces dépenses s'inscrivait non pas dans un contexte amical, mais se situait dans un cadre utilitaire. (...) Il n'est certes pas le seul journaliste connu à avoir profité, sans états d'âme, des largesses de celui-ci, l'un d'eux allant même jusqu'à lui emprunter de l'argent : cependant, cette absence de poursuites n'ôte rien à la connaissance qu'avait Patrick Poivre d'Arvor de l'origine des fonds. »

A Cannes, le RPR ne veut plus de la « mascarade Mouillot »

LA DÉCISION de Michel Mouillot de faire appel de sa condamnation en première instance tout en maintenant sa candidature aux élections municipales avait incité le RPR à lui retirer son investiture *« pour des raisons d'éthique politique »*. Le parti néogaulliste avait alors décidé d'opposer au maire sortant (UDF-PR) de Cannes, élu pour la première fois en 1989, la candidature de Pierre Lellouche, député (RPR) du Val-d'Oise.

Alors que son ami François Léotard avait démissionné de ses fonctions de maire de Fréjus en attendant que la justice tranche dans une affaire judiciaire le concernant, M. Mouillot s'était présenté, lui, comme la victime d'une *« erreur judiciaire »*, tout en accusant le tribunal correctionnel de Lyon d'avoir pris une *« décision politique »*. Solidement implanté dans sa ville grâce à un clientélisme méthodique, Michel Mouillot n'avait pas été inquiété par le parachutage de M. Lellouche. Il l'avait emporté, au second tour du scrutin municipal de juin, avec 59,11 % des suffrages exprimés contre 24,13 % à son principal adversaire.

« UN DÉLINQUANT CONDAMNÉ »

Comme M. Lellouche, qui avait reproché à M. Mouillot de *« se servir du suffrage universel pour régler ses problèmes judiciaires »*, la cour d'appel de Lyon n'a pas apprécié l'attitude du maire de Cannes. Elle a estimé que *« la Constitution prévoit que les juges et non les électeurs ont pour mission d'apprécier les conduites contraires à la loi »*.

A sa sortie du palais de justice de Lyon, M. Mouillot a déclaré qu'il ne s'était pas présenté aux élections municipales *« pour défier qui que ce soit, mais parce que c'était la volonté des Cannois »*. Le maire de Cannes, qui s'est abstenu de protester une nouvelle fois de son *« innocence »*, s'en est remis à la décision de la Cour de cassation, tout en refusant d'admettre que sa carrière politique est *« compromise »*. Pierre Lellouche, de son côté, nous a déclaré que les six élus de sa liste se refusaient à cautionner la *« mascarade »* de M. Mouillot. *« Quelle que soit la décision que la Cour de cassation doit prendre sur la forme*, a-t-il estimé, *il n'en reste pas moins que M. Mouillot est un délinquant qui a été condamné sur le fond. Il n'a plus de légitimité en tant que maire de Cannes alors que, de plus, il a conclu une véritable alliance avec les élus du Front national. »* Les élus du groupe RPR devraient désormais pratiquer la politique de la chaise vide au conseil municipal.

N. P.

Inéligibilité et déchéance des mandats

AU MOIS DE NOVEMBRE, lorsque le président de la cour d'appel avait demandé à Michel Noir de décrire sa *« situation »*, l'ancien maire de Lyon avait répondu en trois mots : député du Rhône. Bientôt, il ne pourra plus se prévaloir de cette qualité. Condamné à dix-huit mois de prison avec sursis, il vient de se voir infliger une peine d'inéligibilité de cinq ans. Lorsque cette condamnation sera définitive – c'est-à-dire lorsque les voies de recours seront épuisées –, il sera donc déchu de son mandat.

La déchéance d'un député est constatée par le Conseil constitutionnel, saisi par le bureau de l'Assemblée nationale, le garde des sceaux ou le ministère public de la juridiction qui a prononcé la décision. Pour que cette procédure soit engagée, il faut que la condamnation soit définitive. Les avocats de Michel Noir ayant annoncé un pourvoi en cassation, la saisine du Conseil constitutionnel ne pourra avoir lieu que quand les magistrats de la haute juridiction se seront prononcés. En raison de la durée de l'inéligibilité – cinq ans –, M. Noir ne devrait pas pouvoir se présenter aux élections législatives de 1998.

Depuis 1958, cinq députés ont été déchus de leurs mandats. En 1960, Pouvanaa Tetuaapua, un député de Polynésie française accusé d'être l'instigateur d'un incendie allumé au cours d'une nuit de troubles, avait été condamné à huit ans de réclusion. En 1961, Pierre Lagaillarde, député d'Alger, avait été déchu de son mandat à la suite d'une condamnation à dix ans de prison liée à sa participation aux *« barricades d'Alger »*. En 1964, Maurice Lenormand, un député de Nouvelle-Calédonie condamné à un an de prison avec sursis parce qu'il n'avait pas dénoncé les préparatifs d'un attentat avait, lui aussi, été contraint de quitter l'Assemblée nationale.

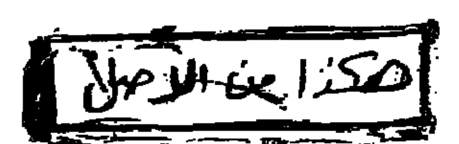
UNE PROCÉDURE LONGUE

La dernière déchéance constatée par le Conseil constitutionnel est plus récente : depuis 1994, Edouard Chammougon, député de Guadeloupe, ne peut plus se prévaloir de sa qualité de député en raison d'une condamnation à trois ans de prison avec sursis pour corruption. Jean-Luc Gouyon, proclamé député de l'Orne à la suite du décès d'Hubert Bassot, dont il était suppléant, devrait lui aussi être déchu de son mandat : le 8 novembre 1995, il a été condamné à cinq ans de privation de droits civiques et civils pour exhibitionnisme et usurpation d'identité par le tribunal d'Argentan et il n'a pas fait appel. Enfin, si la Cour de cassation confirme la décision de la cour d'appel de Paris de mars 1995 entraînant l'inéligibilité pour cinq ans de Bernard Tapie, le député (RL) des Bouches-du-Rhône devra renoncer à son mandat.

Dans le cas de Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes depuis 1989, le code électoral précise que tout conseiller municipal qui se trouve dans un cas d'inéligibilité est *« immédiatement déclaré démissionnaire »* par le préfet. Comme pour un député, la procédure ne peut cependant être engagée que si la condamnation pénale est définitive.

Les avocats de M. Mouillot ayant annoncé un pourvoi en cassation, le maire de Cannes pourra continuer à exercer son mandat jusqu'à l'arrêt de la Cour. L'examen de ce pourvoi pouvant durer plusieurs mois, voire un an, M. Mouillot pourrait être encore inéligible lors des élections municipales de 2001.

Anne Chemin



SOS-Racisme demande la saisie d'un jeu multimédia à la gloire de M. Le Pen

Le président de l'association y est présenté comme « ennemi de la France »

L'association SOS-Racisme a assigné, mercredi 10 janvier, devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine), Jean-Marie Le Pen et le Front national de ce département pour demander la saisie d'un jeu multimédia où le président du mouvement d'extrême droite chasse les « *ennemis de la France qui rôdent* ». Fodé Sylla, président de l'association SOS-Racisme, y est représenté avec un os dans le nez.

CET ÉTÉ, Philippe Le Gallou, fils du député européen et conseiller régional Front national d'Ile-de-France Jean-Yves Le Gallou, imagine un jeu multimédia où le président du FN, Jean-Marie Le Pen, chasse *« les ennemis de la France qui rôdent »*. Sur fond tricolore apparaissent une douzaine de personnages qui gênent la progression de M. Le Pen et que celui-ci doit détruire. Chaque victoire est ponctuée de quelques mesures des *Walkyries* de Wagner.

Premier de ces ennemis, Fodé Sylla, le président de l'association SOS-Racisme, est représenté avec un os dans le nez pour accentuer ses origines africaines. Si le joueur réussit à neutraliser ce premier obstacle, ce sont ensuite les portraits de François Mitterrand, d'un islamiste anonyme, de Philippe de Villiers, de Lionel Jospin, de Jacques Chirac, ou le sigle du RPR, qui zigzaguent sur l'écran, tentant d'éviter un Jean-Marie Le Pen jovial.

Ce jeu, utilisable sur ordinateur MacIntosh, a été mise en vente lors de la Fête des bleu-blanc-rouge, rendez-vous automnal du Front national, et la plupart des disquettes ont trouvé preneur. Mercredi 10 janvier, devant le tribunal de Nanterre, l'avocat de SOS-Racisme, Me Jean-François Anquetil, a demandé la saisie des disquettes, estimant qu'il y avait *« une atteinte à l'image d'une gravité exceptionnelle, civile et pas politique »*. Il a également réclamé pour son client 1,6 million de francs de dommages-intérêts.

Pour sa part, le défenseur du Front national, Me François Wagner, a soulevé diverses irrecevabilités, indiquant entre autres au tribunal que *« le Front national 92 »*, mention portée sur l'étiquette de la disquette de jeu, n'existait pas en tant que tel, et que Jean-Marie Le Pen avait été assigné personnellement alors qu'il n'est pas *« responsable de la création ou de la distribution du jeu »*. Il a souhaité que l'on *« ramène les choses à leurs justes proportions »* affirmant que ce jeu *« ne porte pas atteinte à l'intimité de la vie privée de M. Sylla »*. Me François Wagner a ensuite fourni au tribunal une disquette comportant la version définitive du jeu. Mises à part quelques fautes d'orthographe corrigées, la mention *« Ennemis de la France »* a été remplacée par *« Adversaires de la France »*.

Le tribunal a mis sa décision en délibéré jusqu'à lundi prochain.

Jean-Claude Pierrette

■ **DROGUE : cinq trafiquants du réseau Margarita ont été condamnés**, mercredi 10 janvier à Paris, à dix ans de prison, la peine maximale encourue pour les faits de trafic de cocaïne et de blanchiment d'argent de la drogue qui leur étaient reprochés (*Le Monde* du 1er décembre). Il s'agit des Colombiens Jaime Zulaga Botero et Chemil Barjum Uribe, Jaime Pardo et Gustavo Tapias Ospinas – ces deux derniers étant en fuite –, et du Français Jean-Claude Trémeau.

■ **CLANDESTINS : le tribunal de grande instance de Bordeaux a ordonné**, mardi 9 janvier en référé, le débarquement de deux passagers clandestins découverts à bord d'un navire parti d'Anvers (Belgique), afin qu'ils puissent bénéficier des droits prévus par la loi. Les deux ressortissants macédoniens, dont un déserteur de l'armée, ont demandé l'asile politique. Ils avaient été découverts à Rouen, mais la police avait ordonné leur confinement à bord du bateau jusqu'à son arrivée en Guyane.

■ **TRANSPORTS : 92 % des Parisiens sont favorables au développement des pistes cyclables**, 88 % apprécieraient la mise en place d'un système permanent de bateau-bus et 68 % envisageraient de pratiquer le covoiturage, selon un sondage BVA demandé par Jean Tiberi. 86 % des sondés estiment que le vélo et le covoiturage seraient des solutions plutôt efficaces contre la pollution.

■ **ECOLE : le conducteur de travaux du chantier de Toul (Meurthe-et-Moselle)**, dont une grue s'était abattue sur un lycée voisin, tuant six élèves, le 26 janvier 1995, a été mis en examen pour homicides et blessures involontaires et manque de respect des règles du travail. Le grutier, un intérimaire grièvement blessé dans l'accident, avait été contraint par ses chefs de monter dans son engin alors que le vent soufflait violemment (*Le Monde* du 28 janvier 1995).

■ **DÉLINQUANCE : le nombre des infractions constatées à Paris a baissé de 7 % en 1995**, a indiqué, mercredi 10 janvier, le procureur de la République Gabriel Bestard. Outre le plan « Vigipirate » et les grèves de fin d'année, M. Bestard a expliqué cette tendance par la baisse des vols et cambriolages. Les vols avec violences sur la voie publique ont cependant connu une *« évolution à la hausse préoccupante »*.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Denis SAVEROT
et
Raphaëlle BACQUÉ-SAVEROT

ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur petit

Paul,
Hubert, Jacques,

le matin du 8 janvier 1996.

Villa Gabriel,
9-11, rue Falguière,
75015 Paris.

Catherine et Jacques Bacqué,
60-62, rue Brancion,
75015 Paris.

Françoise et Hubert Saverot,
69, chemin de Serre,
34160 Saint-Geniès-des-Mourgues.

Décès

– L'Institut Edouard-Depreux fait part du décès de

Jean ARTHUYS,
résistant OCM,
militant anticolonialiste,
fondateur de la Nouvelle Gauche,
de l'UGS et du PSU.

Ardetxea,
64200 Arcangues.

– Villeurbanne.
Mme Aimé-Jean Barange,
son épouse,
Marianne Barange
et son époux Gérard Estragon,
Elisabeth Barange
et son époux Jacques Coche,
Perrine Barange
et son époux Philippe Hubin-Eschger,
ses enfants,
Patrick et Adeline Hubin-Eschger,
Catherine et Jacques Estragon,
Iris Coche-Barange,
ses petits-enfants,
Pierre Hubin-Eschger,
son arrière-petit-fils,
Jean-Daniel et Renée Berger,
La famille Ganguin,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Aimé-Jean BARANGE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 29 décembre 1995, au cimetière de Cusset.

– Nantes. Les Sorinières. Paris.
M. et Mme Dominique Chantreau,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Claire Chantreau,
Le docteur et Mme Jean Loué,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Carol Loué,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Nicolae Razumieff,
M. et Mme Philippe Nicolae
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme Jean-Louis CHANTREAU,
née Denise BRUNET,

le 8 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pasquier, rue Villebois-Mareuil (Nantes), le jeudi 11 janvier, à 10 heures.

Les Jardins d'Arcadie,
130, rue Paul-Bellamy,
44000 Nantes.

– Mme Jean Chardonnet,
née Jacqueline Largeault,
son épouse,

Jacques et Mireille Chardonnet,
Bruno Chardonnet,
Patrick et Sabine Chardonnet,
ses fils et belles-filles,
Olivier, Viviane, Caroline,
Solenne, Frédéric, Damien, Arnaud,
ses petits-enfants,

Geneviève et Marguerite Chardonnet,
ses sœurs,

Les familles Chardonnet, Largeault et Mourot,

Philippe de Guitaut, au nom de ses anciens élèves de l'Institut d'études politiques de Paris,

Michel Garreau, au nom de ses anciens élèves de l'université de Dijon,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Jean CHARDONNET,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
ancien membre
du Conseil économique et social,
ancien directeur
de l'Institut de géographie de Dijon,
ancien professeur
à l'Institut d'études politiques de Paris,

survenu le 10 janvier 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 janvier, à 10 h 15, en l'église du centre, à Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Henri-Regnault,
92210 Saint-Cloud.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Léon-Maurice COUNOD,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 3 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Il rejoint son épouse,

Simone COUNOD,
née TASSIN,

qui nous a quittés le 24 octobre 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

De la part de ses nièces
Et ses nombreux petits-neveux
Et petites-nièces.

L'incinération aura lieu le mardi 16 janvier, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

114, rue Damrémont,
75018 Paris.

– Tous ceux qui ont connu, apprécié, aimé

Bertrand DEFOSSEZ,
chef de publicité
au *Figaro Magazine*,

pourront le retrouver par la pensée et la prière, le mardi 16 janvier 1996, à 11 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-8e.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le lundi 8 janvier, à Achères-la-Forêt (Seine-et-Marne).

94, rue de Varenne,
75007 Paris.

– Paris.

La vie a quitté

Charles DELLOYE,

le 9 janvier 1996, à l'âge de soixante-six ans.

Mme Bernadette Delloye,
son épouse,
Hélène, Iris et Stéphane Niclas,
Juliette,
ses enfants, son gendre, sa petite-fille,
Mme Panayota Vlahoutsikos,
Mme Maria Zrim,
sa belle-mère,
Mme Henry Delloye,
sa tante,
Sylvie, Henry-Louis, Mariane,
leurs conjoints et leurs enfants,
ses neveux et nièces,
La famille Pagniez
Et ses amis,
demandent à tous ceux qui l'ont aimé de continuer à penser à lui.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 19 janvier, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e, à 11 heures, suivie de l'incinération au cimetière du Père-Lachaise à 12 h 15, Paris-20e.

– Le Seigneur a accueilli dans Sa lumière et dans Sa paix

Mgr Guy DEROUBAIX,
évêque de Saint-Denis,

le lundi 8 janvier 1996, dans sa soixante-neuvième année, la quarante-cinquième année de son sacerdoce et la vingtième année de son ordination épiscopale.

Nous vous invitons à partager notre prière en participant à la messe présidée par le cardinal Lustiger, le samedi 13 janvier, à 10 h 30, à la cathédrale-basilique de Saint-Denis.

Ni fleurs ni couronnes.

De la part
Du Conseil épiscopal de l'évêché de Saint-Denis,
De Mgr Jacques Le Cordier,
ancien évêque de Saint-Denis,
Des prêtres, diacres, religieuses
et responsables laïcs du diocèse,
De sa famille,
Ainsi que de ses nombreux amis.

Evêché de Saint-Denis,
7, rue Catulienne,
93200 Saint-Denis.

– M. Robert Brandt-Diény,
M. et Mme Daniel Dommel,
Mme Denise Dommel,
M. et Mme Jean-Pierre Diény,
M. et Mme Jean Worms,
M. et Mme Marcel Petitmengin,
Mme Pierre Dugleux,
M. et Mme Jacques Petitmengin,
M. et Mme Jacques Kauffmann,
M. et Mme Pierre Petitmengin,
M. et Mme André Diény,
M. et Mme Jean Fabre,
Le pasteur et Mme Jean Diény,
Le pasteur et Mme Francis Diény,
M. et Mme Philippe Diény,
M. et Mme Roland Omnès,
Le pasteur et Mme Roger Diény,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Marthe DIÉNY,
agrégée d'histoire,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 29 décembre 1995.

Le service religieux et l'incinération ont eu lieu dans l'intimité.

En Peyvraz,
CH 1077 Servion, Suisse.
37, rue Vaneau,
75007 Paris.

– Josnes (41). Guillonville (28).

MM. Jacques et Bernard Fauconnier font part du décès de leur mère,

Mme Colette FAUCONNIER,
née JAUJARD,

survenu le 7 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-seizième année à Josnes (41).

– L'Association pour la Fondation Mémoire d'Auschwitz (AFMA) a la grande douleur de faire part du décès de son vice-président,

Charles GELBHART,
matricule 28621 à Auschwitz,
déporté du premier convoi
du 27 mars 1942,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 10 janvier 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Tous ses amis, pour un dernier adieu, se réuniront le vendredi 12 janvier, à 15 heures, à l'entrée principale du cimetière parisien de Thiais.

– Mme Annie Gelbhart,
son épouse,
Toute sa famille,
Et ses amis,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Charles GELBHART,
officier de l'ordre
national du Mérite,
vice-président de l'Amicale
des déportés d'Auschwitz,
vice-président de l'Association
pour la Fondation
de la mémoire d'Auschwitz,

survenu le 10 janvier 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 12 janvier, à 15 heures, au cimetière de Thiais-parisien.

Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Lucienne Gold,
M. et Mme Philippe Gold,
M. Jean-Serge Gold,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel GOLD,
survenu dans sa quatre-vingt-huitième année, à Hyères, le 25 décembre 1995.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 28 décembre, à Hyères (Var).

7, rue Alex-Casteuil,
83400 Hyères.
Port des Champs-Elysées,
75008 Paris.

– Mme Jacqueline Graille,
son épouse,
M. et Mme Dominique Terres,
François, Barbara, Laurent et Sébastien Graille,
Morgane et Hadrienne Terres,
ses enfants et petites-filles,
M. et Mme Raoul Graille,
M. et Mme Robert Tichadou,
Mme Marcel Garnotel,
M. et Mme Augustin Julia,
Toute sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre GRAILLE,

survenu au Chesnay, le 9 janvier 1996, dans sa soixante-treizième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Chesnay, le vendredi 12 janvier 1996, à 16 h 15.

Un service d'action de grâces sera célébré au temple de Versailles, 3, rue Hoche, le même jour à 17 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons à la CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de Versailles,
78150 Le Chesnay.

– MM. Lazard Frères et Compagnie ont le regret de faire part du décès, le 7 janvier 1996, à l'âge de soixante-quatorze ans, de leur collaborateur

M. Raymond MALAN,

entré dans le groupe le 1er octobre 1946

– Marie-Claude et Jean-Eric Chouchan,
Margaux et Léonard,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Mme Thérèse MAISEL,
née BLUM,
chevalier de l'ordre
national du Mérite,

veuve de

M. André MAISEL,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 9 janvier 1996, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 janvier, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris-14e.

On se réunira à 15 heures, à la porte principale.

On y associera le souvenir de ses deux fils,

Jean-Louis et Didier

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mme Marcel Perrier,
M. et Mme Claude Rossiaud,
M. et Mme Jacques Rossiaud
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Angèle-Madeleine ROSSIAUD,

leur mère et grand-mère,

le 6 janvier 1996, dans sa cent-deuxième année.

– M. Jean Zuccarelli,
M. Claude Lévy et Mme, née Marie-José Zuccarelli,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Emile Zuccarelli,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Danielle Zuccarelli
et sa fille Céline Calendini,
M. Hugues Bertrand
et Mme, née Michèle Zuccarelli
et leurs enfants,
M. Jean-Pierre Zuccarelli,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean ZUCCARELLI,
née Jacqueline
BARRANQUE-SARI,

survenu le 4 janvier 1996, à Bastia.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 6 janvier, en l'église Saint-Jean-Baptiste, suivie de l'inhumation au cimetière de Bastia.

17, boulevard du Général-de-Gaulle,
20000 Bastia.

– Emmanuel Maurel,
son père,
Marie-Noëlle et Thierry Janin,
sa sœur et son beau-frère,
Luc, Sylviane et Franck Janin,
ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Christiane MAUREL,
praticien hospitalier,

survenu à Paris, le 6 janvier 1996, dans sa trente-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule (154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8e).

L'incinération aura lieu ultérieurement dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Chemin de Fabrègues,
13510 Eguilles.
11, villa Adrienne,
78960 Voisins-le-Bretonneux.

– On nous prie d'annoncer le décès tragique de

Dorothée PESLE,

survenu le 7 janvier 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-14e, le vendredi 12 janvier, à 15 heures.

13, rue de la Vieille,
69001 Lyon.
64, rue du Moulin-de-la-Pointe,
75013 Paris.

Anniversaires de décès

– Il y a trois ans disparaissait

Simone COSTE.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

1986-1996

– Le 1er novembre 1985 disparaissait

Yvonne HAGNAUER,
« Goëland »
fondatrice
de la Maison d'enfants de Sèvres
titulaire de la médaille des Justes d'Israël

– Le 11 janvier 1986 disparaissait,

Roger HAGNAUER,
« Pingouin »,
cofondateur
de la Maison d'enfants de Sèvres,
militant syndicaliste,
animateur du noyau
de la Révolution prolétarienne.

« Ils aiment ce qu'ils font,
parce qu'ils font ce qu'ils aiment »
La Petite République.

– Il y a un an disparaissait

Jean-Pierre REÜS.

Ses amis se souviennent.

Idelette, Jean-Louis, Michèle, Roxane, Viviane.

Thèses

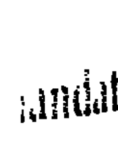
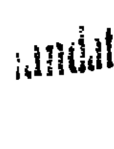
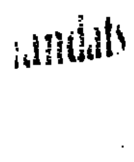
– **Armand Derhy** soutiendra le samedi 13 janvier 1996, à 10 h 45, à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne (salle des thèses), une thèse de doctorat intitulée : **« Les opérations de fusions-acquisitions : analyse théorique et application au marché français ».**

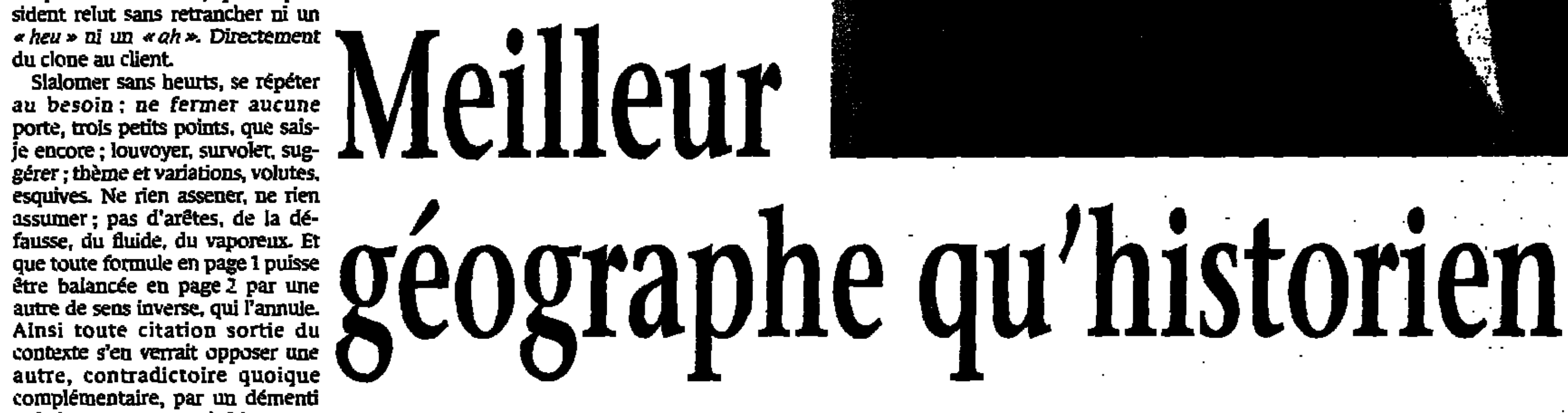
– **Nathalie RIZZONI** soutiendra sa thèse de doctorat de littérature française intitulée « Défense et illustration du « petit » : la vie et l'œuvre de Charles-François Pannard, auteur dramatique et poète (1689-1765) », le vendredi 12 janvier 1996 à 9 h 30 à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III, Censier), salle Las Vergnas, 3e étage, 13, rue Santeuil, 75005 Paris. Le jury sera composé de Mme M. de Rougemont et de MM. R. Démoris (directeur de thèse), P. Frantz, S. Menant, Ph. Vendrix.

Communications diverses

– **Maison de l'hébreu : 47-97-30-22.** Stages express individuels tous âges (moderne-biblique). Lisez l'hébreu biblique en une séance !

CARNET DU MONDE
Téléphone 40-65-29-94 / 40-65-29-96
Télécopieur 45-66-77-13



Meilleur géographe qu'historien

« Nul ne gouverne innocemment, certains gouvernent profondément. » A cette aune, comment mesurer l'action de François Mitterrand, se demande Régis Debray dans la quatrième partie du portrait au long cours qu'il consacre à l'ancien chef de l'Etat disparu

AFP

LA Compagnie de Jésus nous eût arrangé tout cela. Hélas, prêtres d'Angoulême et maristes du « 104 » n'étaient pas à la hauteur. Définir, *classer, distinguer,* ordonner ; procéder par étapes et divisions ; opposer, *éliminer, rassembler : ces précau*tions s'apprennent dès l'enfance, chez les Pères. C'est l'objet d'une éducation classique. Contrairement à la légende, Mitterrand n'en eut pas de sérieuse. Cet héritier *prometteur fut abandonné à la fa*culté de droit et à ses talents : trop de finesse, pas assez de système. *C'est de Gaulle qui* a le style *jé*suite : clair, net, maîtrisé. Malgré le drapé et le sonore, une langue militaire, sans traquenard ni *sfumato* avantageux ; signe d'une organisation rationnelle du *travail et d'une* méthode de commandement éprouvée, avec échelons hiérarchiques, coordination par chef d'état-major et répartition des compétences par bureaux. Le métier de la guerre l'exige mais l'avocasserie peut s'en passer.

N'ayant ni *la formation militaire* ni la culture manégériale du chef d'entreprise, Mitterrand ne put suppléer à *son défaut d'éducation* abstraite par une expérience pratique de la netteté. Alors, Lamartine règne, *« le style, c'est l'homme »*. J'en parle en connaissance de cause : le négligé-surveillé, l'abandonné-prudent, je me le suis chemin faisant incorporé. Commis dès 1981 aux professions de foi, aux harangues de Cancun et d'ailleurs, aux réponses diploma*tiques pour tiers-monde embarras*sant, je ripai bientôt, l'apprentissage aidant, de l'oratoire à l'intime *et même à l'intimiste. A la fin du* premier septennat, je faisais du Mitterrand en liberté non-stop, au kilomètre. Selon le schéma habituel des entrevues de presse *« allons plus loin avec »* : questions écrites au préalable, réponses sous-traitées à un sbire, et enfin photos du grand journaliste avec le président sous les arbres (pour sceller l'authenticité du tout). Je rédigeai encore en 1988 pour un grand magazine une longue confession supposée orale et transcrite au magnétophone, avec soupirs et incidentes, que le président relut sans retrancher ni un *« heu » ni un « ah »*. *Directement* du clone au client.

Slalomer sans heurts, se répéter au besoin ; ne fermer aucune porte, trois petits points, que sais-je encore ; louvoyer, survoler, suggérer ; thème et variations, volutes, esquives. Ne rien assener, ne rien assumer ; pas d'arêtes, de la défausse, du fluide, du vaporeux. Et que toute formule en page 1 puisse être balancée en page 2 par une autre de sens inverse, qui l'annule. Ainsi toute citation sortie du contexte s'en verrait opposer une autre, contradictoire quoique complémentaire, par un démenti qui n'en sera pas tout à fait un.

Comment jetterais-je la pierre à mon ancien patron ? Je n'aurais ja*mais pu me couler dans son ombre* si ses doubles fonds, ses travers n'avaient été les miens, par un cer*tain côté. Lui, à la fin, c'était mon* autre moi, mon sosie agrandi et roublard, l'*alter ego* du forum : un philosophe n'est pas de bois ni d'idées pures, ce serait trop beau.

NUL ne gouverne innocemment, certains gouvernent profondément. *Un de* Gaulle prend les choses à la racine ; un Mitterrand, par les feuilles. *Avoir des principes*, c'est bien ; remonter aux premiers principes, c'est mieux ; et ceci éclaire cela. Les querelles de moralité faites au florentin de Jarnac ont détourné de l'essentiel : son défaut de radicalité. Ceux qui s'obnubilent sur « la part d'ombre » ne *lâchent-ils pas eux-mêmes la proie* pour l'ombre ? Aucun trou de mémoire, aucune noirceur n'échappe*ront aux limiers, sauf peut-être* le lien qui unit déficit de valeurs et défaut de rigueur ; culte du bon plaisir et « culture générale ». Ce qu'on inculquait sous ce nom à l'étudiant en droit des années 30, comme à présent aux candidats au grand oral de l'ENA, est une dex*térité verbale conférant à quelques* généralités de bon ton le vernis d'un humanisme passe-partout, *d'autant plus accommodant* qu'imprécis.

Un peu maigre pour rassasier un bel appétit de comprendre, *quand* tout se met à vaciller ? Grâce au Stalag et aux années noires, qui l'ont émancipé, notre graine de chef put ajouter à cette soupe trop claire l'expérience du chaos et quelques lectures personnelles. Mais l'intrigue et la brigue accaparèrent trop vite l'écrivain manqué, *après* la Libération, et rien ne fut approfondi. Cette pousse boiteuse accoucha d'un Centaure prudhom*mesque* et mordant. Ecriture vigoureuse, pensée molle. Il saute du détail méchant croqué à vif, la notation du romancier, à la généralité pieuse, tirée des gazettes ou de la sagesse des nations. Ecoutant ou lisant cet esprit fin, on oscille entre la pépite et le cliché, en rêvant d'un arrêt quelque part entre Jules Renard et l'Ecclésiaste, où respirer des nouveautés de moyen terme, plus praticables.

> Ne rien assener, ne rien assumer ;
> pas d'arêtes, de la défausse,
> du fluide, du vaporeux.
> Et que toute formule en page 1
> puisse être balancée
> en page 2 par une autre
> de sens inverse, qui l'annule

Rien de tel qu'une banalité, il est vrai, pour paraître profond : le *« donner du temps au temps »* a longtemps épaté la chronique, qui ignore que ce dicton espagnol, *dar tiempo al tiempo*, est un poncif qu'aucun écrivain n'oserait cou*cher noir sur blanc* outre-Pyrénées. En matière internationale, qui est la seule importante, la hauteur sentencieuse donnera, par exemple, *« l'éternelle opposition »* entre Perses et Arabes, la dureté des empires pour les faibles, *« la France est ma patrie, l'Europe est mon avenir »*, l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, seule clé de la paix, etc. Mais qu'entend-t-on par *« forces »* ? Les panoplies militaires ? Les matériels, forces mortes ? Les économies, les cultures, forces vives ? *Que veut* dire alors équilibre, et comment le calculer ? Et la dissuasion du faible au fort n'était-elle pas là, *précisément, pour annuler la vieille notion d'équilibre comme parité* arithmétique ? Que veut dire l'Ouest, en réalité, et l'Est, histori*quement ? Un « homme cultivé »* n'interroge pas la *doxa* du milieu ; il ne se retourne pas sur les lieux communs de son époque, ceux qui servent à argumenter mais sur lesquels on n'argumente pas. Sonder les mots, déconstruire les évidences, repenser l'usuel à nouveaux *frais décroche de l'urgent*, débouche sur le paradoxe et heurte le sens commun. L'écart au *préjugé n'est pas « politiquement* rentable », mais c'est justement lui qui distinguera, un demi-siècle après, le grand politicien de l'homme de l'Histoire. Le premier modernise les problèmes en bernard-l'hermite, le second change de problématique, et saute dans le *siècle suivant. Face à la dérive des* continents, de Gaulle remonte aux causes et choque, Mitterrand court après l'effet, et rassure.

Les avocats ne sont pas faits pour découvrir de nouveaux *mondes, ni guerroyer* aux confins. La basoche tire parti des codes existants, sans en forger d'autres. *On finasse*, on temporise, *on s'ar*range ; on négocie au moindre mal dans une encoignure de fenêtre : *on sauve des têtes, une par une*, cas par cas. Pas de vision d'ensemble ; pas de remise en question des pratiques. Peu d'imagination, beaucoup de rouerie. Culture de politesse, où *l'on* finit par croire que les hommes s'attrapent par les mots, et les taureaux par la queue.

> Le « oui mais » est sa pente naturelle.
> Il a su la remonter, et ce raidissement
> est son honneur, par son « non » à de Gaulle
> en 1958, et ses vingt ans dans l'opposition

Mitterrand n'a jamais raccroché la robe : il n'avait pas besoin d'exercer, la plaidoirie était dans l'âme. *Sa politique étrangère ne fut* pas la continuation par d'autres moyens de la guerre, qu'il détestait, mais du barreau, d'où sont sortis tant de talentueux suradaptés, pour qui entrer en politique revenait à passer du Palais aux palais, d'une bohème accommodante à une autre. Ainsi faisait-on sous la IVe, *mais dans l'orthodoxe de cette* période, on ne vit, au milieu des hauts fonctionnaires de la suivante, que *l'hérétique de la* Ve. Ce n'était pas un rebelle, mais un retardataire. Je pris l'un pour l'autre.

IL n'est pas étonnant qu'un avocat *libéral*, un notable enraciné, quoique entonnant le *« changer la vie »* du moment, re*frain bête et fugace*, n'ait *jamais pu* rompre en son for intérieur avec les cadres de pensée de son milieu. En politique internationale, de Gaulle pouvait nomadiser parce qu'il s'était rendu libre à l'égard des formules de son temps ; sédentaire, ami des planisphères roses et des coteaux, meilleur géographe *qu'historien, Mitterrand* tergiverse et compose. Il préfère biaiser avec les effets secondaires que briser *avec les causes premières. Contre* les abus, *dans* le système. « Résistantialiser » le Maréchal, sans couper avec Vichy ; faire évoluer le colonialisme en Afrique noire, sans risquer une franche décolonisation ; tempérer l'arrogance américaine, en rentrant dans le troupeau de l'OTAN ; *moraliser* l'argent qui salit tout en flattant la corbeille et en lançant Tapie. Le *oui mais* est sa pente naturelle. Il a *su la remonter*, et ce raidissement fut son honneur, par son *non* à de Gaulle en 1958, et ses vingt ans dans l'opposition. Il a clamé bien haut son hostilité à la peine de mort, *en 1981*, à la veille d'un scrutin décisif. Le manœuvrier a des convictions, la preuve. *Et pourtant, ce « malgré nous » de* l'ordre établi aura fait un anticonformiste finalement conforme. Les bourgeois émancipés sont ainsi : originaux à moitié, viveurs allant à la messe. On a plus d'une maîtresse, mais on revient coucher à la maison. On quitte sans rompre, on trompe mais on ne divorce pas : la famille, c'est sacré – et commode. Ainsi s'aménagent des vies privées aussi insensées qu'orthodoxes. Certains *sautent le* pas, coupent les ponts. Lui, il garde un pied à terre, sur l'autre rive. Rubicon conn*ais* pas. *Où l'on dé*nonce un double langage cynique et d'intention, je vois plutôt un empêchement quasiment physique, et social, de brûler ses vaisseaux ; la légère schizophrénie *propre aux semi-dissidences, à qui* en imposent les pouvoirs de fait, à les habiletés et les fortunes qui *s'offrent*.

Atypique dans le stéréotype, sachant d'instinct jusqu'où ne pas aller trop loin, l'*individu aux senti*ments partagés inspire la même ambivalence aux autres que celle qui l'inspire lui-même. *Un va-et*vient, à gauche, d'espérances et de déceptions ; à droite, d'inquiétudes et de soulagements. Autour d'eux, tout est mitigé, soutien et opposition. Dans leur conduite, rien de vraiment enthousiasmant, rien de trop grave non plus. Leurs parti*sans ne se feraient pas tuer pour* eux, pas plus que leurs adversaires contre : cela s'équilibre. Les seuls irréductibles, *pour ou contre*, sont les niais qui n'ont pas bien compris. La ruade à l'intérieur des consensus ne va pas sans avantages immédiats, pour diviser le camp adverse et procéder dans le sien aux additions majoritaires – les instits plus les banquiers, les *infirmières plus les grands patrons*, les rebelles plus les rassis. Pour le posthume et l'Histoire, la demi-mesure a des inconvénients.

Régis Debray

DEMAIN :
La culture de l'imbroglio

Une curieuse trajectoire

par Jean d'Ormesson, de l'Académie française

POUR la modestie, je ne crains personne. Pour le ridicule, non plus. Quelques heures après son élection en 1981, je donnais un rendez-vous à François Mitterrand. Un tribunal populaire ne me suffisait pas. Un tribunal international, non plus. Je le convoquais au tribunal de l'Histoire. A entendre le concert d'éloges qui, d'Helmuth Kohl à Jacques Chirac et de Shimon Pérès à Bill Clinton, est en train de s'élever vers le président disparu, si le tribunal de l'Histoire se réunit ces jours-ci, ma cause semble mal partie. Et le procureur lui-même est dans ses petits souliers.

Le procès remonte assez loin. Dès l'été 1973 – près d'un an avant la mort de Pompidou et la défaite de Mitterrand devant Giscard d'Estaing –, une vieille et estimable revue, dont le directeur, le bon Buloz, offrait au siècle dernier un séjour d'une semaine au Danieli de Venise à George Sand en échange d'un article – *La Revue des Deux Mondes* –, publiait une série de « Portraits par un inconnu ». Déjà assoiffé d'anonymat, l'inconnu, c'était moi. Le troisième volet de la série portait un titre d'une originalité bouleversante : « François Mitterrand ou le Florentin trop habile ».

« *Aujourd'hui,* écrivais-je, *M. François Mitterrand est certainement le seul à pouvoir envisager de se présenter avec quelque chance de succès à l'élection présidentielle contre un Pompidou ou un Giscard d'Estaing, contre un Chaban-Delmas, un Edgar Faure ou un Messmer (...). Il a bien déclaré formellement qu'il ne se présenterait pas. Autant en emporte le vent. Je ne sais pas qui sera le candidat de la majorité en 1976, mais je ne prends pas grand risque à parier que M. François Mitterrand sera le candidat de l'opposition. Et, au moins au second tour, le candidat unique des communistes et des socialistes.* » « *Quel génie ! Quel dentiste !* », comme disait Labiche.

J'expliquais qu'à une époque – nous sommes, je le rappelle, en 1973 – où tout le monde se dit marxiste, jusqu'aux prêtres et aux femmes du monde, « *le chef du Parti socialiste est un des rares à ne pas l'être* ». Je parlais d'Angoulême, d'une enfance très chrétienne, du célèbre 104 de la rue de Vaugirard, de la visite du jeune François, frais débarqué à Paris, à un ami de sa mère et de son oncle, farouche partisan du général : François Mauriac. Je parlais de Vichy et de la francisque, de la ténébreuse affaire de l'Observatoire, de l'union de la gauche. Je concluais en donnant peu de chances à M. François Mitterrand dans sa course à l'Elysée et en saluant en lui « *l'idéal d'un socialisme libéral et humaniste qui est sans doute l'adversaire du capitalisme, mais aussi et tout naturellement l'adversaire du communisme* ».

Comment ne me serais-je pas prononcé contre M. Mitterrand ? Et comment n'aurais-je pas condamné l'arrivée au pouvoir de communistes en ce temps-là staliniens ? Je n'étais pas assez intelligent pour comprendre que le cadeau était empoisonné et que Mitterrand ne les embrassait que pour les étouffer plus sûrement. J'étais l'ami de Georges Pompidou parce qu'il était normalien et l'ami depuis toujours du plus brillant représentant de ma génération : Valéry Giscard d'Estaing. Je mettais de Gaulle au-dessus de tout et de tous. J'étais l'adversaire de M. Mitterrand.

M. Mitterrand, candidat, me fit l'honneur de me citer de la façon la plus catégorique mais la plus habile. Il ridiculisa, au détour d'un discours pour moi inoubliable, mon incompétence politique en me conseillant ironiquement de m'en tenir à la littérature où, à son goût, je ne réussissais pas trop mal. Il n'avait pas été long à comprendre que, pour moi comme pour les écrivains, la vanité littéraire était un ressort décisif. N'importe. Impavide, je le combattais de mon mieux.

Mitterrand fut élu. Les années passèrent. Je tirais sur lui à boulets rouges. Il ne me répondait pas. J'apprenais incidemment qu'il achetait mes livres chez Gallimard et qu'il les faisait relier. Tiens donc ! Un soir, chez Guillaume Durand, au moment du débat sur Maastricht, j'eus l'honneur d'interroger le président Mitterrand. Une idée de génie, une autre encore, m'était venue : c'était de lui demander d'annoncer sa démission, non en cas de victoire du « non », mais en cas de victoire du « oui » : car, aux yeux de beaucoup, il était l'obstacle qui empêchait de voter « oui ».

Le malheur est que je m'embrouillai un peu, en posant ma question, entre le oui et le non : « *Si le « non » l'emporte... Euh... non, je veux dire... si le « oui » l'emporte, vous devriez partir, sinon pour l'Irlande qui est au-dessus de vos moyens, du moins, je ne sais pas, par exemple pour le Portugal...* »

Mitterrand rigolait. Il aurait pu me ramasser d'un mot sec, me renvoyer à mes chères études pour m'apprendre à m'exprimer. Il m'écouta avec amusement et me répondit qu'il avait compris ce que je voulais dire mais qu'il écartait ma suggestion.

Après l'émission, il y avait une sorte de cocktail. Ce fut un spectacle étonnant. Les socialistes ne savaient pas ce qu'il fallait faire de moi. Mitterrand me prit un instant par le bras et dit à voix haute qu'il aurait plaisir à me revoir. Du coup, l'un après l'autre, les amis du président vinrent me serrer la main. Saint-Simon n'était pas là pour dépeindre la cour.

> Je crois que ce qui amusait François Mitterrand au milieu de ses souffrances, c'était de s'entretenir amicalement avec un adversaire

N'exagérons pas dans la futilité et dans le ridicule. Plus sérieusement, il me semblait que, sur un point capital, Mitterrand se hissait au-dessus de lui-même : l'Allemagne lui réussissait. J'admirai beaucoup son discours en Allemagne sur les pacifistes qui étaient à l'Ouest et les missiles qui étaient à l'Est. C'était le cœur de nos problèmes. Plus tard, un autre discours allemand, où il parla de ces soldats qui servaient une mauvaise cause, mais « *qui étaient courageux et qui aimaient leur patrie* », éloigna de lui beaucoup de ses amis. Il me sembla que le discours était bien intéressant. J'y discernais pour la première fois quelque chose de gaullien : l'opinion commune ne comptait plus pour rien. De la part d'un homme qui s'était toujours déterminé en fonction du général, et toujours contre lui, c'était une nouveauté. Je crois que Mitterrand ne fut pas insensible à ce coup de chapeau tiré au géant par un nain.

Tout cela, je l'avoue, est d'un intérêt limité. Allons un peu vite. Un beau jour, il y a six ou huit mois, le téléphone sonna chez moi. C'était François Mitterrand. Je crus d'abord à une blague. « *C'est moi* », me dit-il. Il m'invitait à venir le voir. « *Quand vous voudrez, monsieur le Président* », lui dis-je. « *Venez demain à l'Elysée* », me dit-il. « *Mais demain,* lui dis-je, *vous passez vos pouvoirs à M. Jacques Chirac !* » « *A onze heures,* me dit-il. *Venez à neuf heures.* »

Le matin de la passation des pouvoirs, je me pointai à l'Elysée. Des gens criaient : « *Chirac ! Chirac !* » sur les trottoirs du faubourg Saint-Honoré. Je passai deux heures en tête-à-tête avec Mitterrand. Il y avait du café et des œufs brouillés. Il me parla avec une grande liberté.

Qu'on me fasse l'honneur de croire que les œufs brouillés ne m'ont pas empêché de continuer à marquer ma différence avec le président sortant. Mais c'était l'époque où tout le monde le lâchait. Quand je l'attaquais encore, des socialistes me félicitaient avec chaleur. Il était malade, il était courageux contre le sort adverse, les livres fleurissaient pour dénoncer le vieux lion. Il n'y avait plus le moindre risque, s'il y en avait jamais eu, à se prononcer contre lui. A tort ou à raison, il me semblait que le moment était venu de discerner l'homme, comme il m'y invitait, derrière l'homme politique. L'homme politique était un adversaire. L'homme était fascinant. J'avais passé mon temps, et je ne le regrettais pas vraiment, à dénoncer son ambiguïté. Son ambiguïté pouvait apparaître aussi comme une complexité.

Est-ce à dire que j'étais devenu socialiste, que je me ralliais à Mitterrand, que je reniais de Gaulle ? Bien sûr que non. Je crois que ce qui amusait Mitterrand au milieu de ses souffrances, c'était de s'entretenir amicalement avec un adversaire.

Quelques jours à peine avant sa mort, j'ai reçu quelques lignes de la main de Mitterrand. Il me disait qu'il aurait plaisir à me revoir « *si les circonstances le lui permettaient* ».

L'écriture était affreusement chargée. Les circonstances n'ont pas permis à ce projet de se réaliser.

Ses amis, après sa mort, ont laissé à juste titre éclater leur chagrin. Même ceux qui l'ont lâché quand il était encore vivant. Le peu que je voulais alors essayer d'exprimer, c'était l'hommage d'un adversaire à un homme qui était autre chose, et peut-être plus qu'un politique habile à qui tout, après tant d'échecs, avait fini par réussir.

Il y a des amours qui s'effacent avec le temps qui passe. Il y a aussi des haines, ou des oppositions, qui finissent par s'atténuer. « *Ah !* me dit-on, *vous respectiez votre adversaire. Vous avez fini par l'admirer.* » Ce n'est pas tout à fait ces termes que je voudrais employer en évoquant le souvenir que je garde de François Mitterrand. Je dirais plutôt que j'ai fini par éprouver à l'égard d'un homme que je n'ai cessé de combattre, qui a occupé une place énorme dans ma vie, et qui, lui aussi, n'avait pas manqué de changer – ou peut-être, je ne sais pas, comme moi-même, de rester le même, mais plus profondément –, quelque chose qui ressemblait, même de loin, à une espèce d'affection.

***Jean d'Ormesson** est écrivain.*

Les deux corps du Roi, encore

par Paul-Marie Couteaux

« *LE Roi a en lui deux corps, un corps naturel et un corps politique. Son corps naturel est un corps mortel, sujet à toutes les infirmités qui surviennent par nature ou accident. Mais son corps politique ne peut être ni vu ni touché, consistant en une société politique et un gouvernement, et constitué par la direction du peuple et la gestion du bien public.* » En rappelant la théorie des deux corps du Roi, l'historien américain Ernst Kantorowicz a magistralement éclairé la conception médiévale du pouvoir royal qui, détachant progressivement l'Etat de la personne mortelle du roi, assura sa permanence. On connaît l'adage : « *En France, le Roi ne meurt jamais* », et encore : « *Le Roi est mort, vive le Roi !* », à quoi fait irrésistiblement penser l'hommage rendu par le « nouveau » président le jour même où son prédécesseur disparut, dont le ton sonnait étonnamment juste, comme si l'histoire attendait ce passage pour accorder son investiture véritable.

Théorie des deux corps qui explique aussi le « *pluriel* » de majesté, ou cette habitude si mal comprise qu'avait Charles de parler du général de Gaulle à la troisième personne. Héritier là comme ailleurs de la tradition capétienne, il distinguait le corps naturel (le « *pauvre homme* », comme il disait) du corps politique, que rien ne devait détruire ni réduire.

C'est cette distinction, indispensable à l'autorité de l'Etat et au fugace mystère de l'incarnation, qui, le temps d'un septennat, lui donne une non moins indispensable humanité, que François Mitterrand a retrouvée in extremis : certain projet d'inhumation au mont Beuvray, certain quant à sa réalité mais fort incertain quant à son inspiration, a failli tout mélanger, nous ramenant loin en arrière, non seulement aux racines gauloises, mais surtout aux antiques confusions de la personne du Prince et de sa fonction. Car nul *quidam* n'eût pu acquérir semblable parcelle sur le domaine public, ni en faire un mausolée, comme un chef païen s'accaparant le trésor royal jusqu'à l'emporter dans sa tombe. On admire que, dans les ultimes semaines, une providentielle inspiration ait ramené l'homme d'Etat au classicisme qui, traversé de nombreux courants contraires, formait sans doute le fond de sa personnalité : François est enterré à Jarnac comme Charles le fut à Colombey et Georges à Orvilliers. Dans le même temps, Mitterrand réunit à Notre Dame de Paris, comme de Gaulle et Pompidou, autour d'un « corps politique » que ne peut symboliser aucun cercueil, les « corps constitués » de la République, les chefs d'Etat ou leurs représentants.

Ainsi, tout est en ordre, et la cérémonie de Notre-Dame prend son plein sens, rappel des origines chrétiennes de cette incarnation devenue toute politique, qui fonde depuis le baptême de Clovis, il y a cette année quinze siècles, la conception française d'un Etat, impersonnel, impartial, impérissable – d'un Etat qui est pour ses vrais serviteurs une sorte d'éternité laïque.

Ainsi, peut-être, François Mitterrand aura-t-il trouvé dans les ultimes jours la réponse à la terrible démone qui le hanta toute sa vie, cette mort rencontrée dans le désastre de juin 1940, où il avoua avoir « *aperçu la mort de la France* » : ce fut bien elle le seul adversaire de ce chrétien retourné, de ce nationaliste traumatisé par la défaite, qui, depuis lors, n'eut plus pour toute fin que lui-même et pour toute adoration sa seule vie terrestre.

Hantise morbide qu'il ne nous épargna pas, y compris au zénith qu'il marqua d'une étrange errance solitaire dans les dédales ténébreux du Panthéon, où des millions de Français aperçurent dans l'ombre le reflet d'une canine gourmande se livrant au succulent plaisir que donne la compagnie des grands morts, et jusqu'à la mise en scène navrante de la maladie, annoncée en offrande à la cause européenne (avenant cimetière pour une nation imaginée mourante), d'une déploration sans fin où il ne se soucia plus d'apparaître comme le flamboyant sauveur du socialisme mais, jetant bas les masques, comme un condamné à mort implorant la rédemption de l'Histoire.

Peut-être le classicisme retrouvé dont témoignent les ultimes dispositions testamentaires signale-t-il une réconciliation. Peut-être est-il devenu enfin le serviteur d'une cause qui le dépasse pour retrouver aux petites heures d'un hiver parisien la sérénité de Louis XIV murmurant : « *Je meurs, mais n'importe puisque l'Etat demeure.* » Peut-être est-il parvenu à effacer l'orgueilleux François, rendu à la terre des Charentes par des obsèques voulues ordinaires, tandis qu'il donnait enfin Mitterrand à l'histoire de la France, pour le meilleur quelquefois et souvent pour le pire, mais pour toujours.

***Paul-Marie Couteaux** est professeur associé (droit européen) à l'université Paris-VIII.*



Mystère et sens du temps en marche

par François Bédarida

« *L'AVENIR n'existe que par la connaissance du passé* » : cette conviction, François Mitterrand l'a portée toute sa vie, depuis les petites classes du collège Saint-Paul d'Angoulême, où l'histoire était la discipline où il réussissait le mieux, jusqu'à ses derniers jours, lorsqu'il continuait de s'interroger sur le mystère du temps et du devenir. Chez cet homme pétri de culture historique, qui vient, au terme d'un long parcours où il a lui-même fait l'histoire, d'entrer définitivement dans l'Histoire, la clef de la fascination exercée par celle-ci ne tient-elle pas à la connivence profonde entre les aspirations d'un être à la fois un et multiple, complexe et secret, et la nature même de l'histoire, capable d'accommoder en son sein et de concilier les contraires, le rêve et la realpolitik, le romantisme et le cynisme, les fastes de la puissance et la vanité des choses ? Mais si François Mitterrand a toujours été un passionné d'histoire, ses préférences le portaient délibérément vers certains territoires et vers certaines périodes du passé. Au premier rang venaient l'histoire politique et intellectuelle – sans toutefois en arriver à penser que ce sont les grands hommes qui font l'histoire et les idées qui mènent le monde – ainsi que l'histoire religieuse, l'accent étant mis ici sur les temps bibliques et le peuple juif et sur l'ère des réformes des XVe et XVIe siècles. Autres champs privilégiés : l'Egypte des pharaons, la Florence des Médicis, la Révolution française et, sur le tard, la IIIe République.

Si maintenant l'on examine de plus près la vision que François Mitterrand avait de l'histoire, deux caractéristiques sautent aux yeux. D'abord une conception profondément classique et humaniste. Pour lui, la richesse du passé, c'est avant tout d'être, selon une tradition remontant à l'Antiquité, une source d'exemples à méditer. Au milieu des luttes et des conflits, dans le tumulte des événements, devant l'écroulement des empires, la seule chose qui vraiment compte, c'est le comportement des êtres, leur force d'âme, leur capacité à assumer leur stature d'hommes. L'histoire est une « *école de courage* ». On est loin, il faut le reconnaître, du rapprochement opéré, sous l'influence des *Annales*, entre l'histoire et les sciences sociales. A citer Plutarque, à fonder sur des *exempla* les enseignements à tirer du passé, l'histoire penche bien davantage du côté de l'art que de la science.

Au fond, tout repose ici sur une philosophie de la pérennité de la nature humaine. Dans un monde fait de retournements, d'infidélités et de trahisons comme le montre chaque époque passée, où par conséquent rien n'est jamais assuré et dans lequel on ne peut faire confiance à personne, car la seule certitude qu'on ait c'est que les hommes seront toujours les mêmes, l'histoire sert à s'éprouver, à se cuirasser, à affronter les vicissitudes du monde. Bref, la première vertu de la connaissance historique, c'est d'apprendre à vivre l'histoire. Mais l'histoire, c'est aussi la marche du temps. A cet égard, la vision de Mitterrand est double. D'un côté, le mystère du temps, qui s'écoule immobile dans la quotidienneté des jours, rejoint le mystère de l'âme. Suite des heures, rythmes solaires, poids des forces telluriques, voilà bien la temporalité pacifiée qui l'anime et le fait espérer, celle des attaches terriennes, des fidélités familiales, des héritages du passé. « *L'âme de la France*, a-t-il pu dire, *je n'ai pas à la chercher, elle m'habite.* »

D'un autre côté, il existe à ses yeux un sens de l'histoire. Non seulement le monde bouge, et souvent rudement (« *L'histoire passe une fois, deux fois, dix fois, mais il faut la saisir* », expliquait-il en 1977), mais tout le mouvement de l'humanité s'inscrit dans une longue marche vers le progrès. Enfant de la foi catholique, François Mitterrand est aussi un fils des Lumières et de la Révolution française.

Il faut cependant aller plus loin pour prendre la pleine mesure de la passion de François Mitterrand pour l'histoire. Toute son existence durant, lui-même a été hanté par l'idée de la mort – l'une des « *deux ailes du temps* », comme il disait, l'autre étant la naissance. Vengeance sur le temps, l'histoire ne sert-elle pas aussi à remédier à la sécheresse spirituelle qui guette tant de nos contemporains, sans pour autant éluder le mystère – celui de la part d'éternité qui transcende le néant chez les êtres disparus ?

Cependant, dans la relation de Mitterrand avec l'histoire, à côté du besoin de connaître, à côté de l'exploration de la condition humaine, à côté de l'aspiration à comprendre le présent et à éclairer l'avenir, une conviction fondamentale a toujour prévalu : celle de la fragilité des réalisations terrestres et de la fugacité des choses humaines.

***François Bédarida** est secrétaire général du Comité international des sciences historiques.*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, *directeur général* ;
Noël-Jean Bergeroux, *directeur de la rédaction*

■

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, *Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig*
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

■

Directeur de la gestion : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

■

Médiateur : André Laurens

■

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

■

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

■

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 885 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises : Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806 F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311 F

Du rebelle au continuateur

Suite de la première page

Entre de Gaulle, avec son maintien austère, son romantisme barrésien, son panache, son exceptionnelle vision, et le prince libertin de Jarnac, au regard si changeant, aux habiletés souvent trop voyantes, et aux fréquentations parfois bien discutables, il y avait certes, à tout le moins, une différence de hauteur. Mais il devrait être *tout de même permis de* relever, sans tomber dans le crime de lèse-majesté, plus d'une ressemblance : courage physique, maîtrise des nerfs, passion charnelle pour la personne France, son histoire, sa langue, son enracinement *chrétien et provincial*, total scepticisme sur les hommes, conviction que la politique n'est jamais, pour renverser la formule de Clausewitz, que la guerre poursuivie par d'autres moyens ; conviction également que l'Etat a *dans quantité de domaines*, un rôle capital à jouer ; les nationalisations de 1981, par exemple, avaient le même objet que celles de la Libération : éliminer la féodalité de l'argent. L'échec, ici, a été total...

PLUS D'UNE RESSEMBLANCE

C'est à juste titre, certes, qu'on a rappelé à quel point le président disparu s'intéressait à sa propre aventure : mais, après tout, Churchill dit précisément de l'homme du 18 juin, dans ses mémoires, n'avoir jamais rencontré homme *« à ce point préoccupé de sa propre aventure »*. Ce trait commun les vouait non seulement à devenir tous deux des rebelles, mais à ne pas se supporter. Mitterrand avait trop d'orgueil pour se mettre aux ordres de qui que ce soit : il faut l'avoir entendu raconter comment, après s'être fait intimer par le général, à Alger, l'ordre de rester à sa disposition, il lui faussa compagnie dans l'avion du futur maréchal Montgomery pour se faire finalement parachuter en France occupée et rejoindre la Résistance. Dès la Libération, leur querelle éclata au grand jour, et lorsque de Gaulle revint d'exil, en 1958, il ne lui fit grâce de rien. Le pouvoir n'était qu'un *« coup d'Etat permanent »*.

Un quart de siècle plus tard, installé dans ce qui avait été dix ans durant le bureau du général, il reconnaissait, devant trois journalistes du *Monde*, que si les institutions de la V[e] République n'avaient *certes pas été faites pour lui*, elles étaient à tout prendre fort commodes. Aussi bien n'a-t-il guère cherché à les modifier, aboutissant ainsi à les consolider dans les faits. Et l'on n'oserait prétendre que le *« changement de société »* *annoncé se soit vraiment produit...*

On peut en dire autant du ralliement de Mitterrand à la force de *dissuasion qu'il avait combattue*, au début, avec acharnement : la série d'essais en cours ne saurait faire oublier qu'il y en a eu, sous sa présidence, plusieurs dizaines. De la manière, typiquement gaullienne, dont il a parlé de *« sortir de Yalta »*, ou dont il a privilégié, au sein de l'Europe communautaire, le couple franco-allemand. Il n'est pas jusqu'à sa politique africaine, qui s'est trop souvent résumée au soutien des régimes en place, qui ne relève, hélas ! de la plus grande *continuité*.

Une partie de la droite avait prophétisé que si Mitterrand entrait à l'Elysée, il deviendrait un autre Kerenski – le chef du gouvernement provisoire russe dont les bolcheviks avaient renversé presque sans combat, en 1917, le fragile pouvoir. C'est le contraire qui s'est passé, comme il l'avait annoncé dès juin 1981 au vice-président Bush envoyé à Paris par Reagan pour lui dire l'inquiétude que Washington éprouvait de l'entrée de communistes dans le gouvernement. En les prenant à des postes secondaires, lui dit-il en substance, *je les neutralise ; dans trois ans*, ils auront perdu toute importance politique.

*En ce domaine, malgré le gran*diloquent discours de Cancun, et l'opposition à la guerre des étoiles, on peut dire que l'homme à la rose, qui avait voté en 1966 contre le retrait de la France de l'organisation intégrée du pacte atlantique *s'est vraiment écarté de la position* du général. De même de son ralliement aux traités de non-prolifération ou d'arrêt des essais nucléaires, que la France avait vivement combattus. Mais là où l'alignement sur Washington a été le plus net, *c'est dans l'affaire* des euromissiles et dans la guerre du Golfe. Dans le premier cas, il s'agissait d'éviter cette *« finlandisation »* de l'Allemagne qui faisait légitimement peur, à l'époque, à beaucoup de bons esprits. Dans le *second, de préserver le « rang »* – vocable gaullien – de la France, c'est-à-dire plus précisément sa participation au règlement de paix au Proche-Orient. Le résultat, comme on le sait, n'a pas été à la mesure de l'effort fourni.

La décision la plus importante de François Mitterrand, en matière de politique étrangère, pourrait bien être celle, prise en 1983, de ne pas sortir du système monétaire européen. Personne ne saurait dire avec certitude ce que le général, partisan déterminé de la stabilité des changes, aurait fait en la matière. Mais ce qui est sûr, c'est que Jacques Chirac s'inscrit de ce point de vue *exactement dans la conti*nuité de François Mitterrand, artisan de ces accords de Maastricht qui étaient essentiellement destinés à renforcer l'union de l'Europe, pour équilibrer autant que faire se peut l'énorme supplément de poids que vaut à l'Allemagne sa réunification.

GAULLISME ASEPTISÉ

Reste *que ni* l'UE *ni* la France n'ont réussi à empêcher la guerre dans l'ex-Yougoslavie et que si elle est pour le moment arrêtée, c'est parce que les Etats-Unis ont décidé de s'impliquer à fond dans la recherche de la paix. Jacques Chirac *s'en est certes efficacement mêlé*, mais il n'aurait rien pu faire sans eux. Le retour du représentant français au comité militaire de l'OTAN a de ce point de vue valeur de symbole. La France n'a manifestement plus les moyens de *jouer le rôle « d'embêteuse du monde »* que lui assignait Giraudoux. Elle ne peut plus peser que dans et par l'Europe : même un de Gaulle aurait probablement du mal à aller contre cette évidence. Dès le jour de son départ du pouvoir, il *était clair* que le poids de notre pays dans les affaires du monde allait décliner, quand ce ne serait qu'en raison de la formidable émergence de l'Asie. Les gaullistes d'aujourd'hui sont donc condamnés, quoi qu'il leur en puisse coûter, à ne pratiquer qu'un gaullisme quelque peu aseptisé. François Mitterrand leur aura finalement *facilité la tâche en assu*rant, avec un bonheur inégal, la transition entre la politique d'indépendance nationale rendue possible par la division de l'Allemagne et l'existence d'une URSS puissante et une politique d'autonomie *européenne*. Celle-là même qu'appellent de leurs vœux tous ceux qui refusent de s'en remettre à la seule bonne volonté d'une Amérique plus déterminée que jamais à défendre d'abord ses propres intérêts.

André Fontaine

Le Monde

ÉDITORIAL

Le chapeau et l'écharpe

IL y avait longtemps que la France n'avait pas enterré un de ses hommes d'Etat issus de la gauche. En 1982, les obsèques de Pierre Mendès France avaient été celles d'une personnalité célébrée moins pour son apport au pays tout entier que pour son statut de « conscience » d'un camp politique.

Il faut remonter aux obsèques de Léon Blum, en 1950, pour trouver une comparaison possible avec celles de François Mitterrand. Dirigeant du Parti socialiste entre les deux guerres, chef du gouvernement de Front populaire en 1936, emprisonné, puis déporté par Vichy, interlocuteur du général de Gaulle dans la définition du programme politique et institutionnel de la France libre, Blum fut le premier dirigeant de gauche reconnu comme homme d'Etat – même s'il fut aussi violemment combattu – au-delà des frontières de sa famille politique.

Comme Léon Blum, François Mitterrand lègue au pays, mais plus encore à ses partisans – ceux qui avaient voté pour lui lors de ses quatre candidatures présidentielles –, un héritage controversé. A l'ancien président du conseil de 1936, on reprochait la non-intervention dans la guerre d'Espagne, prélude au déferlement des troupes nazies sur l'Europe trois ans plus tard. Célébrée pour ses acquis sociaux, la politique du Front populaire laissait aussi aux socialistes et aux communistes le souvenir amer de la « pause » et d'une occasion manquée.

Les reproches adressés à François Mitterrand ne sont pas du même ordre. Aucune faute comparable à la passivité devant la guerre d'Espagne ne peut être portée à son débit, même si, à gauche, certains jugent sévèrement sa décision d'engager la France dans la guerre du Golfe en 1991 et si, de divers côtés, son évaluation des conséquences de la chute du mur de Berlin, en 1989, son attitude face à la réunification de l'Allemagne et sa position face au conflit de l'ex-Yougoslavie sont critiquées. Son apport à la poursuite de la construction de l'Europe compense, sauf aux yeux de ceux qui condamnent à la fois la guerre du Golfe et le traité de Maastricht, les retards ou les bévues qui peuvent lui être imputées face à ce que Régis Debray appelle le *« pivotement du monde »*.

Reste la politique intérieure. Entre ceux qui étaient à la Bastille – spontanément fidèles à une tradition de funérailles politiques qui remonte à celles du général Lamarque, évoquées par Victor Hugo dans *Les Misérables* – et ceux qui n'y étaient pas, le « peuple de gauche » se divise en deux groupes. Pour l'un, François Mitterrand et l'histoire de la gauche forment en quelque sorte *« un bloc »*, comme le disait Clemenceau de la Révolution française. Pour les autres, une faille scinde irréparablement le projet sur lequel il s'appuya pour parvenir au pouvoir et la réalité à laquelle il présida, celle de l'argent-roi, du chômage et des « affaires ». Loin d'être éteinte, cette querelle des deux gauches est sans doute la grande question livrée aux siens par l'homme au chapeau noir et à l'écharpe rouge.

Le poids des ombres *par Hachfeld*



REVUE DE PRESSE

NEW YORK TIMES

■ *Bien qu'il soit resté au pouvoir* plus longtemps que le général de Gaulle, François Mitterrand a laissé un héritage plus ambigu. Il a renforcé l'alliance franco-allemande, cœur de l'Union européenne. Il a aussi amélioré les relations avec les *Etats-Unis*, mis fin à la bouderie gaulliste envers Israël. (...) Il a apporté à la gauche française, longtemps marginalisée, plus de pouvoirs qu'elle n'en avait jamais connus dans l'histoire contemporaine. Mais, en deux ans, il dut, par pragmatisme, sacrifier les propositions les plus radicales de son programme aux exigences du marché européen. (...) C'était un maître tacticien ayant peu de principes intangibles. Au bout du compte, sous son règne, les structures économiques de la France et ses alliances se sont renforcées.

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ François Mitterrand ne s'attendait pas à être traité comme une icône après sa mort. Il ne le souhaitait d'ailleurs pas. (...) En revanche, il se disait certain que l'Histoire lui rendrait justice. (...) Il ne craignait pas les jugements posthumes : *lui* qui avait toujours pensé être sous-évalué injustement durant cinquante ans de vie publique et ses *quatorze ans de présidence, il s'at*tendait à voir ses mérites reconnus après sa disparition. Il n'avait pas peur de l'Histoire.

RTL
Philippe Alexandre

■ François Mitterrand, écrit *Régis* Debray, vivait coincé entre religion et littérature. Religion, oui : il se passionnait pour les textes, l'his*toire et les idées de la religion*, mais c'était un intérêt, une curiosité pour la ou les religions, et peut-être aussi une façon de s'explorer soi-même, de connaître ses *racines*, sa *culture*, sa personne intellectuelle.

FRANCE INTER
Pierre Le Marc

■ Il était au fond à la fois les deux France. Par sa naissance, son ascen*dance familiale* catholique et provinciale, par sa culture, par son tempérament aussi, il appartenait à la France de la tradition et du conservatisme, à la France de l'ordre. Par ses révoltes, son apprentissage, par l'humanisme républicain et social, qui a constitué finalement l'ancrage idéologique de sa débordante ambition, il était la seconde : la France du mouvement, de la *modernité, des libertés et de* l'égalité. Vivant en lui-même l'une et l'autre, il les aura exprimées et servies toutes deux au cours d'une existence riche en péripéties, une aventure humaine étonnante, une belle histoire française.

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ *Depuis* trois jours, la patrie reconnaissante dispense sans compter louanges, lauriers et superlatifs. En des siècles plus anciens, on eût parlé de *béatification* populaire. C'est normal. La mort est un filtre. Elle tend à ne laisser au souvenir que le meilleur. De la mémoire, elle efface provisoirement le pire. Cela prouve aussi peut-être, par défaut, le manque d'une société qui, privée de projet, d'idéal et d'idée, est prompte à rendre un culte à l'homme qui, durant deux décennies, fut son simple miroir.

Les frontières de la liberté sur Internet

JUSQU'AU 28 DÉCEMBRE, la liberté régnait sur Internet. Le gouvernement allemand a choisi cette date pour mettre un terme à cette anarchie. A la surprise générale, il a contraint CompuServe, l'un des trois principaux fournisseurs mondiaux de services télématiques, à *priver ses abonnés allemands de deux cents* forums, déclarés hors la loi à cause de leur caractère pornographique. Les lieux d'échange électronique incriminés comportent des messages et des images traitant de pédophilie, de sado-masochisme, de zoophilie et d'homosexualité. Pour les interdire, un procureur de Munich a simplement décidé d'appliquer la loi allemande existante.

Preuve de sa soudaineté, la mesure a pris CompuServe en défaut de solution technique. Au lieu de circonscrire l'interdiction à ses 200 000 souscripteurs germaniques, cette société a dû l'étendre à l'ensemble de ses 4 millions d'abonnés répartis dans cent quarante pays. Il faut dire à sa décharge qu'une telle cen*sure était sans précédent*.

Auparavant, n'importe qui, n'importe où dans le monde, pouvait « publier » n'importe quoi sur le réseau des réseaux. *Il* suffisait d'un équipement informatique minimum, d'une ligne téléphonique et d'un abonnement coûtant quelques dizaines de francs par mois. Une telle absence de réglementation laissait craindre le pire – des terroristes appelant à l'attentat aux fanatiques mobilisant pour quelque guerre sainte.

Aux Etats-Unis, berceau d'Internet, un projet de loi a été voté par le Sénat, le 14 juin 1995. Son auteur, le sénateur démocrate du Nebraska Jim Exon, a expliqué qu'il voulait *« étendre les règles de la décence qui ont protégé les utilisateurs de téléphone aux nouveaux systèmes de télécommunications »*. La peine encourue prévoit une amende maximale de 100 000 dollars (500 000 francs) ou un *emprisonnement d'une durée* maximale de deux ans ou les deux. Plusieurs associations se sont élevées contre ce projet, baptisé *Communications Decency Act of 1995. Elles le dé*noncent comme anticonstitutionnel en se référant au premier amendement à la Constitution des Etats-Unis, qui stipule que *« le Congrès ne devra adopter aucune loi (...) restreignant la liberté de parole »*.

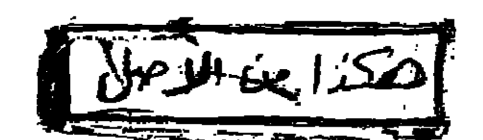
En prenant les Etats-Unis de vitesse, l'Allemagne a créé la notion de frontières dans un espace qui prétendait les ignorer. Par *ailleurs*, le recours à la loi existante nie la spécificité d'Internet. Pourtant, le mode d'échange d'informations sur un réseau télématique ressemble peu à ceux des autres médias. Il exclut, par *exemple, l'agression directe du type harcèlement télé*phonique. Le contenu de la « toile » (*world wide web*) et celui des forums (*newsgroups*) n'est accessible qu'au prix d'une démarche volontaire et souvent complexe. La visualisation d'une image pornographique « postée » sur un forum réclame, outre l'accès à Internet protégé par un mot de passe et un abonne*ment, des logiciels spécifiques* pour décoder l'image et d'autres pour l'afficher sur écran.

> L'Allemagne a créé la notion de frontières dans un espace qui prétendait les ignorer

En France, le débat sur la censure n'est *pas vrai*ment engagé faute, sans doute, d'un nombre d'abonnés significatif dans le grand public. En la matière, l'expérience hexagonale du *Minitel est instructive*. Même si un certain « ménage » a été fait, il n'existe pas aujourd'hui la moindre protection des enfants contre l'accès aux 3615 dits « roses », sur lesquels l'échange de propos pornographiques s'est banalisé. Plus troublante encore, l'extrême simplicité d'utilisation des numéros de messageries vocales (3668...). N'importe qui sachant composer huit chiffres sur un cadran peut y écouter à loisir de nombreux messages pornographiques.

*Autant de raisons de s'interroger sur les fonde*ments réels du débat concernant la censure sur Internet. Et de se demander si la méconnaissance de son fonctionnement n'exacerbe *pas* la virulence de ceux qui la réclament. A moins que la sexualité ne serve d'alibi à l'institution, à terme, d'un contrôle plus large du contenu d'Internet.

Michel Alberganti



TEMPS DE TRAVAIL La Fédération CFDT de la chimie a présenté jeudi 11 janvier, dans la matinée, les résultats d'une enquête *sur la réduction du temps de travail* réalisée en collaboration avec le CNRS auprès de 11 000 salariés. ● TOUTES LES CATÉGORIES professionnelles sont ma*joritairement favorables* à une réduction du temps de travail et mettent en avant deux raisons : l'emploi, mais aussi l'amélioration de leur vie hors travail. ● CE DERNIER MOTIF explique que les salariés privilégient la semaine de travail de quatre jours. Mais une minorité seulement en accepte les contreparties concernant l'aménagement des horaires et *les* éventuelles baisses de revenus. ● RHÔNE-POULENC, dans son usine alsacienne de Chalampé, vient de s'engager dans une démarche innovante : la nouvelle organisation du travail sera soumise à l'approbation des salariés.

Les salariés de la chimie plébiscitent la semaine de quatre jours

Une enquête de la CFDT et du CNRS auprès de 11 000 travailleurs de ce secteur montre qu'une grande majorité d'entre eux souhaite travailler moins. Mais seule une minorité en accepte les contreparties, notamment la diminution du pouvoir d'achat

LES NÉGOCIATIONS sur la réduction du temps de travail ne démarrent que très lentement dans les branches professionnelles. Aussi la fédération de la chimie CFDT a-t-elle décidé de faire pression sur les employeurs en effectuant, en collaboration avec le CNRS, une enquête sur les aspirations des salariés de ce secteur, rendue publique le jeudi 11 janvier.

Durant le premier semestre 1995, environ 11 000 salariés travaillant dans 270 établissements de la chimie, du pétrole, de la plasturgie, du verre, du caoutchouc, de l'industrie pharmaceutique et du papier carton ont été sondés sur leur perception de la réduction du temps de travail et sur les sacrifices financiers qu'ils seraient éventuellement prêts à consentir.

Par son ampleur, cette enquête constitue une première. Peut-on généraliser ses résultats ? Si la prudence s'impose, la proximité des principales conclusions avec celles d'une enquête menée en 1994 par la métallurgie parisienne CFDT auprès de 7 000 salariés montre que les enseignements à en tirer dépassent la seule chimie.

DEUX INCIDENCES MAJEURES

Premier résultat : la réduction du temps de travail est une aspiration forte des salariés, toutes catégories confondues. 33 % la jugent *« indispensable »* et 53 % *« nécessaire »*. Qu'en attendent-ils ? Des créations d'emplois bien sûr (37 %), mais aussi davantage de temps libre (19 %) et une amélioration de la vie quotidienne (20 %). Cette dernière motivation est particulièrement vraie pour deux catégories : les femmes et les cadres. 48 % d'entre eux mettent en avant ce facteur personnel.

S'ils sont favorables à une réduction du temps de travail les concernant, 79 % des salariés interrogés pensent qu'une réduction généralisée à l'ensemble des entreprises serait *« probablement ou certainement »* créatrice d'emplois. Mais les auteurs notent que *« le scepticisme est plus fort chez les femmes que chez les hommes et il croît avec la catégorie socio-professionnelle »*. 44 % des ouvriers et seulement 28 % des cadres voient dans la création d'emplois une retombée *« certaine »*.

C'est sans doute parce qu'ils souhaitent disposer de davantage de temps libre que les salariés plébiscitent la semaine de quatre jours. 75 % des salariés sondés se déclarent intéressés par cette formule. 46 % des ouvriers et 54 % des ingénieurs et cadres en font même leur premier choix. Quelle que soit la durée quotidienne du travail, les ingénieurs et cadres ont le pressentiment qu'ils continueront à faire de longues journées. Au moins, la semaine de quatre jours paraît constituer une garantie que la réduction du temps de travail sera effective. Cela peut expliquer un autre résultat étonnant de l'enquête : favorables à la semaine de quatre jours, les salariés le sont beaucoup moins aux 32 heures. 32 % seulement des salariés la mettent en avant.

Quelle que soit sa forme, la réduction du temps de travail a deux incidences majeures : sur l'organisation du travail et sur les salaires. Les salariés ne se font pas d'illusion : 79 % d'entre eux se déclarent prêts à aménager leurs horaires. Par ordre de préférence décroissante, les salariés se disent prêts à accepter de travailler en horaires décalés (50 %), en équipes de jour (47 %), en équipes de nuit (23 %) – mais les chimistes ont davantage l'habitude de ce mode de travail que les autres salariés –, le samedi (18 %) et le dimanche (13 %).

Ces deux derniers résultats semblent montrer que les salariés n'ont pas forcément perçu toutes les conséquences de la semaine de quatre jours. Pour ne pas obérer la compétitivité des entreprises, celle-ci n'est possible que si la durée d'utilisation des équipements est maintenue. Personne n'envisage de ne plus faire tourner les machines que quatre jours sur sept. Travailler quatre jours par semaine ne signifierait pas travailler du lundi au jeudi mais éventuellement du jeudi au dimanche !

Quant à l'annualisation du temps de travail, qui est au centre des négociations en cours dans les branches professionnelles, 31 % des personnes interrogées la déclarent acceptable, mais 25 % ne répondent pas. Deux ans après l'adoption de la loi quinquennale sur l'emploi qui la favorisait, l'annualisation n'est pas encore totalement passée dans les mœurs et apparaît souvent comme un pis-aller.

La compensation salariale est un sujet suffisamment délicat pour que la fédération CFDT de la chimie demande à l'économiste Gilbert Cette de l'analyser tout particulièrement. Celui-ci a distingué cinq catégories de salariés. Les *« solidaires durs »* (9 %) consentent une diminution du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés. Les *« solidaires »* (14 %) consentent une diminution de pouvoir d'achat à partir d'un niveau de salaire inférieur au leur. Comme les précédents, ils acceptent donc une réduction de leur propre pouvoir d'achat. Les *« intermédiaires »* (14 %) sont plus hésitants. Ils consentent une baisse de pouvoir d'achat à partir d'un niveau de salaire dans la tranche du leur. Les *« non-solidaires »* (27 %) ne l'envisagent que pour des revenus plus élevés que le leur et les *« non solidaires durs »* (36 %) ne l'envisagent pour personne.

Si 63 % des salariés refusent donc clairement une diminution de leur propre pouvoir d'achat, ce pourcentage est d'autant plus élevé que le revenu de l'intéressé est bas. 85 % des salariés gagnant plus de 20 000 francs par mois font partie des solidaires. C'est à partir de la tranche 12 000-15 000 francs que le pourcentage de salariés solidaires dépasse le seuil de 50 %.

Si la réduction du temps de travail progresse dans les esprits, les salariés ne semblent pas encore prêts à en accepter les conditions qui paraissent souvent indispensables aux employeurs. Personne ne se risque à prédire comment les esprits évolueront en 1996 : si la montée attendue du chômage peut favoriser la réduction du temps de travail, l'augmentation des prélèvements sociaux risque d'avoir un effet contraire.

Frédéric Lemaître

Le laboratoire alsacien de Rhône-Poulenc

CHALAMPÉ (Haut-Rhin)
de notre envoyé spécial

A quelques dizaines de mètres du Rhin et *de la frontière allemande, la société* Rhône-Poulenc Alsachimie de Chalampé est la première entreprise chimique d'Alsace et l'un des sites les plus importants de ce groupe industriel. Intervenant en amont de la fabrication de nylon, ce site, qui emploie 1 100 salariés, tourne toute l'année sans interruption.

Depuis un an, une véritable révolution s'y opère : l'usine, sans réelle autonomie de gestion depuis sa création en 1956, est devenue en 1995 une société à part entière, plus indépendante par rapport au groupe. Après avoir mené un dialogue social intense, à la fois imposé et facilité par la liberté acquise, les partenaires sociaux s'attaquent à un nouveau dossier : l'aménagement du temps de travail. L'exercice est délicat. Il impose de repenser l'organisation du travail tout en prenant en compte les conséquences sur la vie privée des salariés dont les partenaires sociaux ne peuvent, par définition, qu'avoir une idée approximative.

Innovant par rapport au droit du travail français, la direction et les cinq syndicats de Rhône-Poulenc Alsachimie ont choisi, dans un premier temps, de signer un accord portant uniquement sur la méthode de négociation. Sans préjuger des futurs horaires, *ils ont entériné deux décisions importantes.* D'une part, le personnel sera consulté par référendum au printemps prochain sur le texte qui aura été élaboré par les partenaires sociaux. Qu'ils soient favorables ou hostiles au compromis établi, les syndicats devront faire campagne et expliquer leurs positions. Des moyens supplémentaires (200 heures par organisation) leur sont alloués à cet effet. D'autre part, la première année d'application (de novembre 1996 à 1997) ne sera qu'expérimentale. A l'issue de celle-ci, le personnel sera consulté cette fois à titre définitif.

L'intersyndicale, majoritaire, constituée par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC se félicite de la démarche. *« Il n'est pas question de sauter les étapes et de se retrouver avec rien au bout »*, écrivent les trois syndicats dans un tract commun. *« On ne négocie pas pour le plaisir de négocier. Le premier paragraphe de l'accord précise que chacun veut aboutir à un résultat concret et constructif »*, précise Jérôme Duval-Hamel directeur des ressources humaines, très influencé par l'exemple de ses voisins allemands. La CGT (environ 35 % des voix), signataire de ce texte comme de cinq autres accords en 1995, entend se montrer constructive : *« Nous préparons une enquête pour mieux connaître la réalité des gens. Il faut adapter notre outil d'information. Nous avons nos revendications mais si les salariés se retrouvent dans le texte négocié pourquoi ne le signerions-nous pas, même si cela ne correspond pas entièrement à nos revendications ? »* explique Richard Nunninger secrétaire du syndicat CGT.

Le personnel sera consulté par référendum, au printemps, sur le texte qui aura été élaboré par les partenaires sociaux

Sur quoi porteront ces fameuses négociations ? *Officiellement, sur l'aménagement* du temps de travail. *« Pour les salariés postés, environ 450 personnes, le travail réparti sur quatre équipes est pénible et il a été imposé il y a une quinzaine d'années sans aucune concertation »*, reconnaît Robert Thillier, le *directeur général. Les 600 autres salariés, en* particulier ceux qui travaillent en deux équipes, sont également concernés. Dans certains services, le travail le samedi pourrait être banalisé.

Mais le texte est formel : l'accord devra *« créer une situation équilibrant les progrès pour les salariés et pour l'entreprise »*. Pour Maurice Tritsch, l'influent délégué CFDT, il faudra parvenir à *« améliorer les conditions de travail, agir pour l'emploi à long terme, maintenir et développer le statut des salariés, conserver l'efficacité et la compétitivité de l'entreprise »*. Pour les syndicats, il faudra donc bien réduire le temps de travail. *« La notion d'aménagement n'exclut pas la réduction du temps de travail »*, reconnaît la direction. Les syndicats ont compris que celle-ci a besoin de temps pour convaincre l'entourage de Jean-René Fourtou, le président du groupe. Il n'est pas interdit de penser que l'année probatoire aura aussi comme objectif de convaincre Paris du bien-fondé de la *démarche adoptée sur les rives du Rhin.*

F. Le.

Eurotunnel attend en 1996 une progression de 50 % de son activité

La situation financière de la société reste néanmoins catastrophique

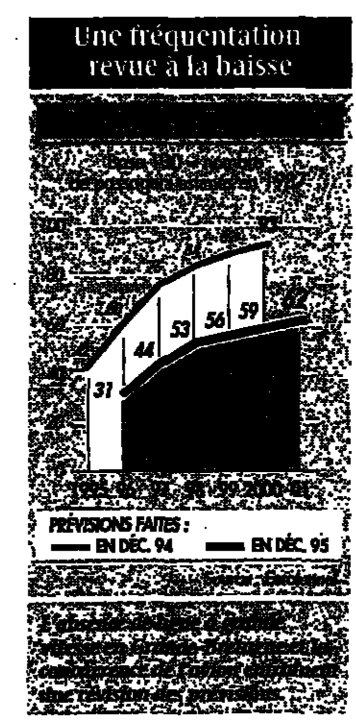
*« **JE PENSE** que nous aurions dû suspendre le paiement des intérêts de notre dette dès la fin de 1993 »*, a déclaré candidement, mercredi 10 janvier, Alastair Morton, coprésident britannique d'Eurotunnel, qui ne rembourse plus ses banquiers depuis le 14 septembre 1995. La société, qui a affiché en 1995 un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,2 milliards de francs, devrait enregistrer une perte supérieure à 6 milliards. Elle prévoit une augmentation de son trafic de 40 % pour les poids lourds et de 50 % pour les véhicules de tourisme en 1996.

M. Morton qualifiait en 1987 l'action Eurotunnel d'*« investissement privé réunissant les avantages d'un placement à risque mais à fortes plus-values, d'un placement à haut rendement et d'un placement à long terme de bon père de famille »*. Il avait encore préféré, avec l'accord de ses banquiers, solliciter une troisième fois ses 720 000 actionnaires en lançant une augmentation de capital de 7,3 milliards de francs en juin 1994. *Il fallait mener* le projet à son terme coûte que coûte.

Aujourd'hui, la croisade du Britannique et de Patrick Ponsolle, coprésident français d'Eurotunnel, lancée pour sauver les actionnaires en suspendant le paiement des intérêts de la dette, semble vaine. Ceux-ci ont déjà été *« lessivés »*, leur mise de 23 milliards de francs valant aujourd'hui 6 milliards. La restructuration de la société, dont la dette atteint 75 milliards de francs, sera douloureuse, les besoins ne se chiffrant pas en milliards, mais en dizaines de milliards de francs.

La direction d'Eurotunnel fera un point sur l'état de ses négociations avec ses banquiers fin janvier-début février. En dépit des rumeurs, un dépôt de bilan paraît toujours exclu, non pas parce que la situation ne le nécessite pas, mais parce que, la société étant franco-britannique, l'imbroglio juridique serait inextricable. *« En droit français, le but consiste à sauver la société, puis à préserver l'emploi, et seulement ensuite à dédommager les créanciers. En Grande-Bretagne, la société est entièrement dans les mains de ses créanciers »*, explique Alastair Morton.

Parallèlement à ces négociations, Eurotunnel multiplie les démarches pour récupérer des liquidités auprès de ses partenaires. La société, qui réclamait à la SNCF et aux chemins de fers britanniques 20 milliards de francs, s'est fait rabrouer par la Chambre de commerce internationale le 31 octobre 1995. Aujourd'hui, elle demande 7,5 milliards de francs au consortium Transmanche Link. Le matériel roulant serait défectueux et les navettes, trop fragiles, nécessitent un entretien plus long que prévu. La société estime aussi avoir payé son matériel roulant trop cher. En demandant des produits moins sophistiqués mais plus robustes à un nouveau fournisseur, Eurotunnel est parvenu à faire passer le prix de deux navettes pour poids lourds de 538 millions à 136 millions de francs. Enfin, Eurotunnel cherche à obtenir une aide des Etats. La société sait toutefois qu'elle n'aura pas un franc de subventions. *« Jamais un gouvernement ne prendra l'argent des contribuables pour rembourser des banquiers »*, analyse Alastair Morton. *« Il faudrait trouver un moyen d'aider les actionnaires sans aider les banquiers. »* La garantie par les Etats d'un emprunt bancaire pourrait être une solution.



Certains banquiers, pourtant, s'estiment eux aussi floués, notamment les Japonais qui ont financé le quart du projet. *« A ma demande, Margaret Thatcher leur a envoyé une lettre en 1990 en leur disant que le gouvernement britannique ne garantissait pas le projet mais qu'il y attachait beaucoup d'importance »*, explique M. Morton. *« En langage britannique, cela veut dire que le gouvernement s'en lave les mains. En langage japonais, cela vaut garantie »*, décode Patrick Ponsolle.

En dépit de ses difficultés, Eurotunnel a conquis l'an dernier 40 % du trafic Calais-Douvres, en transportant 8 millions de passagers, 1,3 million de voitures et 400 000 camions. *« Ces résultats sont honorables, même s'il sont en retrait sensible sur ce qui avait pu être imaginé »*, a déclaré M. Ponsolle. Pour attirer la clientèle, Eurotunnel multiplie les efforts promotionnels, en baissant notamment d'un tiers les prix de ses ventes hors taxes. Le but est d'attaquer les compagnies de ferries, qui, selon Alastair Morton, *« réalisent la totalité de leurs bénéfices grâce aux ventes hors taxes »*, et perdent de l'argent sur le transport de voyageurs, en proposant par exemple des passages à 5 francs pour les piétons. La SNCF a elle aussi conquis 40 % du marché des transports de passagers sur Paris-Londres, mais elle revoit, elle aussi, régulièrement ses prévisions à la baisse.

Arnaud Leparmentier

D'ici à 1998, Aérospatiale devra faire 3 milliards de francs d'économies

LE PDG DU GROUPE Aérospatiale, Louis Gallois, s'est fixé pour objectif de réaliser d'ici à 1998 *« une économie globale de 3 milliards de francs »*. Tous les postes de dépenses seront concernés, hormis la recherche en amont et les activités de commercialisation. M. Gallois a rappelé le 10 janvier que cet effort inclut la résorption des sureffectifs, évalués à 3 100 pour les différentes branches du groupe et à 800 pour Eurocopter.

En 1995, Aérospatiale a atteint un chiffre d'affaires de 49 milliards de francs (dont 40 % pour le programme Airbus), en très légère croissance à dollar constant par rapport à 1994, et reçu des prises de commandes pour un total de 39 milliards de francs, en progression de 32 %. M. Gallois n'a pas voulu préciser le montant du résultat courant, qualifié d'*« équilibré »*, ni le résultat net, qui restera négatif, comme en 1993 et 1994. Le PDG a deux priorités pour 1996 : obtenir un niveau de commandes égal au chiffre d'affaires et ouvrir le capital.

■ **APPLE : le fabricant américain d'ordinateurs** a prévenu, mercredi 10 janvier, qu'il s'attend à une perte de 68 millions de dollars (340 millions de francs) pour les trois derniers mois de 1995. Apple va prendre des mesures de restructuration et prévoit des provisions sur les résultats de ce trimestre.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'alliance entre l'exploitant téléphonique français et les groupes allemand Deutsche Telekom et américain Sprint sera effective fin janvier, a annoncé Sprint le 10 janvier. France Télécom et Deutsche Telekom doivent prendre 20 % du capital de Sprint.

■ **AT&T : le groupe américain de télécommunications**, qui a décidé de se séparer d'AT&T GIS, son activité informatique, a rebaptisé cette dernière, le 10 janvier, du nom de NCR, groupe racheté en 1991. NCR (35 milliards de francs de chiffre d'affaires, 38 000 salariés) sera cotée en Bourse en janvier 1997.

■ **BERNARD TAPIE FINANCE (BTF) : l'ancien directeur général du groupe Havas,** Jacques Espinasse, est devenu le président de la société qui regroupe les activités industrielles de l'ancien groupe Tapie. La société appartient à la Société de banque occidentale (SDBO), ex-filiale du Crédit lyonnais logée dans le Consortium de réalisation (CDR). BTF devrait s'appeller la Compagnie européenne de distribution et de pesage (CEDP).

■ **CONCURRENCE : le Conseil de la concurrence** a annoncé le 10 janvier la condamnation de trois producteurs de béton du Var, qui n'avaient pas respecté sa décision de septembre 1994, les enjoignant de cesser de vendre à un prix anormalement bas du béton prêt à l'emploi dans la région de Toulon. Béton de France (Ready Mix Concrets) est condamné à payer une amende de 1,4 million, Super Béton (filiale commune de Lafarge et Vicat) 1 million, et la *Société méditerranéenne* de béton (Ciments français) 750 000 francs.

■ **LE COURS** de l'once d'or a dépassé, mercredi 10 janvier, la barre des 400 dollars sur le marché à terme new-yorkais (Comex), pour la première fois depuis août 1993

■ **LE GOUVERNEMENT** suisse a indiqué son espoir de voir le franc suisse s'affaiblir cette année, en excluant toutefois une action monétaire afin d'atteindre cet objectif

■ **LA SNCF** a lancé un emprunt obligataire de 3 milliards de francs, sous la direction du Crédit agricole. Les titres, d'une durée de onze ans et demi, offrent un coupon de 6,75 %

■ **CUIVRE** : les cours ont continué à s'effriter sur le marché londonien des métaux. Le prix de référence à trois mois a perdu 4 dollars pour s'inscrire à 2 533 dollars la tonne

■ **LE PRÉSIDENT** de la maison de courtage américaine Smith Barney, Robert Greenhill, a annoncé qu'il quittait ses fonctions pour fonder sa firme de conseil en investissement.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

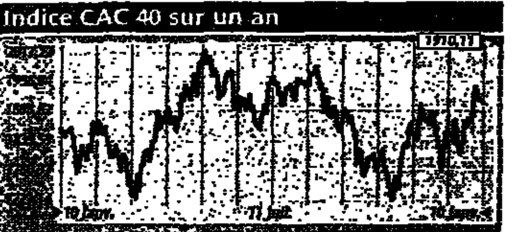
NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN ↘ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Nouvelle baisse à Paris

POUR LA SIXIÈME séance consécutive, la Bourse de Paris était faible jeudi en raison d'un horizon économique et financier sombre. En baisse de 0,84 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard une perte de 0,67 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises abandonnaient 0,75 % à 1 895,76 points. Depuis le 29 décembre, les valeurs françaises n'étaient pas tombées sous les 1 900 points.

Wall Street a cédé 1,9 % mercredi soir en raison de l'impasse budgétaire aux Etats-Unis. Le président de la Chambre des représentants Newt Gingrich n'a pas exclu qu'il n'y ait pas d'accord sur le budget avant les élections présidentielles de novembre 1996. En Europe, les instituts de conjoncture révisent à la baisse leurs prévisions de croissance pour 1996 en Allemagne et en France.

Du côté des valeurs, GTM Entrepose, qui s'attend pour 1995 à des résultats stables par rapport à 1994, a déçu les investisseurs. Le titre reculait de 8,8 %. On notait également le repli de 5,4 % du Groupe André, dont le chiffre d'affaires au cours des trois premiers mois de l'exercice a baissé de 4,2 %. La Lyonnaise des Eaux réagissait aux perspectives médiocres du groupe, cédant 4,8 %. Parmi les hausses, on notait SCOR, + 4,6 %, Crédit Lyonnais, + 3,8 %.

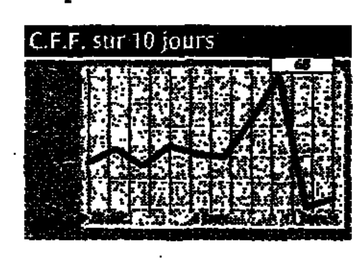


Indice CAC 40 sur un an

CAC 40 5 jours

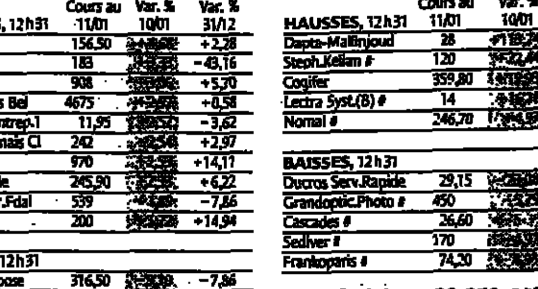
Crédit foncier de France, valeur du jour

NOUVELLE et rude séance, mercredi 10 janvier, pour le Crédit Foncier de France (CFF) à la Bourse de Paris. Le titre de l'institution financière a accusé une baisse spectaculaire de 10 % à 67,50 francs, plus fort recul de la journée sur le marché à règlement mensuel. Selon les intervenants, la défiance des investisseurs envers sa signature sur le marché obligataire (*Le Monde* du 11 janvier) trouve sa traduction sur le cours de l'action. *« Il y a 250 milliards de francs d'obligations du CFF en circulation, et on commence à se demander qui va pouvoir les rembourser. L'Etat doit prendre une décision très rapide »*, expliquait mercredi un opérateur.



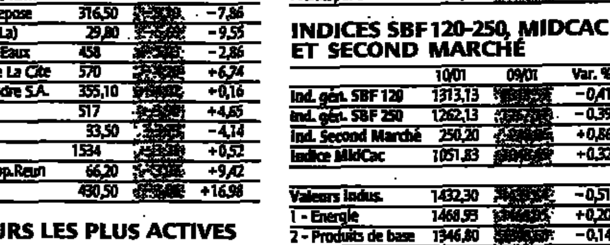
C.F.F. sur 10 jours

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL



HAUSSES, 12 h 31	Cours au 11/01	Var. % 10/01	Var. % 31/12
SCOR SA	156,50	[illegible]	+2,28
OLIPAR	183	[illegible]	−43,16
S.I.T.A	908	[illegible]	+5,70
Fromageries Bel	4675	[illegible]	+0,58
Comptoir Entrep.1	11,95	[illegible]	−3,62
Credit Lyonnais CI	242	[illegible]	+2,97
SFIM	970	[illegible]	+14,11
Worms & Cie	245,90	[illegible]	+6,22
Union Assur.Fdal	539	[illegible]	−7,86
Vallourec	200	[illegible]	+14,94
BAISSES, 12 h 31			
GTM-Entrepose	316,50	[illegible]	−7,86
Rochette (La)	29,80	[illegible]	−9,55
Lyonnaise Eaux	458	[illegible]	−2,86
Groupe De La Cite	570	[illegible]	+6,74
Groupe Andre S.A.	355,10	[illegible]	+0,16
NRJ #	517	[illegible]	+4,65
Ingenico	33,50	[illegible]	−4,14
Sidel	1534	[illegible]	+0,52
Cerus Europ.Reun	66,20	[illegible]	+9,42
Fives-Lille	430,50	[illegible]	+16,98

VALEURS LES PLUS ACTIVES



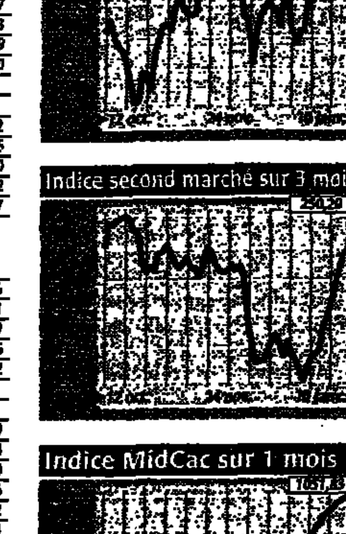
SÉANCE, 12 h 31	11/01 Titres échangés	Capitalisation en KF
Eaux (Gle des)	204196	109865412
Lyonnaise Eaux	187033	85151221,10
Elf Aquitaine	186414	67668406,70
Total	161132	56045909,20
Alcatel Alsthom	123366	51842046,50
Carnaudmetalbox	176436	39539341,60
Axa	93226	30281042,60
Usinor Sacilor	434869	30032897,45
Paribas	106435	28407170,80
LVMH Moet Vuitton	25099	26192622

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12 h 31	Cours au 11/01	Var. % 10/01	Var. % 31/12
Dapta-Mallinjoud	28	[illegible]	+113,74
Steph.Kelian #	120	[illegible]	+41,17
Cogifer	359,80	[illegible]	+19,93
Lectra Syst.(B) #	14	[illegible]	+69,69
Nomal #	246,70	[illegible]	+8,20
BAISSES, 12 h 31			
Ducros Serv.Rapide	29,15	[illegible]	−49,82
Grandoptic.Photo #	450	[illegible]	−5,85
Cascades #	26,60	[illegible]	+2,30
Sediver #	170	[illegible]	−10,52
Frankoparis #	74,20	[illegible]	−4,87

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	10/01	09/01	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1313,13	[illegible]	−0,41
Ind. gén. SBF 250	1262,13	[illegible]	−0,39
Ind. Second Marché	250,20	[illegible]	+0,86
Indice MidCac	1051,83	[illegible]	+0,32
Valeurs Indus.	1432,30	[illegible]	−0,51
1 - Energie	1468,95	[illegible]	+0,20
2 - Produits de base	1346,80	[illegible]	−0,14
3 - Construction	1406,89	[illegible]	−1,20
4 - Biens d'équip.	967,50	[illegible]	−0,76
5 - Automobile	1672,36	[illegible]	−1,12
6 - Biens consom.	2061,90	[illegible]	−0,24
7 - Indus. agro-alim.	1429,79	[illegible]	−0,67
Services	1324,85	[illegible]	+0,38
8 - Distribution	2247,52	[illegible]	+0,28
9 - Autres services	952,17	[illegible]	+0,46
Sociétés financières	979,29	[illegible]	−0,73
10 - Immobilier	671,29	[illegible]	−0,04
11 - Services financ.	1016,26	[illegible]	−0,92
12 - Sociétés invest.	1119,70	[illegible]	−0,53


Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois

Indice MidCac sur 1 mois

Nouvelle et forte baisse à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse dans des transactions calmes jeudi 11 janvier, la chute des valeurs technologiques à Wall Street ayant entraîné des ventes pour compte étranger sur leurs homologues nippones. L'indice Nikkei a perdu 234,40 points, soit 1,14 %, à 20 377,92 points. Beaucoup d'investisseurs sont restés sur la réserve, attendant de voir comment la Bourse de New York se comportera dans les prochains jours.

En effet, la veille, pour la deuxième séance consécutive, Wall Street a cédé un terrain non négligeable à la suite des déclarations du président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich. Ce dernier a estimé *« possible »* qu'il n'y ait pas d'accord sur le budget avant l'élection présidentielle de novembre. Déjà fragilisée par la faiblesse des valeurs informatiques qui avait fait plonger les valeurs de 1,3 % mardi, la Bourse a fortement baissé, l'indice Dow Jones perdant à un moment jusqu'à 115 points. Finalement, le baromètre de Wall Street a terminé en baisse de 97,19 points, soit 1,9 %, à 5 032,94 points. En Europe, la Bourse de Londres a terminé la séance sur une nette baisse de 28,8 points à 3 671,5 points, soit un recul de 0,8 %.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 10/01	Cours au 09/01	Var. en %
Paris CAC 40	1910,11	1916,29	−0,32
New-York/DJ indus.	5110,26	5130,13	−0,39
Tokyo/Nikkei	20612,30	20652,10	−0,19
Londres/FT100	3671,50	3700,30	−0,78
Francfort/Dax 30	2338,19	2349,66	−0,49
Frankfort/Commer.	842,53	841,71	+0,10
Bruxelles/Bel 20	1873,44	1885,16	−0,63
Bruxelles/Général	1614,77	1624,87	−0,63
Milan/MIB 30	991	993	−0,20
Amsterdam/Gé. Cbs	331,20	332,60	−0,42
Madrid/Ibex 35	324,52	327,24	−0,84
Stockholm/Affarsal	1321,71	1355,78	−2,58
Londres FT30	2726	2738,80	−0,47
Hong Kong/Hang S.	10304,63	10427,20	−1,19
Singapour/Strait t	2362,11	2373,60	−0,49

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

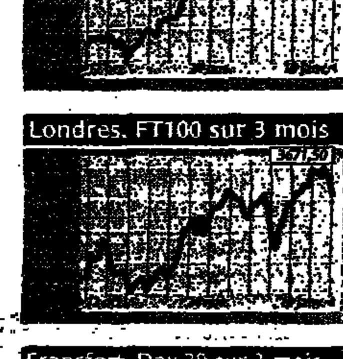
	10/01	09/01
Alcoa	50,62	51,37
American Express	40	40,37
Allied Signal	48,87	49,50
AT & T	65,75	66
Bethlehem	14,50	14,62
Boeing Co	78,62	77,75
Caterpillar Inc.	60,12	59,12
Chevron Corp.	54,62	55,12
Coca-Cola Co	73,62	74,12
Disney Corp.	61,12	61,50
Du Pont Nemours&Co	72,37	73,37
Eastman Kodak Co	67,37	68
Exxon Corp.	82,25	82,62
Gén. Motors Corp.H	50,62	51,75
Gén. Electric Co	71,25	72,12
Goodyear T & Rubbe	43,25	43,62
IBM	88,62	86,75
Intl Paper	38,25	38,62
J.P. Morgan Co	75,37	76
Mc Don Dougl	95,50	95,75
Merck & Co.Inc.	62,87	63,50
Minnesota Mng.&Mfg	66,25	65,25
Philip Moris	88,62	89,25
Procter & Gamble C	86,50	87,87
Sears Roebuck & Co	42,25	42,25
Texaco	79,62	80
Union Carb.	39	38,87
Utd Technol	93,12	93,37
Westingh. Electric	18	18
Woolworth	11,62	11,87

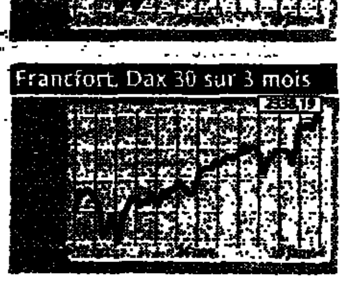
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

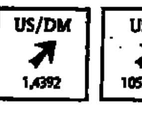
	10/01	09/01
Allied Lyons	5,48	5,52
Barclays Bank	7,56	7,63
B.A.T. industries	5,53	5,57
British Aerospace	8,33	8,17
British Airways	4,93	4,99
British Gas	2,60	2,62
British Petroleum	5,34	5,48
British Telecom	3,57	3,55
B.T.R.	3,31	3,34
Cadbury Schweppes	5,47	5,55
Eurotunnel	0,84	0,75
Glaxo	8,76	8,89
Grand Metropolitan	4,45	4,45
Guinness	4,87	4,91
Hanson Plc	2,02	2,01
Great Ic	6,78	6,87
H.S.B.C.	9,69	9,79
Impérial Chemical	8,07	8,21
Lloyds Bank	8,47	8,48
Marks and Spencer	4,30	4,33
National Westminst	6,37	6,47
Peninsular Orienta	4,75	4,82
Reuters	5,94	6,05
Saatchi and Saatch	0,90	0,91
Shell Transport	8,66	8,75
Smithkline Beecham	6,95	7
Tate and Lyle	4,62	4,60
Univeler Ltd	13,42	13,53
Zeneca	12,35	12,51

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	10/01	09/01
Allianz Holding N	2900	2903
Basf AG	338,80	337,80
Bayer AG	404,50	404,30
Bay hyp&Wechselbk	36,65	37,43
Bayer Vereinsbank	43,15	43,93
BMW	793	793,80
Commerzbank	346	349,80
Continental AG	21,95	21,28
Daimler-Benz AG	747	748
Degussa	509	508,30
Deutsche Babcock A	133	133,20
Deutsche Bank AG	68,40	70,18
Dresdner BK AG FR	38,12	38,38
Henkel VZ	554	562,50
Hoechst AG	405,30	402,90
Karstadt AG	618	618,50
Kaufhof Holding	478	474,50
Linde AG	880	878
DT. Lufthansa AG	208	209,70
Man AG	414,50	415
Mannesmann AG	479,50	482
Mettallges AG	33,60	32,95
Preussag AG	421,50	422,50
Rwe	539,50	538,20
Schering AG	98,60	99,30
Siemens AG	793,30	794,30
Thyssen	277,50	278,70
Veba AG	63,05	62,80
Viag	605,50	603
Wellag AG	760	770


New York, Dow Jones sur 3 mois


Londres, FT100 sur 3 mois





Francfort, Dax 30 sur 3 mois

LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Léger recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises – a ouvert en baisse jeudi 11 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 18 centièmes à 120,94 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor s'inscrivait à 6,61 %, soit un écart de 0,66 % par rapport à celui de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance.

La veille, le taux de l'emprunt américain à trente ans était remonté à 6,19 %, à la suite des déclarations du porte-parole de la chambre des représentants Newt Gingrich. Celui-ci n'a pas exclu que l'impasse budgétaire puisse durer jusqu'aux élections présidentielles du mois de novembre. Les taux d'intérêt à court terme étaient stables, jeudi matin, en France. Les échéances à trois mois s'inscrivaient à 4,80 %. La Banque de France a laissé inchangé, à 4,56 %, le taux de l'argent au jour le jour.

Notionnel 10 %, première échéance, 1 an (120,98 ; 10 janv. ; 11 juil. ; 10 janv.)

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 10/01	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	4,50	6,60	6,09	1,90
Allemagne	3,75	5,94	6,72	1,50
Grande-Bretagne	6,56	7,47	7,72	3,90
Italie	10,31	10,53	10,93	5,80
Japon	0,41	3,14	4,75	−0,20
Etats-Unis	5,56	5,72	6,09	2,60

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 10/01	Taux au 09/01	indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,57	5,69	100,32
Fonds d'État 5 à 7 ans	6,03	6,12	100,35
Fonds d'État 7 à 10 ans	6,43	6,50	100,63
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,65	6,70	100,57
Fonds d'État 20 à 30 ans	7,23	7,30	100,01
Obligations françaises	6,85	6,91	100,39
Fonds d'État à TME	−1,39	−1,34	100,18
Fonds d'État à TRE	−1,03	−1,03	99,90
Obligat. franc. à TME	−1,14	−0,87	100,19
Obligat. franc. à TRE	+0,19	+0,19	100,06

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,50 %)

	Achat 10/01	Vente 10/01	Achat 09/01	Vente 09/01
Jour le jour	4,6875	—	4,6875	—
1 mois	4,37	4,87	4,50	5
3 mois	4,43	4,93	4,55	5,06
6 mois	4,43	4,93	4,55	5,06
1 an	4,43	4,83	4,90	5,03
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	4,6875	—	4,8281	—
Pibor Francs 3 mois	4,8008	—	4,9219	—
Pibor Francs 6 mois	4,8555	—	4,9375	—
Pibor Francs 9 mois	4,8477	—	4,9375	—
Pibor Francs 12 mois	4,8477	—	4,9297	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	4,9792	—	5,0469	—
Pibor Ecu 6 mois	4,9375	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 12 mois	4,9167	—	4,9896	—

MATIF

Échéances 10/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	150221	120,98	121,28	120,94	121,12
Juin 96	1420	121,40	121,66	121,40	121,56
Sept. 96	14	120,36	120,48	120,36	120,50
Déc. 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Mars 96	41080	95,01	95,12	95	95,06
Juin 96	9968	95,28	95,37	95,27	95,32
Sept. 96	6116	95,36	95,45	95,34	95,41
Déc. 96	2785	95,31	95,36	95,29	95,30
ÉCU LONG TERME					
Mars 96	2381	91,24	91,40	91,22	91,32
Juin 96	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 10/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Janvier 96	20051	1916	1933	1905	1919
Février 96	15	1923,50	1930,50	1919	1926,50
Mars 96	271	1931	1947	1922	1933,50
Juin 96	—	—	—	—	1912,50

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9300 | US/DM ↗ 1,4392 | US/¥ ↗ 105,1000 | DM/F → 3,4260 | £/F ↘ 7,6235

Stabilité du dollar

LE DOLLAR était stable, jeudi matin 11 janvier, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 104,70 yens, 1,4365 mark et 4,9215 francs.

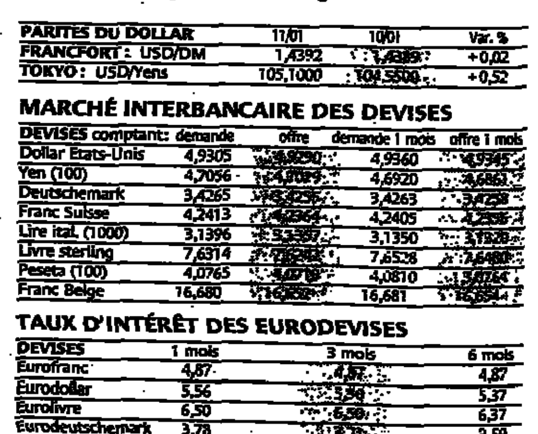
Le vif recul de Wall Street et des emprunts d'Etat américains observé la veille, en raison de l'aggravation de la crise budgétaire aux Etats-Unis, n'a guère pesé sur les cours du billet vert.

Après son accès de faiblesse des derniers jours, le deutschemark se stabilisait face aux autres devises européennes. Il s'inscrivait à 3,4275 francs, 2,2151 livres sterling et 1 096 lires. La baisse très modeste – de 3,75 % à 3,73 % – du taux des prises en pension de la Bundesbank a quelque peu ébranlé l'optimisme des opérateurs concernant une détente monétaire rapide et de grande ampleur en Allemagne.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 10/01	% 09/01	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	342,6000	[illegible]	328	[illegible]
Ecu	6,3680	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	4,9300	[illegible]	4,6400	[illegible]
Belgique (100 F)	16,6655	[illegible]	16,0500	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	305,8700	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,1360	[illegible]	2,8200	[illegible]
Danemark (100 krd)	88,6200	[illegible]	82,5000	[illegible]
Irlande (1 iep)	7,8715	[illegible]	7,4700	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	7,6235	[illegible]	7,2000	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,0990	[illegible]	1,7500	[illegible]
Suède (100 krs)	74,9400	[illegible]	68	[illegible]
Suisse (100 F)	424,0200	[illegible]	409	[illegible]
Norvège (100 k)	77,9100	[illegible]	72	[illegible]
Autriche (100 sch)	48,7110	[illegible]	47	[illegible]
Espagne (100 pes.)	4,0730	[illegible]	3,7200	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3050	[illegible]	2,8500	[illegible]
Canada 1 dollar ca	3,6184	[illegible]	3,3200	[illegible]
Japon (100 yens)	4,7087	[illegible]	4,4600	[illegible]
Finlande (mark)	113,2600	[illegible]	106	[illegible]

PARITES DU DOLLAR	11/01	10/01	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4392	[illegible]	+0,02
TOKYO : USD/Yens	105,1000	[illegible]	+0,52

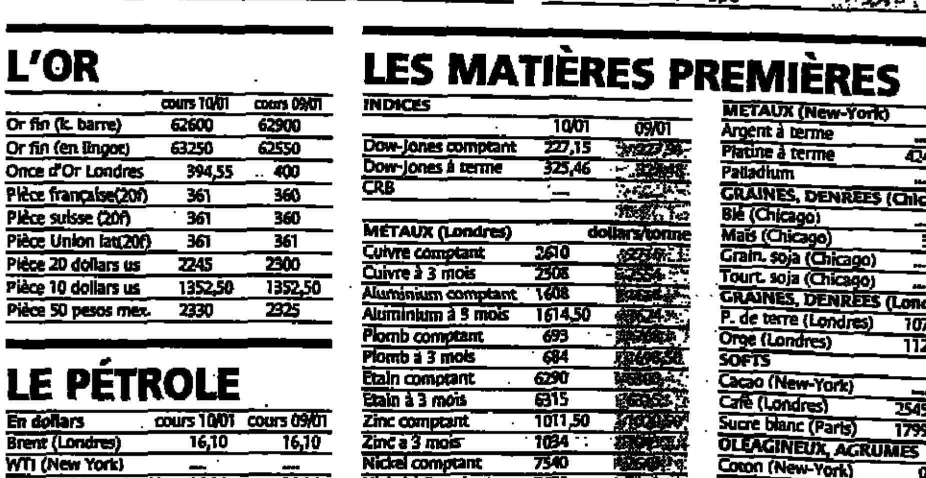


MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,9305	[illegible]	4,9360	[illegible]
Yen (100)	4,7056	[illegible]	4,6920	[illegible]
Deutschemark	3,4265	[illegible]	3,4263	[illegible]
Franc Suisse	4,2413	[illegible]	4,2405	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,1396	[illegible]	3,1350	[illegible]
Livre sterling	7,6314	[illegible]	7,6528	[illegible]
Peseta (100)	4,0765	[illegible]	4,0810	[illegible]
Franc Belge	16,680	[illegible]	16,681	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	4,87	[illegible]	4,87
Eurodollar	5,56	[illegible]	5,37
Eurolivre	6,50	[illegible]	6,37
Eurodeutschemark	3,78	[illegible]	3,59



L'OR

	cours 10/01	cours 09/01
Or fin (k. barre)	62600	62900
Or fin (en lingot)	63250	62550
Once d'Or Londres	394,55	400
Pièce française(20f)	361	360
Pièce suisse (20f)	361	360
Pièce Union lat(20f)	361	361
Pièce 20 dollars us	2245	2300
Pièce 10 dollars us	1352,50	1352,50
Pièce 50 pesos mex.	2330	2325

LE PÉTROLE

En dollars	cours 10/01	cours 09/01
Brent (Londres)	16,10	16,10
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	16,16	16,16

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	10/01	09/01
Dow-Jones comptant	227,15	[illegible]
Dow-Jones à terme	325,46	[illegible]
CRB	—	[illegible]

MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2610	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2508	[illegible]
Aluminium comptant	1608	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1614,50	[illegible]
Plomb comptant	693	[illegible]
Plomb à 3 mois	684	[illegible]
Etain comptant	6290	[illegible]
Etain à 3 mois	6315	[illegible]
Zinc comptant	1011,50	[illegible]
Zinc à 3 mois	1034	[illegible]
Nickel comptant	7540	[illegible]
Nickel à 3 mois	7650	[illegible]

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	—	[illegible]
Platine à terme	424	[illegible]
Palladium	—	[illegible]
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	—	[illegible]
Maïs (Chicago)	3,65	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	—	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	—	[illegible]
GRAINES, DENREES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	107,50	[illegible]
Orge (Londres)	112,25	[illegible]
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	—	[illegible]
Café (Londres)	2545	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	1799,54	[illegible]
OLEAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	0,73	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	1,04	[illegible]

هكذا من الأصل

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 11 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 5,63
Cours relevés à 12 h 31

CAC 40 ↘ PARIS
−0,76 %
CAC 40 : 1895,63

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	7580	[illegible]	− 0,13	[illegible]
B.N.P. (T.P)	926	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	840	[illegible]	—	[illegible]
Renault (T.P.)	1917	[illegible]	+ 0,20	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2020	[illegible]	+ 0,74	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1157	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1076	[illegible]	—	[illegible]
Accor	651	[illegible]	− 1,07	[illegible]
Christian Dior	548	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Ciments Fr.Priv.B	189	[illegible]	− 0,05	[illegible]
Clarins	491,50	[illegible]	+ 1,32	[illegible]
Club Mediterranee	415,40	[illegible]	− 0,09	[illegible]
Coflexip	200	[illegible]	+ 1	[illegible]
Colas	854	[illegible]	+ 0,70	[illegible]
Comptoir Entrep.1	11,65	[illegible]	+ 2,57	[illegible]
Comptoir Moder.	1655	[illegible]	− 0,30	[illegible]
CPR	391,90	[illegible]	+ 0,51	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
Volkswagen A.G #	1722	1722	—	1640
Volvo (act.B) #	97,20	94,30	− 2,95	97
Western Deep	208	208,50	+ 0,24	168
Yamanouchi #	109,20	109,90	+ 0,64	108
Zambia Copper	2,90	2,65	− 8,62	1,76

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
JEUDI 11 JANVIER

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	114,70	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	104,20	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	110,58	[illegible]
CEPME 9% 92-06TSR	112,80	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	117,90	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	113,50	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	108	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	105,06	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	110,95	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	111,21	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	116,40	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	111,35	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	108,49	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,85	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	—	[illegible]
Em.Etat10,26%86-96	100,75	[illegible]
Emp.Etat 6%7/93-97	101,50	[illegible]
Finansder 9%91-06#	116,61	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	111,90	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	147	147
Commerzbank AG	1151	1151
Fiat Ord.	15,45	16,20
Gevaert	300,80	300,80
Gold Fields South	164,20	168
Kubota Corp.	30,50	30,50
Montedison act.ep.	4,54	7,282 d
Olympus Optical	49,35	49,35
Ottomane(cie Fin.)	160	159
Robeco	354,70	351
Rodamco N.V.	146,10	143,70
Rolinco	375,90	371
Solvay SA	2675	2675
Wagons Lit.	1502	1502

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
JEUDI 11 JANVIER

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		57,95	[illegible]
AFE #		370	[illegible]
Aigle #		221	[illegible]
Albert S.A (Ns)	◆	141	[illegible]
Altran Techno. #		781	[illegible]
Montaignes P.Gest.	◆	488	[illegible]
Bque Picardie (Li)	◆	560	[illegible]
Bque Sofirec (M)	◆	570	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#		206	[illegible]
Bque Vernes		630	[illegible]
Beneteau #		342	[illegible]
B I M P		83,50	[illegible]
Boiron (Ly) #		500	[illegible]
Boisset (Ly)#		218,10	[illegible]
But S.A.	◆	285	[illegible]
Cardif SA		610	[illegible]
CDA-Cie des Alpes		135,50	[illegible]
C.E.E #		245	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
JEUDI 11 JANVIER

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C.	◆	0,01	0,01
Sté lecteurs du Monde	◆	185,50	185,50
Nobel	◆	125	125
Mumm	◆	1000	1000
Générale Occidentale	◆	41,60	41,60

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 10 janvier

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C		36386,04	[illegible]
Actimonétaire D		30968,85	[illegible]
Aglpi Ambition (Axa)		113,46	[illegible]
Amplia	○	114125,89	[illegible]
Amplitude Monde D.		721,02	[illegible]
Antigone Trésorerie		840917	[illegible]
Arbitr. Court Terme	◆	9289,91	[illegible]
Arbitr. Première	◆	8745,11	[illegible]
Arbitr. Sécurité	◆	16996,22	[illegible]
Asie 2000		654,44	[illegible]
Uni-Associations	○	119,58	119,58
Uni-Foncier		1217,38	1187,69
Unifrance		602,15	587,46
Uni-Garantie C		1647,68	1611,07
Uni-Garantie D		1425,04	1398,47
Uni Régions		1361,05	1327,85
Univar	○	295,79	295,79
Univers Actions		1715,98	1674,13
Univers Obligations		2159,59	2119,32
Valorg		2364,51	2329,57
Valrea		34007,90	33990,90
Winterthur St-Honoré		248,56	237,29

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

SPORTS

BASKET-BALL Les champions de France de l'Olympique d'Antibes doivent recevoir, jeudi 11 janvier, les Grecs d'Iraklis Salonique pour le deuxième match retour du championnat d'Europe des clubs. Un faux pas à domicile aurait de graves conséquences pour des Antibois mal classés, et qui doivent effectuer trois déplacements difficiles. ● JACQUES MONCLAR, ancien joueur international qui entraîne l'équipe azuréenne depuis sept ans, est l'un des artisans du renouveau antibois après les difficultés financières du club à l'intersaison. Son caractère passionné en fait l'un des entraîneurs les plus charismatiques du basket professionnel. ● PAU-ORTHEZ, l'autre équipe française qualifiée en championnat d'Europe, a gaspillé une partie de ses chances de qualification pour la « finale à quatre » en s'inclinant, mercredi 10 janvier à Lisbonne (99-90), face au Benfica.

Jacques Monclar transmet sa passion à l'équipe d'Antibes

L'entraîneur du club champion de France a contribué à redresser une situation affaiblie, cet été, par une grave crise financière. Mais le chemin reste difficile jusqu'aux quarts de finale du championnat d'Europe des clubs

ANTIBES
de notre envoyé spécial

Pour cet homme, les dernières secondes d'un match devraient toujours être une promesse d'éternité. La passion de Jacques Monclar pour un basket de mort subite est celle d'un joueur dont la vie s'anime avec les coups des dés. Il ne retient que les parties décidées sur une audace. L'entraîneur d'Antibes savourera toujours ce tir de Michael « Sugar » Richardson, aux derniers instants de l'ultime rencontre de la finale du championnat de France contre Pau-Orthez, en juin 1995 : ce ballon qui a tourné sur le cercle de métal, hésitant avant de retomber dans le panier béarnais... Il aime que son équipe ait remporté le titre d'un point, comme en jouant la musique du hasard.

En dépit de cette attirance pour le basket couperet, Jacques Monclar refuse que ses joueurs se retrouvent, eux-aussi, *« la tête sur le billot »*. Une défaite à domicile, jeudi 11 janvier, contre les Grecs d'Iraklis Salonique, et c'est le destin européen d'Antibes qui est contrarié. Après trois victoires seulement contre cinq défaites, Antibes n'a plus le droit à l'erreur dans sa salle, avant trois déplacements périlleux à Trévise, puis contre l'Olympiakos du Pirée et face au Bayer Leverkussen. Chemin difficile jusqu'aux quarts de finale d'une compétition qui connaîtra son apothéose du 9 au 11 avril, au Palais omnisports de Paris-Bercy, pour la « finale à quatre ».

Mais Jacques Monclar donnerait tant de ternes parties du championnat de France pour ces matches *« sur le fil du rasoir, avec leur atmosphère électrique »*. *« Je n'ai pas été vraiment étonné qu'il fasse la fine bouche après notre victoire ici contre le PSG, samedi dernier »*, raconte Willie Redden. Il sait que son coach aime la manière. Seul le score-fleuve (117-108) a pu laisser croire au public de l'Espace Piscine qu'il vivait au rythme de la NBA. L'entraîneur, perfectionniste, n'a pas accepté que ses joueurs se soient laissés rattraper en fin de partie après avoir mené de 27 points. D'autant que pareille absence avait coûté très cher aux Antibois, récemment, face à une équipe de Leverkussen qui avait semblé à leur portée.

« Le respect du public, et de l'adversaire quel qu'il soit, passe par un engagement total », aime à dire Jacques Monclar. Pendant les entraînements, comme pour les matches amicaux, il n'accepte aucune faiblesse. Mais il s'accommode bien volontiers de cette réputation de père fouettard, parce que ce gagneur est aussi à l'écoute des hommes, et abandonne son personnage de *« bombe à mèche courte »* en dehors des terrains.

La mauvaise affaire de Pau-Orthez

L'équipe de Pau-Orthez a effectué une mauvaise opération, mercredi 10 janvier, en s'inclinant à Lisbonne face au Benfica (99-90) lors du deuxième match retour du championnat d'Europe des clubs. La formation portugaise est en effet la plus faible équipe de la poule. Elle n'avait encore gagné aucune rencontre depuis le début de la compétition. Elle a pourtant, à l'image de Carlos Lisboa, meilleur marqueur du match avec 32 points, imposé son rythme en début de match (55-42 à la mi-temps). En seconde période, les Palois, toujours fébriles, réussissaient à revenir à un point à trois minutes de la fin (83-82), avant de fléchir définitivement.

ATMOSPHÈRE DE CRISE

La saison avait mal commencé pour une équipe sortie de l'été sur un brancard : celui d'une Société anonyme à objet sportif (SAOS) dont le sigle sonne encore comme un appel au secours. Révélé par les élections municipales de juin, le déficit de 30 millions de francs n'avait laissé d'autre choix à l'entraîneur et à ses hommes que le sacrifice ou le chômage (*Le Monde* du 9 septembre). Jacques Monclar a passé une partie de l'été à la recherche d'une issue. Son amitié pour un ancien footballeur de l'OGC Nice, Louis Bacchialoni, leur goût commun pour les Négresses vertes, Coluche et les voyages, lui ont permis de convaincre ce directeur régional d'une société de restauration collective de prendre la direction du club.

L'entraîneur et les nouveaux dirigeants ont ensuite négocié avec la Ligue nationale de basket le transfert vers Cholet de Stéphane Ostrowski. C'est pourtant avec « Steph » que le joueur Jacques Monclar avait quitté Limoges pour Antibes en 1988. Il ne s'est pas opposé non plus au départ de l'Américain David Rivers vers Le Pirée. Mais ce sont 40 points de moyenne par match qui ont manqué tout d'un coup aux champions de France. Après une nouvelle défaite, Trevor Wilson est remercié. Jacques Monclar et ses adjoints passent une nuit au téléphone avec les agents de la NBA. Tony White arrive pour former avec Michael Richardson une paire d'Américains redoutable. Antibes remonte à la quatrième place du championnat de France et voit revenir avec confiance les *pay-offs* du mois de mai.

Même s'il a pensé, un court instant, *« tout laisser tomber »*, Jacques Monclar ne regrette plus d'avoir *« oublié »* un nouveau contrat avantageux de trois ans pour retrouver un salaire négocié en 1991. Cette septième année à la tête de l'équipe d'Antibes – si l'on compte trois matches en tant que joueur-entraîneur au printemps 1989 – pourrait cependant être la dernière. Mais la passion du basket restera la raison d'être de cet homme de trente-huit ans qui est presque né sur un terrain.

Son père, Robert Monclar, a porté les couleurs de l'équipe de France à l'occasion de trois Jeux olympiques, de 1952 à 1960. Imaginait-il que son fils dépasserait ses 150 sélections en équipe nationale ? Car Jacques Monclar a eu une croissance tardive. Ses centimètres trop attendus jusqu'à quinze ans le laisseront timide sous les paniers, préférant les tirs à distance. Il décrochera pourtant un compte rond de sélections en équipe nationale : 200 exactement, à l'époque de Jean-Michel Sénégal et Hervé Dubuisson, qu'il avait rencontrés au bataillon de Joinville, après un titre de champion de France cadets au Racing Club de France.

D'une passion de gosse devenue un métier, Jacques Monclar tire une réelle fierté. Il n'acceptera jamais ces remarques entendues au cours de l'expertise financière du club. *« J'en ai assez que les boutiquiers et les comptables considèrent systématiquement les sportifs comme des crétins qui ne méritent pas leurs salaires. »*

De son élégance sur la touche, de ses gesticulations pour communiquer avec les joueurs pendant les matches, il s'est aussi fait une image. C'est le film de la finale du championnat de France qui a donné aux réalisateurs d'un film publicitaire pour une eau de toilette l'envie de le faire revenir d'urgence des Etats-Unis. Aucun acteur ne pouvait mieux que Jacques Monclar jouer le rôle de sa vie : celui d'un entraîneur habité par la passion du basket.

Christophe de Chenay

Reprise difficile pour le Paris SG

MALGRÉ la brièveté de la trêve, le Paris SG, leader du championnat de France de football de première division, a eu du mal à se réveiller, mercredi 10 janvier, pour la journée de reprise. Les Parisiens ont été tenus en échec (1-1) par Gueugnon, une équipe mal classée et décimée par des blessures. Les Bourguignons ont tenu bon face à des Parisiens dominateurs, mais très maladroits, le jeune Philippe Brunel (44e) répliquant à un but de Youri Djorkaeff (29e).

Le PSG conserve néanmoins six points d'avance sur ses poursuivants, Lens, auteur d'un match nul à Lyon (0-0), et Metz, qui s'est imposé face au Havre (2-1). En deuxième division, la reprise n'a pas non plus été favorable à l'équipe de tête. Caen s'est incliné à domicile (1-2) face au deuxième, Laval, qui revient ainsi à trois points.



Les buteurs [illegible]
1. Drobnjak (Bastia) [illegible]
2. N'Doram (Nantes) [illegible]
Dely Valdes (Paris-SG) 13 [illegible]
4. Raï (Paris-SG) 12 buts
5. Anderson (Monaco) 11 buts
6. F. Maurice (Lyon) 10 buts

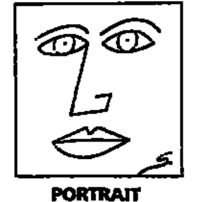
[illegible]
5. Strasbourg 31 buts

[illegible] défenses
[illegible] 14 buts
[illegible] Metz 15 buts
[illegible] Guingamp 17 buts
4. Paris-SG 18 buts
5. Nantes 22 buts
Strasbourg 22 buts

24e journée (20 janvier) [illegible]

Borge Ousland, piéton solitaire des pôles

EN ARRIVANT le 21 décembre 1995 à la base Amundsen-Scott en Antarctique, le Norvégien Borge Ousland est devenu le premier homme à avoir atteint les deux pôles en solitaire et sans assistance ni liaison radio. Moins de trois semaines plus tard, agenouillé dans sa suite d'un hôtel de la place des Vosges, il déplie une grande carte de l'Antarctique. D'une voix grave et douce, ce géant de trente-trois ans retrace son périple de l'île Berkner, sur le continent glacé, jusqu'à la base Amundsen-Scott : le pôle Sud. 1 260 kilomètres sur des skis Télémark à tracter un traîneau et 170 kilos de matériel, dont seulement un ski et un réchaud de rechange.


PORTRAIT

Les larges mains qui courent sur le plan ont supporté sans dommage apparent les quarante-quatre jours de périple, parfois à plus de 50 degrés en dessous de 0. Avec ses petites lunettes rectangulaires, Ousland ressemble davantage à un professeur d'université qu'à un explorateur polaire. Mais il se présente souvent comme un professionnel de la photo et de la vidéo. *« C'est plus simple »*, puisqu'il rapporte films et pellicules de ses expéditions.

Enfant, cet ex-plongeur des plates-formes pétrolières de la mer du Nord a dévoré avec terreur et ravissement les récits de la traversée du Groenland de Fridtjof Nansen. En 1986, il est parti sur ses traces avec deux amis. En 1990, il a rallié une première fois le pôle Nord sans assistance avec deux compatriotes. Puis il a voulu pousser plus loin la *« quête de soi-même »*. *« Une autre voix, une autre présence modifie totalement le rapport avec le milieu dans lequel on évolue*, explique-t-il. *Seul, on ne peut plus tricher. Pour ce que j'ai entrepris, il n'y avait pas de mode d'emploi. »*

LES EXPLORATEURS EXISTENT ENCORE

En avril 1994, il est donc retourné seul et sans assistance au pôle Nord en partant de Sibérie : une première. Le visage mangé par une épaisse barbe rousse rayonne à l'évocation des moments vécus. La sensation d'harmonie avec la nature est quasi indicible : *« C'est le fait de survivre et de fonctionner dans des conditions extrêmes en appréciant sincèrement ce qui vous arrive qui fait le succès d'une expédition, pas la souffrance. A l'arrivée, j'avais perdu 20 kilos, mais j'étais l'homme le plus heureux du monde. »* Depuis, Borge vit de conférences destinées à dynamiser les cadres d'entreprise : *« Ce qui plaît, c'est que je ne tire mon discours d'aucun livre mais de mon vécu. Je n'ignore pas la peur, je me prépare simplement à affronter toutes les situations. »*

Mais l'expédition au pôle Sud l'a laissé sur sa faim. Une blessure infectée à l'intérieur de la cuisse l'a contraint à renoncer à la moitié de son projet. Depuis le pôle, il comptait poursuivre jusqu'à la base néo-zélandaise de Scott, de l'autre côté du continent Antarctique : *« J'ai mis cinq jours à me décider – l'expédition a nécessité plus d'un an de préparation. Je ne sentais pas ma plaie tant j'avais froid. Mais sa position empêchait la cicatrisation, et la zone vers laquelle j'allais est inaccessible aux avions, au cas où j'aurais dû envoyer mes balises de détresse. »* Pour l'instant, Borge Ousland hésite à repartir : *« C'est trop tôt. »* Mais il espère avoir offert aux petits garçons comme le sien la certitude que, dans un monde rétréci par le progrès technique, *« les explorateurs en chair et en os existent encore. »*

Patricia Jolly

Le skieur norvégien Lasse Kjus se blesse à Kitzbühel

LE NORVÉGIEN Lasse Kjus, leader de la Coupe du monde masculine de ski alpin, a été victime d'une chute à l'entraînement de descente à Kitzbühel, mercredi 10 janvier. Kjus, vingt-quatre ans, aurait glissé sur une plaque de verglas dans le bas du parcours tracé sur la mythique Streif, avant de heurter les barrières de protection. *« Il a des bleus et des contusions, mais rien de cassé »*, a expliqué Dieter Bartsch, chef des entraîneurs de l'équipe norvégienne. Kjus ne participera pas aux épreuves (deux descentes, un slalom et un combiné) qui doivent avoir lieu dans la station autrichienne du vendredi 12 au dimanche 14 janvier. Il devait être évacué, jeudi, de l'hôpital de Kitzbühel vers Innsbruck afin de subir un nouvel examen qui déterminera la date de sa rentrée.

Avec trois victoires (super G, géant et la première de sa carrière en descente) ainsi que huit podiums en quinze courses cette saison, Kjus incarne une de ses plus belles réussites de l'école norvégienne des Attacking Vikings, qui s'attache à former des skieurs polyvalents. Dieter Bartsch réfute la théorie du surmenage et compte sur Kjetil-André Aamodt, vainqueur de la Coupe du monde 1994 pour reprendre le flambeau.

■ **FOOTBALL : l'expulsion de l'attaquant français de Newcastle, David Ginola**, à la suite d'un coup de coude, mercredi 10 janvier à Londres, lors du quart de finale de Coupe de la League contre Arsenal, a déclenché une rixe sur la touche entre des dirigeants de chaque club. Il a fallu l'intervention de la police pour séparer le manager d'Arsenal, Bruce Rioch, et l'assistant du manager de Newcastle, Terry McDermott. Kevin Keegan est venu prêter main forte à son assistant, alors que de son côté, l'attaquant d'Arsenal Ian Wright a semblé plaider auprès de l'arbitre la cause de Ginola, visiblement outré par cette expulsion, la première de sa carrière. – *(AFP)*

RÉSULTATS

BASKET – BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

Poule B des demi-finales
(2e tour retour)

B. Lisbonne (Por.)- Pau-Orthez (Fra.)	99-90
Panathinaïkos (Gré.)- FC Barcelone (Esp.)	74-95

Classement : 1. FC Barcelone et Panathinaïkos, 15 ; 3 Cibona Zagreb, Pau-Orthez et Real Madrid, 13 ; 6. M. Tel-Aviv, 12 ; 7. B. Bologne, 11 ; 8. B. Lisbonne, 10.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D 2

23e journée

Sochaux-Valence	2-1
Toulouse-Mulhouse	1-0
Caen-Laval	1-2
Dunkerque-Alès	0-1
Perpignan-Lorient	1-1
Amiens-Nancy	1-1
Louhans-Cuiseaux-Poitiers	3-0
Angers-Marseille	1-1
Epinal-Red Star	0-0
Le Mans-Niort	2-1
Charleville-Châteauroux	0-0

Classement : 1 Caen, 44 ; 2. Laval, 41 ; 3. Sochaux, 40 ; 4. Red Star, 39 ; 5 Le Mans, 38 ; 6. Nancy, 37 ; 7. Marseille, 37 ; 8. Perpignan, 36 ; 9. Châteauroux, 35 ; 10 Toulouse, 34 ; 11. Louhans-Cuiseaux, 33 ; 12. Lorient, 31 ; 13. Poitiers, 30 ; 14. Epinal, 28 ; 15. Valence, 27 ; 16. Dunkerque, 25 ; 17. Niort, 24 ; 18. Amiens, 23 ; 19. Mulhouse, 22 ; 20. Charleville, 22 ; 21 Angers, 20 ; 22 Alès, 12.

RALLYE-RAID

GRENADE-DAKAR

11e étape
Tichit-Kifa
(535 km, dont 530 de spéciale)

Autos : 1. Fontenay-Musmara (Fra. /Mitsubishi) en 6 h 47min 7s ; 2. Saby-Serieys (Fra. /Mitsubishi) à 9 min ; 3. Lartigue-Périn (Fra. /Citroën) à 14 min 8 s , 4 Masuoka-Schulz (Jap.-All. /Mitsubishi) à 16 min 52 ; 5. Vatanen-Picard (Fin.-Fra. /Citroën) à 34 min 20s.

Motos : 1. Orioli (Ita. /Yamaha) en 7 h 36 min 58 ; 2. Arcarons (Esp. /KTM) à 1 min 49 , 3. Meoni (Ita. /KTM) à 18 min 19 . 4. Jimmink (P.-B./KTM) à 35 min 3 . 5. Sainct (Fra. /KTM) à 35 min 9.

Classements généraux :

Autos : 1. Lartigue-Périn (Fra. /Citroën). 51 h 20 min 15 s : 2. Wambergue-Gallagher (Fra.-G.-B./Citroën) à 1 h 22 min 58 ; 3. Masuoka-Schulz (Jap.-All. /Mitsubishi) à 1 h 42 min 34 ; 4. Fontenay-Musmarra (Fra /Mitsubishi) à 1 h 50 min 2 ; 5. Vatanen-Picard (Fin.-Fra. /Citroën) à 2 h 2 min 40.

Motos : 1. Orioli (Ita. /Yamaha), 56 h 53 min 38 s ; 2. Arcarons (Esp. /KTM) à 44 min 23 ; 3. Trolli (Ita. /Cagiva) à 3 h 39 min 11 ; 4. Sotelo (Esp. /KTM) à 5 h 12 min 54 ; 5. Jimmink (P.-B./KTM) à 5 h 58 min 35.

هكذا من الأصل

Dimanches fauves pour toute la famille

Dans la capitale et ses environs des parcs et des zoos restent ouverts aux promeneurs en quête de nature



DESSINS NATALI FORTIER

NON SEULEMENT l'hiver s'étire, mais il faut faire des efforts pour s'apercevoir que les jours s'allongent. Les émissions sur le cirque ou les cassettes de documentaires animaliers réveillent parfois le besoin de grand air, de lumière et de nature. Affalé devant l'écran, le téléspectateur, qui avait presque oublié l'excitation provoquée par le geste de tendre une cacahuète à un éléphant, se souvient. Même au péril d'une météo incertaine, il peut décider d'effectuer une visite au zoo.

A Paris et dans ses alentours, la palette des possibilités est large. Des acariens aux vaches normandes, en passant par les ours de Sibérie et les scalaires brésiliens, toutes les faunes sont à portée de voiture et de bourse. Quand le désir d'espace habite la famille, il ne faut pas hésiter devant les kilomètres (170), pour gagner le **parc naturel de Boutissaint** (Yonne, tél. : 86-74-07-08). Quatre cents hectares de forêts s'ouvrent aux piétons, aux cavaliers et aux cyclistes curieux des espèces qui hantent les forêts d'Europe, qu'elles soient corses comme les mouflons ou polonaises comme les bisons. Il en coûtera 30 francs pour les enfants de cinq à quinze ans, et 50 francs pour les adultes. Si l'envie prend de jouer de la canne à pêche, un supplément de 20 francs donne droit à deux lignes. Rien n'empêche de poursuivre le déplacement par le Musée Colette à Saint-Sauveur ou d'acquérir une poterie de Saint-Amand avant de repartir vers la capitale.

A **l'Espace Rambouillet** (tél. : 34-83-05-00), les mêmes espèces vivent dans 250 hectares de verdure. En cette saison, l'absence de fougères et de feuilles aux arbres facilite l'observation. L'endroit se découpe en trois zones : la forêt des aigles (150 oiseaux évoluent dans de vastes volières), la forêt des cerfs (des cervidés d'Europe sont visibles à partir d'affûts disséminés au détour des sentiers), et la forêt sauvage, où chevreuils et sangliers sont aussi libres que les visiteurs. Le prix d'entrée s'élève à 45 francs pour les adultes, et 35 francs pour les moins de douze ans. Les enfants fatigués de marcher choisiront de continuer la promenade à dos de poney. Quant aux vols de rapaces, ils sont malheureusement interrompus pendant la mauvaise saison.

Moins de dix kilomètres plus loin, à **Sauvage, la réserve zoologique** (tél. : 34-94-00-94) abrite le seul couple d'ours à lunettes de France, en attente imminente d'un heureux événement. Il cohabite le mieux du monde animal avec des ibis chauves (espèce éteinte en Europe), des pélicans frisés ou des étourneaux de Bali. En payant l'entrée (40 et 25 francs), le visiteur verse son obole à la sauvegarde de ces espèces. La réserve est un centre de reproduction pour les animaux en voie de disparition.

JARDIN ÉCOLOGIQUE

A une trentaine de kilomètres de Paris, deux parcs zoologiques rivalisent d'audace et d'imagination pour que les visiteurs côtoient au plus près les animaux. Au **parc du bois d'Attilly, à Ozoir-la-Ferrière**, (tél. : 60-02-70-80), une dizaine d'îles délimitent les univers de différentes espèces de primates. Les tigres, lions, pumas et autres panthères parcourent de leur pas élastique leurs enclos, aménagés au cœur des 16 hectares de haute futaie. Avec ses perroquets (à l'abri pendant l'hiver), ses nandous, ses autruches, ses canards et ses oies, ses gallinacés, ses zèbres et ses wapitis (cerfs canadiens), ses hippopotames et ses chameaux, le parc présente plus de deux cents espèces non domestiques.

A **Thoiry** (tél. : 34-87-40-67), c'est le visiteur qui reste en cage, dans sa voiture (pour 97 et 77 francs la journée), tandis que les espèces, de l'éléphant au bison, évoluent en semi-liberté. Les enfants seront excités dans le tunnel de verre à moitié enterré dans l'enclos des tigres, et impressionnés par les pythons et les chauves-souris d'Egypte du vivarium aménagé dans les caves du château. Le pique-nique est vivement recommandé. Les petits casse-cou ne manqueront pas de s'accrocher aux toiles d'araignée de corde tissées non loin des mygales ou d'emprunter la voie souterraine qui mène sur l'île des suricates. *« Ce n'est pas un parc de loisirs,* tient à préciser le propriétaire, Paul de La Panouse, *c'est un parc où on s'émerveille, un rêve de jardin écologique du XXe siècle. »*

Pour terminer le tour d'horizon des espèces exotiques, un détour par **la ménagerie et le vivarium du Jardin des Plantes** (tél : 40-79-37-94) s'impose. Des primates, des reptiles, des rapaces cohabitent avec la plus grande collection de caprins d'Europe. Non loin des baudets du Poitou, le microzoo, installé dans la rotonde de la ménagerie et accessible aux plus de 11 ans, présente une multitude d'acariens piégés sous des loupes binoculaires. Enfin, le parc zoologique de Paris, appelé **zoo de Vincennes** (tél. : 44-75-20-10) offre au public plus de mille bêtes sauvages, dont le panda Yen-Yen, cadeau de la Chine à la France en 1973.

Pour les tout-petits, la connaissance du monde animal peut commencer par les vaches et les cochons des fermes de campagne. **Au bois de Vincennes** (tél. : 43-28-47-63), moyennant 22 francs pour les parents et 11 francs pour les enfants, ainsi qu'à **la ferme du Jardin d'acclimatation du bois de Boulogne** (tél. : 40-67-90-82, 10 francs), ils sont tous représentés, des moutons aux poules. Alors que, en semaine, les groupes scolaires s'initient au travail de la laine et à la fabrication du pain, à Vincennes, les parents feront eux-mêmes l'animation le week-end. A Boulogne, la ferme héberge pour l'hiver la ménagerie du cirque Diana Moreno.

Les amoureux du monde aquatique ne sont pas en reste. Ils iront à **l'Aquarium tropical** (avenue Daumesnil, tél. : 44-74-84-80, 27 et 18 francs l'entrée), ou au **Centre de la mer et des eaux** (rue Saint-Jacques, tél : 46-33-08-61). Par groupes de dix et sur réservation (150 francs par groupe), les enfants pourront même y toucher des oursins, des crabes ou des étoiles de mer. Des dioramas les initient aux beautés des paysages sous-marins, et des « boîtes à secrets » leur apprennent comment les poissons se nourrissent, se défendent ou se reproduisent. Une fois visité tous ces zoos et réserves, il ne reste plus, le dimanche, qu'à visionner les cassettes de la petite famille dans ses premiers contacts avec girafes et primates...

Aude Dassonville

Le pas de Reggiani



L'AIR DE PARIS

L'air de Paris tenant de la purée de pois londonienne, vous avez enfilé votre imper mastic. Vous voilà quai de la Gare, avec une Seine plus grise que la Tamise, comme chante Barbara. Vous snobez le chantier de la Grande Bibliothèque, bien décidé à pousser jusqu'à la rue Watt, au fin fond du XIIIe.

Vous avez un regard pour la petite plaque bleue qui vous dit que Watt était ingénieur, qu'il vécut de 1736 à 1819, et qu'il améliora la machine à vapeur. Mais vous marchez déjà bon pas, mains dans les poches, vous dirigeant droit vers le tunnel qui passe sous les voies ferrées menant à Austerlitz. Là, vous tâchez de froncer le sourcil aussi bien que Serge Reggiani au début du *Doulos*. Car vous avez revu récemment ce grand Melville de 62, et, pas de doute, c'est bien rue Watt que ça démarre.

Ça démarre entre chien et loup pendant que défile le générique, avec un long travelling sur Reggiani marchant bon pas, précisément, dans ce tunnel bien glauque. Il avance en légère contre-plongée, les mains dans les poches de son imper. Oui, pas de doute, il arpente le trottoir surélevé, ce petit trottoir qui vous met la tête à deux doigts des voies ferrées.

Vous y voilà, à l'entrée du tunnel. Malgré l'imper, les mains dans les poches et les sourcils froncés, vous sentez que votre marche à la Reggiani est un peu compromise. C'est qu'il y a une barrière, à présent, qui condamne le petit trottoir surélevé. Qu'à ça ne tienne, vous sortez les mains de vos poches et enjambez l'obstacle. Mais vous attend bientôt un autre obstacle : il y a eu des travaux, assurément, et la voûte du tunnel, soudain, se fait nettement plus basse. Vous courbez sacrément l'échine et, tout en comprenant le pourquoi de la barrière, vous vous éloignez fort du pas félin de Reggiani.

Dame ! c'en est bien fini de votre remake du *Doulos* ! Et vous vous arrêtez, pour prendre la mesure du glauque. Là-bas, sur le mur d'en face, une autre créature fait aussi du surplace, mais sans imper aucun. C'est un de ces nus blancs que sème un peu partout Jérôme Mesnager. Il a les bras levés et s'estompe doucement dans la pierre, à la lueur d'un réverbère de quelques centaines de watts.

Daniel Percheron

VENTES

Images de cartes postales

L'ANNÉE à peine entamée, les cartophiles ont rendez-vous à Chartres, pour une vente de dix mille cartes postales françaises, samedi 13 janvier. L'ère de la carte postale s'ouvre dans la deuxième moitié du XIXe siècle. En France, un décret de 1872 autorise l'utilisation, comme message postal, de cartes de correspondance, avec ou sans illustration. Le verso est réservé au texte épistolaire, la loi précisant qu'il ne doit rien contenir de contraire à la morale et aux bonnes moeurs.

En 1874, une convention internationale fixe l'affranchissement de ces cartes à la moitié du tarif en vigueur pour les lettres. Mesure qui n'est pas étrangère au succès populaire de ce mode de correspondance. En 1877, l'administration française autorise les particuliers à fabriquer leurs propres cartes, puis la photographie va prendre la place des cartes illustrées. En 1900, huit millions de cartes sont mises en circulation, chiffre qui passe à cent vingt millions en 1910.

Trente mille ouvriers français vivent alors de cette industrie. En 1920, rien de plus moderne qu'une carte postale illustrée. Comme aujourd'hui les collectionneurs de cartes téléphoniques, les cartophiles se montrent actifs au début du siècle. Des clubs se constituent, des marchands s'installent, et les passionnés remplissent des cartons à chaussures.

A une époque où l'usage du téléphone reste restreint, où la radio et la télévision n'existent pas, les cartes s'imposent comme un moyen de communication. Avec, en plus, l'image qu'elle transmet par le dessin ou la photographie, qui constitue aussi un moyen d'information. Traqué par d'inlassables photographes qui portent des appareils encombrants, l'événement local, national ou international, est transmis.

Cette abondance du nombre d'exemplaires et de la variété des thèmes offre un champ d'action aux collectionneurs, quels que soient leurs moyens financiers. Dans la vente du 13 janvier, les prix d'estimation démarrent autour de 50 francs pour des séries sur les costumes régionaux. Etant donné leur valeur peu élevée, les cartes sont souvent présentées par lots d'une vingtaine à une centaine d'unités.

Un ensemble sur Paris comprend différents lots : les petits métiers (150 à 300 francs), les inondations de 1910 (300 à 400 francs), les visites de chefs d'Etat, les funérailles de personnages célèbres (estimés de 150 à 500 francs le lot, suivant la rareté). La politique est abondamment traitée, de l'affaire Dreyfus (quatre mille cartes différentes) aux caricatures (400 à 500 francs le lot de vingt cartes).

Dans la série des départements, les colonies, avec leurs vues exotiques et désuètes, ont toujours leurs adeptes (300 à 400 francs le lot d'une vingtaine d'unités). Les cartes les plus rares sont vendues à l'unité. Il faut compter 500 à 600 francs pour le Mikado « Santoy » de Raphaël Kirchner, un des illustrateurs de l'Art nouveau, 1 500 à 2 000 francs pour « La Cueillette du muguet à Courtalain ».

Catherine Bedel

★ Samedi 13 janvier, Galerie de Chartres, 7, rue Colin-d'Harleville, 28 000 Chartres. Etude Lelièvre-Maiche – Paris, 1 bis place du Général-de-Gaulle, Chartres, tél. : 37-36-04-33.

ESCAPADES

FAMILIALES

■ **WEEK-ENDS EN GITES.** Redécouvrir les régions de l'Hexagone et leurs habitants, apprécier l'espace et la tranquilité, et choisir à la carte repos, nature et loisirs, c'est ce que proposent les Gîtes de France avec, en prime, des prix séduisants et l'assurance d'un label de qualité, garanti par un classement officiel en 1, 2, 3 et 4 épis. Dans de nombreux départements, une nouvelle formule, les « week-ends détente », permet, hors vacances scolaires, de se dépayser du vendredi 18 heures au dimanche 18 heures, à partir de 500 F. A l'arrivée, le gîte est chauffé, les draps, produits d'entretien et épicerie de base fournis et, à la fin du week-end, les hôtes sont dispensés du ménage. En Seine-et-Marne, les Gîtes « Lune de miel » sont accessibles à partir de 605 F avec accueil personnalisé, flambée dans la cheminée, champagne au frais, fleurs fraîches et copieux petit déjeuner servi dans la chambre. En Saône-et-Loire, des propriétaires proposent, à partir de 1 000 F, des week-ends consacrés à la découverte des vins et de la gastronomie, le long de la Route des vins Mâconnais-Beaujolais ou du circuit des églises romanes. Dans l'Orne, on peut s'offrir un week-end de pêche à partir de 1 000 F. Les adeptes de la montagne consulteront la 5e édition du guide national des Gîtes de neige (60 F) où figurent 460 adresses de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et gîtes de séjour situés à moins de 15 kilomètres des pistes, sur l'ensemble des massifs français. De son côté, le guide des gîtes Panda (50 F) propose près de 200 adresses de vacances « nature » dans 23 parcs naturels, avec une présentation des meilleures périodes pour observer la flore et la faune locales.

★ Maison des gîtes de France, 35, rue Godot-de-Mauroy, 75439 Paris Cedex 09, tél. : (1) 49-70-75-75. Les 12 guides nationaux sont disponibles dans les maisons de la presse, les librairies, les FNAC...

CULTURELLES

■ **LE MUSÉE DE L'ABSINTHE.** D'Auvers-sur-Oise on connaît la Maison de Van Gogh et le château d'Auvers. Moins connu, en revanche, le Musée de l'absinthe. Alcool à base de plantes médicinales, à la mode dans les années 1830, il fut d'abord adopté par la bourgeoisie, qui le dégustait dans les cafés des grands boulevards, puis par les artistes (dont elle devint la « muse verte ») enfin, vers 1860, par les ouvriers. Confronté aux ravages de l'alcoolisme et aux pressions des viticulteurs, le gouvernement en interdira la consommation en 1915. A travers des documents d'époque, des gravures, des dessins, des affiches, des publicités et divers objets, le musée évoque la vie artistique, les cafés où se réunissaient peintres et écrivains ainsi que l'influence de l'absinthe sur la poésie (Verlaine, Rimbaud, Baudelaire), la peinture (Manet, Degas, Van Gogh, Toulouse-Lautrec) et l'art de l'affiche avec Capiello et Misti. Egalement évoquée, la vie quotidienne du monde ouvrier.

★ Musée de l'absinthe, 44, rue Callé, 95430 Auvers-sur-Oise, tél. : (1) 30-36-83-26. Ouvert les samedis et dimanches, de 11h à 18 h. Prix d'entrée : 25 F, tarif réduit : 20 F.

■ **LE TAPIS DANS TOUS SES ÉTATS.** Jusqu'au lundi 15 janvier, la galerie Chevalier expose une quarantaine de tapis, illustrant trois siècles de création. Ils sont proposés dans une fourchette de prix allant de 50 000 à 200 000 francs. Parmi les pièces les plus spectaculaires, les amateurs pourront admirer un tapis de prière familial réalisé dans les ateliers de Ghiordès (Anatolie) au XVIIIe siècle. Il présente cinq mirhabs alignés (niche pointue que le fidèle place dans la direction de La Mecque).

★ Galerie Chevalier, 17, quai Voltaire. 75007. Jusqu'au 15 janvier.

■ **BRUXELLES EN HAUTE-NORMANDIE.** De la Belgique, on connaît Tintin, Jacques Brel, Magritte et... Maurane. Les amateurs de ballet savent que Béjart a dirigé l'école Mudra à Bruxelles. Mais qui connaît Anne Teresa de Keersmacker, Michèle-Anne de Mey ou Pierre Droulers ? Une lacune a laquelle entend remédier « Bruxelles... », un événement qui, jusqu'au jeudi 1er février, présente une palette de l'effervescence créatrice et de l'esprit festif de nos voisins. Dans les domaines du théâtre (avec la première en France d'*Open les cloportes* de Sébastien Chollet et le *best of* de la-Revue-du-café de Charlie Degotte), de la danse, de la musique contemporaine (avec la création, au théâtre des Arts, du *Tarot pérégrin*, du compositeur Henri Pousseur), de la littérature (une soirée consacrée à Jean-Marie Piemme), du cinéma (50 films) et des expositions du peintre Sarah Kaliski et du sculpteur Mechtild Bake Kaliski. Sans oublier un débat sur « L'école de Bruxelles ? ou l'alternative bruxelloise », animé par Jo Dekmine, directeur du Théâtre 140. Un ensemble de manifestations qui ont lieu au Centre d'art, d'essai et de création de Mont-Saint-Aignan, sur les hauteurs de Rouen.

★ Renseignements : Centre culturel Marc-Sangnier, Mont-Saint-Aignan, tél. : (16) 35-74-18-70. Réservations sur place ou au (16) 35-76-75-44.

SPORTIVES

■ **SKI ET GOLF À ÉVIAN.** Skier le matin et disputer une partie de golf l'après-midi avant de s'offrir un massage ou un bain hydromassant dans l'un des instituts du Domaine, c'est ce que proposent l'Hôtel Royal et l'Hôtel Ermitage, nichés dans un parc de 15 hectares, entre lac Léman et montagnes, à 35 minutes des stations des Portes du Soleil (Morzine, Châtel, Avoriaz) et de leurs 650 kilomètres de pistes. Les moniteurs s'occupent de tout (skis, chaussures, bâtons, assurances et forfaits) et guident les amateurs qui le souhaitent pour une journée de surf, de monoski, de raquettes, de luge ou de promenades en traîneau à chiens. A partir de 790 F par personne au Royal (ouverture le 4 février), de 760 F à l'Ermitage (ouverture le 16 février), en chambre double et demi-pension, jusqu'au 31 mars. Du 16 février au 17 mars, ces deux établissements offrent au choix, pour trois nuits minimum, une journée de ski tout compris pour la famille ou, pour les parents, trois soins à leur institut de remise en forme.

★ Domaine du Royal Club Evian. Renseignements au (16) 50-26-85-00.

■ **ESCALADE À LA CARTE.** Baptisée « Sites naturels d'escalade », la nouvelle carte de France nº 909 publiée par l'IGN ne prétend pas dresser l'inventaire détaillé des itinéraires pour grimper (ce que font les cartes TOP 25 et les Topo Guides) mais permet de repérer rapidement les régions où la pratique de l'escalade est la plus facile. Sites naturels et massifs ont été sélectionnés par le Comité de défense des sites et rochers d'escalade (Cosiroc) qui propose les endroits offrant le maximum de voies, ainsi que les sites regroupant plusieurs lieux d'escalade. Sur la carte, traduites en anglais et en allemand, une série d'informations et des recommandations émises par le Cosiroc, la Fédération française de la montagne et escalade et le CAF (Club alpin français). Au verso, une liste d'adresses utiles (directions départementales de la jeunesse et des sports, Comités départementaux du tourisme, les 160 CAF et les associations membres de la FFME).

★ En vente en libraires, 27 F.

SALONS

● **Paris**, quai Henri-IV, jusqu'au dimanche 21 janvier de 11 à 19 heures. Aussi, 33, avenue Paul-Doumergue, 16e, jusqu'au lundi 22 janvier, de 11 à 20 heures.

● **Boulogne** (Hauts-de-Seine), Centre sous chapiteau, jusqu'au dimanche 21 janvier, de 11 à 19 heures.

● **Périgueux** (Dordogne), Parc des Expositions, samedi 13 et dimanche 14 janvier, de 11 à 19 heures.

● **Bordeaux** (Gironde), Quai Louis-XVIII, hangar nº 5, jusqu'au dimanche 21 janvier, de 11 à 20 heures.

● **Issoudun** (Indre), Palais des Expositions, samedi 13 et dimanche 14 janvier, de 11 à 19 heures.

● **Laval** (Mayenne), Parc des Expositions, 120 exposants, samedi 13 et dimanche 14 janvier, de 11 à 19 heures.

● **La Flèche** (Sarthe), Salle Coppélia, samedi 13 et dimanche 14 janvier, de 11 à 19 heures.

Cortège de perturbations

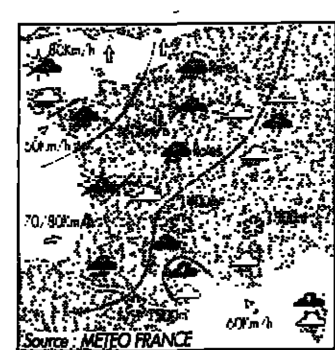
LES JOURS se suivent et se ressemblent : la dépression toujours centrée à l'ouest de l'Irlande orchestre un cortège de perturbations dans un courant de sud-ouest. L'une d'entre elles, après avoir traversé l'ouest du pays jeudi, s'attarde sur la motié est vendredi. Elle occasionne encore des remontées de Méditerranée, provoquant des précipitations soutenues des Alpes du Sud à l'Ardèche.

Vendredi matin, le ciel sera couvert et pluvieux du nord-est à la Méditerranée, en passant par la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes et l'est du Massif Central. Les précipitations seront soutenues des Alpes-Maritimes à l'Ardèche et au Gard, poussées par un vent de sud-est atteignant jusqu'à 60 km/h en rafales près des côtes. Elles seront intermittentes sur la Corse, faibles du nord-est aux Alpes du Nord. Il neigera sur le relief à partir de 1 800 mètres. Sur la région Midi-Pyrénées et l'ouest du Massif Central, les pluies seront plus éparses, sous forme neigeuses à partir de 1 600 mètres. Sur la Bretagne, les averses seront fréquentes, localement orageuses, avec un vent de sud balayant la côte jusqu'à 90 km/h en rafales. Des averses arroseront également le littoral atlantique,accompagnées d'un vent de sud-ouest soufflant jusqu'à 70 km/h en pointe. Sur le reste du pays, le ciel sera partagé entre les nuages et les courtes éclaircies.

L'après-midi, les pluies persisteront sur l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté et l'ensemble des régions à l'est du Rhône, la neige apparaissant à partir de 1 800 mètres. Elles seront encore modérées de la Méditerranée à la Drôme. Sur le Languedoc-Roussillon, le ciel restera chargé avec quelques pluies intermittentes. Sur la Champagne-Ardenne, la Bourgogne, l'Ile-de-France et le Centre, les nuages prédomineront mais autoriseront des embellies, rarement entrecoupées d'averses. Elles seront en revanche plus fréquentes sur les autres régions, notamment sur les zones côtières, et sous forme neigeuse à partir de 1 300 mètres sur les Pyrénées et le Massif Central.

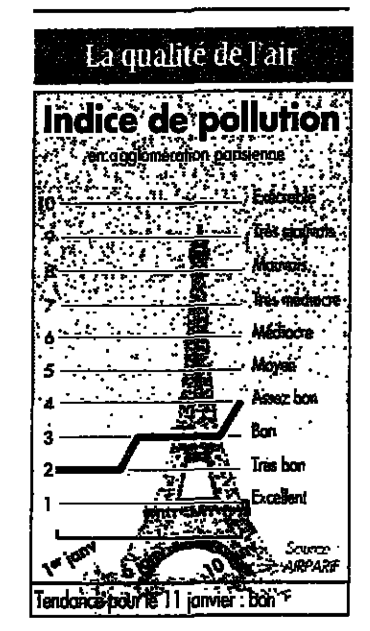
Côté mercure, la douceur se poursuit inlassablement : les températures minimales s'étageront de 4 degrés sur le nord-est à 11 degrés sur la pointe de Bretagne, le pourtour méditerranéen ou le Pays basque. L'après-midi, les températures seront homogènes, entre 8 et 13 degrés, jusqu'à 17 en Corse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

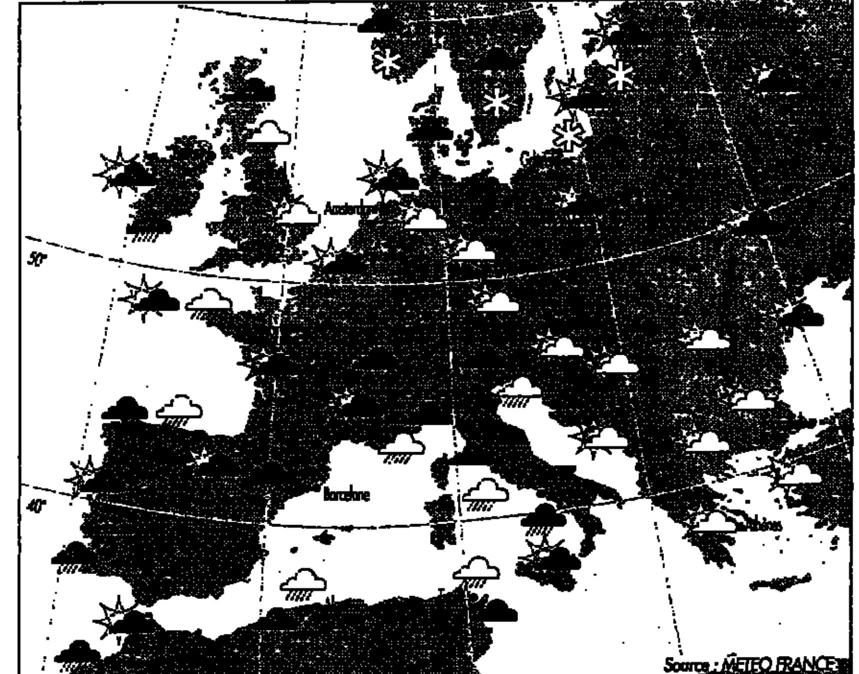


Prévisions pour le 12 janvier vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 11 janvier : bon



Prévisions pour le 12 janvier vers 12h00

Ensoleillé
Eclaircies peu nuageux
Nuageux courtes éclaircies
Brumes et brouillard
Très nuageux ou couvert
Pluie ou bruine
Averses
Orages
Vent fort
Neige

TEMPÉRATURES du 10 janvier maxima/minima

FRANCE	
AJACCIO	18/11
BIARRITZ	13/5
BORDEAUX	14/5
BOURGES	9/5
BREST	12/7
CAEN	10/5
CHERBOURG	8/5
CLERMONT-F.	11/4
DIJON	10/2
FORT-DE-FR.	30/22
GRENOBLE	12/3
LILLE	9/6
LIMOGES	8/6
LYON	11/6
MARSEILLE	15/11
NANCY	7/0
NANTES	9/4
NICE	14/9
PARIS	10/8
PAU	12/4
PERPIGNAN	13/3
POINTE-À-PIT.	31/22
RENNES	8/6
ST-DENIS-RÉUNION	28/25
ST-ÉTIENNE	10/3
STRASBOURG	4/1
TOULOUSE	11/4
TOURS	9/7
ÉTRANGER	
ALGER	16/9
AMSTERDAM	7/5
ATHÈNES	13/7
BANGKOK	32/23
BARCELONE	13/7
BELGRADE	9/5
BERLIN	2/–1
BOMBAY	29/18
BRASILIA	28/20
BRUXELLES	10/7
BUCAREST	2/1
BUDAPEST	3/2
BUENOS-AIRES	30/21
CARACAS	30/23
CHICAGO	–2/–12
COPENHAGUE	2/0
DAKAR	27/20
DJAKARTA	33/23
DUBAI	25/18
DUBLIN	9/3
FRANCFORT	4/1
GENÈVE	8/2
HANOÏ	18/16
HELSINKI	–5/–5
HONGKONG	21/15
ISTANBUL	9/7
JÉRUSALEM	22/9
KIEV	–9/–14
KINSHASA	32/20
LE CAIRE	19/12
LIMA	27/21
LISBONNE	13/13
LONDRES	12/6
LOS ANGELES	13/10
LUXEMBOURG	7/–1
MADRID	11/5
MARRAKECH	16/12
MEXICO	18/5
MILAN	7/6
MONTRÉAL	–9/–21
MOSCOU	–6/–14
MUNICH	0/–2
NAIROBI	26/15
NEW DELHI	22/8
NEW YORK	–1/–5
PALMA DE MAL.	18/6
PÉKIN	4/–7
PRAGUE	1/–1
PRETORIA	27/15
RABAT	17/13
RIO DE JAN.	30/23
ROME	17/10
SAN FRANC.	12/8
SANTIAGO	29/17
SÉVILLE	13/10
ST-PÉTERS.	–6/–8
STOCKHOLM	1/–1
SYDNEY	26/20
TENERIFE	23/17
TOKYO	10/3
TUNIS	19/16
VARSOVIE	3/2
VENISE	11/8
VIENNE	4/3

METEO FRANCE

Situation le 11 janvier, à 0 heure, temps universel

METEO FRANCE

Prévisions pour le 13 janvier, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

La nationalisation de l'électricité

APRÈS les banques, l'électricité. Le deuxième train va partir, un peu en retard sur l'horaire et, après quelques hésitations, sur sa compositon. Cette fois encore, la victime, ce sera le Français moyen en sa qualité d'actionnaire. Ils sont 1,3 million dont le sort est en cause.

A cet actionnaire, que reproche-t-on ? Ce n'est point par hasard et par sa seule fantaisie qu'il est là. L'entreprise au financement de laquelle il a participé est née d'une « concession » de la puissance publique, d'une convention librement discutée, longuement débattue. Est-il fautif d'avoir cru s'associer à une œuvre utile et durable ? Il ne s'est point borné à souscrire sa mise de fonds initiale.

A chaque augmentation de capital l'actionnaire a augmenté sa mise, et il a, au total, infiniment plus versé qu'il n'a reçu.

L'Etat a besoin de crédit, et le crédit est volage. On connaît l'histoire des quatre passereaux sur un fil téléphonique que contemplent un Français et un Anglais. Survient un chasseur qui tire un coup de fusil. Un passereau tombe. Combien en reste-t-il ?

– « *Votre question est idiote,* dit le Français, issu d'une longue lignée de polytechniciens et d'inspecteurs des finances. *Il en reste trois.* »

– « *Non,* dit l'Anglais, *il n'en reste plus. Les trois autres se sont envolés.* »

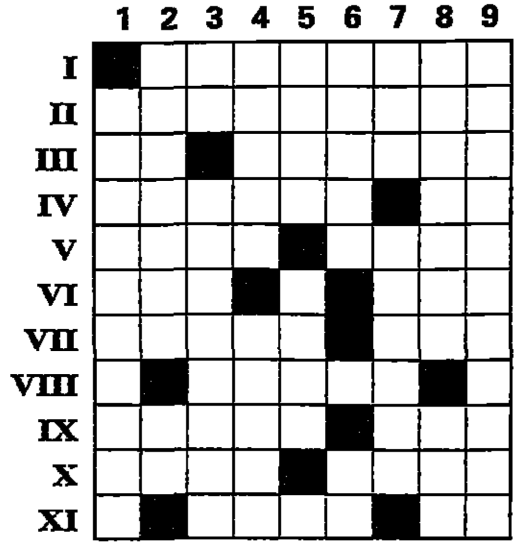
Mais, dira-t-on, le peuple souverain s'est prononcé et a fait sien le programme du CNR. Sans aucun doute. Mais le programme du CNR, parfaitement net dans son but – « *mettre l'industrie électrique au service de la nation* », – est muet sur les moyens d'y arriver.

M. B.

(12 janvier 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6733



HORIZONTALEMENT

I. On peut les classer dans les espèces sonnantes, mais évidemment pas trébuchantes. – II. Elle a souvent les mains pleines de coupures. – III. Qui a pu nous enrichir. Dans une crèche en Provence. – IV. Affaires de femmes. Symbole. – V. Souvent cloué sur un fauteuil. Sacré, au Soudan. – VI. Souvent exprimée dans une tragédie classique. Donne l'exemple de la fermeté. – VII. Sont parfois à l'origine des grandes crises. Sa peau couvrait une princesse. – VIII. Un chasseur de lézards. – IX. Peuvent être des machins dont le nom nous échappe. Très lourd. – X. Une ancienne métropole au Mexique. Nourriture des gourmands. – XI. Petit royaume pour un empereur. En Espagne.

VERTICALEMENT

1. N'a qu'un petit pavillon, mais beaucoup de clés. – 2. Ne doit pas être mis au pilon. N'a pas un grand lit. – 3. Participe. Utile pour celui qui veut s'enfermer dans sa coquille. – 4. Pas graciles. Comme un point particulièrement important. – 5. Parmi les légumes disparus. Détérioras. – 6. Comme ça. Pronom. – 7. Un coup nul. De l'argent qui brûle les doigts. – 8. Rend les dents moins longues. Ornement. – 9. Qui ont beaucoup vieilli.

SOLUTION DU N° 6732

HORIZONTALEMENT

I. Mélomanes. – II. Agonisant. – III. Roi. Heu ! – IV. Tu. Baguer. – V. Yttrium. – VI. Aune. Pi. – VII. Ornière. – VIII. Lait. Inde. – IX. Obèses. Os. – X. Ger. Goût. – XI. Etonnés.

VERTICALEMENT

1. Martyrologe. – 2. Egout. Rabe. – 3. Loi. Tanière. – 4. On. Bruits. – 5. Mitaine. Ego. – 6. As. Guérison. – 7. Nahum. En. Un. – 8. Enée. Doté. – 9. Sturnidés.

Guy Brouty

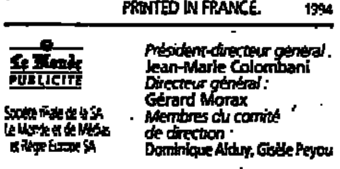
LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe : Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	36 63 81 22
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037



Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE. 1994

Le Monde PUBLICITE

Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CUBA.** Airlines Brokers Co. (ABC), compagnie de charters américaine, a lancé, samedi 6 janvier, sa première liaison hebdomadaire de grande capacité entre les villes de Miami (Floride) et de La Havane. Quelque trois cents Cubains résidant aux Etats-Unis ont été acheminés vers la capitale cubaine dans un Boeing-747 de la compagnie United Airlines, affrété par ABC. L'utilisation de cet appareil doublera la capacité de transport de la compagnie américaine, qui n'utilisait jusqu'à ce jour qu'un avion permettant de transporter de cent vingt à cent cinquante passagers. – *(AFP.)*

■ **LETTONIE.** La compagnie aérienne lettone Air Baltic a signé un protocole d'accord avec Avro International Aerospace, filiale de British Aerospace pour les avions régionaux, pour la location de trois Avroliner. Ces appareils remplaceront deux Boeing loués à la société américaine Baltic International USA.
Ils assureront progressivement les liaisons entre Riga et Copenhague, Francfort, Helsinki, Londres, Stockholm, et desserviront de nouvelles lignes vers Kiev et Moscou. – *(AFP.)*

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Une nouvelle gare pour les Eurostar s'est ouverte, lundi 8 janvier, à Ashford, dans le Kent. Les voyageurs du sud de l'Angleterre pourront ainsi gagner Paris et Bruxelles via le tunnel sous la Manche en évitant un long détour par la gare de Londres-Waterloo, auquel ils étaient jusqu'à présent contraints. Neuf allers-retours seront assurés chaque jour, cinq vers la capitale française et quatre vers la capitale belge. – *(AFP.)*

■ **VIETNAM.** Les liaisons ferroviaires entre le Vietnam et la Chine pourraient être rétablies pour le début de la fête du Têt, le Nouvel An lunaire, qui sera célébré lundi 19 février. Un protocole d'accord a été signé sur la réouverture de deux lignes, l'une reliant la localité vietnamienne de Dong Dang et la localité chinoise de Pinxiang et l'autre reliant Lao Cai, à 3 000 kilomètres au nord-ouest de Hanoï, et Shanyan, dans le Yunnan. – *(AFP.)*

PARIS EN VISITE

Samedi 13 janvier

■ **HÔTEL DE LA PAÏVA** (55 F + prix d'entrée), 9 h 45, 25, avenue des Champs-Elysées (Mathilde Hager).

■ **MUSÉE GUIMET** : des bronzes Shang aux porcelaines Qing (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, 6, place d'Iéna (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE** (40 F + prix d'entrée), 10 h 30, 16, rue Chaptal (Sauvegarde du Paris historique).

■ **MUSÉE DAPPER** (55 F + prix d'entrée), 10 h 45, 50, avenue Victor-Hugo (Paris et son histoire).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition A l'ombre du Vésuve, 11 heures (50 F + prix d'entrée), hall du musée (Odyssée) ; 14 h 30 (25 F + prix d'entrée) (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les primitifs flamands, 11 h 30 ; les antiquités grecques, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** : département des monnaies et médailles (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 58, rue Richelieu (Institut culturel de Paris).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (34 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leur galeries souterraines, 14 heures ; l'Hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **HÔTELS DE LA RUE DES FRANCS-BOURGEOIS** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Chemin-Vert (Paris pittoresque et insolite).

■ **LE LOUVRE**, du rempart de Philippe Auguste à l'enceinte de Charles V (50 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon devant la statue de Danton (Paris autrefois).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire devant le restaurant panoramique (Connaissance de Paris).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Passions privées (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 14 h 30 ; exposition Robert Doisneau, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE COGNACQ-JAY**, 14 h 30 (25 F + prix d'entrée) (Musées de la Ville de Paris) ; 15 h 20 (35 F + prix d'entrée), 8, rue Elzévir (Fabrice Callet).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : exposition « Chefs-d'œuvre de la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague » (34 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **NOTRE-DAME-DE-PARIS** (37 F), 14 h 30, devant le portail central de la cathédrale (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER DE BERCY** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Bercy côté POPB (Paris capitale historique).

■ **LE SENTIER**, du Mail à la fontaine Molière (50 F), 14 h 30, sortie du métro Sentier (Emilie de Langlade).

■ **LE VILLAGE DE CHARONNE** (60 F), 14 h 30, angle de la rue Belgrand et de la rue de Bagnolet (Vincent de Langlade).

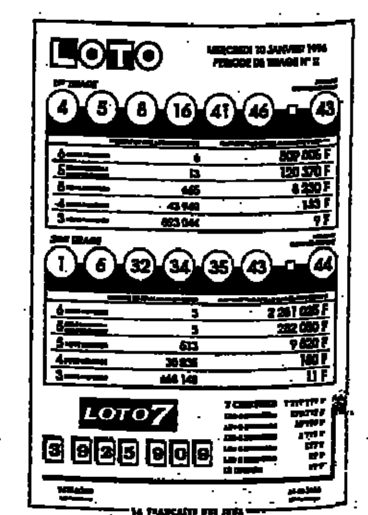
■ **MARAIS** : vie mondaine et littéraire au XVIIe siècle (37 F), 15 heures, 62, rue Saint-Antoine dans la cour (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DU GRAND ORIENT DE FRANCE** : la franc-maçonnerie (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Isabelle Hauller).

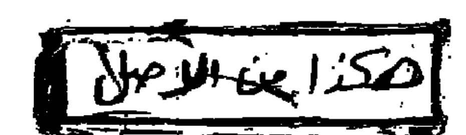
■ **MUSÉE NISSIM DE CAMONDO** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

■ **LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

JEUX



هكذا من الأصل



THÉÂTRE A sa création, à Saint-Pétersbourg, en 1895, *La Mouette*, de Tchekhov, fut un échec cuisant. Trois ans plus tard, le 17 décembre 1898, la pièce connut un triomphe au Théâtre d'art de Moscou. Depuis, elle n'a cessé d'être jouée sur les scènes européennes, où elle a souvent été traitée sur le mode de la nostalgie. ● LE METTEUR EN SCÈNE Alain Françon aborde la pièce d'une manière nouvelle et radicale. Avec lui, les personnages de Tchekhov sont en état de guerre : ils se battent pour exister dans un monde sans ancrage. Ce sont des combattants esseulés. ● LE NOYAU de la troupe qui joue *La Mouette* avait participé à l'extraordinaire travail qu'Alain Françon a mené sur le théâtre du Britannique Edward Bond dans *Pièces de guerre*. Ce travail s'est poursuivi avec les notes sur Tchekhov que le dramaturge britannique a envoyées à Alain Françon.

« La Mouette », nouvelle pièce de guerre d'Alain Françon

Au Théâtre de la Ville, le metteur en scène aborde Tchekhov pour la première fois. S'appuyant sur la version originale de ce texte, jamais jouée en France, il réalise un spectacle hérétique à l'opposé de toute nostalgie

LA MOUETTE, de Tchekhov. Mise en scène : Alain Françon. Avec Dominique Valadié, Clovis Cornillac, Jean-Pierre Dougnac, Valérie Dréville, Pierre Baillot, Claire Wauthion, Michèle Goddet, Carlo Brandt, Jean-Claude Durand, Guillaume Lévêque... THÉÂTRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, 4e. Mo Châtelet. Tél. : 42-74-22-77. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. 90 F et 140 F. Jusqu'au 3 février.

17 octobre 1896. Tchekhov erre, seul, le long des rues enneigées de Saint-Pétersbourg. Anéanti. La première de *La Mouette* a reçu un accueil si désastreux qu'il a fui le théâtre. Pour lui, *La Mouette* est mort-née. Il l'a écrite en 1895, avec plaisir mais sans illusion : il doutait d'être un auteur dramatique. Et ses amis lui reprochaient la construction de la pièce : trop peu d'action ; trop de paroles.

Avant de le soumettre à la censure, Tchekhov avait revu son texte. Ce fut cette seconde version, dite académique, qui connut l'échec à sa création. Quand, deux ans plus tard, Nemirovitch-Dantchenko lui demanda l'autorisation de remonter la pièce à Moscou, il commença par refuser, mais finit par céder : il avait confiance en cet ami qui, avec Stanislavski, venait de fonder le Théâtre d'art, une troupe résolue à révolutionner les arts de la scène. La nouvelle création de *La Mouette* eut lieu le 17 décembre 1898. Ce fut un triomphe, la rédemption de Tchekhov. Il se sentait compris pour ce qu'il était – un copiste et non un phraseur – et ses personnages vivaient comme il l'entendait : naturellement. *« L'essentiel,* disait-il, *c'est qu'il est tout à fait inutile d'être théâtral. Vraiment inutile. Tout cela est très simple. Les personnages de* La Mouette *sont des gens simples et ordinaires. »*

Ces « gens » ont un paysage – un lac –, un pays – la Russie – et une histoire qui date d'avant la révolution. Les soixante-dix années de régime communiste ne les ont pas toujours aidés à continuer à vivre « naturellement » sur les scènes d'Europe : comme tous les personnages de Tchekhov, ils sont devenus, malgré eux, les représentants d'un monde qui allait mourir en 1917, un monde sépia, avec états d'âme et samovar. Fallait-il une autre révolution – celle de la fin du bloc de l'Est – pour que *La Mouette* de Tchekhov pût être mis en scène d'une manière nouvelle et radicale, comme le propose Alain Françon ?



DESSIN PETERS DAY

La réponse tient en une soirée hérétique. Au Théâtre de la Ville, on aborde Tchekhov par la face nord. Dans un froid qu'aucun samovar ne vient réchauffer, sur des planches de bois gris-blanc qui dénient la beauté du lac peint sur une toile, et finissent par se refermer sur le cercle des personnages. Point de lumière douce, mais un va-et-vient entre la tombée noire d'une nuit, l'éclat trop grand d'un jour d'été et le frémissement blême d'un intérieur clos. Cet éclairage (de Joël Hourbeigt et Christian Pinaud) signe un des points majeurs de la mise en scène : l'absence de regard des personnages – il est très rare qu'on voie leurs yeux – et la fracture de leurs corps. Tous semblent accuser, ou s'accuser, d'une infirmité mentale qui brise leur ligne. Parfois même, ils sont fantomatiques. Ombres brisées.

UNE COMÉDIE

Pourquoi ? Parce qu'avec Alain Françon Tchekhov n'est pas Tchekhov, mais Tchekhov traduit par André Markowicz et Françoise Morvan, le couple salvateur du répertoire russe. Contrairement à leurs prédécesseurs, même les plus illustres comme Antoine Vitez, André Markowicz et Françoise Morvan ont cassé le tabou. Ils n'ont pas opté pour la version dite académique de *La Mouette*, mais pour la version originale – une première en France. Une version, donc, dans laquelle Tchekhov se laisse aller à son désir profond : écrire une comédie *« avec de nombreuses discussions littéraires, peu d'action, cinq* pounds *d'amour ».*

La Mouette, c'est d'abord cinq hommes et quatre femmes qui s'aiment entre eux à contretemps : Arkadina (Dominique Valadié), actrice célèbre, vit avec le non moins célèbre écrivain Trigorine (Carlo Brandt), qui tombe amoureux de Nina (Valérie Dréville), jeune fille rêvant de devenir comédienne, et aimée sans retour par Treplev (Clovis Cornillac), le fils d'Arkadina, qui tente d'exister face à une mère excessive. Treplev, lui, est aimé par Macha (Michèle Goddet), fille des intendants de la maison, Chamraïev (Pierre Baillot) et Paulina (Claire Wauthion), qui fut la maîtresse du médecin Dorn (Jean-Claude Durand), lequel convoite Arkadina. L'instituteur Medvedenko (Guillaume Lévêque), lui, aime Macha. Seul Sorine (Jean-Pierre Dougnac), le frère d'Arkadina, n'aime pas. Il est vieux.

NEUF SOLITUDES

La Mouette, c'est aussi neuf solitudes. Tous les personnages savent qu'il ont un compte à régler avec leur propre histoire. Ils se parlent, mais, pour chacun, l'autre est le miroir sans tain d'une guerre interne. Au fond, ce sont des gens qui, au retour dont on ne sait quel combat, laissent tomber la tête, à la manière des grenadiers de Heine, cité par Tchekhov. Il y a une pointe d'horreur dans cette version originale : à l'encontre de la version académique, la nostalgie y est impossible. Parce qu'ils disent tout ce qu'ils ont à dire, les personnages sont dans un présent douloureux à en être mortel. Si la pièce se clôt sur le suicide de Treplev, ce n'est pas un point d'orgue, juste un moment de plus.

Une telle vision de *La Mouette* a de quoi déstabiliser, mais elle ne peut laisser indifférent. Elle s'inscrit dans l'histoire qu'entretient le metteur en scène Alain Françon avec un groupe de comédiens (Valérie Dréville, Michèle Goddet, Clovis Cornillac, Carlo Brandt, Claire Wauthion, Guillaume Lévêque) qui sont plus qu'une famille : des alliés. Avec eux, Alain Françon a voulu continuer le travail initié avec la création des *Pièces de guerre*, d'Edward Bond. Pour *La Mouette*, Dominique Valadié, Jean-Pierre Dougnac, Pierre Baillot et Jean-Claude Durand les ont rejoints. Tous sont à niveau d'excellence rare sur une scène française. Ils font de *La Mouette* une pièce de guerre. Contre la tradition.

Brigitte Salino

« Un monde mort où cependant le désir demeure »

Dans une lettre adressée au metteur en scène pendant les répétitions, Edward Bond livre sa vision de la pièce de Tchekhov

Depuis 1992, où Alain Françon a pour la première fois mis en scène un texte d'Edward Bond, le metteur en scène et l'auteur dramatique anglais correspondent très régulièrement. Nous publions ici les extraits d'une des longues lettres échangées durant les répétitions de La Mouette.

Lorsque j'ai commencé à écrire, j'ai étudié Tchekhov attentivement. Comme Ibsen, il est souvent étrangement mélodramatique. J'ai toujours pensé qu'il devait y avoir mélodrame de l'analyse (les « événements de théâtre » sont liés à cela bien qu'ils puissent aussi être classiques) et réalisme du récit. Récit et analyse sont très proches chez Tchekhov – parce que sa société tentait de se comprendre elle-même alors que la nôtre y a renoncé : nous envisageons des remèdes psychologiques, des guérisons économiques ; dans la société de Tchekhov, comme dans celle d'un Tolstoï, d'un Dostoïevski, dont on trouve l'influence dans son théâtre, on s'interroge plus avant.

La première chose à noter est que Tchekhov n'est pas élégiaque. Tous les personnages de *La Mouette* sont malades – souffrants. Cependant, l'obsession de la naissance, des possibilités de naissance, imprègne également la pièce. Pourtant, les enfants souffrent gravement – Macha néglige le sien. Medvedenko dit à Macha : *« Partons ! Notre petit bonhomme, il a faim, je parie... C'est malheureux pour notre petit bonhomme. Déjà trois nuits sans sa mère. »* L'enfant de Nina (et de Trigorine) meurt également. Dorn (l'un des survivants) est obstétricien – très apprécié des femmes de la région. Le père de Treplev est absent de la pièce – pas même mentionné. Mais tous les hommes âgés sont des figures de père, et le seul dont il est vraiment proche, son oncle Sorine, est impuissant, sexuellement et socialement. Treplev l'embrasse lorsqu'il pense à Nina, qu'il aime. Il embrasse également le docteur Dorn lorsque ce dernier loue sa pièce.

Aucune des relations dans la pièce n'est bénéfique. Chacun aime qui ne l'aime pas. Le schéma est logique, fondé sur la relation d'Hamlet à ses parents ; chaque personnage est un aspect de l'aliénation propre à cette relation – chacun étant impliqué dans l'une de ses différentes facettes. Le premier acte traite du nœud de cette relation : un monde mort où cependant le désir demeure. Mais le désir est faute – les yeux du diable apparaissent dans le lac. *« Le prisonnier »* doit *« lutter avec le diable »*... Après un combat, corps et désir s'uniront en une *« belle harmonie »*, etc. La compétition est constante, même dans les plus petits détails. (...)

La rivalité entre les deux auteurs est évidente. Nina est déshéritée par sa mère – puis par sa belle-mère. Les femmes sont actrices, les hommes écrivains (...) Toutes les relations sont corrompues. A l'acte IV, Paulina tente même de se faire entremetteuse pour sa fille qui se marie pour échapper à l'amour – et veut partir au loin. Nina aussi veut partir, mais de façon différente. Les personnages arrivent toujours au mauvais moment – comme des pensées inconscientes qui donnent au présent une apparence de cynisme... (la réplique de Trigorine *« Si tu as besoin de ma vie, viens et prends-la »* en est un bon exemple).

(...) Ce n'est pas que les personnages *« aiment la mauvaise personne »* (ou soient impuissants), ils veulent soustraire quelqu'un à quelqu'un. Les ramifications sont complexes... Considérez la façon dont Macha veut Treplev, Treplev veut Nina, Nina veut Trigorine – et Trigorine se décrit lui-même comme un fantôme mécanique qui doit perpétuellement prendre des notes au lieu de vivre réellement – et Medvenko veut Macha. (...) Cette relation comporte deux pôles : amour/désir – et sublimation par le théâtre (écrire/jouer).

La mouette est un oiseau blanc comme une page – Treplev la tue et la dépose aux pieds de Nina (son bandage blanc finit aussi sur le sol, il doit le ramasser). Nina dit sans cesse qu'elle est – qu'elle n'est pas – une mouette. Elle dit : Trigorine a détruit la mouette – c'est-à-dire moi. Mais bien sûr il ne l'a pas fait. Il lui a donné la vie – elle cesse d'être un personnage de Tchekhov pour devenir plus un personnage de Dostoïevski, qui tire parti de la souffrance (Dostoïevski ne peut aller plus loin que cela : le discours d'adieu aux enfants (dans *Karamazov*) est à un pas de la tombe *(« just at a graveside »)*. En fait, c'est Treplev qui détruit l'oiseau, tout comme il détruit son manuscrit et qu'il se détruit lui-même. Treplev est très malade, ce qui fait de lui un expert de la vie mais il ne sait pas vraiment le dire. Trigorine affirme qu'il y a dans ses écrits quelque chose *« d'étrange, de vague, par moments ils évoquent même les délires d'un homme malade. Et pas un seul personnage vivant ! »*

Il n'est certainement pas juste d'appeler Nina la Mouette. Elle est même la seule à ne pas l'être. Dorn lui-même a quelque chose d'une mouette. Trigorine est au mieux de sa créativité quand il pêche, quand il arrache du lac des morceaux de vie, mais il les détruit. (Jacob vit et nage dans le lac). Trigorine est lui-même une mouette morte qui se contente de survivre. La mouette est plus probablement Treplev qui crie au-dessus du lac. Il ne peut pas, comme Nina, s'échapper dans la réalité, dans l'effort créatif : sa mère-son tombeau ne le laisse pas s'échapper. Comme ces meurtriers, ces meurtrières qui sans cesse ont besoin de s'assurer que leur victime est bien morte et qui les gardent dans un endroit sûr afin de pouvoir leur rendre visite. Treplev espère – quand elle vient le voir – que cette fois elle comprendra son « texte » : elle ne le comprend pas. Alors, il peut vivre (puisqu'il ne peut l'aimer) dans la négation de l'amour – la colère (et parfois lorsqu'il est capable de l'exprimer : dans la haine). Arkadina reçoit des fleurs (trois corbeilles et deux couronnes – et une broche – la broche : l'arme de Jocaste. Mais Tchekhov n'ira pas jusqu'à l'aveuglement, car la cécité (au théâtre) fait toujours la part belle à la perspicacité d'une vision intérieure (...)

On dit que les personnages de Tchekhov ne s'écoutent pas les uns les autres. Ce n'est pas vrai – ils écoutent très bien, puis écoutent le silence en s'interrogeant sur le sens de ce qui a été dit – comme vous écouteriez une sirène si vous étiez pompier.

Un compagnonnage exemplaire

Depuis 1992, année où pour la première fois Alain Françon a réalisé une pièce d'Edward Bond, *La Compagnie des hommes*, les deux hommes n'ont cessé d'inventer un théâtre neuf qui dirait le monde d'aujourd'hui tout en s'incrivant dans la tradition la plus érudite et la plus sérieuse de la littérature dramatique. Après la trilogie des *Pièces de guerre*, le dramaturge anglais et le metteur en scène français ont continué leur dialogue à la faveur de cette *Mouette* qui leur tenait à cœur à l'un comme à l'autre. Demain, Alain Françon s'attellera, au Théâtre de la Colline, dont il prendra la direction en novembre, à créer la dernière pièce d'Edward Bond, *Coffee*, et à recréer *La Compagnie des hommes* dans une nouvelle traduction de Michel Vittoz, ici le plus fin lecteur de Bond, et dans une nouvelle mise en scène.

Jeux de chaises musicales à la délégation aux arts plastiques

Le déplacement d'Alfred Pacquement pourrait être le premier signe d'une série de mutations

Un prochain conseil des ministres devrait nommer un nouveau délégué aux arts plastiques, en remplacement d'Alfred Pacquement, qui prendrait la direction de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Cette nouvelle a pris au dépourvu le milieu artistique. Elle pourrait cependant n'être que la première d'une série plus considérable de mutations. Par ailleurs, la Biennale de Paris ressusciterait en 1997 ou 1998.

LES NOMINATIONS seront effectuées lors d'un prochain conseil des ministres, mais il est déjà certain que la délégation aux arts plastiques connaîtra d'importants changements. Son responsable, Alfred Pacquement, se retrouverait à la tête de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), que son directeur, Yves Michaud, a désiré quitter pour retrouver l'Université. Sans doute le poste est-il prestigieux et l'établissement a-t-il retrouvé son lustre. Mais, délégué aux arts plastiques, Alfred Pacquement était le tuteur de l'enseignement des arts en France, et donc de l'ENSBA. Cette nomination peut donc difficilement passer pour une promotion, même si elle est accompagnée d'une autre mission : mettre sur pied, pour 1997 ou 1998, une biennale des arts plastiques à Paris.

Une telle manifestation manque à la capitale française depuis une décennie, depuis que la tradition qui remontait aux années 60 a été interrompue. Toutefois, dans les pays où de telles expositions sont organisées, ce n'est d'habitude pas un fonctionnaire mais un commissaire extérieur, sans liens directs avec l'Etat, qui est chargé de les piloter. Ainsi de la Biennale de Venise, dont le commissaire est choisi sur le plan international et ne peut organiser plus de deux sessions. Ainsi, en Allemagne, de la Dokumenta de Cassel. Le projet, qui n'a pas encore dépassé le stade des discussions préalables, fera l'objet d'une annonce ministérielle lorsqu'il sera bouclé.

ACCOMPAGNER LA CRÉATION

Le successeur d'Alfred Pacquement serait Jean-François de Canchy, actuellement conseiller chargé des arts plastiques au sein du cabinet de la Rue de Valois. Après avoir commencé sa carrière au Centre national des arts plastiques, ce dernier est passé ensuite au Centre Pompidou, puis au cabinet de Jacques Toubon. Cette nomination, si elle était confirmée, serait surprenante. Rien, jusqu'ici, ne la laissait prévoir. Nommé à ce poste en 1993 par Jacques Toubon en remplacement de François Barré, qui succédait lui-même à Dominique Bozo à la tête du Centre Georges-Pompidou, Alfred Pacquement avait été conservateur au Musée national d'art moderne, puis directeur des Galeries nationales du Jeu de paume. C'est aussi un historien de l'art, auteur de monographies consacrées à Frank Stella et Henri Michaux.

La délégation aux arts plastiques, née en 1982, a pour fonction d'accompagner la création contemporaine dans tous les secteurs: peinture, sculpture, photographie et design. Elle a sous sa responsabilité l'enseignement artistique, le corps des inspecteurs à la création et nombre d'institutions, nationales – tel le Fonds national d'art contemporain (FNAC), chargé des acquisitions – ou locales, tels les centres d'art et les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC). Elle joue un rôle capital dans les achats et les commandes publics, lesquels pèsent d'un poids d'autant plus lourd aujourd'hui qu'ils sont souvent les seuls à nourrir le marché de l'art vivant. Il faut pour la conduire un connaisseur éprouvé, rompu aux finesses et aux antagonismes d'un milieu artistique très complexe.

NOMBREUX PRÉTENDANTS

En quoi Alfred Pacquement aurait-il donc démérité aux yeux du ministre ? Il semble qu'on lui reproche de n'avoir pas manifesté un empressement démesuré à s'aligner derrière le discours politique de Philippe Douste-Blazy, qui voit dans son ministère l'occasion de combler la *« fracture sociale »* par le biais de la culture. Il se serait contenté de suivre la démarche de ses prédécesseurs, en s'attachant essentiellement aux artistes et aux œuvres d'aujourd'hui.

Ce changement n'est que le premier d'un jeu de chaises musicales dans le monde des arts. Le mandat de Germain Viatte à la direction du Musée national d'art moderne expire le 26 janvier prochain. La rumeur ne cesse d'allonger la liste des prétendants à sa succession. Le président du Centre Pompidou, François Barré, voit son mandat s'achever le 4 août. Il faudra le renouveler ou le remplacer. Là encore, les bonnes volontés ne manquent pas. En revanche, bonne nouvelle, semble oubliée pour l'heure l'hypothèse selon laquelle la DAP serait soumise dorénavant à la tutelle de la direction des musées de France, sur le « modèle » de la direction de l'architecture, passée de l'équipement à la culture et avalée par la direction du patrimoine. Une telle mesure aurait conduit à l'étouffement de la délégation.

Ph. D. et E. de R.

COMMENTAIRE

MAUVAIS AUGURE

Que le délégué aux arts plastiques, qui avait sous sa tutelle l'enseignement artistique en France, et donc l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, accepte de devenir le directeur de cette dernière ressemble fort à une rétrogradation. Même si sa mission est « gonflée » de l'organisation d'une biennale qui manque à Paris. Rien dans les compétences – évidentes – ni dans l'efficacité – incontestable – d'Alfred Pacquement ne peut justifier une telle mesure.

La venue de Jean-François de Canchy à la tête de la délégation rompt avec la tradition qui réservait ce poste à des personnalités profondément engagées dans la création. Si leurs opinions, leurs méthodes pouvaient être discutées, la compétence de Claude Mollard, de Dominique Bozo ou de François Barré était connue. Quelles que soient les qualités d'administrateur de Jean-François de Canchy, sa familiarité avec les artistes d'aujourd'hui n'est pas établie.

Mais est-ce encore là la fonction de la délégation aux arts plastiques ? Doit-elle, comme elle l'a fait jusqu'à présent, observer et encourager la création contemporaine ou doit-elle fournir des remèdes pour réduire la *« fracture sociale »*, obsession ministérielle ? La fonction de la Rue de Valois n'est pas de planifier la création ni de gérer un service public, mais d'harmoniser deux activités souvent contradictoires: création et diffusion. Son rôle est plus de vigilance artistique que d'assistance sociale, pour laquelle elle n'a ni formation ni moyens. Cette vigilance demande des professionnels chevronnés, surtout quand la crise fragilise le secteur menacé des arts plastiques.

Il est à craindre qu'au nom de dossiers plus brûlants – la ville, les banlieues – ce changement n'annonce un désengagement politique et financier de l'Etat. Alors qu'Alfred Pacquement s'attaquait à la délicate réforme des centres d'art et des fonds régionaux d'art contemporain (FRAC), son éviction laisse mal augurer du devenir de la politique développée avec succès depuis 1981.

Philippe Dagen et Emmanuel de Roux

Cette dame indomptable qui a habillé son siècle

Coco Chanel s'est éteinte voici vingt-cinq ans dans sa suite de l'hôtel Ritz. Elle continue à défier le temps

« JE MOURRAI comme de Gaulle ! » Le 10 janvier 1971, deux mois après le Général, Gabrielle Chanel s'éteint dans sa suite du Ritz, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. *« Je me souviens, nous avions refusé de travailler ce dimanche... »*, explique Manon Ligeour, ex-première d'atelier. Toutes les maisons de couture préparent les collections d'été qui doivent défiler à la fin du mois. En cet après-midi d'hiver, Mademoiselle revient d'une promenade au parc de Saint-Cloud... Place Vendôme, sa femme de chambre, Céline, l'attend. *« Fermez les fenêtres, éteignez la télévision »*, ordonne-t-elle avant de s'asseoir. En un quart d'heure, sans agonie et sans souffrance, elle quitte le siècle, parée d'une ultime devise – *« C'est comme cela qu'on meurt »* –, ainsi que le raconte Edmonde Charles-Roux dans *L'Irrégulière* (Grasset, 1974).

Chanel a eu, avant de mourir, une autre phrase – *« Ah, elles me tuent, elle m'auront tuée... »* – laissant planer un mystère : s'agit-il des robes, des ouvrières, des femmes ou des années ? Ainsi disparaît *« la visionnaire de la mode »* (Truman Capote), *« l'ange exterminateur de la mode du XIXe siècle »* (Paul Morand). En utilisant le jersey, jusque-là réservé aux sous-vêtements masculins (1916), ou le tweed (1928), elle a créé les bases de la garde-robe contemporaine. Elle a libéré le corps de la femme, habillant par là même son siècle, celui du mouvement : *« L'élégance, c'est la liberté de bouger. »*

Orpheline à sept ans, cette quakeresse auvergnate, tour à tour commise en layette, chanteuse de cabaret, a inventé sa vie sous le ciel de cette ambition dont elle a fait une légende : *« La seule chose que j'aime vraiment dépenser, c'est ma force. »* Elle aura employé jusqu'à quatre mille ouvrières. Parmi les premières à se couper les cheveux, à se faire bronzer, à porter le pantalon, elle a rejeté les conventions pour mieux les redessiner à ses mesures, devenant la référence absolue de la bourgeoisie et des Américaines. Aujourd'hui encore, elles se font faire le fameux tailleur (cent quarante heures de travail, entre 110 000 et 140 000 francs) comme d'autres achètent un titre, et succombent au sac matelassé au double « C » (1955) comme à un blason. Cet orgueil du nom poussé à l'extrême, cette habitude du commandement qui durcit les yeux la placent d'emblée comme l'élue : *« J'ai été l'outil du Destin pour une opération de nettoyage nécessaire. »* (Paul Morand, *L'Allure Chanel*, Hermann, 1976).

PERSONNAGE HISTORIQUE

En ce début des années 70, les audaces émancipatrices des années folles semblent figées dans l'élégance ministrable des escarpins beiges à bout noir, et ces petites phrases assassines lancées par une vieille dame indomptable. Elle trouve la minijupe *« sale »* et ne comprend pas qu'une femme *« ose sortir de chez elle sans s'être un peu arrangée »*. En pleine révolution féministe, Chanel fait figure de personnage historique, antisocial. A l'image de ces gens du monde qui *« savent entrer à point et sortir quand il faut »*, elle disparaît alors que commence une autre époque.

Avec Chanel, premier fournisseur à être reçu par l'aristocratie du faubourg Saint-Germain, héritière d'un monde auquel elle n'a jamais appartenu, un chapitre de la mondanité parisienne se termine. Dans cette « rue » que Chanel considérait comme le sanctuaire de la mode naîtront tous les courants de la décennie, dont le rétro avec Yves Saint Laurent. Ce « jeune homme » partage avec elle le goût de l'entêtement et de la provocation. En 1954, l'année de son retour aux affaires, Chanel avait habillé les femmes en « bonnes », dans une indifférence générale. Il les habille en « filles ». Sa collection 40, présentée dix jours après la mort de Mademoiselle, fait scandale. Ne l'a-t-elle pas désigné, trois ans plus tôt, comme son successeur ?

« Je plains les femmes parce qu'elle se trompent toujours, elles rapportent tout à elles », disait Chanel. En 1971, les voici qui défilent, en jean, seins nus sous leur tee-shirt, rejetant l'« impérialisme » des couturiers et de leur sacro-sainte ligne édictée deux fois par saison. Désormais, mini et maxi, on crée en groupe. La mise en plis s'effondre sous les assauts de la coupe dégradée. Les diktats sont morts, d'autres les remplacent. A gauche, la breloque, la tunique indienne, les sabots, le vélo, *« parce que l'auto ça pue et ça pollue »*. A droite, la broche, la blouse, l'escarpin... Les médecines sont douces et les fours autonettoyants. La Défense s'éveille. Courrèges baptise sa collection Prototypes : *« Chanel était de l'époque des Rolls, je suis de celle des Matra... »*

Vingt-cinq ans ont passé. En 1995, un documentaire de la BBC a révélé que la grande amie de Churchill fut également la maîtresse d'un officier de la Gestapo, Walter Schellenberg, de vingt-cinq ans plus jeune qu'elle, et espionna au service des nazis. Pourtant, elle continue de fasciner, d'échapper au jugement de l'Histoire. Tyrannique, capable de chasser un mannequin parce que celle-ci était enceinte, d'humilier ses premières, cette politicienne de la mode demeure assez machiavélique pour ajouter à l'art de plaire celui de durer. A quatre-vingts ans, sa petite robe noire se porte comme un charme. Et le N° 5 (1921) demeure l'un des parfums les plus vendus au monde.

De bijoux baroques en compositions noires, beiges et blanches, tous se disputent son héritage, dilapidé dans le domaine public. Les collections passent, elle semble juger l'époque, dans le reflet de son escalier tapissé de miroirs, insaisissable, assez comédienne pour apparaître à la fois fée et fantôme. Ce *« pimpant, maigre et volubile moineau à l'énergie de pic-vert »*, ainsi que l'avait croquée Truman Capote, semble défier le temps comme elle l'avait promis. *« Je ferai une très mauvaise morte, car, une fois dessous, je m'agiterai, je ne penserai qu'à retourner sur la terre et à recommencer. »*

Laurence Benaïm

L'art de se grandir

« Elle était encore plus stricte avec elle qu'avec les autres, elle ne laissait rien passer »*, affirme Robert Goossens, créateur de bijoux qu'elle appelait son *« byzantin barbare »*. Manon Ligeour, entrée chez Chanel comme apprentie à l'âge de treize ans, a eu, elle, le privilège de l'habiller : *« On lui faisait ses costumes, ses blouses, ses pyjamas de soie blancs, sa petite lingerie... Dans sa penderie, elle n'avait que deux tailleurs, le reste était en général à l'atelier. Il y avait toujours des retouches à faire. Rien n'était jamais assez parfait. Elle n'aimait pas les gros ourlets, les épaisseurs... Elle savait tricher de l'intérieur : en glissant une semelle dans ses souliers, en me faisant coudre deux bouts de ouate à l'intérieur de son chapeau pour la rehausser. Elle avait l'art de se grandir. Elle avait du génie en tout. Elle n'était pas aimée pour elle-même. Mais elle ne se faisait pas d'illusions. »

La loterie nationale anglaise mécène des arts outre-Manche

LE DERNIER TIRAGE de la loterie nationale anglaise n'a pas seulement fait trois heureux gagnants. L'Etat s'y retrouve, bien sûr, conformément aux prévisions de John Major, qui a été le créateur de cette institution qu'avait, pour sa part, toujours refusée Margaret Thatcher. Mais, outre les caisses du royaume, cinq secteurs de la vie culturelle et sociale anglaise se partagent, chacun à hauteur de 20 %, une part non négligeable du pactole – soit 28 % des fonds des parieurs. En bénéficient le patrimoine, les arts et la création, le sport, les associations humanitaires et la préparation des fêtes du deuxième millénaire. Ainsi, se trouve à la fois honorée et compensée la position traditionnelle des conservateurs, qui est de désengager l'Etat de secteurs comme la culture, pour lesquels la France suit, au contraire, une position de forte intervention.

Le système fonctionne depuis mars 1995. Pour le seul Arts Council, ce sont quelque 391 projets ou actions, pour un total de 203,4 millions de livres (plus de 1,5 milliard de francs) qui ont ainsi été soutenus dans toute l'Angleterre. Au cas par cas, le jury de l'Arts Council détermine le montant de son investissement par rapport au coût total du projet. L'Opéra national anglais, pour sa part, obtient près de 1,4 million de livres sur les 4,2 (32 millions de francs environ) que représente le projet de construction d'un nouvel édifice. La Royal Opera House obtient, de son côté 55 millions de livres (420 millions de francs) pour un ensemble d'actions diverses. Le cinéma, la poésie, le théâtre, la peinture ne sont pas oubliés.

Au-delà de ce soutien inespéré à des entreprises culturelles, dont beaucoup étaient au bord de la noyade, nombreux sont ceux qui voient dans cette bonne œuvre de John Major l'occasion de lancer en Grande-Bretagne une politique de grands travaux, comparable à celle qu'a connue la France sous l'impulsion de ses présidents de la République, et notamment de François Mitterrand.

C'est ainsi qu'un nouveau et considérable développement pourrait être impulsé au South Bank Center, ensemble architectural hétéroclite, sur la rive opposée à Westminster, à deux pas de la nouvelle gare de Waterloo, où arrive l'Eurostar, au cœur de la capitale. Cet ensemble culturel, peut-être le plus vaste d'Europe – on y trouve le Royal Festival Hall, la Hayward Gallery, le Queen Elizabeth Hall, le National Theater – draine trois millions et demi de visiteurs par an.

Nicholas Snowman, ancien bras droit de Pierre Boulez à l'Ircam, et qui dirige actuellement l'essentiel de cette institution multiple, s'est enthousiasmé pour ce projet, dans lequel il ne voit pas moins que *« le nouveau centre du Londres de l'avenir »*. Un concours a été organisé pour tenter de redonner une cohésion à cet ensemble architecturalement et culturellement hétéroclite, pur produit des hésitations architecturales d'après-guerre. C'est Richard Rogers, l'un des deux architectes du Centre Pompidou, initiateur de plus d'utopies pour Londres qu'il n'en a finalement construites (siège de la Lloyds, Channel Four), qui l'a emporté.

ARCHITECTURE SENSUELLE

Richard Rogers préserve le Royal Festival Hall ; celui-ci doit même retrouver ses vertus d'origine grâce aux architectes Allies et Morrison, qui se sont attelés à effacer les mutilations et déformations de cette œuvre que Sir Leslie Martin construisit en 1951. Sur les autres infrastructures, Rogers propose de « jeter » une gigantesque verrière, prouesse de la technologie anglaise, qui imprime au verre une bonne volonté ondulatoire dont on ne connaît pas jusqu'à ce jour d'équivalent.

Pour être dans la lignée du long cordon courbe de la verrière voisine de la gare Waterloo, le projet de Rogers confirme, s'il en était besoin, que l'architecture londonienne, naguère vouée aux jeux de cubes, puis au curieux postmodernisme d'un Terry Farrell, se tourne résolument vers la sensualité des ondulations. En France même, la preuve en avait été apportée à l'hôtel départemental des Bouches-du-Rhône par William Allsop.

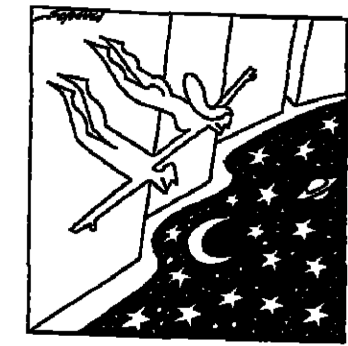
Le projet pour le South Bank Center a cependant ceci de particulier qu'il tente, sans destruction majeure, de redonner une cohérence formelle à tout un morceau de ville. A certains égards, ce projet rappelle celui, un temps envisagé pour l'agrandissement du Whitney Museum à New York mais resté dans les limbes, qui consistait à enfermer ce monument moderniste dans un déploiement de formes postmodernes. Les capacités imaginatives de Rogers ne seront pas de trop pour tenir la gageure et pour aider l'équipe de Nicholas Snowman à remporter l'adhésion de tous les financiers potentiels. Il faudra aussi convaincre la multitude des intervenants qui rendent si pittoresque et si ardue l'évolution de la capitale anglaise.

Frédéric Edelmann

هكذا من الأصل

La réussite de Danse Émoi à Limoges

La manifestation propose un programme éclectique



IL Y A DIX ANS, Dominique Petit, discrètement, organisait la première édition de Danse Émoi avec la municipalité de Limoges. Ancien danseur de Carolyn Carlson, longtemps co chorégraphe avec Caroline Marcadé, il a joué avec succès la carte de la décentralisation artistique.

Cette année, treize compagnies et dix-huit chorégraphes, parmi lesquels Odile Duboc, Hervé Robbe, François Verret, Paco Decina, Fattoumi/Lamoureux, soutiennent de leur présence des œuvres plus jeunes comme celles de Raffaella Giordana, Dominique Rebaud... Danse Émoi a débuté le 8 janvier avec *Projet de la matière*, d'Odile Duboc. Dominique Petit sait aujourd'hui attirer à Danse Émoi les chorégraphes les plus intéressants. On pourra également y voir la dernière création de François Verret, *Rapport d'une académie*, inspirée de Franz Kafka, ce qui constitue toujours un événement.

★ Centre culturel Jean-Gagnant, 7, avenue Jean-Gagnant, 87 Limoges. Jusqu'au 26 janvier. Tél. : 55-34-45-49. De 25 F à 130 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Christophe Marguet
De plus en plus cité par les musiciens et de plus en plus *sollicité*, le batteur Christophe Marguet réunit un trio avec Claude Tchamitchian (contrebasse) et Benoît Delbecq (piano). Trois personnalités, des idées, des volontés.
Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, Montreuil 93. Mº Robespierre. 20 h 30, le 11. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Jazz à Radio-France
Après une semaine au Petit-Opportun, le trio d'Antoine Hervé ouvre le double concert de jazz de Radio-France. Ocean, quartette que l'on entend peu, lui succédera. Isabelle Olivier y joue de la harpe, curieux ; Sylvain Beuf, très fêté, y tient le saxophone. Belle rythmique Yves Rousseau-Antoine Banville.
Maison de Radio-France, 116, av. du Président-Kennedy, Paris-16e. Mº Passy. 20 heures, le 11. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

Count Bass D
Count Bass D est le premier rappeur à passer au Chesterfield Café, antre parisienne de la musique américaine. Sans doute parce que ce fan de jazz (son nom est un jeu de mots sur Count Basie), combine en direct instrumentation et scratches hip hop, rimes scandées et vocalises soul.
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris-8e. MºSaint-Augustin. 23 h 30, les 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19 et 20. Tél. : 42-25-18-06.

Vincente Amigo Quintet
Guitariste à la moue conquérante, Vincente Amigo s'affirme comme le jeune prodige du flamenco moderne. Adoubé par El Cameron et Paco de Lucia, il flirte aussi avec le jazz et sait comme personne effacer la technique devant l'émotion. *Vivencias Imaginadas*, disque fougueux, l'a encore prouvé récemment.
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris-4e. Mº Châtelet-Les Halles. 20 h 30, les 11 et 12. Tél. : 42-36-13-90. Location FNAC, Virgin. 140 F.

Annulation Trio Louis Sclavis
Le concert du trio de Louis Sclavis avec Bruno Chevillon et François Merville prévu vendredi 12 janvier aux Instants chavirés de Montreuil a été annulé. Renseignements au 42-87-25-91.

ART

VERNISSAGES

George Condo
Galerie Daniel-Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 13 janvier 1996 au 21 février 1996.

Dityvon
Galerie municipale, 59, avenue Guy-Môquet, 94-Vitry-sur-Seine. Tél. : 46-82-83-22. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 12 janvier 1996 au 11 février 1996.

Mark Luyten
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Du 13 janvier 1996 au 20 février 1996.

Claire Mérigeau
Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, bibliothèque Cujas, 2, rue Cujas, Paris 5e. Mº Luxembourg. De 9 heures à 18 heures, du lundi au samedi ; de 9 heures à 21 heures, du mardi au vendredi. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 janvier.

EXPOSITIONS PARIS

A l'ombre du Vésuve
Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. 40 F. 30 F.

L'Art trompeur
Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7e. Mº Sèvres-Babylone. Tél. : 42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 3 mars 1996. 20 F.

André Beaudin, 1895-1979
Galerie Lambert-Rouland, 62, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Saint-Augustin. Tél. : 45-63-51-52. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 3 février 1996.

Cézanne
Grand Palais, galeries nationales, avenue Gal-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 23 heures. (Entrée square Jean-Perrin). Jusqu'au 14 janvier 1996. 55 F.

Claude Lévêque et Roberto Martinez
Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour, Paris 1er. Mº Les Halles. Tél. : 42-33-43-40. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 février 1996.

Le Compagnonnage, chemin de l'excellence
Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16e. Mº Sablons. Tél. : 44-17-60-00. De 9 h 45 à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 6 mai 1996. 22 F.

D'Alexandre à Cléopâtre : portraits grecs sur pierres dures
Bibliothèque nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2e. Mº Bourse, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 13 heures à 17 heures ; dimanche et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1996. 22 F.

Degottex
Galerie J. Moussion, 110, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mº Filles du Calvaire. Tél. : 48-87-75-91. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 janvier 1996.

Alexandre Delay
Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 43-26-91-10. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

Dessins des XIXe et XXe siècles
Galerie Saphir, 84, boulevard Saint-Germain, Paris 5e. Mº Cluny-Sorbonne. Tél. : 43-26-54-22. De 14 heures à 19 heures ; vendredi sur rendez-vous. Fermé samedi. Jusqu'au 31 janvier 1996.

Robert Doisneau
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3e. Mº Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Vis.-conférences mercredi et samedi à 15 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F.

Miguel Egana
Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 43-25-42-63. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 février 1996.

Féminin-masculin
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5e étage) et Forum (Rdc), place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996.

Sam Francis
Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1er. Mº Concorde. Tél. : 42-60-69-69. Mardi de 12 heures à 21 h 30 ; mercredi, jeudi, vendredi de 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 février 1996. 35 F. 25 F.

Douglas Gordon
Centre Georges-Pompidou, grand foyer, 1er sous-sol, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996.

Gotthard Graubner
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 février 1996.

Katerina Kana et Marina Olympios
Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mº Filles-du-Calvaire. Tél. : 40-27-05-55. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

Maria Lassnig
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996.

Livres en broderie
Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sully, Paris 4e. Mº Sully-Morland. Tél. : 48-87-78-57. De 12 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. 22 F. 15 F.

Joan Mitchell
Galerie Jean-Fournier, 44, rue Quincampoix, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 42-77-32-31. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 janvier 1996.

Passions privées, art moderne et contemporain dans les collections
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mº Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F. 35 F.

Serge Poliakoff
Fondation Dina-Vierny-Musée Maillol, 61, rue de Grenelle, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mai 1996.

Jean-Pierre Raynaud, Krzysztof Wodiczko
Galerie Gilles-Peyroulet, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mº Saint-Paul. Tél. : 42-74-69-20. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 janvier 1996.

Bernard Réquichot 1929-1961
La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 43-54-85-85. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

Réserves
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1er. Mº Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 28 F, gratuit pour les moins de 18 ans tous les 1ers dimanches du mois.

August Sander
Centre national de la photographie. Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Mº Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 30 F.

Emmanuel Saulnier
Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mº RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Sérinde, terre de Bouddha. Dix siècles d'art sur la route de la soie
Grand Palais, entrée Clemenceau, av. W.-Churchill, place Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 50 F.

Gérard Singer
Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6e. Mº Odéon. Tél. : 43-26-22-32. De 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Ferme dimanche et lundi. Jusqu'au 20 janvier 1996.

David Smith
Galerie Gérald Piltzer, 16, avenue Matignon, Paris 8e. Mº George-V. Tél. : 43-59-90-07. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 février 1996.

Hiroshi Sugimoto
Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 42-60-22-99. De 13 heures a 19 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 24 février 1996.

Françoise Vergier
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996.

Visages de l'icône
Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1er. Mº Châtelet-les-Halles. Tél. : 42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1996. 30 F. 20 F.

David Wojnarowicz
American Center, petite galerie et Black Box, 51, rue de Bercy, Paris 12e. Mº Bercy, Gare-de-Lyon. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 janvier 1996.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BROOKLYN BOOGIE
Film américain de Wayne Wang, Paul Hauster, avec Lou Reed, Michael J. Fox, Roseanne, Mel Gorham, Jim Jarmusch, Lily Tomlin (1 h 25).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts I, dolby, 6e (43-26-48-18) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

BUTTERFLY KISS (**)
Film britannique de Michael Winterbottom, avec Amanda Plummer, Saskia Reeves, Kathy Jamieson, Lisa Jane Riley (1 h 25).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

C'EST JAMAIS LOIN
Film français d'Alain Centonze, avec Wadeck Stanczak, Jean-Louis Trintignant, Bernard Le Coq, Marie Cariès, Valeria Cavalli, Mouss (1 h 25).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

LE DIABLE EN ROBE BLEUE
Film américain de Carl Franklin, avec Denzel Washington, Tom Sizemore, Jennifer Beals, Don Cheadle, Maury Chaykin, Terry Kinney (1 h 41).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES ENFANTS DES DIEUX DE LA FONTE
Film russe de Tomasz Toth, avec Sidikhin Evgueni, Iakovlev Yri, Kaliaguin Alexandre, Svetin Mikhahil, Feclistov Mikhahil (1 h 15).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

HARAMUYA
Film franco-burkinabé de Drissa Touré, avec Abdoulaye Kaba, Abdoulaye Komboudri, Ali Malagouin, Sidiki Sanogo (1 h 27).
VO : Sept-Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

SHOW GIRLS (*)
Film américain de Paul Verhoeven, avec Elizabeth Berkley, Kyle MacLachlan, Gina Gershon, Glenn Plummer, Robert Davi, Alan Rachins (2 h 11).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

WALLENBERG
Film suédois de Kjell Grede, avec Stellan Skarsgard, Katharina Thalbach, Karoly Eperjes, Miklos B. Szekely, Erland Josephson (1 h 55).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

SÉLECTION

L'AMÉRIQUE DES AUTRES
de Goran Paskaljevic,
avec Tom Conti, Miki Manojlovic, Maria Casarès, Zorka Manojlovic, Sergej Trifunovic.
Franco-britannique-allemand (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23).

L'AMOUR MEURTRI
de Mario Martone,
avec Anna Bonaiuto, Angela Luce, Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anna Calato.
Italien (1 h 44).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

AU BEAU MILIEU DE L'HIVER
de Kenneth Branagh,
avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions.
Britannique, noir et blanc (1 h 39).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; George-V, 8e (36-68-43-47).

LE BALLON BLANC
de Jafar Panahi,
avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafili, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani, Mohammad Bahktiari.
Iranien (1 h 25).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Reflet Médicis II, 5e (36-68-48-24).

LE CERCLE DES AMIES
de Pat O'Connor,
avec Chris O'Donnell, Minnie Driver, Géraldine O'Rawe, Saffron Burrows, Colin Firth.
Britannique (1 h 42).
VO : 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

DEAD MAN
de Jim Jarmusch,
avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt.
Américain, noir et blanc (2 h 14).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Escurial, dolby, 13e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10).

DON'T LOOK BACK
de D. A. Pennebacher,
avec Bob Dylan, Joan Baez, Alan Price, Donovan.
Britannique (1 h 35).
VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

EN AVOIR OU PAS
de Laetitia Masson,
avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Roschdy Zem, Claire Denis.
Français (1 h 30).
UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10).

FAUT PAS RIRE DU BONHEUR
de Guillaume Nicloux,
avec Bernard-Pierre Donnadieu, Laura Morante.
Français (1 h 25).
Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

GOLDENEYE
de Martin Campbell,
avec Pierce Brosnan, Sean Bean, Izabella Scorupco, Famke Janssen, Joe Don Baker, Robbie Coltrane.
Britannique (2 h 10).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34).

L'INDIEN DU PLACARD
de Frank Oz,
avec Hal Scardino, Litefoot, Lindsay Crouse, Richard Jenkins, Steve Coogan, David Keith.
Américain (1 h 36).
VF : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

MADADAYO
de Akira Kurosawa,
avec Tatsuo Matsumura, Kyoko Kagawa, Hisashi Igawa, George Tokoro, Masayuki Yui, Akira Terao.
Japonais (2 h 14).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10).

LE MAÎTRE DES ÉLÉPHANTS
de Patrick Grandperret,
avec Jacques Dutronc, Erwan Baynaud, Sotigui Kouyate, Sidy Lamine Diarra, Halilou Bouba, Victor Tige Zra.
Français (1 h 35).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

MARTHA
de Rainer Werner Fassbinder,
avec Margit Carstensen, Karl-Heinz Böhm, Gisela Fackeldey, Adrian Hoven.
Allemand (1 h 56).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; L'Arlequin, 6e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

N'OUBLIE PAS QUE TU VAS MOURIR (**)
de Xavier Beauvois,
avec Xavier Beauvois, Roschdy Zem, Chiara Mastroianni, Bulle Ogier.
Français (1 h 58).
UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

SMOKE
de Wayne Wang,
avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.
Américain (1 h 50).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Saint-André-des-Arts II, dolby, 6e (43-26-80-25) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

LES TROIS FRÈRES
de Didier Bourdon,
Bernard Campan,
avec Pascal Legitimus, Bernard Campan, Didier Boudon, Antoine du Merle, Anne Jacquemin, Marine Jolivet.
Français (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES

LA CHIENNE
de Jean Renoir,
avec Michel Simon, Janie Marèze, Georges Flamant, Madeleine Bérubet, Jean Gehret, Alexandre Rignault.
Français, 1931, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).
Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63).

LE PORT DE LA DROGUE
de Samuel Fuller,
avec Richard Widmark, Jean Peters, Thelma Ritter, Mervyn Rye.
Américain, 1952, noir et blanc (1 h 22).
VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

La chaîne privée M 6 achète 10 % du capital de Paris Première

LA CHAÎNE PRIVÉE M 6 doit prendre une participation dans le capital de Paris Première, télévision par câble et satellite, en acquérant 10 % des 65 % détenus par la Lyonnaise Communications, principal câblo-opérateur français et filiale de la Lyonnaise des eaux. Les autres actionnaires de la chaîne du câble et du satellite conservent leurs participations : groupe Marie-Claire (15 %), Canal Plus (15 %) et Communication Développement, filiale de la Caisse des dépôts (5 %).

Au terme de cette opération, M 6, déjà opérateur de la régie publicitaire de Paris Première, devrait être encore plus *« motivée pour rapporter de l'argent à la chaîne »*, selon les responsables de la chaîne.

En 1995, Paris Première a enregistré *13 millions de francs* de recettes publicitaires nettes pour un déficit évalué, lui aussi, *« autour de 13 millions de francs »*.

Selon Lyonnaise Communications, la chaîne devrait parvenir *« à l'équilibre en 1997 »*. L'entrée de M 6 au capital de Paris Première devrait permettre à Lyonnaise Communications de présenter un bilan financier plus flatteur en 1996 et de rester l'actionnaire majoritaire de Paris Première.

De même la chaîne par câble et satellite et M 6 devraient *« poursuivre la mise en œuvre de synergies sur les programmes, entamées avec le tournage commun de reportages sur la mode »*.

Avec cette participation au capital de Paris Première, M 6, contrôlée par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et la Lyonnaise des eaux, poursuit son développement dans les programmes thématiques.

RENFORCER LE TÉLÉACHAT

La chaîne privée est déjà l'opérateur de Série Club, sur le câble. Au cours du premier semestre de 1996, M 6 devrait lancer Vivre, une chaîne destinée aux femmes. M 6 a aussi pour projet de se renforcer dans le domaine du téléachat.

Parallèlement à la diversification de M 6, Lyonnaise Communications accroît ses intérêts dans les programmes *thématiques. La filiale de* la Lyonnaise des eaux participe au capital de Canal J, Canal Jimmy, Ciné-Cinéma et Multivision 1 et 2, programmes de paiement à la séance.

Enfin, le 23 janvier, Lyonnaise Communications, opérateur du réseau câblé de Paris, proposera 5 canaux supplémentaires (40 au lieu de 35) à ses abonnés. Outre ESC, chaîne égyptienne, EBN, chaîne d'informations économiques et financières, Lyonnaise Communications lancera une troisième version de Multivision.

G. D.

Lionel Fleury devrait être réélu à la tête de l'AFP

A quelques jours du conseil d'administration de l'agence de presse, les syndicats et la société des journalistes multiplient les critiques à l'égard du PDG

C'EST EN PRINCIPE la chronique d'une élection annoncée. Le conseil d'administration de l'Agence France Presse (AFP) doit se réunir, mercredi 17 janvier, pour élire son président. Le mandat de Lionel Fleury, candidat à sa réélection, s'achève mercredi 31 janvier. Le président sortant est soutenu par les administrateurs de la presse, majoritaires au sein du conseil. Les représentants des pouvoirs publics n'y sont pas opposés. Elu, il y a trois ans, après avoir été directeur général, l'actuel PDG apparaît comme un candidat de consensus, qui a pour les administrateurs, un double mérite : assurer la continuité et avoir équilibré les comptes d'une entreprise habituée à être dans le rouge. Il devra toutefois présenter, avant la réunion du conseil, un projet pour les trois prochaines années.

Par le passé, les scrutins ont souvent été très serrés et les candidats nombreux. Les huit administrateurs représentant la presse ont généralement quelque mal à s'entendre sur un nom, et la désignation du nouveau PDG a parfois donné lieu à des débats homériques. Rien de tel cette fois-ci, puisque Lionel Fleury fait l'unanimité chez les représentants de la presse, qui traditionnellement proposent un candidat aux représentants des pouvoirs publics.

Jean Miot, président de la Fédération nationale de la presse française et président du conseil de surveillance du *Figaro*, a démenti toute candidature, contrairement à des rumeurs récurrentes depuis l'été 1995. Parmi les autres noms cités, on évoque : Michel Bassi, président de la Société française de production, et deux candidats issus de l'AFP : Dominique Petit, chef du service magazines, et Jacques Thomet, ancien responsable commercial pour la région Amériques, en conflit ouvert avec la direction.

MALAISE INTERNE

Mercredi 10 janvier, la Société des journalistes de l'agence a publié une lettre ouverte adressée aux personnels et aux membres du conseil d'administration, critiquant très sévèrement la gestion de Lionel Fleury, à la tête d'une entreprise qui est *« en train de reculer »*. *« L'AFP n'a pas de stratégie d'entreprise*, est-il écrit dans ce texte. *La gestion actuelle est marquée par une vision purement comptable et à court terme. A part l'équilibre annuel des comptes, l'AFP ne semble avoir aucune ambition professionnelle clairement déterminée. Les collaborateurs n'ont pas de perspective collective à laquelle ils pourraient adhérer »*.

Cette lettre critique la *« politique frileuse »* de la direction pour aborder les *« autoroutes de l'information »* et la télévision, craignant de se laisser distancer dans ces domaines par les agences Reuter et AP. La Société des journalistes critique enfin l'absence de *« stratégie commerciale cohérente et agressive »* et les retards pris par la mise en place du nouveau système informatique, qui était prévue pour la fin de l'année 1992. Le texte évoque enfin le *« profond malaise »* des journalistes, provoqué par une pyramide des âges inquiétante : *« La rédaction est en train de vieillir sans apport de sang neuf. »* Près de la moitié des journalistes de l'AFP ont entre quarante et cinquante ans.

Dans un tract, le syndicat Force ouvrière estime que *« l'avenir de l'AFP ne peut pas rester dans les mains de gestionnaires et de techniciens ignorants des réalités de l'information »*. Enfin, lors du précédent conseil d'administration, qui a adopté le buget 1996, les deux représentants du personnel (CGT et CFDT) ont voté contre – alors que généralement ils s'abstenaient –, *« pour ne pas donner un chèque en blanc au PDG »*.

Pierre Lemoine, directeur général de l'agence, conteste cette version de la stratégie de l'entreprise. Selon lui, l'AFP poursuit son évolution, *« dans le cadre d'une politique budgétaire rigoureuse »* qui lui interdit de *« prendre des risques inconsidérés »*.

La stratégie repose sur trois axes : la régionalisation, pour rapprocher les bureaux de leurs zones de diffusion dans le monde ; la modernisation informatique, qui doit permettre *« de nouvelles formes de distribution de l'information »* ; le renforcement des nouvelles activités, *« avec prudence et sérénité »*, dans le domaine de la télévision et du multimédia. Ce développement se fera en cherchant des partenariats et sans concurrencer les autres médias clients traditionnels de l'AFP.

Alain Salles

CORRESPONDANCE

Une lettre de Gérard Carreyrou

GÉRARD CARREYROU, directeur de l'information de TF 1, dont nous avions évoqué le nom dans l'article d'Yves Mamou intitulé : « TF 1 éloigne Patrick Poivre d'Arvor du 20 heures », dans notre édition du 11 janvier, nous a adressé la lettre suivante :

Je ne me suis jamais affronté à Patrick Poivre d'Arvor à propos de mes éditoriaux du journal de 20 heures au cours des 200 éditoriaux faits dans ce journal de 1988 à 1995.

PPDA a évoqué au cours d'une intervention devant soixante personnes *« la lâcheté ambiante » (voir dépêche AFP du mardi 9 janvier)*. Mon nom n'a pas été cité pas plus que celui d'aucun autre responsable. Yves Mamou se permet donc, dans l'intention évidente de nuire, un grand écart avec la vérité que je souhaite rétablir.

■ **PRESSE : Anne-Marie Finkelstein** a été nommée administrateur-directeur général du Groupe Express, par Christian Brégou, PDG de CEP-Communication et du groupe. Elle conserve la présidence du groupe Usine nouvelle qu'elle occupe depuis 1993. Anne-Marie Finkelstein assistera Christian Brégou sur l'ensemble de la branche information grand public de CEP (Groupe Express-Lire, *Le Point*, *Courrier international*, Groupe Expansion, *Gault-Millau*). Par ailleurs, Damien Dufour, directeur général du Groupe Expansion, est nommé PDG de *Courrier international*, à la place de René Gabriel, qui a quitté ses fonctions.

JEUDI 11 JANVIER

TF 1

9.20 Hommage à François Mitterrand. Reportages et témoignages.
11.00 Retransmission des obsèques de François Mitterrand. Hommage national à Notre-Dame et obsèques à Jarnac.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Dallas.
15.20 Série : Rick Hunter.
16.10 Série : Dingue de toi.
16.30 Jeu : Une famille en or.
17.05 Club Dorothée. Drôle de vie ; Le Hit 99 ; Clip ; Jeux.
17.40 Série : La Philo selon Philippe.
18.05 Série : Les Années fac.
18.35 Série : Le Miracle de l'amour.
19.05 Série : Agence tous risques.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Série : Navarro. En suivant la Caillera, de Nicolas Ribowski, avec Roger Hanin, Jacques Martial.
22.30 Magazine : J'y crois, j'y crois pas. *Présenté par Tina Kieffer. La voiture va-t-elle nous tuer ?*
0.00 Documentaire : Mitterrand, portrait d'une vie. De Dominique Bromberger.
0.45 Journal, Météo.
1.30 Programmes de nuit. TF 1 nuit (et 2.40, 3.15, 3.50, 4.55) ; 1.45, Histoires naturelles (4.00) ; 2.50, Mésaventures ; 3.25, Nul ne revient sur ses pas ; 5.00, Musique ; 5.05, Histoire de la vie

FRANCE 2

9.30 Funérailles de François Mitterrand. Cérémonies de Jarnac et de Notre-Dame de Paris.
13.00 Journal. Spécial François Mitterrand.
14.00 Série : Derrick.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.35 Tiercé. En direct de Cagnes-sur-Mer.
15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10).
16.35 Des chiffres et des lettres.
17.05 Série : Quoi de neuf, docteur ?
17.35 Série : La Fête à la maison.
18.05 Jeu : Les Bons Génies (et 3.20).
18.40 Jeu : Qui est qui ?
19.15 Bonne nuit, les petits.
19.20 Studio Gabriel (et 1.40).
19.59 Journal. Spécial François Mitterrand.
20.15 Invité spécial.
20.40 Rallye Grenade-Dakar, Météo, Point route.

20.55 Magazine : Envoyé spécial. Les Pilules de Baulieu, de Betty Durot et Daniel Levy ; SOS amitié, de Denis Poncet et Jean-Yves Cauchard ; Eboueurs de la mer, de Thierry Hay et Philippe Dumail (rediff.) ; L'Héritage de Frédéric Mitterrand.
23.10 Série : Novacek. Un château en Bohême, d'Andrzej Kostenko, avec Patrick Catalifo, Ann-Gisel Glass
0.35 Journal, Météo.
0.50 Programmes de nuit. Rallye Grenade-Dakar 1996 ; 2.10, Bas les masques (rediff.) ; 3.50, 24 heures d'infos ; 4.30, Le Temps du retour ; 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

10.20 Hommage à François Mitterrand. Les Grands chantiers ; 10.55, Des saisons et des hommes ; 11.25, Génération Mitterrand ; 13.05 François Mitterrand, l'homme : d'art et de culture.
13.37 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
14.27 Téléfilm : On recherche la femme du Sundance. De Lee Fielder, avec Katharine Ross, Steve Forrest.
16.02 Série : Magnum.
16.50 Les Minikeums.
17.45 Sur la piste du Dakar. En direct.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Presque rien sur presque tout, de Jean d'Ormesson.*
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.
20.00 Document François Mitterrand.
20.35 Tout le sport.
20.40 Le Journal du Dakar. En direct. 12e étape : Kiffa-Kayes (294 km).
20.50 Keno.

20.55 Cinéma : Manon des sources. ■■ [1/2] Film français de Marcel Pagnol (1952, N.), avec Jacqueline Pagnol.
23.00 Météo, Journal.
23.30 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson. François Mitterrand et les livres.
0.30 Espace francophone. François Mitterrand et la francophonie.
0.55 Feuilleton : Dynastie.
1.40 Musique Graffiti (25 min).

M 6

7.00 M6 express (et 7.30, 8.00, 8.30, 9.00, 10.00, 10.45, 11.45). Spécial François Mitterrand.
12.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Doorways. De Peter Werner, avec George Newsbern, Anne Le Guernec.
15.00 Série : Deux flics à Miami.
15.55 Boulevard des clips (et 1.15, 5.00).
16.40 Variétés : Hit Machine.
17.10 Série : Une famille pour deux.
17.40 Série : L'Etalon noir.
18.10 Série : Agence Acapulco.
19.00 ▶ Série : Code Quantum. La Maure aux trousses.
19.45 Six minutes d'informations, Météo. Spécial François Mitterrand.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : Passé simple. Les V 1 sur Londres.

20.45 Série : Au-delà du réel, l'aventure continue. Au royaume des sables. De Stuart Gilliard, avec Beau Bridges. Episode pilote. *Un chercheur d'un laboratoire d'Etat travaille sur des créatures, anatomiquement proches du scorpion, ramenées de la planète Mars.*
22.30 Cinéma : Time Bomb. ■ Film américain d'Avi Nesher (1990). Avec Michael Biehn.
0.15 Magazine : Culture rock.
2.45 Rediffusions. La Tête de l'emploi ; 3.10, Broadway Magazine ; 4.00, La Syrie.

CANAL +

EN CLAIR JUSQU'À 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Naked in New York. ■ Film américain de Daniel Algrant (1993, v.o.). Avec Eric Stoltz.
15.15 Documentaire : Le Dernier Festin du crocodile. De David et Carol Hughes.
16.05 Cinéma : Etat second. ■ Film américain de Peter Weir (1994).
18.00 Le Dessin animé. Mot.
EN CLAIR JUSQU'À 20.35
18.28 Série : Les Zinzins.
18.30 Cyberflash.
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.

20.35 Documentaire : La Maillan. De Gilles Nadeau. *Un hommage à l'actrice de théâtre et de cinéma Jacqueline Maillan, décédée le 12 mai 1992, deux mois après la disparition d'un autre grand comique, Jean Poiret.*
21.25 Flash d'informations.
21.30 Cinéma : Pouic-Pouic. □ Film français de Jean Girault (1963).
22.55 Théâtre : Lily et Lily. Pièce de Barillet et Grédy, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jacqueline Maillan, Jacques Jouanneau, Francis Lemaire.
1.05 Moyen métrage : Crin Blanc. D'Albert Lamorisse.
1.45 Cinéma : Ricochet. □ Film américain de Russell Mulcahy (1991, 98 min).

LA CINQUIÈME

10.00 La preuve par cinq. Mitterrand et la République.
12.00 Au plaisir de Dieu [3/10].
13.00 Les Frères Jacques.
13.30 Attention santé.
13.35 Documentaire : Les Algues.
14.00 Magazine : A tous vents.
15.00 Omnisciences. Les Forêts.
15.30 Terra X.
16.00 Planète blanche.
16.30 Série : Rintintin.
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Documentaire : Les Grandes Inventions.
18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
18.25 Le Monde des animaux. Georges et les serpents.
18.58 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Lucky Luke (et 2.10). [19/26] Les Dalton courent toujours, de Philippe Landrot, d'après Morris.
19.30 Magazine : Reportage. Jeunes et sans avenir, de Helen Vest. *Portrait de deux jeunes Allemands de la Ruhr, prisonniers d'une situation économique catastrophique.*
20.00 Hommage à François Mitterrand. Reportages d'information sur les manifestations autour des obsèques de François Mitterrand.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45 ▶ Soirée thématique : Les Lobbies. Proposée par Laurent Guyot et Ariel Camacho.
20.46 Documentaire : A chacun son lobby. D'Ariel Camacho et Laurent Guyot.
21.05 Documentaire : Les lobbies sortent de l'ombre. D'Ariel Camacho et Laurent Guyot.
22.00 Cinéma : Monsieur Smith au Sénat. ■■■ Film américain de Frank Capra (1939, N., v.o.). Avec James Stewart, Jean Arthur, Claude Rains.
0.05 Documentaire : Fourrures à fleur de peaux. De Nigel Markham.
0.55 Documentaire : Shiva et la peur de potence. Le dernier film de la UFA, de Hans Georg Andres et Michaela Krützen.

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 22.00) 19.30 Journal de la TSR. En direct 20.00 Le Peuple singe. ■■ Film franco-indonésien de Gérard Vienne (1989). 21.30 Trente millions d'amis. 22.05 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.20 Correspondances. 22.30 La Marche du siècle 0.05 Tell quel. 0.30 Journal de France 3 Edition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (25 min).

PLANÈTE *19.05 Les Grands Maîtres de la* photographie. [6/6] Alfred Eisenstaedt. De Peter Adam. 19.40 Parrainage au Cambodge. De Guy Rechard. 20.35 Histoire de la marine. [1/7] A la découverte de la mer. De Daniel Costelle et Jean-Marc Leblon. 21.25 Hamadryas, les babouins d'Arabie Saoudite. De Jean-Yves Collet et Antoine de Maximy. 22.20 Les Oubliés de Calcutta. De Thierry Brunello, Christophe Gériment et Benoît Lange. 23.10 Tant que le monde sera. [6/6] De ce monde disparut Sinan, un des maîtres de l'architecture. De Suha Arin. 23.45 Vol au-dessus des mers. [4/11] *Crusader, le dernier des vrais chasseurs.* De J.D. Jones (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Noix de coco. ■ Film américain de Joseph Santley et Robert Florey (1929, N.). 22.40 Totalement cinéma. 23.05 Concert : Orchestre philharmonique de Rotterdam. Stravinski : le baiser de la fée. 0.00 Musiques en scènes. 0.25 Concert : Lionel Hampton and His Giants of Jazz. Enregistré en 1988 (80 min).

CANAL J 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites ; 18.20, Aventures dans un tableau ; 18.25, Série : Anna et le roi ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse ; 19.20, Codes secrets. 19.30, Série : La Rédac ; 19.55, La Mode et au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 Pink Floyd, the Wall ■ *Film américain d'Alan Parker (1982, v.o.).* 21.35 Quatre en un 22.05 Chronique du front. 22.25 Les Zozos. ■■ Film français de Pascal Thomas (1972). 0.00 Numéro un. Eddy Mitchell. Diffusé le 24 mars 1979 (65 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.00). Homicides et vieilles dentelles. 19.55 Corsaires et flibustiers. L'Or de Maracal. 20.20 Holmes et Yoyo. La Rançon. 20.45 Les Evasions célèbres (et 23.50) L'Esclave gaulois. 21.40 The Sweeney (et 0.45). Stoppo Driver. 22.30 Alfred Hitchcock présente Tête d'affiche.

EUROSPORT 19.45 Handball. Résumé. Coupe du monde 96. Groupe 1 : Suisse-République tchèque. 19.55 Handball. En direct. Coupe du monde 96. Groupe 1 : Suède-France. 21.30 Rallye. Résumé (et 1.00). *Grenade-Dakar 96. 12e étape : Kiffa-Kayes* (275 km). 22.00 Catch. 23.00 Boxe. Championnat de centre Angleterre. Poids lourds-légers. Michael Gale-Simon McDougall (60 min). 0.00 Sports de force (60 min).

MCM 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Clips non-stop (et 0.15, 1.00). 21.00 MCM Classic 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 Buzz Tee Vee. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Métal. 0.00 Médiamag (15 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Worst of Most Wanted. 21.30 Guide to Alternative Music. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 *News at Night.* 23.15 *CineMatic.* 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The Pulse. 0.30 The End ? (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.45 L'Impossible Monsieur Bébé. ■■■ Film américain de Howard Hawks (1938, N.). 20.30 Filles de la nuit. □ Film franco-allemand de Maurice Cloche (1957, N.). 22.00 Aux deux colombes. ■ Film français de Sacha Guitry (1949, N.). 23.30 Le Club. 0.50 ▶ Shock Corridor. ■■■ Film américain de Samuel Fuller (1963, N., v.o., 95 min).

CINÉ CINÉMAS 18.50 Opération dragon. ■ Film américain de Robert Clouse (1973). 20.30 Hombre. ■ Film américain de Martin Ritt (1966). 22.20 Les Enfants volés. ■■ Film italo-franco-suisse de Gianni Amelio (1991, v.o.). 0.10 Amazon. ■ Film finlandais de Mika Kaurismaki (1990, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le piano slave selon Pierre-Laurent Aimard (4). 20.30 Lieux de mémoire. Les Monuments Historiques (2). 21.28 Poésie *sur* parole. Dylan Thomas (4). 21.32 Fiction. La Colère du hanneton, de Marie-Geneviève Ripeau. 22.40 Nuits magnétiques. Paroles brutes pour nuits bleues. 3. Un samedi soir au commissariat de Rambouillet. 0.05 Du jour au lendemain. Anne Rabinovitch (Comme si les hommes étaient partis *en voyage*). 0.50 *Musique : Coda. Cent ans de* cinéma égyptien. La comédie musicale. 4. Le rôle de la censure. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 15 mai 1995, au Concertgebouw d'Amsterdam, dans le cadre du Festival Mahler, par l'Orchestre symphonique de la Radio du pays de Galles, dir. Mark Wigglesworth : Symphonie n° 10, de Mahler (révision de Deryck Cooke) ; Die Nacht, de Diepenbrock, Jard van Nes, contralto. 22.00 Soliste. Yuri Bashmet, alto : Sonate pour alto et piano, de Glinka. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Globokar, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France ; Œuvres de Paulet, par l'Ensemble Multifonia. 23.07 Ainsi la nuit. Sérénade sur des thèmes d'Anna Bolona de Donizetti, de Glinka, par l'Ensemble de Solistes de l'Orchestre symphonique national russe ; *Vingt-quatre préludes pour* piano, de Cui ; Berceuses, de Tchaïkovski, Balakirev, Chostakovitch, Gretchaninov, Glinka. 0.00 Tapage nocturne. Gavin Bryars, ou l'art de la consonnante dissidence : Naufrage du Titanic (extrait) ; Quatuors à cordes n° 1 et n° 2 (extraits), par le Quatuor Balanescu. 1.00 Les Nuits de France-Musique. *Programme Hector.*

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Evgueni Svetlanov, chef d'orchestre. Lohengrin, prélude de l'acte 3, de Wagner, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie ; Symphonie n° 3 1er mouvement, de Mahler, par l'Orchestre symphonique d'Etat de *Russie ; Concerto n° 2 pour piano,* de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Emil Gilels, piano ; Ouverture festive, de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie ; Quatuor n° 13, 2e mouvement, de Miaskovski, par le Quatuor Taneev de Leningrad ; Chant des bateliers de la Volga, de Glazounov, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie ; Symphonie n° 3, de Borodine, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie. 22.30 Les Soirées... (Suite). Evgueni Svetlanov, pianiste et compositeur. Trois pièces pour piano op 14, 20 et 31 : Marche du paladin / Pièce / Marche funèbre, de Medtner ; Poème *pour violon et* orchestre, de Svetlanov, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. Evgueni Svetlanov, Igor Oïstrakh, violon ; Trio n° 2 Elégiaque, de Rachmaninov, Leonid Kogan, violon, Fedor Luzanov, violoncelle. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les interventions à la radio

France-Inter, France-Culture, France-Musique, les 39 radios locales de Radio-France et Radio Bleue, RFI et RTL, rendent toute la journée hommage à François Mitterrand.

Radio Shalom, 94.8 FM, 18 h 30 : retransmission intégrale du discours de François Mitterrand, prononcé en 1982 devant le Parlement israélien.

La Cinquième invente l'abécédaire historique

Avec des extraits des Actualités Pathé, la série de la chaîne de la connaissance « L'ABC d'hier » illustre, chaque matin, un thème à partir d'une lettre de l'alphabet

B COMME BLUM, E comme Emeutes, S comme Staline... Du lundi au vendredi, dans « L'ABC d'hier », La Cinquième égrène, pendant six minutes, son alphabet historique. Diffusée depuis le 1er janvier – thème de ce jour inaugural : A comme Année nouvelle ! –, cette série est composée d'extraits des actualités filmées, réalisées par Pathé et projetées dans les salles de cinéma entre 1909 et 1976.

Le principe de l'émission est simple : à chaque lettre de l'alphabet correspond un thème, que l'on voit évoluer à travers les ans au gré d'images d'archives qui ont conservé leur commentaire et leur musique d'origine. Un exemple ? La séquence de la lettre « I » comme *Italiens* (programmée jeudi 11 janvier) offre un très rapide aperçu de l'histoire de l'Italie en six extraits : 1935, mobilisation fasciste à l'appel de Mussolini ; 1946, proclamation de la République ; 1947, misère à Rome ; 1950, éruption de l'Etna ; 1961, plan pour le Mezzogiorno ; 1974, crise gouvernementale.

« En créant « L'ABC d'hier », *nous avons cherché à améliorer notre précédente émission, « Au fil des jours », qui reposait sur le principe de l'éphéméride »*, explique Alain Lanzenberg, éditeur de ces courtes séquences. Cette conception, qui vise à atténuer l'aspect « zapping historique » de la première série, n'a cependant que partiellement atteint son but.

Les images s'enchaînent les unes à la suite des autres sans explication pour les restituer dans leur contexte, et sans mise en garde qui permette de les décrypter. Pas de plateau où l'on analyse les films que l'on vient de diffuser comme dans le magazine « Histoire parallèle » sur Arte. Pas non plus de commentaire en voix off pour donner des éléments d'information au jeune public de La Cinquième.

Sandrine Joublin, l'une des documentalistes œuvrant sur la série, argue du *« profond travail de réflexion qui précède le choix des extraits et qui a conduit, par exemple, à ne pas diffuser un sujet de 1941 sur l'exposition « Le juif et la France » dans « B comme Blum ». Même si ce document est très révélateur de la terrible vague de haine dont a fait l'objet l'homme du Front populaire, il aurait pu être mal compris et mal interprété »*, affirme-t-elle.

Il n'en reste pas moins que l'on peut s'interroger sur ce qu'un public possédant peu ou pas de culture historique retiendra de « L'ABC d'hier ». Comment un enfant percevra-t-il, par exemple, cet effarant film de propagande, réalisé pour le nouvel an 1942, qui montre le maréchal Pétain recevant *« des milliers de lettres de vœux de tous les enfants de France »*, tandis qu'une petite fille blonde vient se blottir dans les bras de *« celui qui a sauvé le pays »* ? Y verra-t-il un sympathique grand-père ou, à l'opposé, un étrange vieillard empêtré dans une scène grotesque ?

On regrette malgré tout l'horaire très matinal (6 h 10) de cet abécédaire, car il recèle souvent de surprenants trésors. Telle cette étonnante séquence d'une cérémonie de vœux où l'on voit Paul Reynaud – alors ministre des finances et non président du Conseil comme l'annonce le texte de présentation – déclarer que, *« si l'opinion publique française continue à* [nous] *soutenir, 1939 sera l'année du redressement économique et financier de la France... »*. Telles encore ces images émouvantes de l'enterrement de Léon Blum, larmes et drapeaux rouges mêlés...

Au-delà même de l'intérêt de ces documents d'archives, le véritable mérite de « L'ABC d'hier », c'est de faire voir l'évolution d'un média audiovisuel sur le long terme. La série permet aussi de découvrir que le mélange entre information et divertissement ne date pas d'hier et de s'apervevoir que, contrairement aux idées reçues, la mise en scène de l'actualité n'est pas une chose nouvelle...

Dorothée Tromparent

★ « L'ABC d'hier », La Cinquième, du lundi au vendredi à 6 h 10. Rediffusion de morceaux choisis : le dimanche à 8 h 45.

ON A LONGTEMPS HÉSITÉ ENTRE M COMME MILLE NEUF CENT HUIT ET M COMME MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DEUX.

PESSIN

Anonymes

par Luc Rosenzweig

TOUT LE MONDE en a fait, un jour ou l'autre, l'expérience : regarder à la télévision un événement auquel on a soi-même participé est une excellente leçon sur la perception, qui devrait être utilisée plus souvent par les professeurs de philosophie de terminale. Qu'il s'agisse d'un match de football, d'une manifestation, ou de tout autre rassemblement de foule, le vécu subjectif de l'individu participant est tout à la fois plus limité et immensément plus riche que l'image diffusée.

Aux Fabrice del Dongo du Parc des Princes ou des boulevards parisiens, il manque la vue d'ensemble, le don d'ubiquité des caméras, l'œil du réalisateur en régie qui choisit dans son mur d'images celle qui lui semble la plus belle ou la plus parlante. Mais en revanche, quelle moisson de sensations, de bruits, d'odeur échappe à celui auquel le monde n'arrive que par la voie hertzienne. Jamais la télévision ne pourra vous faire saisir furtivement le regard d'un inconnu qui croise le vôtre...

« Nous sommes tous des juifs allemands ! », criait la foule des manifestants venus le 24 mai 1968 protester contre l'expulsion de Daniel Cohn-Bendit. Sur la place de la Bastille, les milliers de gens rassemblés ne criaient rien, mais leur slogan aurait pu être : *« Nous sommes tous des anonymes ! »* L'exercice était inédit pour les journalistes et les réalisateurs de la télévision : filmer une foule quasiment immobile d'où les gens connus étaient absents. Dans les défilés ordinaires, la foule des anonymes sert de toile de fond à la mise en valeur des leaders qui se trouvent au premier rang : son essence est avant tout mathématique, objet de controverse entre la police et les organisateurs.

Il est significatif que les commentaires sur les images du rassemblement de la Bastille ne se soient pas attachés à évaluer le nombre des présents. A la fin seulement, après que la seule « vedette » de la soirée, Barbara Hendricks, eut chanté *Le Temps des cerises* en guise d'adieu, on s'entendit sur un chiffre neutre : *« plusieurs dizaines de milliers de personnes »*, dont l'avantage était de ne pas faire sens. L'anonyme, cette fois-ci, était vedette, et comme les journalistes sur place sont bien obligés de faire leur travail, ils s'efforcèrent de faire parler ces anonymes, donc de les extraire, ne serait-ce qu'un instant, de leur condition d'anonyme pour les transformer en personnages « représentatifs ». Cela ne fonctionnait pas trop bien, et il eût été préférable de n'en rien faire et de se contenter de promener les caméras sur les visages. C'est difficile pour une télévision plus accoutumée à voir le monde avec l'œil du peintre héroïque Jacques Louis David qu'avec le regard de Pieter Bruegel.

VENDREDI 12 JANVIER

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Dallas.
15.20 Série : Rick Hunter.
16.10 Série : Dingue de toi.
16.30 Jeu : Une famille en or.
17.05 Club Dorothée.
Drôle de vie ; Le Hit 99 ; Clip ; Jeux.
17.40 Série : La Philo selon Philippe.
18.05 Série : Les Années fac.
18.35 Série : Le Miracle de l'amour.
19.05 Série : Agence tous risques.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Téléfilm : Loin des yeux [1/2].
De Christian Faure, avec Véronique Jannot, Christian Brendel.
Une jeune chirurgienne accepte de pratiquer une opération très délicate sur son ancien professeur. L'intervention se passe mal et elle est condamnée à six mois d'interdiction d'exercer. Elle décide de partir pour l'Afrique, dans un hôpital de brousse. Décidément, l'humanitaire est devenu la spécialité de Véronique Jannot.

22.30 Magazine : Famille, je vous aime.
Présenté par Isabelle Quenin. Invitée : Sylvie Vartan.
23.50 Série : Secrets.
1.25 Journal, Météo.
1.40 Programmes de nuit.
Côté cœur ; 2.05, TF 1 nuit (et 2.40, 3.45, 4.15) ; 2.15, Nul ne revient sur ses pas ; 2.50, Histoires naturelles (et 4.25) ; 3.55, Mésaventures ; 4.55, Musique ; 5.05, Histoire de la vie.

FRANCE 2

12.20 Jeu : Les Z'amours (et 4.40).
12.55 Météo (et à 13.35).
12.59 Journal, Point route.
13.45 Série : Derrick.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.40 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10).
16.35 Des chiffres et des lettres.
17.05 Série : Quoi de neuf, docteur ?
17.35 Série : La Fête à la maison.
18.05 Jeu : Les Bons Génies (et 3.55).
18.40 Jeu : Qui est qui ?
19.15 Bonne nuit, les petits.
Gros Nounours enroué.
19.20 Studio Gabriel (et 1.10).
19.59 Journal, Rallye Grenade-Dakar, Météo, Point route.

20.55 Magazine : Bas les masques.
Présenté par Mireille Dumas. La Vérité sur l'adoption. Invités : le professeur Mattéi, pédiatre et généticien ; Pierre Pascal, président du groupe de réflexion sur le secret des origines ; Le docteur Dominique Jeanne Rosset, psychiatre ; Martine Bouillon, substitut du procureur au tribunal de Bobigny ; Le juge Ferrière.

23.05 Magazine : Bouillon de culture.
Présenté par Bernard Pivot. Rediffusion de l'émission du 14 avril 1995 consacrée à François Mitterrand et aux grands travaux réalisés sous ses deux septennats, du Grand Louvre à la Bibliothèque nationale de France.
0.10 Journal, Météo.
0.25 Programmes de nuit.
Rallye Grenade-Dakar ; 1.50, Envoyé spécial (rediff.) ; 4.25, 24 heures d'infos ; 6.00, Dessin animé.

FRANCE 3

11.50 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.05 Je passe à la télé.
14.35 Téléfilm : Une femme derrière l'objectif.
De Lawrence Schiller.
14.50 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
15.35 Série : Magnum.
16.20 Bravo la famille.
16.35 Les Minikeums.
17.45 Sur la piste du Dakar.
En direct.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
La Fabuleuse Histoire de l'athlétisme, de Robert Parienté.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08, Journal régional.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 Le Journal du Dakar. En direct. 13e étape : Kayes-Labé (512 km).
20.52 Consomag.

20.55 Magazine : Thalassa.
Vogue la galère, de Ramon Gutierrez et Christophe Bazille.

21.55 Magazine : Faut pas rêver.
Présenté par Sylbain Augier. Invitée : Evelyne Bouix.
22.55 Météo, Journal.
23.20 ▶ Magazine : Science 3.
Présenté par Elise Lucet. Quand la terre tremblera, de Serge Gordey.
0.15 Magazine : L'Heure du golf.
0.45 Feuilleton : Dynastie.
1.30 Musique Graffiti (15 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Relation dangereuse.
De Martin Davidson, avec Virginia Madsen, Chris Sarandon.
De retour chez lui après avoir passé un moment avec sa maîtresse, un séduisant quadragénaire découvre le corps sans vie de sa femme.
15.00 Série : Deux flics à Miami.
15.55 Boulevard des clips (et 1.00, 5.15).
16.40 Magazine : Hit Machine.
17.10 Série : Une famille pour deux.
17.40 Série : L'Etalon noir.
18.10 Série : Agence Acapulco.
19.00 ▶ Série : Code Quantum.
L'Enfer du disco.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
Présenté par Olivier Carreras.
20.35 Magazine : Capital 6 (et 23.25).

20.45 Téléfilm : La Belle et le Fantôme.
De Jack Bender, avec Jaclyn Smith, Corbin Bernsen.
En mal de sensations, une brillante avocate prend une licence de détective. Pour sa première affaire, elle va faire équipe avec un fantôme : un privé assassiné en 1948.

22.30 Série : Au-delà du réel, l'aventure continue.
Valérie 23.
23.35 Magazine : Sexy Zap.
0.00 Série : Le Monstre évadé de l'espace.
2.30 Rediffusions.
Jazz Dance ; 3.25, Fanzine ; 3.50, Culture rock ; 4.45, Starnews.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Full Metal Jacket. ■■
Film américain de Stanley Kubrick (1987). Avec Matthew Modine.
15.35 Surprises.
15.45 Le Journal du cinéma (rediff.).
15.50 Cinéma : Les Grincheux. □
Film américain de Donald Petrie (1993). Avec Jack Lemmon.
17.35 Court-métrage : Pierre et le Loup.
De Michel Jaffrennou.
18.00 Le Dessin animé. Mot.
18.30 Cyberflash.
En clair jusqu'à 20.35
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
20.30 ▶ Le Journal du cinéma.
Présenté par Isabelle Giordano.

20.35 Téléfilm : Véra va mourir.
De Tim Fywell, avec Helen Bonham Carter, Celia Imrie.
22.35 Dessin animé : Ça cartoon.
22.55 Flash d'informations.

23.00 Sister Act, acte 2. □
Film américain de Bill Duke (1993).
0.45 Christophe Colomb. ■
Film britannique de David McDonald (1949, v.o.).
2.20 Deux doigts sur la gâchette. □
Film américain de Deran Sarafian (1993, v.o.).
3.50 Le Triomphe des innocents. □
Film américain de James Glickenhaus (1993). Avec Scott Glenn.
5.30 Naked in New York. ■
Film américain de Daniel Algrant (1993, v.o., 87 min).

LA CINQUIÈME

12.00 Au plaisir de Dieu [4/10].
13.00 Fête des bébés.
13.30 Attention santé.
La Grippe.
13.35 Vaisseau Terre [1/10]
14.00 Le Siècle de l'espace [1/5].
15.00 Le Sens de l'histoire.
La Russie en guerre.
16.30 Série : Rintintin.
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Affaires publiques.
Les Symboles de la République.
18.15 Sang pour sang croco.
18.25 Le Monde des animaux.
Hans et les hippopotames.
18.58 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Documentaire : Aotearoa, le pays du long nuage blanc.
Art et culture des Maoris, de Thomas Hocke.
La renaissance culturelle des Maoris et la lutte pour la reconnaissance de leurs droits.
20.00 Magazine : Brut.
De Claire Doutriaux et Paul Ouazan.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Algéries.
[1/2] Des années déchirées. De Rachid Bouchareb, avec Jean-Claude Adelin, Hammou Graia.
Sétif, 1945. Deux jeunes soldats démobilisés, l'un Français, l'autre arabe, rentrent chez eux au moment de l'insurrection du 8 mai. Le film les suit jusqu'en 1956. Les déchirements des individus dans l'Histoire. Emouvant, bouleversant parfois.

22.05 Documentaire : Bons baisers du professeur.
De Barbara Den Uyl.
23.35 Documentaire : Roy Lichtenstein.
D'André S. Labarthe.
0.30 Cinéma : Pleins feux sur l'assassin. ■
Film français de Georges Franju (1960, N., rediff.).
2.00 Magazine : Music Planet.
Pop Galerie : Queen [1/2], de Rudi Dolezal et Hannes Rossacher (rediff., 60 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 22.00). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 22.05 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.30 Taratata. 23.50 Intérieur nuit. 0.35 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (25 min).
PLANÈTE 19.10 Saint Bernard et les domaines cisterciens en Europe. [3/3] Les Géants décapités. De Roger Wielgus. 19.40 Enesco, une symphonie du temps retrouvé. De Nicolae Marginsanv. 20.35 Staline. [2/3] Le Tyran. De Jonathan Lewis. 21.30 Retour vers l'oubli. De Christophe Naigeon. 22.35 L'Allemagne, la France et l'Air du temps. [1/2] Les Années d'illusion 1920-1945. De Claude Fléouter, Joachim Lang et Guy Andréani. 23.30 Les Grands Maîtres de la photographie. [6/6] Alfred Eisenstaedt. De Peter Adam. 0.05 Parrainage au Cambodge. De Guy Rechard. 1.00 Histoire de la marine. [7/7] A la découverte de la mer. De Daniel Costelle et Jean-Marc Leblon (55 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean Poiret : un prince sans rire. De Jean-Luc Seigle et Gilles Nadeau. 21.55 Musiques en scènes. 22.25 Ballet : La Bayadère. Enregistré à Covent Garden en 1991. 0.30 Paris Match Première (30 min).
CANAL J 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Aventures dans un tableau ; 18.25, Série : Anna et le roi ; 18.50, Oit et Oim ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, Série : La Rédac ; 19.50, Tip top clip et à lundi !
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invitée : Lynda Carter. 20.30 Série : Les Envahisseurs. Trahison. 21.20 Série : M.A.S.H. La Fontaine. 21.50 Destination séries. 22.20 Chronique moscovite. 22.25 Série : Dream On. Sexe, drogue et rock'n roll. 22.55 Série : Seinfeld. La Secrétaire. 23.25 Country Box. 23.45 La Semaine sur Jimmy. 23.55 Série : New York Police Blues. Episode no 30 (50 min).
SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.00). Amour quand tu nous tiens. 19.55 Série : Corsaires et flibustiers. Le Trésor des Hollandais. 20.20 Série : Holmes et Yoyo. Les Otages. 20.45 Série : Special Branch (et 23.50). Stand and Deliver. 21.40 Série : The Sweeney (et 0.40). Abduction. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Vengeance (30 min).
MCM 19.55 Mangazone. 20.00 Clips non-stop (et 0.30). 21.00 MCM Classic. 21.30 Eurotrash. 22.00 L'invité de marque. 22.30 *MCM Dance Club (120 min)*.
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Worst of Most Wanted. 21.30 Concert : John Mellencamp. Enregistré à Los Angeles, en 1992. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Oddities Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min).
EUROSPORT 19.00 Ski. Coupe du monde : Descentes messieurs, à Kitzbühel. 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A. 17e journée : Evreux-Pau-Orthez. 21.30 Rallye. Résumé (et 1.00). Grenade-Dakar 96. 13e étape : Kayes-Labé (510 km). 22.00 Catch. 23.00 Football. 0.00 Athletic Magazine (60 min).
CINÉ CINÉFIL 18.50 ▶ Shock Corridor. ■■■ Film américain de Samuel Fuller (1963, N.). 20.30 Le Club. Spécial Elia Kazan. 21.40 Le Lys de Brooklyn. ■■ Film américain d'Elia Kazan (1945, N., v.o.). 23.45 Le Président Haudecœur. ■ Film français de Jean Dréville (1939, N., 105 min).
CINÉ CINÉMAS 18.45 Téléfilm : Jusqu'à ce que le jour se lève. 20.05 Le Bazar de Ciné Cinémas. 21.00 Homicide. ■■ Film américain de David Mamet (1991). 22.40 La Double Vie de Véronique. ■■■ Film franco-polonais de Krzysztof Kieslowski (1991). 0.15 Evil Dead : La Mort diabolique. ■ Film américain de Sam Raimi (1982, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le piano slave selon Pierre-Laurent Aimard (5). 20.30 Radio archives. Le canal des deux mers - Histoire du canal du Midi. 21.28 Poésie sur parole. Dylan Thomas (5). 21.32 Black and Blue. Steve Coleman. Invité : Jean-Louis Chautemps. 22.40 Nuits magnétiques. Paroles brutes pour nuits bleues. 4. Une soirée au commissariat central de Vitry. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Cournot. 0.50 Musique : Coda. Cent ans de cinéma égyptien. La comédie musicale. 5. Le firmament des étoiles. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Avant-concert. 21.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de Notre-Dame de Paris, émis simultanément sur les radios de Leipzig, Francfort, Sarrebruck et Berlin, par le Chœur de Radio-France, la Maîtrise de Notre-Dame de Paris, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski, Kristian Johannsson, ténor : Grande Messe des morts op. 5 (requiem), de Berlioz. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Globokar, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Vinko Globokar. 23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes no 3, de Tanaïev, par le Quatuor Talan ; Elégie op. 3 no 1, de Rachmaninov ; Quintette pour piano et cordes op. 51, d'Arenski, par le Quatuor Lajtha. 0.00 Jazz club. Le quartette du saxophoniste Joe Henderson, avec Renée Resnes, Marlène Rosenberg et Sylvia Cuenca (enregistré en 1987). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Festival Piano aux Jacobins. Concert enregistré le 19 septembre 1995 à Toulouse, par Gerhard Oppitz, piano : Sonates op. 2 no 3 / Sonate no 32 op. 111, de Beethoven ; Rhapsodies op. 79 / Fantaisies op. 116, de Brahms. 22.30 Les Soirées... (Suite). In the South, d'Elgar, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Giuseppe Sinopoli ; Quatuor no 3, de Britten, par le Quatuor Lindsay ; Concerto pour violoncelle, de Walton, par l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, dir. Simon Rattle, Lynn Harrell, violoncelle. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
VENDREDI 12 JANVIER 1996

Dernier acte

par Pierre Georges

ROBERT BADINTER, un fidèle, rapporte dans *Le Nouvel Observateur* une phrase de François Mitterrand qu'il lui arriva de murmurer au chevet d'un ami mort : *« Lui seul ne sait pas qu'il est mort. »*

Phrase cruelle, lucide et ambiguë. François Mitterrand est assurément le seul aujourd'hui en France à ne pas savoir qu'il est mort. Nous le savions tous, tant et peut-être trop, dans ce deuil national et médiatique, dans ce deuil unanime, sinon unanimiste, pour ne pas suivre le défunt sur ce qu'il appela lui-même *« le chemin du passage »*.

Dans la préface qu'il fit pour le livre de Marie de Hennezel, *La Mort intime*, François Mitterrand parlait de ces civilisations qui osaient, elles, regarder la vieille ennemie familière en face. Et il écrivait : *« Comment mourir ? Nous vivons dans un monde que la question effraie et qui s'en détourne. »*

Ou qui s'en empare, la mort biologique intervenue, jusqu'à l'ivresse des mots et des images. Nous savions tous que François Mitterrand était mort. Et nous l'avons vérifié ce matin, comme une certitude processionnaire, en voyant le concret de la mort, ce cercueil drapé de tricolore sur les épaules de huit jeunes gens.

Les funérailles sont ce qu'elles sont. Et souvent, même ce que le défunt, « l'ignorant » dans son dernier choix de vivant, aura voulu qu'elles soient. Elles sont grandioses ou simples. Simples ou grandioses. Parfois les deux à la fois. Elles sont l'adieu pour tous, un geste de la main, et l'intime déchirement des proches.

Les funérailles sont affaire de vivants. On peut ne pas aimer les enterrements, ne pas vouloir les suivre au pas cadencé de la peine et de la pompe, trouver quelque artifice à cette liturgie d'Etat et aux accents répétés d'une marche funèbre, fût-elle de Chopin. On peut ne pas aimer le spectacle, fût-il parfaitement décent, de cette mort mise en scène comme un dernier spectacle. On peut enfin opter pour l'éternel précepte qui laisse aux morts le soin d'enterrer les morts.

Chacun devant ces choses-là a la réaction qui lui conviendra. C'est affaire personnelle. François Mitterrand qui fut tout, de son vivant, sauf « l'ignorant », avait choisi de régler lui-même le cérémonial de son départ. Sans doute pour échapper à ce tragique excès de zèle qui menace parfois les morts illustres. Il avait voulu le dépouillement et la secrète intimité des proches, le recueillement d'une petite église de province, la simplicité d'un cimetière charentais. Il avait voulu en somme ne pas se faire voler son enterrement.

Mais un président de la République n'échappe pas à sa mémoire et à son prestige. La République, elle aussi, a besoin de faire son travail de deuil. Ne serait-ce, elle, que pour s'émerveiller d'être encore et toujours vivante, par-delà les grands hommes. François Mitterrand, le non-ignorant, savait tout cela, et donc que son dernier voyage serait aussi son ultime acte politique.

C'est toute la gauche, ou une époque de la gauche, qu'il convia ainsi à le suivre. Et toute la droite, ou presque, qu'il pressentit affligée dans la certitude où il était que beaucoup de ses adversaires n'admirent jamais autant un homme de gauche que gisant. Un enterrement, on le sait depuis tant d'enterrements républicains du XIXe siècle, est aussi un lieu de mémoire politique, de rassemblement des idées, des regrets et des espérances. Et le 10 janvier n'échappe pas à cette règle politique du dernier acte.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 11 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20612,30	– 0,19	+ 2,56
Honk Kong index	10304,63	– 1,18	+ 3,06

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 10/01	Var. en % 09/01	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	1910,11	– 0,32	+ 2,04
Londres FT 100	3672,60	– 0,75	– 0,45
Zurich	1569,81	– 0,23	+ 2,61
Milan MIB 30	1007	+ 1,10	+ 8,16
Francfort Dax 30	2343,30	– 0,27	+ 3,96
Bruxelles	1621,30	– 0,22	+ 3,95
Suisse SBS	1454,50	– 0,69	– 0,21
Madrid Ibex 35	327,24	– 0,18	+ 2,24
Amsterdam CBS	332,60	– 0,30	+ 3,45

Tirage du *Monde* daté jeudi 11 janvier 1996 : 542 875 exemplaires

Mme Mitterrand exprime sa confiance aux médecins de l'ancien président

Selon le président du conseil de l'ordre, il a été « correctement soigné »

APRÈS LES DÉCLARATIONS critiques de Robert Mitterrand, le frère aîné de l'ancien chef de l'Etat, quant à la façon dont ce dernier a été soigné pour son cancer de la prostate (*Le Monde* du 11 janvier), Danielle Mitterrand, l'épouse de l'ancien président, a, mercredi 10 janvier en début d'après-midi, rendu public le communiqué suivant : *« Pour dissiper toute équivoque, Danielle Mitterrand et ses enfants remercient l'équipe médicale qui a accompagné François Mitterrand tout au long de sa maladie et lui conservent toute leur confiance. »*

Interrogé quelques heures auparavant sur Europe 1, le professeur David Khayat, chef du service de cancérologie médicale de l'hôpital Pitié-Salpêtrière (Paris), avait déclaré à propos de l'ancien chef de l'Etat : *« Il a été en fait très mal soigné. Lui qui était le premier des Français a probablement été soigné moins bien que le dernier d'entre nous : parce qu'il a été soigné par des charlatans qui ne sont pas des cancérologues, pas des urologues ou des radiothérapeutes. Des médecins un peu fous lui ont interdit de recevoir les traitements efficaces. Pendant des années, il n'a reçu que des poudres de perlimpinpin et des procédés tout à fait inefficaces pour traiter sa maladie. »* Pour ce spécialiste, une autre prise en charge médicalisée aurait permis à François Mitterrand de vivre plus longtemps, *« avec une qualité de vie bien meilleure »*.

Quelques heures plus tard, ce médecin précisait que l'ancien président de la République avait jusqu'à il y a *« quelques mois* [été] *remarquablement soigné »*.

« COMME TOUT CITOYEN... »

Cette polémique n'est en rien justifiée par les éléments connus du dossier médical de François Mitterrand. En 1981, le chef de l'Etat a, compte tenu du degré d'évolution de la lésion cancéreuse dont il souffrait et de la présence de métastases osseuses, bénéficié des meilleurs traitements disponibles à l'époque.

D'autre part, si l'ancien chef de l'Etat a bien suivi à partir de 1995 un traitement prescrit par le médecin homéopathe Philippe de Kuyper, ce traitement ne semble pas avoir nui aux thérapeutiques officielles, qui n'ont pas été interrompues. On ne peut donc conclure que les médications du docteur de Kuyper ont réduit l'espérance de vie de François Mitterrand.

Sur l'insistance de certains de ses proches, le chef de l'Etat avait auparavant consulté à Paris un spécialiste américain venu de Detroit, qui devait lui prescrire une chimiothérapie aux effets secondaires tels qu'elle a du être interrompue.

« Selon les informations dont je dispose, le président a été soigné de façon tout à fait correcte, a déclaré au *Monde* le professeur Bernard Glorion, président du conseil national de l'ordre des médecins. *Il a choisi lui-même ses médecins. Le secret médical a été respecté jusqu'au moment où le président a souhaité, pour des raisons de transparence, que l'opinion publique soit informée. Cette situation a duré jusqu'au dernier moment. Il a, au total, bénéficié de soins éclairés et ce même si, au dernier instant, il a souhaité avoir recours à d'autres thérapeutiques. Il s'agissait là de l'expression de sa liberté. Face à la polémique actuelle, je souhaite avoir des déclarations apaisantes. Un tel sujet ne devrait pas alimenter de querelles entre médecins. »*

Pour sa part, le conseil national de l'ordre des médecins *« exprime son inquiétude face aux déclarations parfois intempestives qui ont été faites à l'occasion du décès de François Mitterrand. L'ancien président de la République a droit, comme tout autre citoyen, au respect de la dignité et de la confidentialité, qui sont l'essence de l'exercice médical dans notre pays »*.

Jean-Yves Nau

A Jarnac, Noël en janvier

JARNAC (Charente)
de notre envoyée spéciale

Jeudi 11 janvier, la ville ne leur appartenait plus. Alors ils se la sont appropriée. Ils l'ont parcourue, humée, dévorée comme si elle allait disparaître. Mercredi, les habitants de Jarnac avaient un peu de cet air de père de famille bourgeoise à la veille du mariage princier de sa fille préférée. Mélancolique et fier, à la fois tranquille et profondément ému. Elle *n'était déjà plus tout à fait la même, leur ville*, avec ses murs hérissés de barrières métalliques, tendue de fils électriques, hantée par des milliers de visages inconnus. Mais pour quelques heures encore, on y échangeait des regards complices, on s'attardait chez le boulanger, on s'apostrophait familièrement chez le buraliste. *« Alors, toi aussi tu fais ton pèlerinage ? »* On bavardait au zinc des cafés en évoquant ses souvenirs à soi, le jour où « il » était venu acheter le journal, où « il » avait serré la main du père, embrassé la joue de la petite-fille, échangé quelques mots en musardant le long du quai.

Chacun avait sa fraction d'histoire « avec un grand H » que les plus bavards livraient plaisamment pour peu qu'on le leur demande. Des albums de famille ou du cadre sculpté bien en vue sur le buffet de la salle à manger, on a arraché la photo témoin : *« Là, vous voyez, c'est moi avec le président. »* Le libraire l'a exposée dans sa vitrine. L'autoproclamé *« peintre et poète charentais »*, Robert Hillairet, l'a scotchée à sa fenêtre devant les rideaux de dentelle au côté d'une lettre à en-tête du ministère de la culture signée Jack Lang l'informant que, à la demande du président de la République, il allait recevoir le Mérite.

On exhibe son morceau de François Mitterrand comme on ferait valoir ses états de bravoure militaire. Et lorsqu'on n'a pas la chance de posséder déjà un souvenir, on s'en fabrique pour plus tard. On va en famille redécouvrir l'église, on se fait prendre en photo devant les roses déposées au 22 de la rue Abel-Gay, *qui a vu naître l'ancien chef de l'Etat*, ou au pied du caveau familial dans le cimetière des Grand'Maisons. On vient signer le registre de condoléances ouvert à la mairie, dont le hall ne désemplit pas.

Les plus anciens, familiers sans doute des cérémonies d'anciens combattants, s'étaient regroupés mercredi sur la place du Château où ils commentaient les préparatifs du dernier hommage de la République à son président, avant que celui-ci ne soit rendu à l'intimité de sa famille. Dans la grande rue qui longe l'église Saint-Pierre où les haut-parleurs tout juste installés diffusaient la répétition générale de l'organiste de la paroisse, un enfant tirait sa mère par la manche : *« Viens, on va voir la vitrine du boulanger, elle est sûrement décorée. »*

A Jarnac, c'est Noël en janvier. La ville se raconte, s'écoute parler, se regarde et, ma foi, se trouve bien jolie. Rien d'étonnant, semble-t-elle se murmurer, à ce qu'un président l'ait choisie.

Pascale Robert-Diard

Les responsables de l'ARC se déchirent

LA SITUATION s'envenime au sein de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). Le groupe de travail chargé de remettre de l'ordre dans la gestion de l'ARC, composé des professeurs Alain Bernard, Wolf Fridman, Roger Monier, Léon Schwartzenberg, Maurice Tubiana et de l'ancien magistrat Yves Rocca, a fait savoir, mercredi 10 janvier, que le prochain conseil d'administration, convoqué le 25 janvier, avait pour seul ordre du jour *« le remplacement de Jacques Crozemarie »*, l'actuel président de l'association. Les « six » ont en outre fait savoir qu'ils entendent *« continuer à travailler »* avec le docteur Thierry Hercend, directeur-délégué de l'ARC brutalement licencié par Jacques Crozemarie le 9 janvier.

Pour sa part, le président de l'ARC, dans une interview au *Figaro* (daté 11 janvier), fait savoir qu'il est prêt à se retirer à la condition que *« l'assemblée générale en décide ainsi »*. *« Mais pas sur un diktat d'une sous-commission de six membres du conseil d'administration sur trente et un réunis en secret »*, ajoute aussitôt Jacques Crozemarie, affirmant vouloir que l'on fasse *« toute la lumière sur les comptes de l'ARC »*.

A en juger par l'attitude de M. Crozemarie, il est à craindre que l'on assiste d'ici peu à un grand déballage. Furieux de se voir débarquer par des membres du conseil d'administration qui, il y a peu, ne trouvaient rien à redire à la façon dont l'ARC était dirigée, M. Crozemarie pourrait fort bien expliciter à sa façon la manière dont l'Igas, dans son rapport de 1990, appréciait le fonctionnement du conseil d'administration : *« Bon nombre des membres de ce conseil apparaissent comme des privilégiés dans ces attributions* [des crédits d'aide à la recherche] *et, partant, comme des obligés du président »* (*Le Monde* du 9 janvier). Plusieurs des membres du « groupe des six » étant particulièrement concernés par ces remarques, on voit mal comment la seule éviction de M. Crozemarie pourrait permettre le « sauvetage » de l'ARC.

F. N.

■ **OCÉANOGRAPHIE : *La Calypso*, le premier navire du commandant Cousteau, a coulé,** lundi 8 janvier, dans le port de Singapour, à la suite d'une fausse manœuvre d'une barge qui a heurté l'ancien dragueur de mines à la coque de bois. Une équipe s'est rendue sur place pour procéder à son renflouement.

Le nombre de chômeurs pourrait augmenter de nouveau en 1996

JACQUES CHIRAC a-t-il déjà perdu la bataille de l'emploi en 1996 ? La question mérite d'être posée après la publication, par *La Tribune-Desfossés* du jeudi 11 janvier, d'une étude confidentielle du ministère du travail et des affaires sociales. Réalisée par la Délégation à l'emploi, ce document indique que, après une baisse de 50 000 en 1995, la France pourrait compter 121 000 chômeurs de plus cette année avec une croissance de 1,7 % seulement et 169 000 de plus si elle ne dépasse pas 1,3 %. La première hypothèse mérite d'être retenue au moment où le gouvernement s'apprête à réviser ses prévisions de croissance à 1,8 % ou 1,9 % pour 1996 (contre 2,8 % dans le budget 1996). De son côté, la banque Indosuez table désormais sur une évolution du PIB de 1,4 %, et le Centre de prévision de *L'Expansion* sur 1 % seulement.

Ces perspectives sont d'autant plus embarrassantes pour le gouvernement que ses mesures de soutien à l'emploi *« joueraient un rôle limité »*, note la Délégation à l'emploi. La baisse des charges sociales et le contrat initiative-emploi (CIE), mesure-phare du programme de M. Chirac, ne permettraient qu'une baisse du nombre de chômeurs de 30 000 en 1995 et de 5 000 cette année. Le CIE bénéficierait bien à 311 000 chômeurs en 1996, mais il aurait un impact modeste : *60 000 « chômeurs évités »* en 1995-1996, le reste relevant d'un effet d'aubaine pour des employeurs pouvant ainsi embaucher à bon compte. Le nombre net de postes créés grâce à la politique de soutien à l'emploi tomberait de 133 000 l'an dernier à 50 000 cette année, notamment en raison de la réduction du nombre des contrats emploi-solidarité, qui se traduirait par 100 000 chômeurs de plus. A ces retombées limitées des aides publiques, s'ajouterait une augmentation de la population active l'an prochain (plus 175 000 personnes).

■ **INFLATION : les prix à la consommation ont progressé de 2,1 % en 1995.** Publiée jeudi 11 janvier par l'Insee, cette estimation provisoire, en glissement, prend en compte une hausse des prix de 0,1 % en décembre. En 1994, l'inflation avait atteint seulement 1,6 %, son plus bas niveau, en France, depuis 1956.

Du jeune provincial à l'homme d'Etat

Le Monde

Les grandes batailles des deux septennats

VENDREDI 12 JANVIER 1996

François Mitterrand sous l'œil du « Monde »

par André Laurens

FRANÇOIS MITTERRAND et *Le Monde* ont, l'un et l'autre, si l'on peut dire, fait carrière ensemble depuis la fin de la guerre. Il est naturel de s'interroger sur ces rapports, si souvent mis en cause, le plus souvent à tort et à travers. Il en avait également été ainsi du temps du général de Gaulle et, pour une période plus brève, à propos de Pierre Mendès France. *Le Monde* a, tour à tour, soutenu et combattu le général de Gaulle ; il a adhéré à l'élan « mendésiste » qui mit fin à la première guerre d'Indochine en 1954, parce que cette expérience politique s'inscrivait dans une modernisation de la société qu'il incarnait et parce qu'elle séduisait, par là, nombre de ses rédacteurs.

Qu'en fut-il avec François Mitterrand ? Le jeune ministre de la IV[e] République ne manquait pas de séduction, mais il était à la fois trop isolé et trop inscrit dans le système pour représenter alors une force politique apte à plaire au *Monde* en raison de sa capacité à réformer le régime exclusif des partis (que le général de Gaulle n'était pas seul à déplorer). Il était un ministre, sans doute plus intéressant que d'autres, un personnage affirmé et peu connu, en dehors des liens qui pouvaient le rapprocher de certains journalistes. Le véritable lien était, au reste, Georges Dayan, qui le faisait bénéficier de sa caustique convivialité. Il est significatif qu'un des premiers portraits que *Le Monde* ait publiés de François Mitterrand, en 1965, ait été intitulé : « Un personnage de roman ». Cela montre qu'on en savait peu à son sujet. Et, à la lecture du texte, qu'on ne cherchait pas à en savoir plus, par exemple sur l'authenticité de la fameuse francisque ! A chaque époque, sa curiosité ! Dans les débuts de la V[e] République, François Mitterrand se distingue par son opposition à de Gaulle et aux nouvelles institutions. *Le Monde*, fût-ce avec des réserves et des précautions, et non sans désaccords internes, avait approuvé le changement intervenu. François Mitterrand a l'honneur de ses colonnes en tant qu'opposant résolu et comme acteur jouant – et joué – du faux attentat de l'Observatoire. Ce n'est pas ce genre de manifestation qui pouvait lui attirer la bienveillance du journal. Sans vouloir l'accabler, Pierre-Henri Simon, éditorialiste, écrira : *« Il a accepté le jeu de ses adversaires – là est sa grande faute – et il s'est fait jouer. »* Pierre Viansson-Ponté, chef du service politique, se montrera personnellement plus sévère dans l'un de ses ouvrages, en reprochant à François Mitterrand de lui avoir menti.

Cet isolement relatif sera la chance d'un personnage de roman resté ambitieux, puisqu'il lui permettra de devenir le candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1965. Cet engagement arrangera bien les partis politiques affaiblis et peu disposés à aller directement au feu dans une bataille jugée perdue d'avance face au général de Gaulle. Au moment du choix du premier tour, où figurent l'opposition centriste avec Jean Lecanuet et, autour de Jean-Louis Tixier-Vignancour, l'opposition d'extrême droite forte des partisans de l'ex-Algérie française, Hubert Beuve-Méry s'interroge : *« Est-il si chimérique d'espérer que, un certain dégel du bloc oriental aidant et les communistes français n'étant plus comme naguère dans la stricte obédience du Kremlin, une grande formation de gauche vienne à se constituer avec des cadres neufs et une idéologie renouvelée ? »* Question essentielle dans la société politique française de l'époque, qui explique la logique des engagements du *Monde* pour d'autres consultations à venir. Au second tour, Hubert Beuve-Méry se demande si le temps n'est pas venu de changer de pilote, bien qu'il ait des doutes sur la majorité qui pourrait durablement soutenir le candidat Mitterrand. On voit bien qu'il n'y a pas de véritable élan pour cette éventuelle alternance et son challenger impromptu ! Cependant, ceux qui ont suivi la campagne du candidat de la gauche ont noté, outre les talents de tribun populaire du candidat, l'adhésion que rencontre le mythe retrouvé de l'union de la gauche.

A partir de là, et après bien des déboires et digressions, c'est cette dynamique de l'union qui retiendra l'attention du *Monde* et que le journal soutiendra, dans ses commentaires mais, plus encore, dans la place qu'il lui fera. Le directeur d'alors, Jacques Fauvet, n'est pas en reste, en accord sur ce point avec le service politique dirigé par Raymond Barrillon, sinon avec tous les rédacteurs. Au sein de la rédaction, en effet, certains n'hésitent pas, dans des domaines qu'ils connaissent bien, à exprimer réserves ou critiques. L'idée plusieurs fois reprise par Jacques Fauvet, pour tenter de convaincre prudemment les lecteurs-électeurs avant les grandes consultations législatives ou présidentielles de la période, est que le maintien de la gauche dans l'opposition écarte du pouvoir la plus grande part de la population active et des jeunes, et qu'il n'y a pas de majorité à gauche possible sans le concours du Parti communiste. Cette approche sociologique peut paraître artificielle aujourd'hui, mais ce serait oublier qu'à l'époque les sensibilités se réclamant de la gauche se sentaient cantonnées dans l'opposition depuis près de trente ans !

> Le jeune ministre de la IV[e] République ne manquait pas de séduction, mais il était à la fois trop isolé et trop inscrit dans le système pour représenter alors une force politique apte à plaire au *Monde*

Au premier chef, donc, c'est l'adhésion à la nécessité démocratique de l'alternance qui fonde le parti pris du *Monde*. Il se trouve que François Mitterrand a su se faire le porte-parole de cette aspiration et l'artisan de la stratégie qui la sous-tendait. Jusque-là, *Le Monde* a plus accompagné cette aventure collective qu'il n'a soutenu personnellement son leader. On peut lui reprocher de ne pas avoir cherché quel était exactement le personnage qui se dissimulait éventuellement sous ses nouveaux atours, mais, dans l'instant, cela n'apparaissait pas comme le problème principal : on s'inquiétait plutôt des intentions, ou arrière-pensées, de ses alliés communistes. Plus fondée serait, sans doute, l'accusation d'avoir trop facilement accepté ou pas suffisamment critiqué, encore qu'il l'ait été par plusieurs rédacteurs spécialisés, le contenu d'un programme commun de la gauche qui était plus porteur de promesses risquées que de solutions appropriées à la société française. Ce programme ne fonctionnait-il pas, avant même d'être réduit à une centaine de propositions, plutôt comme un symbole de l'union que comme un véritable contrat de gestion ? Il n'empêche : c'est sur lui, sur l'éventuel accès des communistes au gouvernement, sur les réactions de l'environnement international que portaient les interrogations de l'époque.

> En 1965, Hubert Beuve-Méry se demande si le temps n'est pas venu de changer de pilote, bien qu'il ait des doutes sur la majorité qui pourrait soutenir le candidat Mitterrand

Après la victoire de la gauche, en 1981, *Le Monde* a vécu pleinement l'état de grâce. Six mois après l'élection de François Mitterrand, Jacques Fauvet rend hommage à l'humanisme du chef de l'État, qui vient de s'exprimer sur divers sujets dans une conférence présidentielle. Là encore, il faut revenir au climat de l'époque : il y avait ceux qui cachaient leurs capitaux, qui craignaient de se voir spolier dans leur patrimoine, qui ne comprenaient pas que le pouvoir ait pu leur échapper, et ceux qui s'estimaient mieux représentés à la tête de l'Etat, après le règne sans partage des gaullistes, la crispation pompidolienne, succédant à l'explosion de Mai 68, et l'intermède, qui n'avait pas tenu ses promesses, de Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1981. Logiquement, la gauche aurait pu accéder au pouvoir sept ans auparavant.

Le Monde a payé cher le succès de ses engagements : il fut perçu, accepté ou subi, comme un journal proche de la gauche, parce que celle-ci, mais pas seulement elle, se réclamait de valeurs proches des siennes (même si la gauche ne les mettait pas toujours en pratique dans l'exercice du pouvoir). Ses lecteurs plutôt engagés dans l'autre camp lui en ont voulu d'avoir favorisé la victoire de M. Mitterrand. A leurs yeux, le journal avait cessé d'être objectif en couvrant de tels risques.

La nature reprenant vite le dessus, *Le Monde* devait retrouver sa fonction critique qui, comme on sait, s'exerce plus naturellement à l'égard du pouvoir : dès lors, il s'aliénait la sympathie de certains de ses lecteurs de gauche, qui attendaient autre chose de lui, pour quoi il n'était pas fait.

On ne va pas recenser, ici, les points d'accrochage entre le nouveau pouvoir issu de l'élection présidentielle de 1981 et notre journal. De la contestation d'une politique économique incertaine, et bientôt changée, à la révélation des premières « affaires » (celles des prétendus terroristes irlandais, du *Rainbow-Warrior*), le contentieux n'a cessé de s'aggraver, ce qui n'excluait pas l'approbation d'autres actes politiques. La gauche, plus que la droite, veut être aimée, quoi qu'elle fasse : il n'est évidemment pas dans la vocation d'un journal comme *Le Monde* de se prêter à ce genre de rapports. C'est peu dire que ceux qu'il a entretenus avec le président de la République, après le départ de Jacques Fauvet, ont été distants, en dehors des figures imposées de la vie politique. En 1988, pourtant, à la veille d'un nouveau septennat, et après la parenthèse de la première cohabitation, *Le Monde*, par la plume de son directeur, André Fontaine, se demande, plutôt positivement, s'il ne convient pas de maintenir en place un président qui s'est révélé un *« réconciliateur des Français »*. Après quoi, la fonction critique reprend d'autant plus ses droits qu'elle trouve toujours matière à s'alimenter.


LE MONDE / MARDI 9 JANVIER 1996 / I

Le Monde

LA MORT DE FRANÇOIS MITTERRAND

DU « FLORENTIN » AU PRÉSIDENT DE TOUS LES FRANÇAIS
La double métamorphose qui a conduit l'habile ministre de la IV[e] République à devenir le porte-parole de la gauche, et le chef de parti à se réincarner en père de la nation. page II

SUR UN GISANT
Peu d'hommes, en mourant, se rapprochent à ce point de leur vérité. Vivant, François Mitterrand pratiquait le silence du néant. Par Bertrand Poirot-Delpech. page II

L'ITINÉRAIRE D'UNE VIE
La chronologie d'une carrière politique bien remplie et les regards que Jean-Marie Colombani et Plantu portent sur celle-ci. pages III, IV et V

PORTRAIT DU PRINCE
Vue par Régis Debray, la personnalité d'un « aventurier posé », dont l'œuvre aura principalement été son propre personnage. pages VI et VII

SES PRINCIPALES DÉCLARATIONS
Le socialisme, les institutions, l'Europe, la société d'économie mixte, l'argent, Vichy, la cohabitation... Extraits de discours et d'interventions où le verbe est roi. page VIII

François Mitterrand le roman d'une vie *par Jean-Marie Colombani*

> Au cours des dernières années, les rapports ont été distants, en dehors des figures imposées de la vie politique

Dès lors qu'il était durablement installé au pouvoir, dès lors que sa stature présidentielle l'emportait sur sa fonction emblématique au sein de la gauche, dès lors qu'il pesait de toute sa personnalité et si longuement sur le cours de la vie politique française, il était naturel et souhaitable que François Mitterrand devînt l'objet d'une tout autre attention de la part des médias. D'autant plus que, dans le système déjà si personnalisé de l'Etat en France, il a introduit un mode de fonctionnement dans lequel ses proches, ses partisans, ses amitiés, ses inclinations, ses caprices, sont déterminants, sans que l'on en soit toujours informé. Sauf si la presse se met en devoir de le faire. C'est l'une des tâches que prétend assumer *Le Monde*, qui n'est pas toujours compris pour cela. Le comble, s'agissant de sa vocation à informer, c'est qu'on puisse lui reprocher, d'une part, de n'avoir pas dit plus tôt ce qu'il ne savait pas et qu'il ne pouvait pas savoir, ou qui ne se posait pas avec la même acuité ; d'autre part, de ne pas s'en tenir aux vérités que les hommes publics voudraient bien accepter de révéler au moment et à un degré qui leur paraissent bons et suffisants !


(Le Monde *du 12 septembre 1994.*)

PREMIERS PAS DANS UN PAYS EN GUERRE

La troisième évasion

● Le 8 mai 1981, au cours du dernier meeting de la campagne présidentielle, François Mitterrand déclare :
« En 1940, j'avais 23 ans : prisonnier de guerre, je me suis évadé deux fois, rencontrant au passage les tribunaux de guerre allemands et les commandos de discipline, avant de repartir pour la troisième fois, qui, comme chacun sait, fut la bonne.(...)
» J'avais 26 ans quand je suis parti pour l'Angleterre, une nuit, dans un petit avion monomoteur (...). J'avais 27 ans quand de Gaulle m'a reçu à Alger, 27 ans quand je suis revenu d'Angleterre, en pleine guerre, dans la cale d'une vedette rapide au travers de la Manche. (...)
» J'avais 27 ans quand le général de Gaulle m'a chargé d'occuper, l'arme au poing, les ministères qu'il m'avait confiés dans le gouvernement insurrectionnel. (...)
» J'avais 28 ans quand le général Kœnig m'a fait chevalier de la Légion d'honneur, au titre de la Résistance, à l'âge où d'autres ne font que commencer. »
(Le Monde *daté 10-11 mai 1981.*)

« La France en rose des cartes de mon enfance »

Un jeune bourgeois antimilitariste sur la ligne Maginot, au stalag, à Vichy puis à Londres

« JE ne suis pas né à gauche, encore moins socialiste. Il faudra beaucoup d'indulgence aux docteurs de la loi marxiste, dont ce n'est pas le péché mignon, pour me le pardonner. J'aggraverai mon cas en confessant que je n'ai montré par la suite aucune précocité. »

Il est vrai que François Mitterrand n'est pas un « fils du peuple » et que c'est en milieu bourgeois, sinon douillet, qu'il fait le premier apprentissage de la vie. Né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charente), il est le fils de Joseph Mitterrand, agent de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, qui, trois ans après la naissance de son cinquième enfant (il en aura trois autres après François), opte pour la retraite anticipée plutôt que pour la direction de Paris-Austerlitz et entre dans les affaires pour devenir président de la Fédération des syndicats de fabricants de vinaigre de France. Sa mère, Yvonne Lorrain, dont l'un des frères, Robert, fit partie de l'équipe fondatrice du *Sillon* de Marc Sangnier, est fille d'un notable de la région de Cognac qui gère de grosses affaires.

Les premières années s'écoulent entre la maison de Jarnac, où l'on est avant tout libéral et où *« on lit aussi bien Zola que Lamennais »*, et la demeure de Trouvent, à quelques dizaines de kilomètres, où résident les grands-parents maternels de François Mitterrand. Promenades, lectures nombreuses, parties d'échecs avec le grand-père – *« papa »* – qui le forment au goût de la réflexion et aussi du silence. Intense gourmandise aussi pour l'histoire et la géographie, *« ma plus chère et ma plus vieille amie, avec la France en rose et l'Allemagne en vert des cartes de mon enfance »*.

Il excelle en ces matières et en quelques autres aussi – il sera envoyé à Bordeaux pour un concours d'éloquence qu'il remportera – au collège Saint-Paul d'Angoulême, où il entre à l'âge de dix ans et fait toutes ses études secondaires.

Il a dix-sept ans lorsqu'il « monte » à Paris, où il s'inscrit simultanément en droit à la Sorbonne et à Sciences-Po, résidant au foyer des Pères maristes de la rue de Vaugirard qu'avait connu quelque vingt-cinq ans avant lui l'un de ses « correspondants » à Paris, François Mauriac. Les études et les examens – licence de droit, début de doctorat – ne l'empêchent pas de goûter aux autres nourritures qu'offre la capitale : *« Les amis que je m'y fis (...) étaient plus férus de musique et de littérature que de politique. Grâce à eux, j'approchai Erik Satie, Honegger et Stravinsky avant Doumergue et Daladier. La NRF et le surréalisme nous ouvrirent les portes d'un monde qui nous était inconnu plutôt qu'interdit. J'écrivis de petits articles dans les revues confidentielles. Tout de même, j'étais avide d'une époque qui m'avait accueilli au Quartier latin dans la bourrasque de 1934. J'allais écouter Thorez et Doriot, Blum et La Rocque. »*

LE SURSAUT DE 1936

Serait-ce un éclectique que cet adolescent au fin visage ? Non pas : *« D'instinct, j'éprouvais de l'horreur pour Franco, sa bande et sa bandera. »*

Fut-il jamais tenté de militer du côté de l'extrême droite ? Il s'en défend non sans ruse : *« Une légende subtile veut que j'aie appartenu à l'Action française... Que peut répondre l'accusé qui a la charge de prouver son innocence ? Rien. Nier serait s'abaisser. Et pourquoi répondre ? S'il était vrai que j'eusse été d'extrême droite dans ma jeunesse, je jugerais plus honorable d'être où je suis aujourd'hui que d'avoir accompli le chemin inverse, où l'on se bouscule, semble-t-il. »*

Si l'automémorialiste ne se trompe pas sur ce qu'il fut trente-trois ans plus tôt (*Ma part de vérité* fut écrit en 1969), le François Mitterrand de vingt ans, amateur de réunions littéraires et *« fanatique de jazz »* prête peu d'attention aux activités des ligues de droite, et, si on l'en croit, c'est plutôt le sursaut de 1936 qui l'enchante et le trouble : *« J'aimais que mes vingt ans fussent au commencement d'un monde dont la délivrance m'exaltait sans que j'eusse approché ses douleurs. Ce n'était pas un choix politique, et je ne distinguais pas les forces en présence, je n'avais pas de clef, mais, sans en comprendre les raisons, je croyais distinguer de quel côté étaient le droit et la justice. »*

Sans doute en avait-il eu déjà quelque idée dans un milieu familial *« qui tenait les hiérarchies fondées sur le privilège de l'argent pour le pire désordre »*, mais c'est un peu plus tard qu'il accède à une prise de conscience véritable.

En même temps qu'un deuxième diplôme d'études supérieures de droit, il fait sans passion, au moment où éclate la seconde guerre mondiale, son service militaire. *« J'étais antimilitariste »*, écrira-t-il. Son frère Jacques, saint-cyrien, aujourd'hui général, nuance un peu, mais sans démentir vraiment : *« En fait, il a fait sa préparation militaire supérieure de façon très fantaisiste. »* En tout cas, à l'automne 1939, le frère aîné, Robert, polytechnicien, et le frère puîné, Jacques, partent avec des galons, tandis que François, « deuxième classe » affecté au 23ᵉ régiment d'infanterie coloniale, est envoyé couvrir la ligne Maginot du côté de la frontière belge.

Le 14 juin 1940, jour même où les Allemands entrent à Paris, François Mitterrand est blessé près de Verdun, transféré à Lunéville. Il se retrouve près de Cassel, au stalag IX A, où il éprouve violemment que l'homme est un loup pour l'homme.

L'absence de liberté lui est intolérable, mais François Mitterrand, transféré au stalag IX C, près de Weimar, devra parcourir plus de 600 kilomètres à pied, jusqu'à la frontière suisse, s'il veut échapper aux liens. Il se prépare minutieusement, mettant biscuits de soldat et morceaux de sucre de côté, et file dans l'obscurité du petit matin du 5 mars 1941, faussant compagnie à son commando de travail, avec l'abbé Leclerc, qui deviendra curé de Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier). Vingt-deux nuits de marche les conduisent à une lieue de la libre Suisse, mais c'est le pépin : traversant le village d'Egesheim avant que la nuit ne soit tombée – la hâte d'arriver, bien sûr –, ils sont repérés. Prison à Spechingen et transfert au stalag IX A.

MISSION À ALGER

A la troisième tentative, l'évadé se retrouve, en mai 1942, après quelques semaines de repos à Saint-Tropez, chez des amis de son père, dans la capitale de la France non occupée. Il trouve à Vichy un emploi dans un organisme semi-officiel d'aide aux prisonniers de guerre. Ses activités lui valent de recevoir une francisque qui lui sera cent et mille fois reprochée. *« J'étais à Alger*, précise-t-il, *en mission pour la Résistance, quand le décret m'attribuant cette décoration fut pris, à l'automne 1943. Je ne l'ai donc jamais reçue... J'étais à cette époque vice-président du centre d'entraide des prisonniers de guerre. Vichy a offert la francisque à tous les dirigeants de cette organisation. Pour des gens comme moi, engagés de l'autre côté, c'était une couverture merveilleuse. »*

Effectivement engagé *« de l'autre côté »*, devenu résistant *« sans problème déchirant »*, François Mitterrand, surnommé « Morland », établit divers contacts, et, *« de fil en aiguille »*, est chargé d'une mission à Alger en novembre 1943. C'est le premier contact avec Charles de Gaulle, dont il est permis de penser qu'il est à l'origine d'un malentendu et d'une incompréhension fondamentale. Incompatibilité d'humeur, même :

« Le général de Gaulle me reçut. Ses premiers mots furent pour s'étonner de mon transport par avion anglais. Je fus confus de n'avoir pas songé à m'enquérir de la marque et de la nationalité de cet avion, et d'avoir cru qu'entre Londres, Gibraltar et Alger, en pleine guerre, ce mode de communication pouvait être considéré comme normal. Le reste de l'entretien fut aimable. Néanmoins, comme j'hésitais à accepter de fondre en une seule formation et sous l'autorité de l'un de ses neveux, ainsi qu'il me l'ordonnait, les trois organisations de prisonniers de guerre qui militaient dans la Résistance, il me donna congé froidement...

Beaucoup plus tard, un document (il est toujours en ma possession) m'apprenait que, pendant mon séjour à Alger, il avait été proposé au général de Gaulle, par l'un de ses familiers, d'expédier sur le front d'Italie ce voyageur de peu de foi gaulliste qu'on avait sous la main... Je ne saurai jamais si j'ai dû d'éviter cette inflexion du destin à la mansuétude du chef de la France libre ou à la hâte que j'avais mise à rejoindre mes camarades de la Résistance intérieure. »

Le *« voyageur de peu de foi »* gaulliste poursuit en effet en France ses activités de président du Mouvement national de prisonniers de guerre et déportés. Il rencontre une jeune fille qui deviendra la plus jeune médaillée, Danielle Gouze, fille d'enseignants de Cluny, dans la maison desquels Bertie Albrecht, l'une des plus pures figures de la Résistance lyonnaise, trouve son dernier refuge avant d'être arrêtée et assassinée par la Gestapo. François Mitterrand et Danielle Gouze se fiancent au printemps 1944. Ils se marieront à Saint-Séverin, le 28 octobre 1944, et auront deux fils, Jean-Christophe et Gilbert.

Raymond Barrillon

(Le Monde *du 12 mai 1981.*)

Le Monde

La France et l'U.R.S.S. ont conclu un traité d'alliance et d'assistance mutuelle

prévu pour une durée de vingt ans

L'ALLIANCE franco-soviétique

LE RETOUR A PARIS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

AU CONSEIL DES MINISTRES

A NOS LECTEURS

LA CRISE GRECQUE

TEXTE DU PACTE

LA WEHRMACHT CONTRE-ATTAQUE aux confins belgo-luxembourgeois

Dans la plaine d'Alsace l'ennemi s'efforce d'élargir ses positions

La vie littéraire

LE GENERAL DE GAULLE ET SES TEMOINS

par Emile Henriot

19 décembre 1944

Sur les traces du résistant « Morland »

LE 26 février 1944, François Mitterrand n'avait *« pas eu le temps d'admirer le paysage »*, et pour cause. C'est par une nuit sans lune, comme toutes celles choisies par les passeurs britanniques et bretons qui organisaient les aller et retour des agents de la Résistance, que, le mardi 8 octobre 1985, au deuxième jour de sa visite en Bretagne, M. Mitterrand est revenu sur les lieux de l'un de ses passages entre la Grande-Bretagne et la France, sous l'occupation allemande, à Beg-An-Fry, près du bourg de Guimaec (Finistère). Il y a rencontré *« des gens très courageux »*, les sœurs Jacob, qui l'ont hébergé à l'époque, la veuve de Louis Mercier, le mareyeur, qui, dans sa camionnette, l'a conduit jusqu'à la gare de Morlaix.

La mer était plus haute que cette nuit-là, et plus *« chahutée »*. Le capitaine Morland – c'était son nom de résistant – a remonté le fil du temps, aperçu au large le rocher enrobé d'écume derrière lequel se cachait la vedette britannique qui l'avait mené là, la pointe rocheuse où subsistent les ruines d'un blockhaus allemand. Il a parcouru du regard le trajet – 2 kilomètres – qu'il a effectué à la rame, doté d'une boussole et d'une vague direction jusqu'à la plage et au raidillon qui conduit à la lande. *« J'avais l'impression de faire un bruit terrible avec les rames. (...) Il faisait très noir, (...) puis il fallait grimper. C'était assez raide, mais j'étais jeune. »* Les Anglais lui avaient fourni pour tout bagage un revolver et une capsule de cyanure.

« Je n'ai pas goûté », a-t-il fait remarquer drôlement à Lucie Jacob, celle qui, à la gare de Morlaix, a acheté son billet de train. Après avoir passé la nuit dans la *« maison Lucas »*, chez un gendarme à la retraite, M. Mitterrand avait donc pris le train pour Paris où, à la gare Montparnasse, il fut l'objet d'un contrôle de routine.

Dans sa valise, sous l'imperméable acheté à Londres, le revolver et la capsule de cyanure. Le contrôleur souleva l'imperméable, jeta un œil sans broncher sur le revolver et demanda : *« Pas de beurre, pas de fromage ? »* Il s'occupait du marché noir et pas du reste. *« C'est bon d'avoir l'esprit de spécialité »*, remarque aujourd'hui M. Mitterrand.

Le chef de l'Etat, avant de continuer son voyage et de quitter ses amis, a fait remarquer à Lucie Jacob, assez fort pour que M. Raymond Marcellin, député UDF du Morbihan, ancien ministre, président du conseil régional, qui ne le lâche pas d'une semelle, l'entende : *« Tous les présidents de la République ne sont pas passés par là. »*

Jean-Yves Lhomeau

(Le Monde *du 9 octobre 1985.*)

Une vie au cœur des mots

COMME le général, l'enfant de Jarnac hérite sa passion d'une famille provinciale, très pratiquante et droitière. Maurras et Barrès occupent le devant des bibliothèques. L'histoire y compte plus que le roman. Saint-Simon et Retz forment à une rhétorique cambrée d'où la version latine n'a jamais disparu. Au goût des belles lettres s'ajoute, chez François Mitterrand, un culte d'artisan pour l'objet imprimé, culte que sa femme Danielle épousera en pratiquant longtemps la reliure, et qui le conduira régulièrement chez les bouquinistes, à la recherche d'éditions rares.

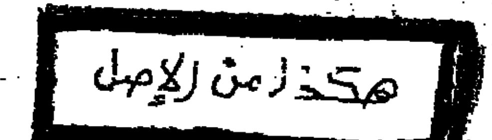
On a souri de ses préférences. On les trouvait scolaires, conventionnelles, sans esprit de révolte et d'aventure, peu parisiennes en somme. C'est vrai, à une époque – les années 30 – où les jeunes gens s'enivrent de convulsions formelles, l'étudiant de l'internat mariste de la rue de Vaugirard adopte docilement les choix de son milieu : Pascal, Lamartine, Chateaubriand, Balzac, Stendhal, Barrès, Renard, Gide. Ni Marx, ni Proudhon, ni même Jaurès n'encombrent son chevet. L'indignation, il la tiendra du royaliste Bernanos. Barrès lui a donné le culte du moi, le sens du destin et de l'ambition, le mépris des idées au bénéfice du style, qu'il s'agit d'avoir sobre et frémissant, tout ce à quoi on dit que se reconnaissent les écrivains de droite. Il aurait pu le devenir. Les historiens diront si, intellectuel de droite, il ne l'est pas resté jusqu'au bout de toutes ses fibres et pas seulement dans ses amitiés, les ailes socialistes ne lui ayant poussé sur le tard que par stratégie et comme une résurgence de son éducation chrétienne, d'ancien visiteur des pauvres aux Conférences Saint-Vincent-de-Paul.

Deux écrivains plus proches de sa génération et qu'il a bien connus ont laissé leur marque indélébile : Mauriac et Chardonne. Si Mitterrand avait suivi sa première vocation, c'est à eux qu'il aurait ressemblé. Leur réussite dans le genre a pu contribuer à son renoncement. *« A quoi bon faire du sous-Mauriac ! »* : il lui arrivait de lâcher cet aveu. Rien de plus tenace qu'une rivalité qui n'a pas eu l'occasion de se vivre. Tour à tour, les deux « F. M. » se feront les yeux doux et sortiront les griffes.

L'épithète mauriacienne de *« florentin »* restera. L'*« écrivain régionaliste »* lancé par le cadet à l'aîné un jour de vengeance signera son agacement de n'avoir pas écrit *Les Anges noirs* ou *Desqueyroux*. Comme on aurait aimé lire aujourd'hui un dernier *Bloc-Notes* sur le passé vichyste du disparu, la maladie offerte en pâture, les retrouvailles émues avec *le Figaro*, le rendez-vous dans un au-delà aux fortes odeurs de pin !

Bertrand Poirot-Delpech

(Le Monde *du 11 mai 1995.*)



Les secrets de jeunesse d'un président

L'écrivain Pierre Péan révèle les engagements nationalistes et pétainistes du futur président

« AU fait, me direz-vous : c'est la chasse au grand homme ! », écrivait en mars 1936, dans la *Revue Montalembert*, un jeune ambitieux de dix-neuf ans, qui ajoutait : *« Le grand homme est un gibier rare et naturellement recherché... »* En lisant ces lignes de François Mitterrand dans le livre-événement que Pierre Péan consacre à ses années de jeunesse (Pierre Péan : *Une jeunesse française, François Mitterrand 1934-1947*), on pense à cette maxime, venue sous la plume d'un autre écrivain-investigateur, Gilles Perrault : *« Nous prenons les grands hommes par le mauvais bout, c'est-à-dire par la fin. »*

Voici donc, enfin, mis au clair et avec la participation active de l'intéressé, le commencement de l'aventure mitterrandienne. Oui, enfin, tant l'actuel président de la République s'évertua longtemps à rendre ses débuts politiques insaisissables. C'est la double énigme que soulève, une fois refermée, cette enquête remarquable de rigueur et de précision : pourquoi, hier, tant d'acharnement à effacer les traces du passé ; et pourquoi, aujourd'hui, cette envie presque soulagée de dire ce qui était tu ou nié ? La première question renvoie sans doute à une conception très personnelle de la politique, où l'aventure personnelle n'a pas à rendre de comptes collectifs, où le mensonge peut être opportun, où la fin l'emporte sur les moyens. Quant à la seconde, elle traduit probablement, tandis que s'achève une longue présidence, le souci de mettre le passé en ordre maintenant que l'avenir n'est plus au rendez-vous.

Confronté aux nombreuses trouvailles de Pierre Péan, François Mitterrand a donc admis ce qu'il ne voulait guère reconnaître publiquement dans ses déclarations et écrits précédents : dans la période concernée, qui va de 1934 à 1947 – de l'année de ses dix-huit ans à celle de ses trente et un ans –, il fut activement engagé, non pas à l'extrême droite, mais à droite de la droite, une droite nationaliste qu'incarna le pétainisme ; maréchaliste convaincu, il commença par choisir ce camp avant de basculer, courant 1943, dans la Résistance, mais sans renier son parcours vichyssois ; jusqu'à aujourd'hui, il est resté fidèle en amitié pour ceux qui l'accompagnèrent dans ce parcours, même s'ils furent autrement compromis dans la collaboration.

Pour prendre la mesure de ce tardif aveu public, il faut se souvenir de ce qu'avait affirmé, en 1969, le Mitterrand de *Ma part de vérité*, qui s'apprêtait à partir à l'assaut du socialisme français. Issu, écrit-il, d'une famille classée *« à droite »*, mais en fait *« de nulle part »*, sensible aux *« injustices de la droite »*, il concède seulement ceci, qui reste vague : *« J'ai vécu mon enfance dans un autre siècle et il m'a fallu faire un effort pour sauter dans le nôtre. »* Arrivé en 1934 à Paris, il confie qu'il allait *« écouter Thorez et Doriot, Blum et La Rocque »* qu'il éprouvait *« de l'horreur pour Franco »*, qu'il suivait *« les meetings des intellectuels antifascistes »*. (...)

Pierre Péan, qui a pris le parti de ne pas juger mais de comprendre, établit ce qu'il en fut vraiment grâce à de nombreuses preuves écrites, exhumant des correspondances et des articles inédits de l'étudiant Mitterrand. (...) A peine arrivé à Paris, François Mitterrand devient, à l'automne 1934, « volontaire national », c'est-à-dire membre actif du mouvement de jeunesse créé par le leader des Croix-de-Feu, le colonel de La Rocque. Tous les historiens s'accordent sur ce point : inventeur de la devise *« Travail, famille, patrie »*, La Rocque n'était pas un fasciste ni un antisémite, mais le représentant d'une droite traditionnelle, nationaliste, antiparlementaire et anticommuniste. (...)

VOLONTAIRE NATIONAL À VICHY

Moins de quatre mois après son installation à Paris, François Mitterrand participe, début février 1935, à une manifestation étudiante *« contre l'invasion des métèques »*. En 1936, il est également d'une manifestation contre un professeur de droit qui avait accepté de conseiller le Négus éthiopien dans son recours contre l'invasion italienne. Il évoquera cette période dans un article de *L'Echo de Paris* du 4 juillet 1936, comme *« les glorieuses journées de mars »*. Faisant, en plein Front populaire, ses débuts de journaliste dans les colonnes de ce journal proche du Parti social français (PSF), qui a remplacé les Croix-de-Feu et les Volontaires nationaux, il y écrit notamment un article regrettant que le Quartier latin se soit laissé envahir par le *« dehors »*. (...)

Mais, dans un autre article, il écrit ceci, où perce le Mitterrand futur, faisant écho à l'attitude qu'il adopte maintenant sur ce passé si contraire aux opinions qu'il afficha par la suite : *« Je crains le vide des formules et je ne puis m'empêcher de croire qu'il est plus important de comprendre que de classifier et d'étiqueter. »* S'il établit formellement que, contrairement à d'insistantes rumeurs, François Mitterrand ne rejoignit jamais l'Action française et, encore moins, la Cagoule, Pierre Péan montre qu'inévitablement le futur président croisera dans son entourage des cagoulards – notamment un certain Jean Bouvyer, fils d'amis de la famille. (...)

Puis vient la guerre, le front et le camp de prisonniers. Pierre Péan établit que François Mitterrand épouse alors le climat politique de l'époque. Depuis son stalag, il rêve d'une *« révolution »*, qui n'évoque pas celle de 1789, mais la *« révolution nationale »* de Vichy. Rejoignant cette ville après son évasion de 1941, il y devient un fonctionnaire du régime, non pas dans un double jeu immédiat, comme il le laissa dire par ses entourages, mais dans une adhésion sincère à Pétain. Il écrit dans *France, revue de l'Etat nouveau*, dirigé par le cagoulard Gabriel Jeantet, dans la revue des Chantiers de jeunesse...

Ces épisodes étaient connus, mais Péan y ajoute cette précision nouvelle : François Mitterrand rejoindra d'abord la Légion des combattants et des volontaires de la Révolution nationale, qui fut créée en août 1940 par Xavier Vallat, ex-cagoulard et futur commissaire général aux questions juives. Dans cette organisation, il est affecté au service de documentation, qui est, en fait, un service de renseignement, où, selon M. Mitterrand lui-même, l'on faisait *« des fiches sur les communistes, les gaullistes et ceux qui étaient considérés comme antinationaux »*. *« Je suis vraiment ambitieux, mais ne suis pas assez fort de méthodes pour contenter cette ambition »*, écrit le Mitterrand d'alors à l'une de ses relations. L'ambitieux se cherche. Il n'est ni antisémite ni pro-allemand, mais « simplement » pétainiste, c'est-à-dire rouage d'un régime qui, dès 1940, avait édicté les lois contre les étrangers et les juifs.

Il l'est, certes, comme bien d'autres Français, mais à un niveau idéologiquement plus actif, comme en témoigne une lettre du 22 avril 1942 qui, selon Péan, *« marque le point culminant de son pétainisme »* : *« Je comprends davantage les SOL* [Service d'ordre légionnaire qui, début 1943, deviendra la Milice], *soigneusement choisis et qu'un serment fondé sur les mêmes convictions du cœur lie. Il faudrait qu'en France on puisse organiser des milices qui nous permettraient d'attendre la fin de la lutte germano-russe sans crainte de ses conséquences (...). C'est pourquoi je ne participe pas à l'inquiétude née du changement de gouvernement. Laval* [Pierre Laval, revenu au pouvoir comme chef du gouvernement] *est sûrement décidé à nous tirer d'affaire. Sa méthode nous paraît mauvaise ? Savons-nous vraiment ce qu'elle est ? Si elle nous permet de durer, elle sera bonne... »*

RENCONTRE AVEC PÉTAIN

Devenu, courant 1942, fonctionnaire au Commissariat au reclassement des prisonniers, François Mitterrand aura, à ce titre, l'occasion de rencontrer le maréchal Pétain, à l'Hôtel du Parc, en compagnie de trois de ses camarades. *« Toute son action, y compris clandestine, n'était en rien opposée à la politique du maréchal »*, commente Péan, qui a retrouvé une photo de cette rencontre, où elle paraît se résumer à un tête-à-tête entre Pétain et le jeune Mitterrand (il va alors sur ses vingt-six ans). Ce dernier va progressivement basculer, courant 1943, dans la Résistance. Mais, insiste Péan, sans renier son pétainisme, en évoluant comme bien d'autres cadres du régime à mesure que l'avenir leur paraîtra incertain. La preuve de la nature de cette évolution, politique mais non idéologique, est fournie par l'épisode fameux de la francisque, dont Péan démontre qu'elle ne fut pas obtenue comme une couverture commode pour masquer des activités clandestines, mais comme un honneur accordé – entre février et la mi-avril 1943, précise l'écrivain – à un loyal serviteur de Vichy, qui plus est à sa demande.

La suite du livre décrit le basculement dans la Résistance. (...) Elle contient cependant une autre révélation, où se donne à voir la fidélité de M. Mitterrand à sa jeunesse. Il s'agit de ses relations amicales avec Jean-Paul Martin, directeur du cabinet du directeur général de la police nationale en 1943 et très proche collaborateur de René Bousquet. *« Deux hommes ont compté dans ma vie : René Bousquet et François Mitterrand »*, confiait ce Martin avant sa mort et par l'intermédiaire duquel François Mitterrand aurait fait la connaissance de René Bousquet en 1949. Le 12 décembre 1986, raconte Péan, un groupe de fidèles se retrouvent à Paris auprès de la dépouille mortelle de cet homme qui fut l'un des instruments de la politique policière de Vichy. Il y a là, notamment, René Bousquet et... François et Danielle Mitterrand qui *« distribuent à chacun une rose rouge »*. Le président de la République demande que l'on ouvre le cercueil, puis, avant qu'il ne soit refermé, déclare, à la vue du drap noir qui va le recouvrir : *« Enlevez cela et allez chercher un drapeau tricolore. »* *« Un ami fidèle »*, a confié François Mitterrand à Pierre Péan, ajoutant, à propos de René Bousquet, l'ancien secrétaire général à la police de Vichy : *« C'était un homme d'une carrure exceptionnelle. Je l'ai trouvé plutôt sympathique, direct, presque brutal. Je le voyais avec plaisir... »*

E. P.

(Le Monde *du 2 septembre 1994.*)

Quinze jours chez les Croix-de-Feu

● Le 12 septembre 1994, au cours d'un entretien télévisé avec Jean-Pierre Elkabbach, François Mitterrand évoque son passage chez les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque. *« Au bout de quinze jours,* affirme-t-il, *j'ai trouvé cela tellement ennuyeux et même un peu "sous-produit", que je n'ai pas insisté. »*



JEAN DIEUZAIDE

Libération de Toulouse, le 19 août 1944.

● Il évoque ensuite son milieu familial : *« Quand on a cet âge-là, (...) on est le produit de son éducation et de son milieu. (...). Un milieu de petite bourgeoisie modérée, catholique, patriote, peut-être un peu conforme. Sans méchanceté particulière, n'aimant pas les extrêmes (...). Leur analyse politique était loin de celle qui est la mienne depuis de longues années, et je combats pour une idéologie qui n'est pas la même, sans avoir le sentiment de les trahir, parce que je les aimais. Mais cela, c'est le résultat de ma réflexion personnelle. Ce n'est pas si facile, vous savez ! Beaucoup de gens ont fait le chemin inverse plus commodément, c'est-à-dire de la gauche à la droite. »*

Trou de mémoire

L'oubli du statut des juifs français sous Pétain

CE fut comme un lapsus du président, un de ces faux pas où se laissent entrevoir les pensées cachées. L'ancien avocat qui sait faire montre de sa culture juridique, le président de la République française qui connaît si bien l'histoire de son pays, l'homme fidèle en amitié qui se souvient parfaitement à un demi-siècle de distance des noms et des dates, s'est grossièrement trompé. Interrogé sur son séjour de fonctionnaire à Vichy en 1942, alors que la politique antisémite du régime était publiquement affichée, François Mitterrand a répondu : *« Vous me dites les lois antijuives, il s'agissait – ce qui ne corrige rien et ne pardonne rien – d'une législation contre les juifs étrangers dont j'ignorais tout. »*

Mystérieusement, M. Mitterrand semblait avoir oublié que Vichy, tout en enfermant, dès l'automne 1940, les juifs étrangers dans des camps d'où ils seront plus tard déportés, s'était empressé de promulguer un statut des juifs français, aggravé en 1941, complété jusqu'en 1942, qui en fit des parias dans leur propre pays. Ce seul oubli nous plonge au cœur des enjeux présents de cette bataille de mémoire autour du passé. Car ce que résume la trajectoire de Vichy, c'est la façon dont un pouvoir d'Etat, de bas en haut d'une hiérarchie administrative inchangée pour l'essentiel après la défaite, peut s'habituer lentement à l'irréparable, en passant de la haine de l'étranger au racisme national. Est-ce un hasard si, après guerre, toute la défense des plus gradés parmi les collaborateurs au sein de la haute administration consistera à présenter les rafles de juifs étrangers comme un moindre mal concédé à l'occupant pour mieux sauver les juifs français ? Le trou de mémoire présidentiel n'est pas anodin. Car il est profondément cohérent avec le ton général d'un plaidoyer qui épouse la lecture des années noires ordinairement privilégiée par la droite traditionnelle, du moins celle qui se refusa toujours à absoudre l'acte de dissidence gaulliste. Vichy aurait donc été une *« pétaudière »* où, derrière la figure chancelante d'un *« vieillard »* sans *« grande présence »* qui *« a laissé faire »* et *« a peut-être encouragé »*, s'activaient quelques illuminés d'extrême droite tandis que la haute administration regroupait nombre de *« résistants dans l'âme »*, de *« résistants réels »* qui croyaient à *« l'idée idiote, mais très répandue, que Pétain et de Gaulle étaient d'accord »*.

Sans doute est-ce ainsi que le jeune François Mitterrand vécut ses années vichyssoises. Mais le président d'aujourd'hui, si féru d'histoire, ne saurait ignorer qu'il s'agit là d'une illusion historique. L'Etat français de Vichy avait bel et bien son idéologie – nationaliste, élitiste, corporatiste, antirépublicaine, antiparlementaire – qui, jusqu'en 1943, ne se résumait pas à l'activisme d'extrême droite. Son administration suivit sans guère broncher – il n'y eut, par exemple, qu'un refus de prêter serment au maréchal dans la magistrature – la politique raciste et liberticide qui fut d'emblée affichée par le nouveau régime. C'est cette réalité-là qu'il n'est pas permis d'oublier et de travestir si l'on veut entretenir de futures vigilances.

Aussi, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le débat ouvert par l'enquête de Pierre Péan ne porte pas sur le passé d'un homme, mais sur celui d'un pays. L'homme François Mitterrand peut certes défendre son itinéraire comme il l'entend, quitte à nier aujourd'hui ce qu'il dut admettre devant les trouvailles de l'écrivain – ainsi de son engagement dans la droite nationaliste qui dura bien plus de *« quinze jours »*, ou de sa participation à une manifestation xénophobe, ou encore (la question ne fut pas posée) de sa fréquentation amicale de membres de la Cagoule. Mais le président *« de tous les Français »*, comptable de la mémoire collective, ne saurait reconstruire l'Histoire pour la rendre compatible avec ses propres atermoiements.

Il est notamment difficile d'entendre un témoin de l'époque, fût-il le chef de l'Etat, prétendre qu'on ne savait rien des persécutions racistes proprement vichyssoises. Et d'autant plus difficile quand il est maintenant établi qu'arrivé à Vichy début 1942 il fut employé, sans double jeu de sa part, à la Légion des combattants et des volontaires de la révolution nationale – oui, de la *« révolution nationale »*, qu'il assure maintenant n'avoir jamais fréquentée.

Née en août 1940 d'une idée de Xavier Vallat, futur commissaire aux questions juives, la Légion fut, en 1941-1942, jusqu'à la création de la Milice début 1943, un instrument essentiel de la propagande de Vichy. Elle fut mise à contribution pour la propagande antisémite, l'un de ses responsables, François Valentin, dénonçant le *« judaïsme apatride »*, tandis que, sur l'une de ses affiches, datant de 1942, on pouvait lire, entre autres slogans : *« Contre la lèpre juive, pour la pureté française. »*

« LES FAITS RESTENT LES FAITS »

De même, il est difficile d'admettre le plaidoyer pour les résistants de la *« haute administration de Vichy »*, qui, s'ils furent pour certains des ralliés de la dernière heure à mesure que s'égrenaient les victoires soviétiques et alliées, acceptèrent d'abord, dans leur grande masse, d'être complices de l'irréparable. Symbole de ces fonctionnaires qui crurent ainsi faire carrière, René Bousquet n'était en rien un antisémite idéologue. Il servait Vichy pour se servir, dans l'illusion de la continuité de l'Etat. Il faut l'entendre dire en 1942 au pasteur Boegner, dirigeant de la Fédération protestante de France, qui venait plaider la cause des juifs : *« Il y a des raisons d'Etat, et puis il faut, à la dernière minute, sauver la tête d'un Français (...). L'impopularité actuelle du gouvernement sera l'un de ses plus beaux titres de gloire dans l'avenir. »*

Comment s'étonner, dès lors, qu'au trou de mémoire sur le statut des juifs s'ajoute soudain une imprécision inhabituelle sur les dates de la trop longue fréquentation de Bousquet par M. Mitterrand ? On ne peut décemment croire qu'en politique si avisé d'ordinaire le chef de l'Etat ait dû attendre 1986 pour savoir à quoi s'en tenir sur les responsabilités du personnage qui furent publiquement dénoncées bien avant cette date. On le peut encore moins quand on sait que M. Mitterrand fut, dès 1947, entouré de deux anciens proches collaborateurs de Bousquet, Jean-Paul Martin et Pierre Saury, devenus, l'un, membre de ses cabinets ministériels et, l'autre, son suppléant dans la Nièvre.

« Les faits restent les faits », avait déclaré M. Mitterrand au début de son entretien télévisé. Or ce fait que l'ombre de Bousquet nous rappelle et qui ne peut être effacé de la mémoire nationale, c'est que, outre les résistants, les communistes, les Allemands antinazis, près de quatre-vingt mille hommes, femmes et enfants, dont un quart avaient la nationalité française, furent déportés de France avec la complicité de Vichy. Parce qu'il avaient le seul tort d'être nés juifs.

Edwy Plenel

(Le Monde *du 14 septembre 1994.*)

Le Monde

● Parmi les signataires des articles que nous reproduisons dans ce cahier figurent notamment Hubert Beuve-Méry (1902-1989), fondateur et premier directeur du *Monde*, qui avait choisi pour nom de plume « Sirius », Pierre Viansson-Ponté (1920-1979), éditorialiste, et Raymond Barrillon (1921-1983), ancien chef du service politique. On y trouvera également des analyses de Jacques Fauvet, qui a dirigé *Le Monde* de 1969 à 1982, ainsi que des articles de Jean-Marc Théolleyre, notre chroniqueur judiciaire pendant de très nombreuses années, de Thierry Pfister, ancien rédacteur au service politique, aujourd'hui éditeur et écrivain et de Robert Escarpit, longtemps billettiste à la « une » du journal.

L'enfant chéri de la IVe République

UNE FULGURANTE CARRIÈRE MINISTÉRIELLE

« L'Algérie, c'est la France »

● Ministre de l'intérieur du gouvernement de Pierre Mendès France, François Mitterrand doit faire face au déclenchement de la révolte algérienne le 1er novembre 1954. A l'Assemblée nationale, il déclare notamment : *« L'Algérie, c'est la France. Et qui d'entre nous (...) hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France ? »* Dans le même discours, il ajoute : *« La concorde et la paix sont inséparables, en Algérie, de l'égalité et de la prospérité. »*

Du cabinet de Paul Ramadier à ceux de Mendès France puis de Guy Mollet

NOMMÉ par de Gaulle secrétaire général aux prisonniers de guerre, François Mitterrand n'appartiendra cependant pas – défaut d'allégeance ou d'inconditionnalité ? – aux premiers gouvernements de la France libérée. Pendant les années 1945-1946, il tâtonne entre le journalisme et la politique. Directeur du quotidien *Libres*, organe des prisonniers et déportés, où il écrit des éditoriaux souvent rudes pour les « caciques » de la IIIe République, Edouard Daladier et Edouard Herriot entre autres, conseiller du groupe qui édite *Votre beauté*, il est au nombre des fondateurs de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), qui rassemble des résistants tels que Pierre Bourdan, René Pleven, René Capitant, Eugène Claudius-Petit, Antoine Avinin. Pourquoi cette petite formation plutôt que le MRP ou la SFIO, qui se partagent avec le PCF les portefeuilles et la conduite des affaires de la France convalescente ? Claude Manceron répond : *« Sans doute parce que l'UDSR lui a paru alors offrir une chance à la définition d'un socialisme laïc à tous points de vue, c'est-à-dire également dégagé des dogmes chrétien et marxiste. Laïc, Mitterrand l'est en effet devenu sans passion, mais fermement, pendant la guerre. A l'égard des marxistes, il est et restera également libre, par une certaine répugnance à leur phraséologie et au matérialisme dialectique, par le refus, aussi, d'un embrigadement quelconque. Au départ de l'UDSR, on trouve encore l'obsession de la liberté. »*

Il serait d'autre part intéressant d'être un membre actif d'un groupe aux effectifs modestes de cinq à vingt-cinq membres, selon les périodes (François Mitterrand le présidera en 1953 puis en 1956), qui joue à l'Assemblée nationale le rôle d'une « charnière », parfois et souvent même indispensable à la constitution et à l'investiture des gouvernements qui se succèdent à un rythme accéléré.

François Mitterrand ne s'y intègre toutefois qu'en novembre 1946. Sa première tentative échoue lors des élections du mois de juin de la même année. La liste du RGR *qu'il conduit* dans le très hétérogène cinquième secteur de la Seine (Saint-Denis, Asnières, Saint-Ouen, Clichy, Neuilly, Courbevoie, Puteaux) *ne recueille que 21 511* suffrages, alors que le quotient est de 44 877. Le tripartisme est roi, mais il ne se décourage pas pour autant et suit le conseil du « bon docteur Queuille », qui lui suggère, dans les termes suivants, de récidiver dans la Nièvre : *« On vous offre cette chance parce qu'elle n'existe pas. Allez-y quand même. Vous réussirez si vous écoutez tout le monde et n'en faites qu'à votre tête. »* C'est sur une liste de titre plutôt « droitier » (Action et unité républicaines) qu'il réussit, le 10 novembre 1946, à enlever l'un des quatre sièges à pourvoir, se plaçant en deuxième position derrière le PCF, mais devant la SFIO et le MRP. Le voici implanté dans un Morvan qu'il ne connaissait guère mais dont il va faire sa seconde patrie – bien qu'il n'y ait jamais résidé ailleurs qu'à l'hôtel – et aussi le « baromètre » indispensable à tout homme politique de quelque importance pour mesurer et apprécier les variations et les réactions de l'« opinion ». Aussi bien n'y aura-t-il guère de semaine, près de trente ans durant, sans qu'il aille se mettre à l'écoute de Montsauche, dont il est conseiller général depuis 1949, *sans interruption*, de Château-Chinon, dont il est le maire depuis 1959, ou de Nevers, où il préside le conseil général depuis 1964.

UN LIBÉRAL DE GAUCHE

Le 22 janvier 1947 est le point de départ d'une longue, importante et assez fulgurante carrière ministérielle, qui ne prendra fin que plus de dix ans après, *le 21 mai 1957*. Pendant cette période, François Mitterrand est successivement ministre des anciens combattants du socialiste Paul Ramadier (janvier-octobre 1947) et du MRP Robert Schuman (novembre 1947-juillet 1948), secrétaire d'Etat à l'information du radical André Marie (juillet-août 1948), secrétaire d'Etat de Robert Schuman (quarante-huit heures en septembre *1948*), secrétaire d'Etat à la présidence du conseil avec le radical Henri Queuille (septembre 1948-octobre 1949), ministre de la France d'outre-mer de l'UDR René Pleven (juillet 1950-février 1951), puis d'Henri Queuille de nouveau (*mars-juillet 1951*), *ministre* d'Etat du radical Edgar Faure (janvier-février 1952), ministre délégué au Conseil de l'Europe du modéré Joseph Laniel (juin-septembre 1953), ministre de l'intérieur du radical Pierre Mendès France (juin 1954-février 1955) et garde des sceaux du socialiste Guy Mollet (février 1956-mai 1957).

Une aussi riche carrière ministérielle, menée sous tant de maîtres divers, incite-t-elle à parler de laxisme, d'éclectisme ou même d'arrivisme ? Nombreux sont assurément ceux qui le pensent ou le suggèrent d'une manière ou de l'autre, aujourd'hui encore, mais peut-être convient-il d'y regarder de plus près. On voit alors, si l'on y consent, que François Mitterrand sait manifester de temps à autre par des actes qu'il préfère risquer que subir, chercher à comprendre plutôt que fermer les yeux, et qu'il ne renonce pas à ce dont on lui avait donné le goût dans la maison familiale de son enfance : espérer un peu plus d'amour et un peu moins d'injustice.

Divers voyages à travers l'Union française et les protectorats – en 1949, il « accroche » à l'UDSR, à laquelle s'apparente le groupe du Rassemblement démocratique africain, des parlementaires tels que MM. Said Mohamed Cheick (Comores), Raveloson et Velonjara (Madagascar), Félix Tchicaya (Moyen-Congo), Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire) – lui créent problème et font naître en lui une vive *« indignation à la vue des Français qui s'approprient la France »*.

LA POUSSÉE POUJADISTE

Ils lui inspirent, en 1953, *Aux frontières de l'Union française*, un livre qui montre bien la grande attention qu'il porte à l'éveil des nationalismes et révèle en lui un libéral de gauche plus socialiste déjà que maints caciques de la SFIO. Les mêmes sentiments et la même vigilance le conduisent, en septembre de la même année, à se démettre des fonctions qu'il exerce au sein du cabinet Laniel plutôt que d'apporter sa caution à la politique menée alors en Afrique du Nord, et plus précisément au Maroc : *« Le minimum d'honnêteté pour un homme politique*, dit-il, *c'est de s'en aller quand il n'est pas d'accord. »*

Il assume néanmoins comme ministre de l'intérieur de M. Mendès France la guerre d'Algérie, qui éclate le 1er novembre 1954. C'est alors la phrase qu'on lui « resservira » cent fois, et que beaucoup ne veulent toujours pas oublier de l'autre côté de la Méditerranée, comme s'il avait été le seul, à cette époque, à tenir pareil langage : *« La seule négociation c'est la guerre, car l'Algérie c'est la France. »* Quelques semaines plus tard, c'est l'« affaire des fuites » (on cherche à le rendre responsable de la divulgation de secrets de la défense nationale), *« odieuse machination de médiocres animés par l'esprit de vengeance qui s'effondrera, son principal accusateur lui-même, Georges Bidault, ayant reconnu loyalement qu'il avait été trompé »*. En janvier 1956, deux de ses autres diffamateurs, René Lignac, des *Nouveaux Jours*, et René Milliavin, de *Rivarol*, seront condamnés à payer de lourdes amendes.

1956, c'est la poussée poujadiste, qui s'exerce fortement dans la Nièvre et ébranle quelque peu François Mitterrand. Il n'en est pas moins réélu député le 2 janvier 1956, sur une liste présentée par l'UDSR, le RGR, le Parti radical, comme il l'avait été le 17 juin 1951 sur une liste d'Union démocratique et républicaine des indépendants.

En novembre 1958, les choses se présentent très différemment. Le *« personnage de roman »*, comme dit François Mauriac, n'a pas accepté sept mois plus tôt que les généraux d'Alger dictent leur loi à la France et mettent à bas son régime. Une entrevue avec le général de Gaulle, le 31 mai 1958, à l'Hôtel Lapérouse – *« Vous voulez ma tête »*, aurait dit celui-ci à son interlocuteur. On en reste là, sur un constat lucide d'*« hostilité irrémédiable »* –, ne l'a pas fait changer de sentiment, et il s'est écrié, pour refuser l'investiture au dernier président du conseil de la IVe République : *« En droit, le général de Gaulle tiendra son pouvoir de la représentation nationale; en fait, il le tient déjà du coup de force. »* La campagne électorale est dure dans la troisième circonscription de la Nièvre (Château-Chinon, Clamecy), où l'ancien ministre doit faire face non seulement à ceux qui lui reprochent son refus d'allégeance, mais aussi aux communistes, qui s'en prennent au ministre de l'intérieur et au garde des sceaux de la guerre d'Algérie et s'attirent de violentes répliques dans *Le Courrier de la Nièvre* : *« J'ai toujours combattu le communisme. Je puis affirmer sous le contrôle des Nivernais que je l'ai fait reculer dans ce département. Je lutterai sans faiblesse pour épargner à la France les horreurs d'une dictature collectiviste. »* Cette fois-ci, c'est François Mitterrand *qui* recule, battu au second tour d'un peu plus de 3 000 voix par un indépendant paysan, M. Faulquier, lequel l'emporte grâce au maintien d'un SFIO, Daniel Benoist. Voici donc l'enfant chéri de la IVe n'ayant plus en main que son mandat de conseiller général.

Raymond Barrillon

(Le Monde *du 12 mai 1981.*)

Le Monde

16 PAGES – DERNIÈRE ÉDITION

ABONNEMENTS

APRES LA SERIE D'ATTENTATS COMMIS DIMANCHE EN ALGERIE

LE CALME EST REVENU DANS L'ALGEROIS ET EN ORANIE

Mais dans l'Aurès les engagements se poursuivent autour d'Arris, entourée par plusieurs centaines de hors-la-loi

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE RETOUR DE M. NEHRU

Dans le Constantinois en mai 1945

Par EDOUARD SABLIER

Fellaguisme, nationalisme ou initiative arabe ?

Par PIERRE-ALBIN MARTEL

AU JOUR LE JOUR

Victor Hugo... et la suite

Accord entre MM. Edgar Faure et Masson sur les traitements des fonctionnaires :

Un événement littéraire FRANZ KAFKA Journal Texte intégral, traduit

3 novembre 1954

Chants soviétiques et musique russe

A l'Assemblée nationale, M. Grenier (Parti communiste) ayant demandé les raisons pour lesquelles a été supprimée l'émission radiodiffusée « Chants et Chœurs soviétiques », M. Mitterrand a répondu que cette émission avait cessé le 26 juin 1947 à la demande même du « producteur », M. Pierre Holmès, qui manquait d'enregistrements nouveaux et commentait les mêmes disques depuis deux ans. L'émission a été reprise par Philippe Gérard, puis par Léo Ferré. Depuis lors, Paris-Inter diffuse tous les samedis après-midi une émission de musique russe. Les programmes de la radio montrent la place considérable qui est faite à l'art et à la musique russes. Le 23 juin, M. Ferré a présenté *Eugène Onéguine* ; il présentera le 9 juillet une œuvre de Tchaïkovski, *La Dame de pique*. *« M. Grenier n'aura qu'à prendre l'écoute samedi prochain*, ajouta le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil ; *de telles émissions sont de nature à adoucir les mœurs. »* (Rires).

(Le Monde *daté 3-4 juillet 1949.*)

Algérie : « La loi passera »

● Ministre de la justice dans le gouvernement de front républicain présidé par Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, en 1956, François Mitterrand ne donne pas sa démission, à la différence de Pierre Mendès France, qui quitte son poste de ministre d'Etat en raison de la politique menée par le ministre résident en Algérie, le socialiste Robert Lacoste.

FRANÇOIS MITTERRAND, ministre de l'intérieur, fait d'abord le bilan des troubles d'Algérie depuis la Toussaint [1954] : 23 assassinats, 5 soldats tués, 32 civils et 10 soldats blessés. *« Le simple examen de l'état des forces d'ordre en Algérie sous les précédents gouvernements et de celles mises en place depuis l'arrivée du gouvernement actuel au pouvoir prouverait que le gouvernement d'aujourd'hui n'a pas pratiqué une politique d'abandon. »*

Les nécessités du maintien de l'ordre sont de deux sortes, explique-t-il : *« Avoir des troupes en nombre suffisant dans les régions en révolte, pratiquer la politique de la présence dans les régions calmes pour éviter la contagion du crime (...).*

» Il y avait en octobre cinquante mille hommes en Algérie : il y en a maintenant vingt mille de plus. L'armée d'Afrique, après la campagne d'Indochine, n'existait plus. Les parachutistes ne peuvent pas être partout : dans l'Aurès et à Dien Bien Phu... Comment refaire l'armée d'Afrique ? Un armement lourd ou de la légèreté et de la mobilité ? Depuis qu'apparaît la menace de la bombe atomique, c'est la guerre au couteau qui reprend ses chances. L'œuvre d'adaptation est déjà commencée. L'alerte du 1er novembre doit affermir notre résolution. Encore nous faut-il le délai de votre confiance.

« Sur le plan administratif, des réformes ont été entreprises. L'Aurès constitue par exemple une circonscription administrative depuis le début des troubles.

» L'Aurès n'a pas été bombardé, reprend le ministre, *n'a pas reçu de napalm. Il n'a été question que de l'évacuation de certains douars, situés à des altitudes élevées et d'accès difficile. Ces douars évacués, nous nous montrerons impitoyables. La loi passera. (...)*

» A quand remonte cette ignorance où a été tenue la France de son destin méditerranéen ? Sur ce qui est devenu un lac, la France doit maintenir son pouvoir et sa présence. C'est là un droit qui lui a été reconnu depuis longtemps.

» Et quand on parle d'indépendance pour ces territoires, qui a prononcé ce mot le premier ? Et que faut-il entendre par l'autonomie interne ? Le mot n'existait-il pas avant le gouvernement actuel ? Ce qu'on reproche à celui-ci, c'est d'avoir voulu faire passer dans les actes ce que les autres avaient laissé à l'état de déclaration.

» Nous sommes chargés de la lourde responsabilité de maintenir par la force l'unité nationale. L'avenir du pays dépend de notre action. Vous pouvez penser que nous sommes inférieurs à notre tâche, mais vous ne pouvez pas penser que, cette tâche, nous ne la considérons pas comme le premier de nos devoirs. »

(Le Monde *du 26 novembre 1954.*)

Télévision populaire

Les producteurs français de matériel de télévision avaient organisé dans un hôtel des Champs-Elysées une réception pour marquer la reprise des émissions de la tour Eiffel. Tandis que dans un angle du salon des postes de différentes marques, fraternellement réunis, relayaient un programme commun, M. Damelet, *président* du Syndicat national des industries radioélectriques, et M. Mitterrand évoquèrent les progrès accomplis.

« L'industrie française*, déclara M. Damelet, *a lancé la fabrication de séries très importantes de récepteurs dont la qualité ne le cède en rien à celle des récepteurs étrangers. Récemment, l'émetteur de la tour Eiffel a fait l'objet d'une révision très complète. Les incidents techniques ne seront plus qu'un souvenir. »

M. Damelet a mis en garde les acheteurs éventuels contre l'illusion d'un progrès trop rapide qui déclasserait les appareils existants. Un jour viendra la couleur, peut-être le relief, mais il serait ridicule d'attendre ces perfectionnements. Il reviendrait au même de dire : n'achetez pas d'automobiles, vous aurez bientôt des hélicoptères. Dans sa réponse, M. Mitterrand a insisté sur l'effort accompli en faveur des programmes. C'est ainsi que, grâce à un accord conclu avec la presse filmée, nous avons tous les soirs un quart d'heure de « téléjournal ». *« La parole*, conclut-il, *est maintenant aux industriels à qui il appartient d'abaisser le prix de leurs postes. La télévision ne vivra que si, en 1950, elle est une télévision populaire. »*

(Le Monde *du 15 octobre 1949.*)

Des « fuites » devant le tribunal militaire de Paris

Ministre de l'intérieur, François Mitterrand est soupçonné de livrer au Parti communiste des secrets de défense nationale

L'HEURE est aux témoins. Dans quel ordre va-t-on les entendre ? Hier, on déclarait que François Mitterrand allait déposer le premier. Cela est confirmé, mais M. Mitterrand a fait savoir qu'il était prêt à répondre à toutes les questions et même à revenir si l'on désirait le confronter. Quoi qu'il en soit, c'est bien le vrai procès qui s'engage.

Le président dit : *« Veuillez introduire M. le garde des sceaux. »*

La porte réservée aux témoins s'ouvre. On voit s'avancer un homme jeune, au costume bleu marine, au front pâle sous les cheveux bruns. Il refuse de s'asseoir sur le fauteuil placé derrière la barre à son intention, et commence. Il dit son impatience de pouvoir parler de ces *« faits regrettables »* et de l'enquête difficile dont il fut un moment seul responsable.

« Vous me demandez de déposer sans haine et sans crainte, c'est bien ainsi que j'entends le faire. »

C'est le 8 septembre 1954 qu'il apprit l'affaire des « fuites ». Il était à Hossegor, dans sa famille. Il rentra d'urgence à Paris. Dès le 9 au matin, il réunissait dans son bureau les responsables de la sécurité, MM. Mairey, Dubois, Wybot et son directeur de cabinet, M. Nicolay. Par eux il apprit le premier état de la situation et connut le document de base, c'est-à-dire le rapport remis le 2 juillet à M. Fouchet par le comissaire Dides.

UN POINT MYSTÉRIEUX

M. Mitterrand : *« Avant de rechercher les auteurs, il fallait d'abord tout faire pour éviter que cela recommence. Le rapport Dides accusait dans ses premières phrases les membres du gouvernement Mendès France. Un comité devait se tenir le 10 septembre, on souleva les tapis, on chercha dans les coins et recoins. Rien. Pendant le comité, seuls MM. Mendès France et moi-même étions informés.*

» Ce jour-là, aucune note n'a été prise. Alors fallait-il qu'une mémoire prodigieuse puisse s'y substituer ? Quels étaient les membres du comité du 10 septembre ? Quinze personnes. »

Au passage, M. Niveau de Villardy veut éclaircir tout de suite le point mystérieux soulevé par une déclaration de M. Chevalier : la présence d'un inconnu à côté de M. Mons.

M. Mitterrand : *« Je n'ai aucun souvenir de cela et vous pensez bien que cela m'aurait frappé. Vraiment, je ne crois pas que cela fût possible. »*

Il reprend sa déposition. Donc, quinze personnes, ministres et fonctionnaires, se trouvent réunies. Le 13 ou le 14 septembre – M. Mitterrand ne sait plus exactement –, il apprend qu'on dit dans Paris qu'il y a eu des fuites, des indiscrétions. Effectivement la DST l'informe au même moment que les délibérations du comité du 10 septembre sont connues. De qui ? De deux personnes : Dides et Baranès.

M. Mitterrand, forçant le ton : *« Alors, le 17 septembre, seul, j'ai décidé l'interpellation du commissaire Dides. Personne ne m'a soufflé cette décision. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas de rivalité de polices, mais là, c'est moi, et moi seul. Et je continue de penser que sans cela la trahison continuait. »*

Il sait que M. Dides est allé voir M. Fouchet le 2 juillet pour lui remettre le fameux document relatant une séance du bureau politique du PC d'où il ressort que M. Duclos est au courant.

M. Mitterrand : *« Donc, nous avons un récit d'une séance au Parti communiste. Je veux qu'on retienne bien cela ! »* Et il poursuit : *« A cette époque, M. Dides a un chef, M. Baylot, et M. Baylot un supérieur, le ministre de l'intérieur. Mais M. Dides répond à M. Fouchet :* « Je ne peux pas ; le ministre de l'intérieur est M. Mitterrand, et c'est lui qui renseigne le Parti communiste. » *Il sera intéressant de demander à M. Dides pourquoi il en savait déjà autant, car en ce 3 juillet, il est le seul à être si bien renseigné, et c'est sûrement la première fois qu'on voit un commissaire mettre si sûrement la main au collet du ministre de l'intérieur. »*

TENU À L'ÉCART

M. Mitterrand continue l'exposé des raisons qui l'amenèrent à faire interpeller M. Dides. (...) Les événements se suivent. Une chose frappe M. Mitterrand : tout le monde est informé, sauf lui. On le tient à l'écart. Ses amis, sans lui retirer leur confiance, sont inquiets. De juillet à septembre, on lui disait : faites attention, ces bruits sont dangereux. C'est ainsi que prend corps la calomnie.

Le 8 juillet, M. Vigier invite quatre journalistes, MM. Fauvet, Lefort, Ferniot, Altschuler, et leur dit que M. Mendès France s'appelle en réalité Cerf ; qu'il y a des fuites au comité de la défense nationale ; que le Parti communiste est renseigné et que le traître est Mitterrand.

M. Mitterrand (avec ironie) : *« Ainsi la préfecture de police tient le traître. On s'étonne seulement qu'elle ne l'ait pas appréhendé ! »* Le ministre fait alors état d'une conversation entre MM. Baylot et Baranès, au cours de laquelle *« on fit des hypothèses »*.

M. Mitterrand : *« Le préfet de police pense que c'est un ministre qui a trahi. Baranès, l'indicateur, consulté, répond gravement : je le pense aussi. On jette deux noms, celui d'Edgar Faure et le mien. M. Baylot estime qu'en fin de compte ce serait plutôt moi.* (Le ton s'élève.) *Voilà où nous en sommes. Le 8 juillet, dans les services de l'enquête, on pense toujours qu'il y a un ministre à l'origine des fuites. »* Le garde des sceaux en arrive au point essentiel : *« Mais enfin, M. Baylot savait bien que je n'assistais ni au comité du 14 mai ni à celui du 15. Or c'est cet homme qui va m'accuser. »*

Baranès, lui, est plus habile : il jette le nom d'Edgar Faure. (...)

M. Mitterrand a vu Dides coupable car, après avoir refusé de parler à M. Dubois, il refuse de parler à M. Fouchet. Or il a des documents : il les diffuse dans les milieux politiques.

Après la rituelle suspension, M. Mitterrand reprend sa déposition. *« Le commissaire Dides est donc arrêté. Il avait sur lui des documents qui prouvaient qu'il en savait plus qu'il n'avait voulu dire. Il y avait notamment une pièce encore plus importante que celle du 2 juillet, qui nous révélait des faits que j'ignorais jusque-là. M. Martinaud-Déplat m'a assuré m'avoir informé au moment de la passation des pouvoirs. Mais vraiment je ne crois pas qu'il me l'ait dit. En tout cas, rien n'avait été dit à M. Mendès France, ni à M. Dubois, ni au général Kœnig. (...) »*

« Baranès, monsieur le président, est un extraordinaire héros. Il faut le dire. Il apporte au préfet de police une information : le ministre de l'intérieur est un traître ! Or en disant cela au préfet de police, logiquement, c'est au ministre de l'intérieur qu'il vient dire cela. Avouez que c'est d'un beau courage. » Puis, passant de l'ironie au mépris : *« Mais non ce n'est pas un héros. On sait bien qu'il n'a rien à craindre car c'est plus haut, au-dessus de lui, qu'on a amorcé l'accusation contre moi. Quand le fruit est mûr, il amorce lui, la suspicion, et chaque fois que les enquêteurs sont lancés sur une fausse piste, Baranès est encore là. »*

L'audience se poursuit.

Un peu plus tard, M. Mitterrand dira : *« Il ne faut pas croire que je doute de tous les faits reprochés. Il est sûr que les fuites sur le comité de la défense nationale sont vraies, et c'est évidemment le centre de l'affaire.*

Mais d'où viennent-elles ?

M. Mitterrand : *« Pas du Parti communiste ! Le circuit est beaucoup plus court. Nous sommes en possession de trois documents fondamentaux : 1) le rapport Dides-Fouchet, remis le 2 juillet, dactylographié, sur le comité du 28 juin ; 2) les manuscrits Baranès sur les comités du 28 juin et du 10 septembre ; 3) les notes de M. Mons. C'est la situation au début d'octobre 1954. Et ces pièces nous démontrent à l'évidence que les notes Baranès sont l'héritage direct des notes Mons. Mais entre le document Baranès et le document Dides, il y a une machination, un « habillage », pour orienter l'enquête vers des hommes politiques membres du gouvernement Mendès France. Si je n'avais pas fait arrêter le commissaire Dides, comment aurait-on ces documents ? Je le répète, il y avait bel et bien souci d'égarer l'enquête jusqu'à ce moment. Je souhaite me soumettre à toutes les questions qui me seront posées, mais je ne crois pas que les notes Baranès contiennent des indications autres que celles qui sont à la portée de hauts fonctionnaires de la sûreté nationale. »*

LA TRAHISON CONTINUE

En conclusion M. Mitterrand est formel : les fuites sont toutes venues du secrétariat général de la défense nationale. Il tient M. Mons pour un honnête homme et assure que ce serait pour lui la plus douloureuse surprise de sa vie que d'apprendre sa culpabilité. Cependant M. Mitterrand doit bien reconnaître qu'au dernier stade M. Mons a un peu embrouillé les enquêteurs en affirmant que ses collaborateurs étaient hors de cause. *« Il était de bonne foi. C'est certain. Mais nous avons tardé à connaître la vérité à cause de cette bonne foi. »*

Le ministre en vient à d'autres aspects curieux de l'affaire. On lui a reproché d'avoir proposé Labrusse comme préfet. Or cette décision n'avait pas été préparée par M. Mitterrand, mais par son prédécesseur, M. Martinand-Déplat.

M. Mitterrand : *« Or, que je sache, M. Labrusse ne cachait pas ses opinions. Or – et c'est encore curieux – M. Labrusse connaissait Baranès. Voilà comment s'est acquise la conviction qu'en tout état de cause il y a eu divulgation. Je suis convaincu qu'elle vient du secrétariat général et qu'elle ne peut venir que de là. »*

Cependant il faut en revenir aux prétendues sources communistes de Baranès. M. Mitterrand a dit ce qu'il en pensait à propos du document trouvé sur Dides. Mais il y a sept autres documents Baranès.

M. Mitterrand : *« Baranès les a largement exploités. L'un intéresse la situation en Algérie. L'autre donne les opinions de M. Khrouchtchev. C'est mieux que Duclos. Pourtant, il faudrait savoir si ce ne sont pas des faux. Or ce sont des faux. Vous avez une expertise au dossier. »*

Le président : *« Baranès, monsieur le ministre, ne vous a jamais accusé. « C'est entendu,* dit M. Mitterrand, *mais ce sont ces prétendues informations qui furent à la source de la calomnie. »*

Pourquoi Baranès a-t-il agi ainsi ? M. Mitterrand n'en sait rien. Mais il sait que tant que Dides et Baranès ne sont pas arrêtés, la trahison continue, et qu'au lieu de rechercher les coupables on lance des accusations contre deux ministres.

M. Mitterrand termine : *« Ce que je voudrais, c'est qu'il soit bien dit après ces débats que la trahison a cessé et que l'on reconnaît le désordre qui a régné dans l'Etat et qui a fait que la préfecture de police n'a fait que s'intéresser à la petite histoire au lieu de mener une enquête qui lui était confiée. »*

C'est fini. M. Mitterrand reviendra quand on voudra pour répondre aux questions.

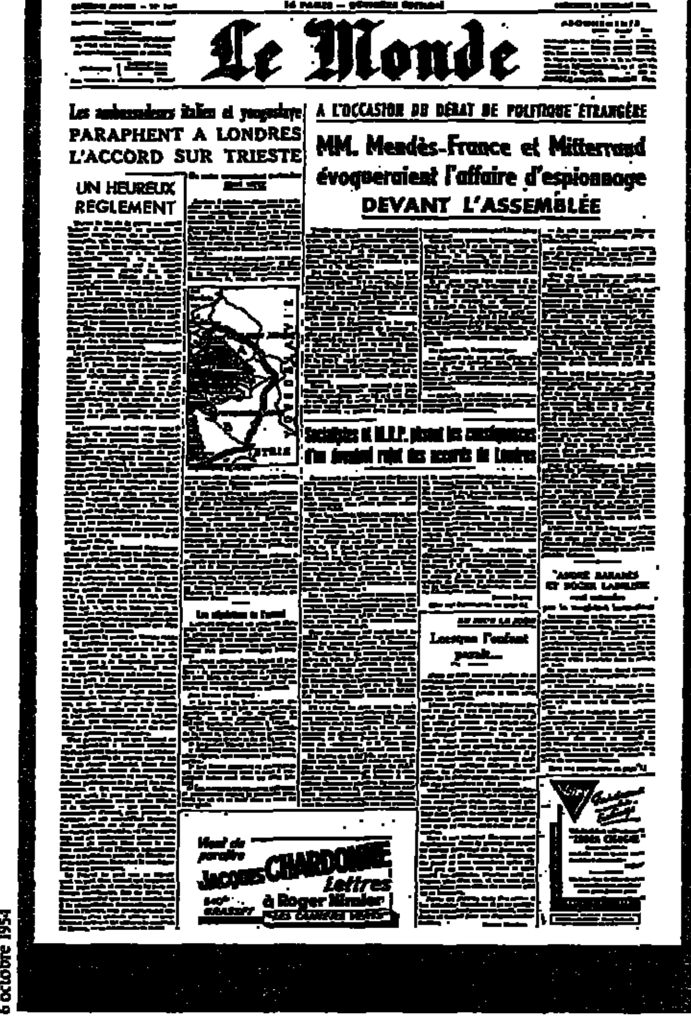
Jean-Marc Théolleyre

(Le Monde *du 14 mars 1956.)*

Une opération montée de toutes pièces

● En 1954, « l'affaire des fuites » plonge François Mitterrand dans une épreuve dont le souvenir ne pourra jamais s'effacer. Ministre de l'intérieur du gouvernement conduit par Pierre Mendès France depuis le mois de juin, il est l'objet d'une machination destinée à lui imputer la fuite, au profit du Parti communiste, d'informations relevant de la sécurité nationale. Le 2 juillet, Christian Fouchet, ministre des affaires tunisiennes et marocaines, est saisi d'un document censé prouver que la direction du PCF dispose des comptes rendus du conseil supérieur de défense nationale.

● Le document est un faux, mais Christian Fouchet reconnaît les propos tenus au cours d'une réunion du conseil de défense à laquelle il participait. Le policier qui le lui a transmis ajoute qu'il tient François Mitterrand, également membre du conseil, pour l'auteur des fuites.



Le Monde

Les ambassadeurs italien et yougoslave PARAPHENT A LONDRES L'ACCORD SUR TRIESTE

UN HEUREUX RÈGLEMENT

A L'OCCASION DU DÉBAT DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

MM. Mendès-France et Mitterrand évoqueraient l'affaire d'espionnage DEVANT L'ASSEMBLÉE

Lorsque l'enfant paraît...

Vient de paraître Jacques CHARDONNE Lettres à Roger Nimier

6 octobre 1954

Le silence du général de Gaulle *par François Mitterrand*

« Il reviendra peut-être au pouvoir comme il en est sorti sans phrase »

LE général de Gaulle se tait. Mais pour traduire ce silence, les interprètes ne manquent pas. L'un, qui se dit informé, affirme que la rédaction du troisième tome de ses *Mémoires* occupe davantage l'ancien président du gouvernement que la préparation du retour au pouvoir. L'autre, qui se croit perspicace, prétend que tout est prêt pour ce retour. *Celui-ci*, qui puise aux bonnes sources, annonce qu'un appel solennel sera sous peu adressé au pays. Celui-là, qui sait de quoi il parle, déclare que rien ne sera dit, que rien ne sera fait hors des enceintes du Parlement.

Tout le monde est dans le secret, mais chacun a le sien. Il y a le secret de la « magistrature temporaire », celui du recours contre le système, celui de la sauvegarde du régime, celui de l'arbitrage entre les partis, celui des chambres en vacances. Mais si l'on suppose que, soit de son propre mouvement, soit par soumission à la sollicitation populaire, le général de Gaulle quitte une retraite de douze années pour obéir à *« cette loi suprême qu'est le salut de la patrie et de l'Etat »*, comment abordera-t-il les affaires où s'épuisent l'expérience ou la jeunesse des autres ? Là les exégètes baissent le ton. Ce n'est plus un secret, mais une confidence qu'on livre pour le meilleur usage. *« Nous sommes en 1917,* murmure le premier, *à l'heure de Clemenceau. L'Algérie se perd à Paris. Pour juguler l'abandon et le défaitisme, il faut un patriote à poigne. Une guerre ne se gagne pas à moitié.*

– Ne vous y trompez pas, rétorque le second, *lui seul pourra tendre la main à ceux qui croupissent dans nos prisons et dans nos camps, à ceux qui font sauter nos trains, à ceux qui tirent dans les djebels. Ce qui compromettrait tout autre assurera sa gloire.*

– Mais non, insiste le premier, *pour de Gaulle la présence française en Afrique ne saurait se confondre avec les* Rêveries *de Jean-Jacques Rousseau sur les chemins tranquilles d'une campagne endormie. L'ordre, l'autorité, commandent notre chance impériale. Les songe-creux du fédéralisme sont nos plus subtils ennemis.*

– N'en croyez rien, répète le second, qui se fâche : *l'homme de Brazzaville a donné le signal de l'émancipation africaine. Récemment encore, il a proclamé que, l'ère de la domination désormais révolue, l'ère de l'association commençait. De Gaulle est la dernière carte de la communauté future. »*

Le rythme égal de ces propos contraires finirait par lasser. Pourtant la liste n'en est pas close. Voyez ce pessimiste qui s'inquiète pour la paix et réclame de Gaulle afin que se renoue une alliance atlantique que les foucades américaines et les jongleries britanniques ont tout de même vermoulue. Ecoutez cet optimiste qui vous interpelle et évoque l'homme seul de 1940 devant lequel s'inclina Churchill et qui sut refuser à Staline sa vodka.

Oui, de Gaulle se tait. Mais que ce silence est donc assourdissant !

Hors l'aventure de la sainteté ou de la science, il n'est pas de Français vivant qui soit plus digne de la pérennité de l'histoire que le chef de la France libre. S'il se tait, quand le vacarme des querelles accompagne les malheurs de la patrie, pourquoi chercher ailleurs que dans la méditation, l'angoisse, la fidélité et l'amour les raisons d'un silence dont il n'a confié à personne le soin d'en percevoir l'écho ?

« COMMENT » ET « QUAND ? »

De Gaulle reviendra peut-être au pouvoir comme il en est sorti : sans phrase. L'envie de parler lui vint une fois en même temps que le goût de rassembler ce qui fut d'abord un parti avant de devenir une faction. Mais *« la triste parade de notre force politique »* à laquelle cependant il accepta de figurer l'incommoda si fortement qu'avec le silence il reprit ses distances. Par une curieuse illusion d'optique, il avait, en se rapprochant, perdu de sa hauteur. Nul doute qu'il ait souffert de ne pouvoir restituer à la France son unité et à l'Etat sa force. Par contre, ce ne fut pas sans un heureux soulagement qu'il s'éloigna de la meute affamée qui, sous l'étiquette du Rassemblement du peuple français, avait fait entendre surtout les cris d'un bel appétit contrarié.

Les journaux de Paris sont pleins cette semaine du grand nom disputé. Dans la foulée de Jacques Soustelle, François Mauriac et Maurice Duverger ont déjà dépassé le « comment ? » pour atteindre le « quand ? ». Du coup, la léthargie gouvernementale, qui se sent chatouillée, remue bras et jambes et même la tête. L'opinion, elle aussi, s'émeut. De Gaulle la choque ou l'exalte comme la solitude et la gloire. On oublie les égarements des *« crachats dans la mer »* pour aimer à nouveau cette manière inimitable de prononcer le mot France avec l'accent intemporel du haut des Pyramides et de Carlton Gardens. Tandis que de Gaulle se tait, le formidable accompagnement du silence propage au loin ses ondes sonores. Tendons l'oreille. Un accord inconnu jusqu'alors rythmera-t-il la marche d'un peuple, le nôtre, vers l'harmonie et vers la paix, plutôt que vers la guerre et ses dominations ? Nous n'avons rien entendu encore qui ressemble à cela. Ici et là, dans nos provinces retirées, des traducteurs de fantaisie s'essayent à nous convaincre. Certains ont déjà, sans effort, retrouvé les variations d'un thème ancien : l'injure et la menace, le chantage et la haine. L'appât électoral a décidément des vertus furieuses.

Comment s'y reconnaître ? La vraie grandeur, le vrai langage du général de Gaulle, nous révéleront, souhaitons-le, le vrai secret de son silence.

(Le Monde *du 13 mars 1958.)*

● Alerté, Pierre Mendès France diligente aussitôt une enquête, mais n'informe pas François Mitterrand de l'affaire. Celui-ci, qui ne l'apprendra que deux mois plus tard, ressent comme une humiliation le fait d'avoir été tenu à l'écart par le président du conseil. Plutôt que de rejeter sur-le-champ les soupçons – ce qu'il aurait pu faire sans peine en rappelant qu'il ne participait pas à l'une des réunions du conseil qui avaient fait l'objet de fuites –, il préfère tenter de débusquer les auteurs du complot.

● L'enquête démontre rapidement que l'opération a été fabriquée de toutes pièces à partir d'informations transmises par deux collaborateurs du secrétaire général de la défense nationale. Le ressentiment de François Mitterrand à l'endroit de Pierre Mendès France ne disparaîtra jamais tout à fait.

L'ADVERSAIRE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Refuser le gaullisme ne revenait pas à refuser son temps

par François Mitterrand

J'AI naguère écrit et je continue de penser que, sur le plan historique, la personne du général de Gaulle comptera plus que son œuvre. La lecture du second tome de *La République gaullienne* (Fayard) m'apprend que Pierre Viansson-Ponté n'est pas loin de partager cette opinion.

Refuser le gaullisme ne revenait pas nécessairement à refuser son temps. La gauche n'a pas été seulement cette pauvre vieille chose qu'on nous montre, peuplée de ci-devant et faisant tourner ses moulins à prières devant des autels poussiéreux. Quatre ans ont été nécessaires pour qu'une nouvelle génération s'affirmât *dans les partis et dans les clubs*. En 1962, 1963, les initiatives se contrarient mais les idées foisonnent. La circonstance approche qui canalisera la tendance en un vaste rassemblement. A cet égard, la cohérence de la démarche qui, de 1965 à nos jours et malgré l'échec de 1968, prépare le changement de majorité de notre pays apparaît mal.

Du coup, le déclin de la République gaullienne dont Viansson-Ponté *situe justement l'origine, ne s'explique plus que par l'incompatibilité* d'humeur grandissante entre de Gaulle et les Français, ce qui minore à l'excès sa signification véritable. « *Le 12 mars 1967*, note-t-il, *la Ve République garde la majorité absolue, mais elle a perdu ses illusions...* » Un an plus tard, elle retrouvait ses illusions mais elle avait perdu son âme.

L'histoire, dans un siècle ou deux, fera son exacte place à Charles de Gaulle et l'on saura alors si l'homme d'avant-hier était *aussi celui d'après-demain*. Cette remarque de Viansson-Ponté n'ôte rien à l'envie manifeste qu'il a de trancher le débat sans attendre. Il ne doute pas plus que moi que, dans un siècle ou deux, la France se souviendra du personnage hors série qu'elle a tout à la fois méconnu, adulé, subi, aimé, rejeté et qu'elle classe maintenant au panthéon de ses gloires. Mais à la question qu'il pose : onze années de République gaullienne auront-elles prise sur l'avenir ?, son livre répond, peut-être sans qu'il le veuille, qu'il ne le pense pas.

Certes, « *rien n'est plus, rien ne peut plus être, rien ne sera plus tout à fait comme avant* », et le temps *de Charles de Gaulle a été le temps des ruptures. Mais si les institutions ont changé par lui et les techniques sans lui, les mœurs ont changé contre lui*. Quant aux structures économiques, elles sont restées telles qu'elles étaient avant lui.

De Gaulle a laissé à la France de nouvelles règles politiques. C'est important. Croira-t-on que l'entrée dans nos lois et dans nos usages du référendum, de l'élection du président de la République

« Si les institutions ont changé par lui et les techniques sans lui, les mœurs ont changé contre lui »

au suffrage universel, du *fait majoritaire*, aura troublé les *profondeurs* ? Ce serait *excessif*. (...)

En France, si la défaite et l'anarchie ne pardonnent pas aux Républiques, elles font la chance des hommes politiques illustres que la classe dirigeante, bourgeoise de terre, de robe, d'usine ou d'affaires, tient depuis deux siècles en réserve et sort à point nommé. Le rôle de sauveur, que par une résurgence de langage dévot on appelle *aussi homme providentiel*, appartient au répertoire national.

On avait espéré Hoche, Jourdan, Moreau. Napoléon Bonaparte parut, et c'en fut terminé de la Ire République. On avait tremblé en 1848 devant une révolution qui avait osé prononcé le mot de socialisme. Cavaignac hors d'usage, on sollicita Changarnier et Joinville. Mais Louis-Napoléon régla à sa manière le sort de la IIe République. On rallia son camp aussitôt.

PAS LE SAUVEUR DÉSIRÉ

En 1940, ce fut la « divine surprise » : vaincu, occupé, humilié, notre pays alla au maréchal Pétain. La formule de Charles Maurras exprimait l'opinion des milieux où l'on pensait que le mirage du Front populaire avait attiré sur la France le feu du ciel. Cependant, la Ire République avait changé la face du monde, la IIe avait brassé de grands rêves, la IIIe avait rétabli l'unité nationale et, par leur rayonnement, elles avaient toutes les trois contraint leurs vainqueurs à prétendre qu'ils s'inspiraient des mêmes principes. La IVe République, qui n'eut pas ce lustre, mourut comme elle avait vécu, petitement. Elle s'était donné un système politique désuet. Elle n'avait pas réglé la crise coloniale. Elle ne répondait plus à ce que la classe dirigeante attendait de l'Etat. Elle était condamnée. Certes, non plus que les deux Bonaparte, le général de Gaulle n'était le sauveur désiré. Mais il sut, comme eux, agir en temps voulu et prévenir les ambitions adverses. La grande bourgeoisie, habituée aux mariages de raison, accepta *celui-là*, qui *sauvait l'essentiel. La Ve République eut le* champ libre. Libre ? On a vu ses limites.

J'ai commencé ces réflexions en observant que je trouvais de Gaulle plus remarquable par ce qu'il était que pour ce qu'il faisait. Choquerai-je si je répète ici qu'il m'apparaît comme le dernier des politiques d'envergure du XIXe siècle plutôt que sous l'aspect du précurseur de l'an 2000 ? Moins d'un *an après sa mort, le gaullisme est un passé clos*. Les institutions, *qui ont tenu jusqu'ici*, craquent sous la poussée des courants que l'ultime départ du fondateur a libérés. Ses successeurs ne se contentent pas d'adapter sa politique à l'événement, ils s'éloignent lentement des principes qui la guidaient.

Ont-ils tort ? Le monde est redevenu ce qu'il était avant que Charles de Gaulle l'eût inventé pour son usage. En ce sens, ils sont réalistes. (...)

Ce qu'était l'homme qui devait occuper trente ans de notre histoire, beaucoup ont tenté de le dire. Je l'ai rencontré quelquefois. En août 1944, j'ai participé, sous sa présidence, au premier conseil de son gouvernement de la France libérée et j'ai encore dans l'oreille son monologue de ce jour-là. J'écoutais, j'observais, j'admirais. A force de vivre des journées historiques dont le souvenir s'est perdu, je suis devenu économe de ce genre d'émotions. Mais j'avais vingt-sept ans, des *réserves* d'enthousiasme et une *certaine* propension à magnifier l'événement. J'avais aussi quelque *raison* d'ouvrir les yeux tout grands : *c'était* le début d'une époque, *et c'était* le général de Gaulle. *De Gaulle ne posait pas le problème en ces termes. Il existait. Ses actes le créaient, et la conviction qu'il* avait d'être la France, d'exprimer sa vérité, d'incarner le *moment* d'un destin éternel, *qui plus est* immuable, m'émouvait plus qu'elle ne m'irritait.

SE BATTRE CONTRE DES OMBRES

Je n'ai jamais trouvé risible cette *appropriation*. L'amour viscéral, exclusif, qu'il portait à la France poussait le général de Gaulle à se battre contre des ombres. Il tenait de Richelieu un héritage qu'il disputait à Pitt, Metternich et Bismarck, tandis que le tsar continuait de régner à Moscou. La patrie était un sol mystique, dessiné par la main de Dieu et habité par un peuple de laboureurs et de soldats. A l'heure du *plus grand péril, cette terre faite pour ce peuple sécrétait* naturellement le *héros* nécessaire. Cette fois-ci le héros, *c'était* lui. Que si son tempérament et son éducation le portaient à ramener les événements de son époque à l'aventure personnelle d'un petit nombre d'élus, choisi pour agir, parler, décider au nom de tous, je ne chicanerai pas. En devenant réalité, l'hypothèse de Gaulle a gommé les virtualités concurrentes, et aujourd'hui elle seule se propose à l'historien.

On oubliera donc que la *Résistance n'est pas née que de lui, qu'elle a souvent grandi hors de lui, que les droits de la France eussent trouvé*, quoi qu'il advînt, des défenseurs légitimés par le combat. Mais ce qui peut être concédé à la geste gaulliste, à la rigueur et par souci de simplification, pour la période qui va de 1940 à 1944, c'est-à-dire le rôle déterminant d'un homme qui se jette au travers de la fatalité, la saisit aux naseaux, l'oblige à changer de route et crée par la vertu de son pressentiment et de sa volonté un cours nouveau des choses, n'a pas de sens au-delà.

Soldat méditatif, patriote intransigeant, de Gaulle a osé démentir par un acte initial d'indiscipline sa classe sociale, qui, dans l'embarras de la défaite, avait pris, comme souvent, le parti de ses intérêts en traitant avec le vainqueur – et quel vainqueur ! Mais lorsqu'ils ont l'âme haute, la carrière des armes délie les fils de la bourgeoisie des lois de leur milieu. Le soldat de métier ne possède pas de biens matériels, les dédaigne et tire orgueil de ce renoncement. Par vocation et par état, il a besoin de justifier sa vie selon d'autres valeurs que celle du profit. De Gaulle a vu pleurer sa mère au souvenir de 1870 et ne s'est à son tour guéri de cette peine qu'en rompant, le 18 juin 1940, avec l'ordre *établi*, celui de sa mère et *le sien*, dès *lors* que cet *ordre établi trahissait*.

J'ai connu cette tradition. Mes *grands*-parents n'évoquaient *pas* la capitulation de Sedan *sans* que se réveillât une vieille douleur. Disciples de Clemenceau, ils accusaient les expéditions coloniales d'avoir détourné l'attention des Français de la revanche sur le Rhin. Le soir, on récitait le Hugo de *L'Année terrible*. La victoire de 1918 n'avait pas effacé les stigmates du malheur. La mémoire chargée d'angoisse, on aimait la France, terre et chair. Dieu qu'on avait mal quand elle souffrait ! Et l'on s'inquiétait tout autant de ses moments heureux, de peur qu'ils ne fissent oublier les autres.

Formé à cette école d'ancienne mode, *de Gaulle était plus proche des soldats de l'An II et des poilus* de 1914 que des bourgeois de sa génération. Il dut à cet anachronisme de parler comme un visionnaire. Son retard devint de l'avance. En se détachant des siens, il rencontra le peuple. Ni l'un ni l'autre ne se sont, par la suite, tout à fait séparés.

C'est aussi sous cet angle-là qu'il faut lire l'histoire de la République gaullienne.

(Le Monde *du 23 septembre 1971.*)

Les pleins pouvoirs

● Le 13 mai 1958, à Alger, la *foule prend d'assaut le bâtiment du gouvernement général de* l'Algérie. Un comité de salut public, constitué sous la présidence du général Massu, exige la création d'un gouvernement de salut public. Ayant accepté de former le gouvernement, le général de Gaulle se rend, le 1er juin, à l'Assemblée nationale pour y lire sa déclaration d'investiture. Il demande les pleins pouvoirs pour six mois et un mandat *pour proposer un référendum* sur *« les changements indispensables »* à apporter à la Constitution. François Mitterrand prononce un discours incisif pour dénoncer ce projet et refuser son vote. Charles de Gaulle devient le dernier président du conseil de la IVe République, par 309 voix contre 224, et obtient les pleins pouvoirs par 350 voix, contre 161 et 70 abstentions. Il sera élu président de la République le 21 décembre suivant.

Le Monde

L'Assemblée nationale se prononce sur les pleins pouvoirs

Le général de Gaulle se rendra mercredi à Alger

RENVERSEMENT

Alger dissimule assez mal sa déception

QUITTE OU DOUBLE

Suspense

3 juin 1958

A l'Assemblée nationale, le 1er juin 1958

LA parole est à M. Mitterrand (UDSR) : « Lorsque, le 10 septembre 1944, le général de Gaulle s'est présenté devant l'Assemblée consultative issue des combats de l'extérieur ou de la Résistance, il avait à ses côtés deux compagnons : l'honneur et la patrie. Ses compagnons d'aujourd'hui, qu'il n'a sans doute pas choisis, s'appellent le coup de force et la sédition. (...)

» Comment pourrait-on nier qu'il existe un lien entre le 13 mai à Alger et la séance d'aujourd'hui, qu'il y a un complot organisé à Alger et dont les ramifications se sont étendues jusqu'à certains palais officiels de Paris ?

» C'est l'état-major qui procède aux mutations nécessaires. Je dirai lesquelles si cela est nécessaire. (...) C'est un officier supérieur, placé à la tête d'un régiment de parachutistes d'élite, qui quitte la frontière tunisienne pour Alger, *deux jours avant l'insurrection. C'est un officier général, dont plusieurs de nos collègues se rappellent* l'attitude lors d'une *manifestation* à l'Etoile qui, *après avoir trouvé normal de frapper son ministre de la défense nationale, se fait muter au Sahara pour devenir, au sein du Comité de salut public d'Alger, un de nos nouveaux* « interlocuteurs valables ».

C'est l'indulgence surprenante des juges militaires d'Alger à l'égard d'un groupe de contre-terroristes responsables de dix-huit assassinats, dont le dernier était celui du chef d'état-major du général Salan : deux d'entre eux sont aujourd'hui membres du Comité de salut public. (...)

» L'Assemblée est placée devant un ultimatum : ou bien elle acceptera le président du conseil qui se présente, ou bien elle sera chassée. Nous n'acceptons pas cela.

» Alors que le plus illustre des Français se présente à nos suffrages, je ne puis oublier qu'il est présenté et appuyé d'abord par une armée *indisciplinée. (...) En droit, il tiendra son pouvoir de la représentation nationale ; en fait, il le détient déjà du coup de force. (...)*

» Dans quelque temps vous vous rallierez, m'a-t-on dit. Si le général de Gaulle est le fondateur d'une nouvelle forme de démocratie, le libérateur des peuples africains, le mainteneur de la présente française partout au-delà des mers, le restaurateur de l'unité nationale, s'il prête à la France ce qu'il faut de continuité et d'autorité, je me rallierai à lui. (...)

» Au moment où la seule chose claire que l'on nous annonce est notre mise en congé, où l'on ne nous réserve qu'une séance de pure forme, exigée par la Constitution, le premier mardi d'octobre, où nous sommes invités à nous taire et à laisser faire, même ceux qui sont pleins d'angoisse ne doivent pas se laisser aller au désespoir : la France continue. Il y a l'espoir, la volonté et, au bout, la liberté victorieuse dans la patrie réconciliée. Cette espérance me suffit et m'encourage au moment de me prononcer contre la candidature du général de Gaulle. »

(Le Monde *du 3 juin 1958.*)

La « dernière classe »

L'HÉMICYCLE est comble et les tribunes, conquises de haute lutte par le public, sont absolument bondées lorsque commence la « dernière classe ». Timide, et un peu désemparé, dirait-on, le général se glisse jusqu'au banc du gouvernement. *De quelques regards rapides* à droite, à gauche et derrière lui, il jauge cette Assemblée.

Tous les rites n'étant pas encore abolis, M. Le Troquer fait connaître la composition du cabinet. Cette lecture traditionnelle ne provoque guère de réactions. Seule la promotion de M. Ramonet soulève quelques murmures et quelques ricanements.

Le général de Gaulle est à la tribune. *Silence impressionnant* de l'extrême *droite* à l'extrême *gauche*. Retrouvant une maison qu'il n'a jamais aimée, et où il ne s'est jamais senti à l'aise, le président désigné se hâte de livrer son message. Il est ému, très ému. Sa brève lecture terminée – *imperatoria brevitas*, dira M. Pierre Cot –, il quitte l'Hémicycle.

Les applaudissements hésitent. La droite et l'extrême droite sont discrètes : peut-être parce qu'elles n'entendent pas « marquer » celui qui vient de parler, peut-être aussi parce qu'elles ne sont pas entièrement satisfaites. Les MRP et les radicaux suivent avec quelque réticence. Sur les bancs de la SFIO, il n'y a guère que MM. Lejeune, Lapie, Ramadier et Eugène Thomas pour manifester leur approbation.

M. Mitterrand et seize autres orateurs s'adressent à un banc vide

Les dix-sept orateurs qui vont se succéder à la tribune pendant près de trois heures et demie vont s'adresser à un banc vide. Ce spectacle sans précédent fait une curieuse impression.

Huit orateurs « pour » et neuf orateurs « contre » animent ce que l'on hésite à appeler un débat. Ce sont les derniers moments, jusqu'à nouvel ordre, d'un Parlement dont la mission est pourtant de parler, si l'on en croit l'étymologie.

Etrange séance, qui ne s'élèvera jamais très haut, mais qui ne manquera jamais de grandeur, sauf à un moment : celui où M. Le Bail rabaisse le débat sans chercher à dissimuler sa haine et réduit le rôle historique *du général de Gaulle* au *« dédouanage »* des *communistes* et à... la restauration du *scrutin proportionnel*.

Après quelques mots parfaitement dignes et parfaitement mesurés de M. Isorni, qui parle dans un lourd silence, c'est M. Mendès France qui vient dire son refus de céder à la contrainte. Son émotion, très visible, le fait trébucher sur deux *ou trois* mots, mais sa condamnation de l'*« investiture extorquée »* n'est pas moins rigoureuse.

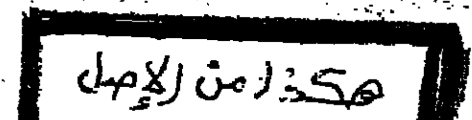
L'Assemblée ne commence à *se* dissiper un peu qu'avec les explications de MM. Masson et Clostermann, qui montrent le caractère hésitant de certaines adhésions : le premier *« restera vigilant »*, le second votera avec la *« foi du charbonnier »*. Les attaques modérées de M. Jacques Duclos, l'explication de M. Tanguy-Prigent, plus ému peut-être que tout autre, le remarquable et ferme discours de M. François Mitterrand – « *vos compagnons s'appellent le coup de force et la sédition* » – et la charge éloquente de M. Pierre Cot contre le pouvoir personnel marquent les moments principaux de la séance.

On se retrouve en séance de nuit devant un étrange spectacle : M. Michel Debré, grand ennemi du système, est assis au banc du gouvernement au *côté de quelques-uns des* plus authentiques *représentants* de ce *système*. Faut-il conclure de cette cohabitation que ce n'est pas vraiment un régime nouveau qui commence ?

Une période est en tout cas révolue, et l'Assemblée en est consciente. Elle s'attarde à d'ultimes chamailleries et à une discussion de procédure, comme pour goûter jusqu'au dernier moment certains plaisirs et user de certains droits qui vont lui être retirés pour longtemps.

Raymond Barrillon

(Le Monde *du 3 juin 1958.*)



L'attentat de l'Observatoire : le récit de Robert Pesquet...

D'APRÈS M. Pesquet, le pseudo-attentat est une machination imaginée de toutes pièces par M. Mitterrand. Etant venu au Palais de justice pour s'y faire inculper d'abus de confiance, le 7 octobre, il est interpellé dans un couloir d'instruction par l'ancien garde des Sceaux. Il ne le connaît que très vaguement. Une conversation s'engage. Elle se poursuit en présence de Me Roland Dumas, qui accompagne M. Mitterrand jusqu'à une brasserie située en face du Palais.

Me Dumas étant parti, M. Mitterrand demande à brûle-pourpoint à l'ancien député s'il ne voudrait pas profiter de son appui politique et, connaissant son goût du risque, s'il ne lui plairait pas d'accomplir une mission dangereuse. L'entretien se développe sur ce thème le long des quais de la Seine. M. Pesquet, intrigué, désireux d'en savoir davantage, accepte un rendez-vous fixé au 14 octobre dans un grand café des Champs-Elysées.

Là, M. Mitterrand précise qu'il s'agit d'un simulacre d'attentat contre lui-même, en plein Paris, et lui demande s'il pourrait se procurer des armes et une voiture. M. Pesquet s'étonne d'avoir été choisi pour exécuter une opération aussi extraordinaire, puisqu'il est un adversaire politique.

« C'est pour me garantir, explique M. Mitterrand, *au cas où vous seriez pris sur le fait. Je ne voudrais pas compromettre des amis ! »*

Mais quel est le but de cette rocambolesque mystification ?, insiste M. Pesquet. *« Provoquer une série de perquisitions dans les milieux d'extrême droite »*, rétorque M. Mitterrand.

M. Pesquet donne alors son accord, secrètement résolu à tout dévoiler publiquement le moment venu : il sera prêt quand l'ancien ministre lui donnera l'ordre d'agir.

Machination ou guet-apens ? Deux versions contradictoires

RUE AUGUSTE-COMTE

Nouveau rendez-vous le lendemain, 15 octobre, à 17 heures, devant la fontaine Médicis. Les deux hommes bavardent en marchant le long du jardin du Luxembourg et dans la cour du Sénat. M. Mitterrand dit à M. Pesquet que l'opération doit avoir lieu la nuit prochaine : *« Comme ça, je coifferai Mendès d'une courte tête ! »*, s'exclame-t-il.

Et il lui donne tous les détails : attendre à minuit sa sortie de la brasserie Lipp, à Saint-Germain-des-Prés ; suivre sa voiture qui empruntera un parcours précis jusqu'à la rue Auguste-Comte ; et là, tirer sur la voiture lorsqu'elle sera vide.

M. Pesquet accepte. Il part, et se hâte de mentionner brièvement le scénario du faux attentat sur une carte-lettre qu'il s'adresse à lui-même, en poste restante, au bureau de poste de la rue de Vaugirard. Il glisse le pli dans la boîte aux lettres, n'ayant pas eu le temps de l'adresser en recommandé avant la fermeture du bureau.

Il a consigné auparavant un compte rendu des diverses rencontres avec M. Mitterrand dans un autre message, expédié au nom d'Abel Dahuron – le tireur – en recommandé cette fois, en poste restante, au bureau des PTT de Cambremer, près de Lisieux, dont dépend sa propriété de Beuvron-en-Auge (Calvados).

FÉLICITATIONS

L'expédition a lieu comme prévu, à ce détail près que la voiture conduite par M. Pesquet doit contourner trois fois le square de l'avenue de l'Observatoire à cause d'un couple d'amoureux, puis d'un taxi jaune. Enfin, la voie est libre.

M. Pesquet descend de son véhicule pour s'assurer que la pseudo-victime est bien à l'abri, revient, reprend le volant, et ordonne à son jardinier, M. Abel Dahuron, de tirer.

Dernier rendez-vous enfin le 19, au café Le Cristal, où M. Mitterrand félicite M. Pesquet et lui annonce qu'il faudra récidiver afin de préparer également un faux attentat contre M. Mendès France.

(Le Monde *du 30 octobre 1959.*)

... et celui de François Mitterrand

FRANÇOIS MITTERRAND affirme n'avoir absolument rien organisé dans cette étrange aventure. Il est abordé le 7 octobre, au palais de justice, par M. Pesquet, qu'il ne connaît guère, mais qui s'accroche à lui. Avec Me Roland Dumas, ils consomment en face du palais. M. Pesquet se lance dans une profession de foi *« ultra »*. Puis, lorsque Me Dumas les laisse seuls, il confie à l'ancien ministre qu'il n'approuve pas certaines méthodes politiques de violence. Ils s'en vont par les quais de la Seine. M. Pesquet expose qu'il est au courant d'un complot dirigé contre plusieurs personnalités, et que l'ancien garde des Sceaux est lui-même menacé d'assassinat. Lorsque l'ancien député a pris congé, M. Mitterrand rencontre devant les Tuileries M. Vladimir Porché. *« Quelqu'un vient de m'annoncer que j'allais être exécuté »*, lui dit-il.

Le 14, M. Pesquet téléphone à plusieurs reprises à M. Mitterrand, qui ne veut pas prendre la communication. Finalement, après avoir dit à sa secrétaire que cet homme l'exaspère, l'ancien ministre accepte de l'écouter. Rendez-vous est pris dans un café des Champs-Elysées, voisin de son bureau.

Là, M. Pesquet se lamente : *« Je suis pris dans un engrenage. Ces gens d'Alger me tiennent. Implacables, ils désirent vous abattre, ainsi que Mendès France, Guy Mollet, Pflimlin... Mais moi, je ne veux pas être leur complice ! »*

Le 15, le téléphone sonne encore. Il veut rencontrer M. Mitterrand pour lui donner des précisions. Celui-ci lui propose de l'accueillir au Sénat. L'autre refuse : trop de parlementaires pourraient l'y reconnaître. La rencontre a lieu à la fontaine Médicis, d'abord. L'ancien garde des Sceaux entraîne peu à peu son interlocuteur jusqu'au Sénat. Pendant une heure et demie, M. Pesquet indique que la menace se précise contre M. Mitterrand et même contre ses enfants. Il supplie aussi le sénateur de la Nièvre de ne pas le dénoncer. *« Je vous avertis au péril de ma vie. Allez-vous me livrer à la police et m'envoyer aux assises ? »*

M. Mitterrand ne sait si M. Pesquet est un mythomane ou s'il dit vrai. Vivement impressionné tout de même, il ira chercher lui-même son fils aîné à l'école. D'ailleurs, il a reçu depuis une quinzaine de jours une foule de lettres de menaces. Il vit sous la *« psychose de l'attentat »*.

M. Pesquet l'a questionné sur ses habitudes, sur le chemin qu'il prend généralement pour regagner son domicile. Il lui a conseillé, au cas où il se rendrait compte qu'il est suivi en voiture, de modifier son itinéraire coutumier, pour aller se réfugier vers les jardins de l'Observatoire. Enfin, il lui a demandé s'il irait le soir à la brasserie Lipp, ajoutant : *« J'y passerai peut-être à minuit, si j'ai de nouveaux renseignements à vous donner. Je vais de ce pas à la Chambre des députés : du vote sur l'Algérie dépendra la date des attentats ! »*

A minuit et demi, M. Mitterrand, chez Lipp, n'a pas vu arriver M. Pesquet. Il sort, monte dans sa voiture. Il part et s'aperçoit bien vite qu'une autre auto suit la sienne. Il s'affole un peu. En haut de la rue de Tournon, de plus en plus inquiet, il ne tourne pas à droite, mais à gauche, « téléguidé » vers ces jardins de l'Observatoire, dont M. Pesquet lui a parlé.

Sur les lieux, il profite d'une cinquantaine de mètres d'avance pour stopper et courir se cacher dans le square. Il était temps : la rafale de mitraillette transperce sa voiture.

Le 19, il va au Cristal, accompagné d'un ami, remercier M. Pesquet qui, croit-il, ne lui a pas menti et lui a sauvé la vie. Le 22 seulement, il comprend qu'il est tombé dans un guet-apens.

(Le Monde *du 30 octobre 1959.*)

Levée de l'immunité parlementaire

● Dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 octobre 1959, François Mitterrand, alors sénateur de la Nièvre, regagne seul, au volant de sa voiture, son domicile rue Guynemer. Ayant constaté qu'il est suivi, il abandonne sa voiture devant les jardins de l'Observatoire, dont il franchit les grilles et où il se dissimule. Une rafale de mitraillette est alors tirée sur l'automobile de l'ancien ministre.

● Le 22 octobre, un ancien député républicain social (gaulliste), puis poujadiste, du Loir-et-Cher, Robert Pesquet, fait savoir qu'il est l'auteur principal de l'attentat. Mais, en même temps, il accuse M. Mitterrand de s'être prêté à une mise en scène et d'avoir préparé l'opération avec lui. Le sénateur réplique aussitôt qu'il a été victime d'une machination. Confronté par le juge d'instruction avec M. Pesquet, il reconnaît l'avoir rencontré à plusieurs reprises. M. Mitterrand se constitue partie civile et porte plainte en diffamation. Le juge demande la levée de son immunité parlementaire.

● Le Sénat, consulté une première fois le 18 novembre, ajourne la demande par 162 voix contre 117, mais accepte finalement, huit jours plus tard, d'autoriser les poursuites par 175 voix (dont 20 socialistes sur 51) contre 27 (dont 11 communistes sur 14 et 15 socialistes). Le 8 décembre suivant, M. Mitterrand sera inculpé d'outrage à magistrat.

● M. Pesquet est arrêté, le 29 novembre, sur mandat d'un autre juge d'instruction, pour avoir pris part à un attentat au plastic commis, le 5 février 1958, au Palais-Bourbon. Il obtient, le 4 décembre 1959, sa mise en liberté provisoire pour raison de santé. On apprend qu'il a gagné l'étranger. En août 1963, la Cour de sûreté de l'Etat le condamne par contumace à vingt ans de réclusion pour avoir commandé un réseau OAS.

« Le Coup d'Etat permanent »

DANS les cinquante premières pages du fulgurant pamphlet de François Mitterrand *Le Coup d'Etat permanent*, les premières lignes sont tout entières à citer : *« En 1946, comme en 1815, un régime apparemment détruit de fond en comble, passées les grandes colères et les grandes espérances, passées l'épopée, la guerre et la gloire, a resurgi par l'astuce et le doigté de quelques hommes dont l'habileté supérieure avait été d'abord d'échapper au naufrage de leur temps... »* Et un peu plus loin : *« Dans une société universelle où il ne se serait rien passé, où il n'y aurait eu ni Amérique, ni Russie, ni ouvrier, ni patron, ni colonies, ni émancipation, ni bombe atomique, ni rampe de lancement, ni monnaie, ni prix, ni air, ni eau, ni feu, notre politique eut été admirable. »* Ayant ainsi réglé son compte à la IVe, l'ancien ministre s'en prend à la Ve. Son réquisitoire est tout entier dans cette accusation qu'il diversifiera ensuite : *« J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus, parce que c'est vers un nouveau renforcement, continu du pouvoir personnel qu'inéluctablement il tend, parce qu'il ne dépend plus de lui de changer de cap. »*

L'ancien ministre voit en somme dans le général un dictateur malgré lui. Mais la dictature qui s'ignore est plus redoutable que celle qui se connaît. *« Ou bien de Gaulle aura assez d'audace et d'imagination pour faire de son coup d'Etat un coup d'Etat de tous les jours et donc une dictature cohérente, systématiquement oppressive, carrément arbitraire, ou bien l'aventure s'achèvera plus tôt qu'on ne le croit. »* Notre procureur prend plus de risques à être prophète. Mais, s'il est parfois excessif, son livre ne lasse jamais.

Jacques Fauvet

(Le Monde *du 3 juin 1964.*)


GILLES CARON / CONTACT PRESS IMAGES

Charge de CRS au Quartier latin, à Paris, 23 mai 1968.

Mai 68 : l'invitation à Pierre Mendès France

CEUX qui attendaient avec une impatience croissante du président de la Fédération qu'il s'explique enfin ne seront pas déçus. M. Mitterrand a pris ses risques et, tous calculs faits, il fonce. Le point le plus important de ses déclarations est probablement l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle qui suivra la démission du général de Gaulle, provoquée, estime-t-il, par la victoire du « non » au référendum. Il coupe court ainsi à tout autre candidature de gauche et s'affirme prêt à combler le vide s'il venait à se créer au sommet du pouvoir.

Le gouvernement, dans son hypothèse, se retirerait également. M. Mitterrand devance là aussi les incertitudes en esquissant déjà la physionomie du pouvoir intérimaire de la gauche. Il fait appel à M. Mendès France, invite les communistes à participer, n'exclut pas les centristes. Cependant, on ne voit pas clairement par quelle procédure un tel gouvernement pourrait être mis en place, à moins qu'il ne s'agisse d'une désignation faite par M. Monnerville assurant l'intérim du président de la République. De toute façon, la démarche ainsi esquissée suppose que beaucoup de problèmes soient résolus. Par prudence, M. Mitterrand n'écarte pas a priori l'éventualité d'une annulation ou d'un empêchement, pour raison de force majeure, du référendum. (...)

Depuis le début de la grande crise actuelle, le Parti communiste avait donné l'impression qu'il se préoccupait avant tout de bien tenir ses forces, de défendre son pré carré et d'éviter d'être débordé, ce qu'il déteste, par des éléments qu'il ne contrôle pas. De son côté, la Fédération de la gauche avait paru presque absente de la bataille. Dans leurs déclarations, MM. Waldeck Rochet, Mitterrand, et leurs amis se contentaient de commenter les événements au jour le jour et de répéter les slogans et thèmes traditionnels fixés dès les premiers épisodes : exigence d'*« un gouvernement populaire et d'union démocratique »* pour le PC, mise en demeure au pouvoir actuel de se retirer et nouvelles élections pour la Fédération. Si les dirigeants des deux organisations figuraient bien dans le cortège du 13 mai, leur apparition n'avait suscité ni enthousiasme ni véritable hostilité : elle était presque passée inaperçue. Absents en tant que tels de la révolte étudiante, ils n'ont guère semblé plus présents – mais ce n'était cette fois, pour le PC du moins, qu'apparence – dans la grève ouvrière. (...)

Depuis quelques jours il est vrai, le Parti communiste recommençait à faire pression avec une vigueur et une impatience croissantes sur la Fédération pour qu'une nouvelle étape du rapprochement des deux organisations soit rapidement franchie. Il s'agit de passer de la plate-forme commune du 24 février à un programme minimum de gouvernement à court et moyen terme, dans les domaines économique, social et universitaire. De son côté la Fédération n'a marqué aucune hâte et c'est au jour fixé depuis jeudi dernier que, ce mardi, M. Mitterrand s'est exprimé enfin sur l'ensemble de la situation, préfaçant par ses décisions et ses offres la rencontre qu'auront ensuite les délégations communiste et fédérée. (...) La volonté de ne pas s'engager prématurément au risque de se trouver du jour au lendemain prisonnier d'une attitude aventurée, avait été, depuis trois semaines, la seule explication. S'il a rompu aujourd'hui avec la règle qu'il s'était imposée, c'est parce qu'il a jugé que c'était la seule attitude logique de la part du chef de l'opposition à quelques jours d'une consultation référendaire : elle témoigne de sa résolution et de sa confiance dans l'issue de la bataille.

« RÉCUPÉRATION »

Son analyse n'est pas celle de toute la gauche, et elle n'est pas, en particulier, celle du PSU ni celle de M. Pierre Mendès France. Le Parti socialiste unifié, pendant toute la première partie de la crise, s'est montré lui aussi prudent et mesuré. C'est ainsi que son comité politique national, réuni le 12 mai, se déclarait *« prêt à participer à toutes nouvelles rencontres au sein de la gauche »* et manifestait avec force dans une résolution sa volonté d'*« empêcher toute tentative de récupération partisane du mouvement étudiant »*. Dès le lendemain, le ton changeait puisque c'est au meeting organisé au soir de la grande manifestation populaire du 13 mai à la Mutualité par le PSU que M. Cohn-Bendit s'en prenait aux *« crapules staliniennes »* et déclarait : *« M. Mitterrand n'est pas un allié, il peut simplement, à la rigueur, nous servir. »* Dès lors, le PSU se trouvait de jour en jour plus mêlé au mouvement universitaire, dont plusieurs dirigeants d'ailleurs, MM. Geismar et Sauvageot notamment, avaient autrefois milité dans ses rangs. Avec la présence de M. Mendès France au stade Charléty lundi soir, la « récupération » semble en bonne voie, à ceci près que l'appartenance de l'ancien président du conseil au PSU, dans lequel il n'a jamais voulu détenir aucun poste de responsabilité, revêt un caractère assez symbolique et formel.

En se rendant à la manifestation de l'UNEF, M. Mendès France a voulu manifester sa sympathie à une jeunesse étudiante angoissée de n'être pas comprise et rejetée ou maintenue dans son ghetto par les formations organisées de la gauche syndicale et politique. Demeuré silencieux, il n'a donc pas directement cautionné les propos révolutionnaires tenus à la tribune, mais il n'en était pas moins le seul leader reconnu à prendre acte, par sa présence, de l'existence de la force nouvelle qui a fait soudain irruption dans la vie publique. Seul aussi il pouvait s'y risquer, admis par la plupart des tendances hétérogènes et mouvantes qui se côtoient, se conjuguent et rivalisent d'ardeur. Et voici qu'à son tour la gauche non communiste, par la voix de son chef, le désigne à l'attention du monde politique et de l'électorat.

Pierre Viansson-Ponté

(Le Monde *du 29 mai 1968.*)



« Cette voix, le peuple la fera taire »

Après la déclaration du général de Gaulle à la radio le 30 mai 1968, François Mitterrand a déclaré : **« La voix que nous venons d'entendre, elle vient de loin dans notre histoire. C'est la voix du 18-Brumaire, c'est la voix du 2-Décembre, c'est la voix du 13-Mai. C'est celle qui annonce la marche du pouvoir minoritaire et insolent contre le peuple, c'est celle de la dictature.**

» Cette voix, le peuple la fera taire. Il imposera la liberté. Républicains, unissez-vous, vive la République !

» Le général de Gaulle vient de faire un acte qui est un appel à la guerre civile. L'opposition et la gauche y répondront avec sang-froid et résolution. »

(Le Monde *du 1er juin 1968.*)

LE RÉNOVATEUR DE LA GAUCHE

Les obscures batailles du congrès d'Epinay

A la conquête du Parti socialiste

● Après son initiative malheureuse, avec Pierre Mendès France, contre le pouvoir *gaulliste* au plus fort de la *crise de mai* 1968, François Mitterrand a perdu du terrain dans l'entreprise d'unification de la gauche non communiste. Cependant, l'échec subi par les socialistes et le bon niveau atteint par les communistes à *l'élection présidentielle de 1969* ont remis à l'ordre du jour la question d'une alliance entre les deux partis, que seul l'ancien candidat « unique » de la gauche face à de Gaulle en 1965 semble pouvoir mener à bien. Le congrès d'unification, réuni à *Epinay-sur-Seine en juin* 1971, lui permet d'adhérer au Parti socialiste et d'en prendre, dans la foulée, la direction. Un an plus tard, le PS et le PCF, rejoints par le Mouvement des radicaux de gauche, s'accordent sur un programme de gouvernement.

L'HISTOIRE admettra sans doute, si elle n'est pas trop injuste, que de l'automne 1965 au printemps 1971 François Mitterrand aura, avec des fortunes diverses selon les moments, voué toute l'énergie, toute la foi et tout l'acharnement qu'il peut y avoir *en un homme à la réalisation* d'un grand dessein : l'unité de la gauche considérée dans son ensemble et le regroupement des diverses tendances du socialisme français et des courants qui s'en rapprochent le plus.

Le « congrès de l'unité socialiste » aurait pu et aurait dû apporter la juste récompense de tant *d'efforts* et d'une telle constance. Il aurait pu céder à la joie et à la fierté de proclamer hautement ce qui est partout ressenti et attesté clairement par tous les sondages d'opinion : dans la mesure où nul n'a été capable *de le remplacer de*puis la mort sans gloire de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, à l'automne 1968, l'ancien président de cette Fédération demeure le « numéro 1 » de cette gauche.

Dimanche, en début d'après-midi, on aurait pu croire que le miracle allait se produire, et qu'allaient être balayés pour toujours les mauvais souvenirs des congrès fratricides de Saint-Gratien et d'Alfortville en mai 1969 et des navrantes hésitations dont *le* Parti *socialiste « mollettiste »* allait donner le spectacle un mois plus tard à l'occasion de l'élection présidentielle. En voyant quelque mille délégués confondus – socialistes, conventionnels, anciens PSU, chrétiens – applaudir frénétiquement celui qui venait de leur *proposer* l'espérance *et de faire* la plus vibrante des *déclarations* de foi socialiste, on se prenait à croire que M. Mollet allait refaire le geste auquel le vieil Edouard Herriot avait consenti en octobre 1954 au profit de Pierre Mendès France et se résigner à *« incliner sa personne et son passé »* devant M. Mitterrand.

> Le nouveau chef du PS a dû se contenter d'une victoire peu limpide, grâce au concours des « droitiers » Gaston Defferre et Pierre Mauroy

Il n'y avait *malheureusement pas que des « rêveurs »* ou des hommes de foi, à Epinay-sur-Seine, et l'on s'en est bien vite aperçu dans la mesure où on ne le savait pas avant même l'ouverture du congrès : il n'a pas été possible, *le soir, de faire « passer » dans les votes et dans* l'élaboration d'un texte politique clair et indubitablement majoritaire l'enthousiasme qui s'était donné libre cours le matin.

DÉPUTÉ NON INSCRIT

*M. Mollet ne s'était pas content*é, au cours de la matinée, d'applaudir à plusieurs reprises et vigoureusement le député non inscrit (non inscrit !) de la Nièvre. Il avait démontré que sur des points essentiels – l'incapacité du système capitaliste à surmonter ses propres difficultés et la malfaisance des *monopoles* –, *son point* de vue était exactement le même que celui de l'ancien président de la FGDS. Rencontre capitale à un moment où le Parti socialiste opte plus résolument que jamais pour le rapprochement et l'action commune avec le PCF, formation qui condamne depuis longtemps déjà le « capitalisme monopoliste d'Etat », mais brève rencontre.

Au lieu d'une synthèse entre deux motions presque identiques et en tout cas de même inspiration, *on a assisté* à *un affrontement* et à *un divorce* entre deux *tendances* qui vont l'une et l'autre plus loin que jamais encore, en proclamant toutes deux la nécessité de mettre au point un « programme de gouvernement » avec les communistes.

Alors que l'accueil des congressistes aurait dû, en bonne logique et en toute équité, *lui* assurer un *triomphe dépourvu d'ambiguïté*, M. Mitterrand a dû se contenter d'une victoire peu limpide : son texte n'a pu l'emporter de justesse sur celui d'Alain Savary (43 926 mandats contre 41 757 sur un total de 90 719) que grâce au concours *de Gaston Defferre et Pierre Mauroy* : deux hommes nettement moins engagés que lui dans la recherche d'une entente avec le PCF – comme l'a montré le déroulement des élections municipales à Marseille et à Lille – et qu'il est permis de tenir pour les « droitiers ».

Au comité directeur du parti, la nouvelle « majorité » qui s'est dégagée en faveur de la motion Mitterrand va être singulièrement composite, puisqu'elle groupe, d'une part, le député de la Nièvre et ses *douze amis, d'autre part*, les sept élus du Ceres (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) qui s'étaient situés à leur gauche, et, en troisième lieu, les vingt-trois représentants de la liste Mauroy-Defferre, parmi lesquels André Chandernagor, député de la Creuse, partisan notoire *d'un accord entre* le Parti *socialiste* et le centre.

En présence d'une telle situation, beaucoup seront tentés d'évoquer le PSU, morcelé en tendances antagonistes, ou les gouvernements de la IVe République, paralysés par leurs contradictions internes. *Sans aller jusqu'à* prendre de telles *références*, René Andrieu *ne manque pas*, dans *L'Humanité* de lundi, de souligner *« l'obscure bataille de clans pour la conquête du pouvoir »*, dont le congrès d'Epinay a donné le spectacle, et il envisage sans enthousiasme les futures négociations entre le nouveau Parti socialiste et sa propre formation. Faut-il en conclure que, en dépit des années de la guerre froide, de la guerre d'Algérie et de l'élection présidentielle de 1969, *M. Mollet incarnera* toujours, *aux yeux* du PCF, la *« vraie gauche unitaire »* et que M. Mitterrand ne sera jamais jugé vraiment digne de représenter et de conduire cette gauche en dépit de la rectitude de la ligne qui est la sienne depuis six ans ?

Le rapprochement entre l'ancien président *de la FGDS et MM. Defferre* et Mauroy n'est assurément pas de nature à satisfaire les plus intransigeants, mais la seule question qui se pose est de savoir s'il pouvait en aller autrement.

« GEL » DES TENDANCES

Il est bien évident qu'à partir du moment où avaient été approuvés des structures et un mode d'élection au comité directeur qui ont pour conséquence de « geler » les diverses tendances – et M. Mitterrand ne pouvait que s'y résigner, sauf à admettre la totale stérilisation *du courant qu'il* représente par la direction sortante –, il était impossible d'éviter le même « gel » des mêmes tendances lors de la discussion des orientations du parti.

C'est le mérite du député de la Nièvre que d'avoir dit clairement à la tribune du congrès d'Epinay ce que l'on *préfère généralement* dissimuler dans les congrès socialistes : *« Nous n'avons pas la même conception sur les méthodes de direction et de gestion du parti. »* L'interférence entre problèmes de structures et problèmes d'orientation étant inévitable, on comprend que M. Defferre n'ait pas voulu laisser passer l'occasion de mettre définitivement sur « touche » le « clan mollettiste » qu'il combat depuis tant d'années.

On ajoutera, car ce n'est que justice, que si la majorité « Mitterrand-Defferre-Ceres » est ambiguë et fragile, elle ne l'est guère plus que celle dont disposait M. Savary *depuis que lui avaient été confiées*, en juillet 1969, les *fonctions* de premier secrétaire du Parti socialiste.

Si tout n'est pas absolument clair au lendemain du « congrès de l'unité des socialistes », si près de cinq mille suffrages sont allés à l'abstention, au refus de vote ou à l'absence lors du scrutin final, et si beaucoup de nouveaux venus et d'« inorganisés » *ont quitté* Epinay *le cœur en deuil, c'est parce qu'il* était impossible de faire d'un seul coup table rase du passé. Le Parti socialiste d'aujourd'hui demeure « contrôlé » par deux fédérations, celles des Bouches-du-Rhône et du Nord, qui groupent à elles seules 21 939 *mandats sur un* total de 90 719 – *ce qui* est proprement aberrant –, de la même manière que la SFIO d'hier était jugulée par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais.

Malgré cela, qui pourrait contester qu'une plus grande netteté dans l'orientation *ainsi* que le renouvellement et le rajeunissement des militants, déjà constatés à Alfortville, puis à Issy-les-Moulineaux en 1969, ont été confirmés à Epinay en 1971 ? Beaucoup de détermination encore, un peu de patience aussi, et peut-être la gauche non communiste de ce pays retrouvera-t-elle le goût d'espérer, la volonté d'*entreprendre*, la gaieté et la joie que Robert Buron, le « missionnaire », exaltait dimanche matin à la tribune du congrès.

Raymond Barrillon

(Le Monde *du 15 juin 1971.*)


« Le Monde de l'économie »

Le Monde

APRÈS LE CONGRÈS D'EPINAY-SUR-SEINE

M. Mitterrand apparaît comme le leader d'un nouveau parti socialiste plus nettement orienté à gauche

Des actions clandestines contre le Vietnam du Nord ont été menées dès février 1964

Se dégager du passé

A L'INTÉRIEUR COMME A L'EXTÉRIEUR

Le président Sadate joue une partie délicate

SEUIL

15 juin 1971

L'enjeu du programme commun

EN politique intérieure, les dates historiques sont rares et les superlatifs trompeurs. Mais on ne risque rien à affirmer que *celle du 27 juin 1972 est la plus im*portante pour la gauche depuis la scission au congrès socialiste de Tours, le 30 décembre 1920. Pour la gauche et donc pour toute la politique française.

De deux choses l'une : ou le contrat signé par le Parti communiste et le Parti socialiste sera de *nul effet faute de victoire électorale ou de fidélité de l'un des alliés*, et ce n'est pas de sitôt qu'une tentative de cette nature et de cette ampleur sera reprise ; ou bien le programme deviendra celui de la gauche au pouvoir, et la politique française s'en trouvera profondément changée. Comme elle l'a été *il y a plus de cinquante ans lorsque, irrémédiablement divisée*, la gauche a été pour longtemps affaiblie, stérilisée et frustrée du pouvoir, sauf de brèves expériences d'où elle est vite sortie, plus découragée, plus divisée que jamais.

> Avec la signature de l'accord PC-PS, un pari est pris qu'il est vain de réduire à l'ambition d'un homme

*On pourra débattre longuement de l'ambiguïté ou même de l'irréa*lisme de tel ou tel chapitre, notamment économique, du programme commun, douter de la sincérité ou de la persévérance de l'un ou l'autre des deux partis. Mais on ne peut oublier que l'évolution qui s'est produite plus encore à la base qu'au sommet de chacun d'eux et les treize années qu'ils ont passées ensemble *dans l'opposition*, sans compter le *jeu* contraignant du mode de scrutin, les poussaient, les condamnaient à s'entendre.

Aujourd'hui, le fait capital n'est pas que le contrat ait tel ou tel contenu ; c'est qu'il existe et qu'il modifie déjà, ranime la vie politique, renouvelle et renchérit l'enjeu des prochaines élections législatives et de la future élection présidentielle.

L'accord socialo-communiste rend à la fois plus faciles et plus difficiles la tâche et la responsabilité de l'actuelle majorité.

L'épouvantail du Front populaire, repeint à neuf, ou plus simplement le coût, non chiffré, du financement du programme peuvent effrayer les électeurs des « *petites classes moyennes* » et les *faire refluer vers la majorité* gouvernementale, tandis que les « centristes d'opposition » n'ont d'autre espoir et d'autre avenir que de la rejoindre, tôt ou tard. L'anticommunisme a cependant perdu de son effet depuis que le parti a changé, sinon d'âme du moins de visage, et son maniement *est plus délicat depuis que*, simultanément, le pouvoir cultive assidûment l'entente et la coopération avec les régimes socialistes.

VIGUEUR RETROUVÉE

Facilitée par la simplification accrue de la lutte, l'entreprise de la *majorité sera* rendue plus difficile *par la vigueur retrouvée de l'opposition*. Le temps n'est plus où l'on pouvait affirmer que, si la gauche ne peut rien faire sans les communistes, elle ne peut non plus rien faire avec eux.

Un pari est pris qu'il est vain de réduire à l'ambition d'un homme, qui a d'ailleurs autant à y perdre qu'à y gagner. Une dynamique est *créée qui, l'expérience l'a souvent démontré*, peut avoir un effet multiplicateur sur l'électorat et le militantisme de la gauche. Et, à cet égard, les socialistes ont pris consciemment le risque, s'ils accèdent au pouvoir avec les communistes et se heurtent à des difficultés graves, notamment d'ordre financier, d'être à la fois soutenus, *stimulés et encadrés par des forces populaires*, politiques et syndicales dont les communistes sont les maîtres.

Face à des adversaires rassemblés autour d'un programme plus complet et plus positif que celui du Front populaire, qui, lui, était né d'un double refus, celui du fascisme et celui de la déflation, la majorité devra faire preuve d'imagination et d'initiative, *d'unité* aussi.

En est-elle encore capable après quatorze ans d'exercice du pouvoir et à l'approche de consultations qui la paralysent et la divisent, mais dont l'enjeu la dépasse de beaucoup ? N'est-ce pas, en effet, toute une conception de la *société* et de *l'économie qui* est en cause ?

Jacques Fauvet

(Le Monde *du 29 juin 1972.*)

Avec Juliette Greco et Aragon à la porte de Versailles

AVANT DE COMMENCER leur numéro, *les lutteurs de foire aiment à faire longuement rouler leurs muscles sous le regard admiratif des badauds*. A la veille de l'ouverture de la campagne électorale, la gauche a fait de même en s'émerveillant elle-même de sa propre puissance. Combien étaient-ils vendredi 1er décembre au Parc des expositions de la porte de Versailles ? Cent mille, *disent les organisateurs*, et *L'Humanité* barre sa *première page* d'un seul mot : *« Prodigieux. »*

Trente Trente mille avaient pu gravir la rampe d'accès au palais sud et prendre place dans la carcasse de béton. Ils étaient certainement au moins autant dehors, debout, dans le vent, essayant sans succès de capter les discours retransmis par les haut-parleurs, fascinés par la gigantesque rumeur qui s'élevait là-bas, au loin, devant eux.

Sillonnant cette foule, les vendeurs du programme commun – édition communiste *ou édition socialiste, au choix* – *croisaient* les *marchands* de cacahuètes, de frites, de sandwiches. Depuis 18 heures, les cafés de la porte de Versailles étaient envahis par une foule jeune, gaie et affamée. (...)

Sur le podium du palais sud, Maurice Séveno, ancien journaliste de la télévision et candidat socialiste à Dieppe, présentait les artistes *venus apporter leur soutien au pro*gramme commun. D'un mot, d'une chanson, d'un poème, Francis Lemarque, Juliette Greco. Lenny Escudero, Armand Mestral ou Gilles Dreu manifestaient leur confiance en l'avenir de la gauche. Réalisateurs de cinéma et de télévision évoquaient ces temps futurs où la censure ne serait plus que souvenir. Acteurs et actrices avaient adressé des messages que Maurice Séveno et Maurice Biraud livraient à la foule. Entrecoupant cette kermesse, chaque arrivée de personnalité *politique* était l'occasion d'une ruée en avant *et d'un torrent d'applaudissements*. Heureux événement *symbolique : dans un* des couloirs de l'immense salle, une jeune femme donnait le jour à une petite fille, et cette naissance, annoncée à la salle, était l'occasion d'une nouvelle explosion de joie.

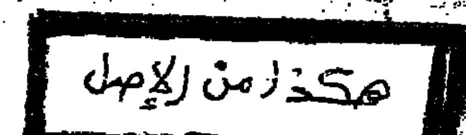
Jacques Duclos et Jules Moch échangeaient *leurs souvenirs*, *Louis* Aragon faisait une entrée majestueuse sous les *sunlights* de la télévision au bras d'Edmonde Charles-Roux. (...)

« D'où êtes-vous ? Qui êtes-vous ? », devait, au cours du meeting, demander François Mitterrand, traduisant par ces interrogations *l'ampleur* même du rassemblement unitaire de soutien au programme *commun*. (...)

Dans leurs interventions, Robert Fabre, président du Mouvement de la gauche radicale-socialiste, Georges Marchais, secrétaire général adjoint du Parti communiste, et *François* Mitterrand, premier secrétaire du Parti *socialiste* (que l'ordre alphabétique amenait à prononcer *le discours de clôture*), ont tenu à souligner les *nuances*, voire les divergences, qui différencient les trois courants de la gauche officielle. M. Marchais, sobrement et efficacement, M. Fabre, avec *une bonhomie empruntant parfois au style de l'Almanach Vermot*, M. Mitterrand avec un *lyrisme enroué se sont tous retrouvés ce*pendant pour affirmer que la gauche pouvait enfin espérer la victoire.

Thierry Pfister

(Le Monde *daté 3-4 décembre 1972.*)



Socialistes et communistes, la rupture

Des « délégations de travailleurs » se rendent au siège du PS pour demander des explications

APRÈS le nouvel échec du « sommet » de la gauche, l'heure est aux explications. Communistes et socialistes se sont lancés dans des campagnes de propagande à travers le pays afin de populariser et de justifier leurs positions et d'expliquer que l'impasse est le fait de leur partenaire. Dans ce type d'opération, les communistes ont le double avantage de l'habitude et d'une capacité militante supérieure à celle du PS. Dès ce samedi 24 septembre, le PCF a organisé *treize* assemblées d'explication, réservées à ses militants, dans les principales villes du pays. Il ne s'agit que du premier épisode d'une campagne qui devrait prendre une ampleur *rarement atteinte*.

Sans parler des télégrammes qui *affluent* au *7 bis*, place du Palais-Bourbon, des « délégations de travailleurs » se sont présentées dès vendredi après-midi au siège du Parti socialiste pour demander des explications *et sommer* le PS de « faire un pas ». La direction du PCF, comme celle de la CGT affirment qu'elles ne sont pour rien dans ces démarches, mais les dirigeants socialistes y voient la main de leurs alliés. Pour éviter tout *risque d'incident, François Mitterrand* s'est même abstenu de se rendre, vendredi 23 septembre, en fin d'après-midi, au siège de son parti, où se tient une réunion extraordinaire du bureau exécutif. Il est vrai qu'il s'est entretenu avec la plupart des membres du bureau *eux à son domicile, dans la nuit de* jeudi à vendredi.

Cette pression directe est maladroite dans la mesure où elle ne peut que renforcer les soupçons des responsables socialistes. Que ce serait-il passé, se demande-t-on aussitôt, si la crise s'était ouverte, M. Mitterrand étant, par hypothèse, *premier ministre ? Au chapitre des maladresses communistes*, pour ne pas dire plus, on peut également faire état des propos de M. Marchais posant la *question* de savoir *si les socialistes* accepteraient de défendre leur pays en cas d'agression des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale. En est-on vraiment déjà là ? De tels procès d'intention peuvent-ils avoir un sens ?

Dans le processus de dégradation *rapide* où se trouve engagée l'union de la gauche, les éléments psychologiques ont, certes, joué, et jouent encore, un rôle non négligeable, mais on ne peut y voir la *source profonde de l'échec*. Cette source profonde semble bien se situer dans ces « positions de pouvoir » *jugées* indispensables pour le Parti communiste depuis qu'il est minoritaire au sein de la gauche.

Les dirigeants communistes estiment *qu'ils ne peuvent prendre* le risque de participer à une entreprise gouvernementale s'ils ne sont pas en état de peser sur les décisions. A l'inverse, les dirigeants socialistes estiment ne pouvoir se risquer de laisser le PCF s'implanter dans des secteurs entiers de l'économie du pays tant *que l'expérience d'une gestion* gouvernementale commune n'aura pas cimenté l'alliance en dissipant les soupçons.

SITUATION D'AFFRONTEMENT

Ces explications restent, elles aussi, nécessairement partielles. C'est une conjonction d'éléments qui a créé la situation d'échec. C'est aussi un engrenage. Depuis le début des négociations sur l'actualisation du programme commun, de nombreuses petites sources de friction étaient apparues. Sans doute ont-elles, plus ou moins consciemment, contribué à la détérioration des relations. Une *détérioration qui a amené les négociateurs* à ne plus pouvoir nouer, tout au long de la journée et de la nuit de jeudi, un dialogue authentique. *(...)*

La gauche se retrouve dans une situation, pour elle classique, d'affrontement entre les deux principaux *courants qui la composent*. La logique historique de chaque courant reste d'imposer sa vision politique et économique à l'autre. L'espoir d'une synthèse par dépassement de l'un et l'autre paraît toujours aussi illusoire. Or, c'est sur elle que les dirigeants du Ceres (la minorité du PS) ont fondé leur *démarche. C'est pourquoi chacun* attend leur réaction. Ceux du PS craignent que n'apparaisse, au niveau de la minorité, une zone de fragilité.

Autant dire que l'on s'installe dans la crise et que personne ne prévoit une reprise rapide des conversations entre les trois partis de gauche. Communistes, socialistes et radicaux de gauche, s'ils ne renouent pas, vont devoir d'ici peu se poser le problème de la tactique électorale lors des futures élections législatives. Là encore, du côté socialiste, le scepticisme règne. Que faire d'une éventuelle majorité PC-PS sans un pro*gramme de gouvernement ? Si le* Parti communiste pense ne pas être en mesure de pouvoir partager les responsabilités gouvernementales avec les socialistes, pourquoi assurerait-il au PS la possibilité d'enlever de nombreux sièges ? Si l'accord électoral n'était *pas, au minimum, reconduit, l'acte* de décès de l'union de la gauche pourrait être dressé.

Thierry Pfister

(Le Monde *daté 25-26 septembre 1977.)*

De l'échec à l'espoir

● En septembre 1977, après *quatre mois de négociations* demandées par le Parti communiste pour « actualiser » le programme commun de gouvernement, le PCF, d'une part, le PS et le MRG, de l'autre, constatent leur désaccord. L'union de la gauche est ainsi *rompue à six mois des élections* législatives de mars 1978, qui sont remportées par la droite au pouvoir. La responsabilité de la rupture fait l'objet d'une intense polémique, qui provoque une crise au sein du PCF.

● Du côté du PS, cet échec de la stratégie d'entente sur un programme, mise en œuvre par François Mitterrand, semble ouvrir la voie à la candidature de Michel Rocard à l'élection présidentielle. Cependant, le congrès socialiste réuni à Metz en avril 1979 permet au premier secrétaire de préserver sa place à la tête du parti et ses chances de candidature en 1981.

« La raison d'Etat ne doit pas exister »

Dans un entretien avec Josyane Savigneau et Philippe Boucher, François Mitterrand était interrogé sur la liberté et la sécurité. Il s'exprimait sur la raison d'Etat, après la mort de Robert Boulin, ancien ministre du travail et de la participation, dont le corps avait été découvert le 30 octobre 1979, au bord d'un étang de la forêt de Rambouillet, et au moment de « l'affaire des diamants » offerts par Jean-Bedel Bokassa, empereur de Centrafrique, à Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République :

« Que pensez-vous de la raison d'Etat dont on vient de vivre deux cas : un cas centrafricain...

– La raison d'Etat, dans cette histoire, ce n'est qu'un alibi.

– Et l'affaire Boulin qui n'existe pas.

– On gomme, on gomme ! C'est la raison d'Etat à bon marché...

– Et l'affaire des diamants...

– Ça n'existe pas non plus ! Je conteste la raison d'Etat qui, dans une démocratie, ne doit pas exister. On doit pouvoir tout dire, tout expliquer. Je connais ou j'imagine les devoirs d'un gouvernement. Mais quelle facilité pour les gagne-petit de la politique qui se servent de la raison d'Etat pour régler leurs comptes ou effacer leurs fautes... Pas question. La raison d'Etat est le plus souvent invoquée par les complices... ou les coupables. »

(Le Monde *du 5 décembre 1979.)*

Le prince en son congrès

LORSQU'il est en son congrès, le prince, *désormais, apparaît plutôt qu'il ne siège*, et bon nombre de ses amis se risquent à déplorer tout haut que sa tendance à la discrétion aille en s'accentuant. Les autres le regrettent dans le secret de leur cœur.

C'est un fait qu'il n'était pas là pour entendre le rapport d'activité de son parti, qu'il fallut l'attendre jusqu'à 16 heures ce jour-là, et qu'il n'assista que partiellement à la séance d'hommage aux « frères » étrangers.

On ne lui avait, certes, jamais connu l'assiduité d'un Guy Mollet, qui vivait chaque minute avec ses ouailles pour les mieux contrôler, mais, autrefois à Grenoble et naguère à Pau, on l'avait vu beaucoup plus présent, moins inaccessible, plus libre de ses mouvements, moins avare de ses sourires et de ses poignées de main qu'on ne le vit au palais de la Beaujoire. Grands succès obligeant grandement, le prince François ne peut plus guère circuler sans être escorté d'une horde *de photographes avides, bien sûr, mais aussi de* telle ou telle coterie de sa cour composite. Il ne se lève pas sans que se lèvent tantôt les comtes Dayan, Estier, Mermaz, Hernu, ces braves vieux conventionnels qui vécurent avec lui les épreuves, et pas seulement les heures claires ; tantôt les jeunes barons Attali, Fabius ou la baronne Edith Cresson, qui aspirent ouvertement à des lendemains électoralement lucratifs.

Les résignés font valoir qu'au siècle de la télévision c'est une obligation que de s'offrir en spectacle, sauf à sombrer dans le plus total oubli. Les grognards d'un autre âge ne s'y font pas. Un vieux molletiste nous glissait à l'oreille : *« Moi, la grand-messe je n'en suis pas. »*

Raymond Barrillon

(Le Monde du 21 juin 1977.)

Une troisième chance présidentielle

Après le congrès de Metz, l'affrontement entre M. Rocard et M. Mitterrand sera arbitré par l'opinion

EN déclarant maladroitement, lors de l'émission « Cartes sur table » du 15 janvier, que Pierre *Mauroy était candidat au poste de* premier secrétaire du PS, Michel Rocard avait contribué à dramatiser la préparation du congrès socialiste de Metz.

Celui-ci paraissait en effet pouvoir se terminer sur l'éviction de l'homme qui, depuis 1971, a consacré ses forces la reconstruction d'une grande formation socialiste. Un réflexe de fidélité et de reconnaissance, accentué par la dénonciation du « complot » qui, selon les proches collaborateurs du premier secrétaire, menaçait M. Mitterrand, a porté la motion signée par le député de la Nièvre à un niveau inespéré lors des votes indicatifs (40,1 %).

*Les enjeux étant internes au PS, c'est d'abord en fonction de l'ac*tion passée que se sont prononcés les militants. *Pour l'avenir, c'est-à-dire pour l'élection présidentielle* de 1981, d'autres réflexes joueront. Les militants socialistes ont besoin de retrouver l'espoir d'une victoire, ils sont à la recherche de la part de rêve dont les prive le spectacle de désunion de la gauche et de division de *leur* parti.

Sur ce registre, c'est au tour de M. Rocard d'être avantagé. Les amis de M. Mitterrand le savent et ne doutent pas que, si les votes du congrès de Metz avaient porté sur la désignation du candidat socialiste à l'Elysée, le score du député des Yvelines aurait *été plus élevé*.

A l'issue du congrès, non seulement les données de fond restent inchangées, *mais*, en outre, M. Mitterrand n'a pu masquer l'effritement de son pouvoir. Ne disposant pas d'une *majorité absolue, il apparaît* d'abord comme le chef de file de la plus importante des minorités d'un PS qui s'apparente plus que jamais à une simple fédération de courants. Dès *lors*, la suite des opérations se présente pour le premier secrétaire de manière plus délicate que ne le laissaient penser les votes indicatifs.

Si M. Mitterrand ne demeure pas personnellement en première ligne jusqu'en 1981, on voit mal comment, en dépit de l'activisme de ses nouveaux croisés, il pourra sauvegarder son pouvoir sur le parti. Surtout face un candidat à la présidence de la République qui, dans l'hypothèse d'un effacement du premier secrétaire, ne pourrait venir *que des rangs des opposants* à la direction. Ni Jean-Pierre Chevènement, qui se prépare à venir étayer la majorité relative de M. Mitterrand, ni Laurent Fabius ne sont aujourd'hui prêts à s'engager dans la course avec une chance sérieuse de succès.

LE CONTRÔLE DU PARTI

Le député de la Nièvre semble donc condamné à tenter une troisième fois sa chance ou, sinon, à voir lui échapper le contrôle d'un parti sur lequel *il* a cherché, à Metz, à renforcer son emprise, Pour atteindre cet *objectif*, le premier secrétaire n'a pas hésité à payer le prix d'une nouvelle dégradation de son image de rassembleur, et c'est sans réelle surprise que l'on voit *L'Humanité* de lundi parler, à propos de M. Mitterrand, du *« plus pur style d'un pouvoir personnel »*.

M. Rocard a certes confirmé, à la tribune du congrès, sa déclaration du 10 février au *Monde*. Il ne sera pas postulant à la candidature contre le premier secrétaire. *M. Mitterrand*, qui *a souhaité*, au « Club de la presse d'Europe 1 », pouvoir prendre librement sa décision, n'a pas pour autant entière satisfaction.

M. Rocard et M. Mauroy ne sont disposés ni l'un ni l'autre à attendre trop longtemps pour connaître son choix. Le maire de Lille a repris dimanche matin, en commission des résolutions, une suggestion de Marc Wolf, maire de Mons-en-Barœul, proposant que le candidat socialiste soit désigné au printemps prochain. Or M. Mitterrand veut attendre jusqu'à l'automne.

Au-delà de cette bataille de calendrier, l'affrontement entre le député de la Nièvre et celui des Yvelines va se transférer, plus nettement qu'auparavant, des instances du PS dans l'opinion. C'est notamment à travers les études des instituts de sondages que l'un et l'autre marqueront ou non des points. Cette rivalité pèsera d'un poids toujours plus lourd sur le parti tant qu'un arbitrage ne sera pas rendu.

C'est d'ailleurs ce qui a conduit M. Mauroy à demander que la date de la décision soit avancée, le *maire de Lille ne faisant*, en outre, guère mystère du fait qu'il se sent désormais délié de toute obligation envers M. Mitterrand et qu'il ne proposera plus nécessairement la candidature du premier secrétaire.

Bien que les congressistes de Metz aient affecté d'ignorer *l'échéance de 1981 et se soient pliés à la règle « y penser toujours, n'en parler jamais »*, la compétition devient d'autant plus difficile à gérer que l'unité du PS s'affaiblit. Il y a d'ailleurs là un risque grave pour le futur candidat socialiste. Il aura du mal à mobiliser vraiment en sa faveur *l'ensemble des militants* de sa formation. Ce handicap s'ajoutera à celui que fait déjà peser l'attitude du Parti communiste.

Rien n'indique en effet que le PCF soit disposé d'ici à 1981 à *favoriser* la renaissance d'un climat unitaire. Il reste donc à la gauche à attendre que *la* crise économique et sociale ait des retombées politiques et à former des vœux pour que le conflit entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac voue la *majorité* à l'échec.

T. P.

(Le Monde *du 10 avril 1979.)*



TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 156 DERNIÈRE ÉDITION 3 SAMEDI 24 SEPTEMBRE 1977

LE PRÉSIDENT CARTER EN VISITE A PARIS du 29 novembre au 1er décembre 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le malaise espagnol

Le second échec du « sommet » de la gauche

• Socialistes et communistes réaffirment leur attachement au programme commun

• Selon le P.S., le P.C. était décidé à rompre

L'irréparable ?

Le vrai dossier économique des nationalisations

AU JOUR LE JOUR

TOUT EN COMMUN

UN ENTRETIEN AVEC M. ANDRÉ BERGERON

« Nous refusons que, demain, les entreprises nationales soient soumises en permanence à la pression des masses »

nous déclare le secrétaire général de Force ouvrière

« CONCORDE » POURRA-T-IL CONTINUER A ATTERRIR A WASHINGTON ?

RÉFORMES A LA R.T.L.N.

Un nouvel Opéra de Paris

24 septembre 1977

LE CHEMIN DE L'ÉLYSÉE

1965 : 45,49 %

● Six candidats s'affrontent, le 5 décembre 1965, au premier tour de l'élection présidentielle. Le général de Gaulle arrive en tête avec 43,71 % des suffrages exprimés, devant François Mitterrand (32,23 %) et Jean Lecanuet (15,85 %).
● *Au second tour*, le 19 décembre, le général de Gaulle est élu avec 54,50 % des suffrages contre 45,49 % à François Mitterrand.

Un personnage de roman

> Il continue d'avancer d'un pas tranquille, Saint-Just pour les uns, Julien Sorel pour les autres

CE Mitterrand, je l'aime bien. C'est un garçon romanesque : je veux dire, un personnage de roman. Il sort, à quelques lieues de chez moi, du terroir charentais, comme Rastignac ». Ainsi François Mauriac saluait-il en 1954, dans son *Bloc-Notes* de *l'Express*, l'entrée de François Mitterrand comme ministre de l'intérieur dans le gouvernement Mendès France.

Un personnage de roman ? La carrière du nouveau candidat à l'Elysée comporte en tout cas trois chapitres bien tranchés, qui pourraient s'intituler respectivement « la Conquête », « la Réussite », « la Solitude », chacun d'eux représentant une « tranche de vie » d'environ dix années.

De vingt à trente ans, c'est la conquête. Fils d'un cheminot fixé en Charente pour y exploiter une petite entreprise familiale, né à Jarnac, François Mitterrand s'arme solidement pour l'avenir : deux licences – lettres et droit, – un diplôme d'études supérieures de droit public, Sciences-Po... Il sera journaliste, avocat. Mais la guerre le surprend – né en 1916, il a vingt-trois ans en août 1939 – en fait un sergent d'infanterie coloniale. Il est blessé, capturé, et mettra à s'évader une redoutable obstination, comme en toutes choses. La troisième tentative, en décembre 1941, sera la bonne.

L'évadé se préoccupe tout naturellement de ceux qui furent ses camarades de captivité. A Vichy, il les sert un moment au commissariat général aux prisonniers, et on lui reprochera tout au long de sa vie publique d'y avoir reçu la distinction du régime, la francisque – mais il s'en défendra toujours. Cependant, il conclut parallèlement un tout autre engagement, et participe à la fondation de la première organisation de la Résistance tournée vers les captifs, qui deviendra le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés, le MNPGD. Missions à Londres et à Alger, vie dangereuse et exaltante des clandestins : en août 1944 François Mitterrand est l'un des secrétaires généraux désignés par le général de Gaulle pour occuper provisoirement les postes ministériels en attendant l'installation à Paris des membres du gouvernement provisoire. Pour la première fois, il entre dans un palais officiel en maître : ce n'est pas la dernière. Tandis qu'il prend ainsi possession du ministère des anciens combattants avec ses gardes du corps, le premier chapitre s'achève.

LE CHOIX DE LA NIÈVRE

Alors commence la réussite. Elle n'ira pas sans vicissitudes. Désigné pour siéger à l'Assemblée consultative, il lui faut s'effacer devant un de ses camarades. Il est candidat le 2 juin 1946 à Paris aux élections législatives, mais il est battu. Son journal, *Libres*, issu de l'organe clandestin du MNPGD, n'a qu'une existence éphémère. Il collabore à diverses publications, conseille le groupe qui édite la revue *Votre beauté*, envisage de s'inscrire au barreau... Puis, en trois mois, de novembre 1946 à janvier 1947, il conquiert coup sur coup un siège de député et un portefeuille ministériel.

Il a choisi la Nièvre, un département proche de Paris et en même temps politiquement stable. Il est entré à l'UDSR de René Pleven, où figure aussi Jacques Soustelle, un petit parti qui se situera d'abord à la charnière de la « troisième force » du RPF, puis des radicaux et des modérés, des socialistes et du MRP. Il sera de toutes les combinaisons, de tous les cabinets ou presque. En dix ans, de trente à quarante ans (ou de 1947 à 1957), il sera ministre pendant plus de six années, dans onze gouvernements. Et il occupera les entractes en présidant le groupe parlementaire de l'UDSR, puis le parti lui-même.

Des anciens combattants, il s'orientera très vite vers un autre champ d'action : l'outre-mer, l'Union française. C'est à lui qu'on doit de voir le Rassemblement démocratique africain du président Houphouët-Boigny s'éloigner du communisme, s'engager vers ce qui sera un jour la coopération. A lui encore que revient le mérite, à la faveur d'un passage au ministère de l'information, d'avoir choisi la « définition » française de la télévision sur 819 lignes et non le procédé américain. Mais à lui aussi qu'incombera, comme ministre de l'intérieur, la charge de faire face le premier à l'explosion algérienne du 1er novembre 1954 – *« La seule négociation*, dira-t-il, *c'est la guerre, car l'Algérie, c'est la France. »*

Il est bon orateur, impassible sous les injures, d'une ironie marmoréenne quand il griffe – et il fait mal. Sa froideur n'est pas exempte d'une courtoisie appuyée. Il sait donner des démissions feutrées – au sein du gouvernement Laniel par exemple – qui se révéleront prophétiques selon les uns, profitables diront les autres. Ses ennemis – il n'en manque pas – s'efforceront de l'atteindre, de l'abattre par tous les moyens : mais « *l'affaire des fuites* », odieuse machination de médiocres animés par l'esprit de vengeance, s'effondrera, son principal accusateur lui-même, M. Georges Bidault, ayant reconnu loyalement qu'il avait été trompé.

LEADER DE LA GAUCHE

Avec la chute de la IVe République, François Mitterrand entame le troisième chapitre de sa carrière : il fait l'apprentissage de la solitude. Dès le premier jour, il s'oppose avec force, avec violence même, au nouveau régime. La perte de son siège de député – qu'il remplace aussitôt par un mandat de sénateur de la Nièvre, avant de revenir, en 1962, au Palais-Bourbon – est un coup de semonce : désormais, il défendra mieux son fief électoral. Il devient maire de Château-Chinon en 1959, président du conseil général en 1964. A la tribune des Assemblées, il sera le procureur, celui qui pose les questions gênantes, celui qui prononce les réquisitoires les plus durs, sous les sarcasmes de la majorité.

Mais l'opposition laisse des loisirs. Il a réalisé son vieux projet et, n'éludant aucune formalité, il a été reçu avocat au barreau de Paris quelques mois après avoir été garde des sceaux. Il voyage, et de Pékin rapporte un volume qui connaîtra le succès, *La Chine au défi*. Un peu plus tard, il résumera ses critiques contre le régime dans un brillant essai : *Le Coup d'Etat permanent*. Cependant, le personnage de roman a connu une nouvelle aventure.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre 1959, à l'orée des jardins de l'Observatoire, une rafale atteignait sa voiture. Il est bientôt accusé par un des auteurs de l'agression d'avoir machiné lui-même toute l'affaire. Il restera de cet épisode, que François Mitterrand dénoncera comme une provocation, une impression de malaise et un sentiment de gêne...

Son opposition se durcit encore. Elle l'entraîne jusqu'à faire au procès Salan une déposition qui étonne par sa sévérité... à l'égard du général de Gaulle. A la tribune de l'Assemblée, il se mesure avec M. Pompidou et fait figure de leader de la gauche. Dans les clubs, il joue un rôle important encore que discret pour forcer les regroupements.

A quarante-neuf ans, il apparaît soudain sur le devant de la scène. Il a pris du poids, et le visage de Clouet que lui voyait François Mauriac s'éclaire toujours de ces yeux de velours qu'il plante droit dans le regard de son interlocuteur. Il continue d'avancer d'un pas tranquille, peu soucieux d'être à l'heure aux rendez-vous, assuré de son destin, Saint-Just pour les uns, Julien Sorel pour les autres, mêlant ainsi, encore et toujours, le romanesque à l'histoire de son temps.

Pierre Viansson-Ponté

(Le Monde du 17 septembre 1965.)

Le Monde

ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Giscard d'Estaing a obtenu 50,66 % des voix en métropole contre 49,33 % à M. François Mitterrand

Vers une relance de l'Europe

Une lourde responsabilité

Les résultats du deuxième tour

Le plus petit écart

L'EMPIRISME NE SUFFIT PAS

AU JOUR LE JOUR

La resquille

21 mai 1974

Le nouveau pari *par Sirius*

AUX éliminatoires du premier tour, l'électeur était un peu resté sur sa faim. Procédures et candidats venaient tout juste d'être improvisés. Le tenant du titre avait à peine daigné descendre dans l'arène. Réparti en six parts égales, le temps de parole à la radio-télévision ne laissait pas grand place à des exposés nourris sur la nature et le fonctionnement des institutions, les modes de production et de répartition, l'action de la France en Europe et dans le monde. Deux résultats étaient cependant acquis : les Français, que l'on disaient si détachés de la politique, témoignaient au contraire du vif intérêt qu'ils lui portaient. Libres de choisir, 55 % de ceux qui manifestaient leur opinion signifiaient au président sortant qu'il n'avait plus leur préférence. (...)

La poussière du combat retombée, l'analyse la plus subtile, fût-elle secondée par l'inquiétant génie des machines électroniques, ne saurait imposer la décision. Il s'agit encore et toujours de risquer sur un homme et sur l'avenir un pari dont on sait bien qu'il sera plus ou moins perdu. (...)

Désespérant de voir le président sortant accepter des procédures plus normales, convaincus que la construction qu'il a échafaudée disparaîtra avec lui, bon nombre de ceux qui lui ont fait longtemps confiance et restent reconnaissants des services rendus en viennent à penser qu'il est grand temps, dans son intérêt et le nôtre, de changer de pilote. Pourquoi ne pas faire jouer dès maintenant l'alternance, qui est la règle la plus courante des régimes démocratiques ? Pourquoi ne pas tenter d'en finir avec la fausse alternative formulée par André Malraux : *« Demain, en France, il n'y aura plus que les communistes, nous et rien »* ? N'y gagnerait-on pas également – argument qui est aussi un hommage – que la passation des pouvoirs par le général de Gaulle lui-même s'opère moins difficilement qu'au jour, proche ou lointain, où il aurait disparu de la scène ?

A quoi l'on peut objecter que le communisme français n'est qu'au début d'une évolution encore incertaine, que M. Guy Mollet a plus d'un tour dans son sac, que M. Mitterrand, bénéficiant de voix disparates dont certaines ne veulent être qu'un témoignage de haine à l'égard du chef de l'Etat, aurait quelque peine à retrouver et à consolider son éventuelle majorité lors de prochaines élections législatives ; enfin, que M. Lecanuet, malgré ses efforts et son premier succès, est encore loin d'en être là.

Il faudra de toute façon en sortir : l'étrange testament du 15 décembre nous avertit : un jour, *« de Gaulle disparaîtra... Le même débat que nous vivons se reproduira alors »*. La République ne durera, *« et la France aussi »*, que si le peuple et le *« personnage »* qu'il porte à sa tête restent fidèles à la ligne tracée. A défaut, *« ce n'aura été que reculer pour moins bien sauter »*. L'échéance étant inéluctable, est-il urgent d'attendre ?

(Le Monde *du 18 décembre 1965.*)

1974 : 49,19 %

● Douze candidats s'affrontent au premier tour de l'élection présidentielle de 1974. Au premier tour, le 5 mai, François Mitterrand arrive en tête avec 36,08 % des suffrages exprimés, devant Valéry Giscard d'Estaing (27,20 %), et Jacques Chaban-Delmas (12,60 %).
● *Au second tour*, le 19 mai, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 50,80 % contre 49,19 % à François Mitterrand.

Les 54 774 mots de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand

> Les phrases du leader socialiste sont plus gaulliennes que celles de son adversaire

VALÉRY GISCARD D'ESTAING et François Mitterrand devraient consacrer à ce livre une heure ou deux. Tout aspirant à la candidature présidentielle doit le disséquer ligne après ligne, crayon rouge et cahier d'écolier à portée de la main : ce *Giscard d'Estaing-Mitterrand, 54 774 mots pour convaincre* constitue sans doute l'approche la plus originale et la moins contestable de l'élection de mai 1974.

Il s'agit, par la magie de l'ordinateur, d'une analyse systématique des dix interventions de François Mitterrand et des dix interventions de Valéry Giscard d'Estaing à la télévision, dans le cadre de la campagne officielle de 1974 ainsi que du débat qui les a opposés, le 10 mai, sous les mêmes auspices. Les quatre auteurs du livre – Jean-Marie Cotteret, Claude Emeri, Jacques Gestier et René Moreau – ont tourné et retourné les textes sur le gril électronique.

Première constatation : Valéry Giscard d'Estaing a préféré les vertus du monologue et François Mitterrand celles du dialogue. Bien sûr, l'un et l'autre ont varié les genres. L'un et l'autre se sont fait interviewer, François Mitterrand par Joseph Pasteur ou Valéry Giscard d'Estaing par Jacques Chancel, par exemple. L'un et l'autre se sont prêtés à de faux débats, soit avec des amis politiques (Michel Poniatowski, Jean Lecanuet, Christian Bonnet ou Pierre Mauroy, Georges Marchais, Robert Fabre), soit avec des familiers (Danielle Mitterrand ou une collaboratrice de Valéry Giscard d'Estaing). Mais, au bout du compte, sur leurs cent quarante minutes respectives (hors face-à-face), le candidat de la majorité en a consacré soixante-dix-neuf au monologue, celui de l'opposition cent treize au dialogue. Et si, pour ses interventions les plus solennelles, François Mitterrand parlait seul, face aux téléspectateurs, il n'épuisait pas tout son temps de parole, et en a même volontairement abandonné le tiers. Première différence, d'ordre technique mais aussi politique, l'un préférant regarder les Français au fond des yeux, l'autre s'adresser à eux par le truchement d'un interlocuteur bienveillant.

Deuxième différence : dans la guerre des mots, c'est l'addition de Valéry Giscard d'Estaing qui a été la plus lourde, 19 250 mots contre 17 153 pour François Mitterrand (toujours hors face-à-face). Aucun mystère là-dessous. Valéry Giscard d'Estaing a laissé moins de temps à ses faire-valoir. Son débit était plus rapide (148,7 mots à la minute contre 129,4 pour François Mitterrand), ses phrases plus courtes. En revanche, le vocabulaire du leader socialiste était plus ample, son ton plus posé, ses phrases sont plus gaulliennes. C'était un peu la nervosité d'un langage rompu aux techniques publicitaires contre l'élégance majestueuse de la rhétorique classique.

Mais pour dire quoi ? Un seul thème émerge au fil des discours giscardiens, la nécessité du changement et de la modernisation de la société, et une intention : démontrer que cela peut se faire sans angoisse ni nervosité particulière. On voit que les soucis du président ressemblent à ceux du candidat. Quant aux mots employés, ils ont été choisis (dans la tradition gaullienne) afin d'être assez équivoques pour que chacun puisse s'y retrouver. François Mitterrand, au contraire, a été moins systématique. A travers son vocabulaire, les auteurs le trouvent fort peu marxiste. L'expression « lutte des classes » n'apparaît pas une fois, le mot « socialisme » se faufile à peine à une occasion après le premier tour, et « programme commun » ne passe le nez qu'en trois occasions pour le second tour. Bref, comme on pouvait s'en douter, après un début tambour battant et oriflammes déployées, le second tour porte chacun à une modération qui ne cherche vraiment pas à couper la France en deux.

L'HÉGÉMONIE DE LA TÉLÉVISION

Est-ce subjectif ? Les leçons du face-à-face du 10 mai, pourtant innovation principale de la campagne officielle, sont plus plates. Pour le premier tour, François Mitterrand avait été le plus offensif, Valéry Giscard d'Estaing se situant davantage au-dessus de la mêlée... ou voulant en donner le sentiment. Pour le débat au contraire, c'est, disent-ils, Valéry Giscard d'Estaing le plus combatif, marquant étroitement son adversaire, et en même temps s'adressant plus directement aux Français par-dessus sa tête. Peu d'arguments *ad hominem*, le candidat de la majorité suggérant tout de même que son vis-à-vis était teinté d'archaïsme, celui-ci lui rétorquant que sa caste sociale l'avait vraiment trop marqué. Broutilles...

En revanche, l'ordinateur considère la conclusion de Valéry Giscard d'Estaing comme un modèle de « stratégie symbolique ». Sur un plan purement lexicologique, il remarque que le vocabulaire de Valéry Giscard d'Estaing était moins franchement politique que celui de François Mitterrand et que – curieusement – son vocabulaire économique empruntait force expressions (mais cela seulement) au programme commun. La gauche a au moins remporté une victoire lexicologique. Symétriquement, François Mitterrand, lorsqu'il parlait économie, employait des mots plus simples, plus concrets, et chiffrait davantage. Politiquement, il était, c'est normal, plus socialiste au premier tour qu'au second – toujours à partir de son vocabulaire – et assez gaullien pour finir.

Lorsqu'on étudiera un jour l'impact précis du timbre, des voix, des gestes, des traits du visage, on vérifiera sans doute que la part des idées diminue encore dans le choix des électeurs. C'est une conséquence assez terrifiante de l'hégémonie de la télévision, dont à travers tout ce livre Valéry Giscard d'Estaing semble un remarquable professionnel, François Mitterrand y ayant pour sa part très bien adapté, mais adapté tout de même, un talent plus littéraire.

Alain Duhamel

(Le Monde *du 6 mai 1976.*)

1981, le succès et l'avenir *par Jacques Fauvet*

> La gauche commettrait une erreur en pensant qu'elle est devenue nettement majoritaire dans le pays

L'ÉLECTION de M. François Mitterrand à la présidence de la République, c'est d'abord la victoire de l'alternance, c'est-à-dire de la démocratie. Depuis vingt ans et plus, une même famille d'esprit était, sans partage, au pouvoir ; une autre va lui succéder. Une grande partie du pays et, en première ligne, les classes les moins favorisées et sa jeunesse vont enfin, souhaitons-le, se sentir mieux aimées, mieux comprises, mieux représentées, mieux défendues.

L'élection de M. François Mitterrand, c'est aussi le succès personnel d'un homme qui avait échoué de justesse en 1974, mais n'a jamais renoncé et l'a emporté grâce à son courage, à son intelligence, à son talent. Malgré une campagne effrénée et, pour finir, mensongère de son adversaire.

La victoire de M. Mitterrand, c'est encore, et tout naturellement, celle d'un parti nouveau qu'il a bâti avec foi, mais aussi celle de toute la gauche, qu'il a finalement rassemblée et, au-delà d'elle, de tous ceux qui, las d'un pouvoir à court d'idées, aspiraient au changement.

Cette victoire, c'est enfin celle du respect sur le dédain, du réalisme sur l'illusion de la franchise sur l'artifice ; bref, celle d'une certaine morale.

La défaite, c'est d'abord l'échec personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing. Victime de son caractère autant que du système, il a fait de la présidence l'exercice d'un pouvoir personnel et solitaire, vindicatif, que nombre de ses amis supportaient eux-mêmes de plus en plus mal sans trop oser lui dire. Puisse son successeur en tirer la leçon. Le pouvoir isole et le clan, plus encore. Le mépris, un jour ou l'autre, provoque le mépris.

L'échec est aussi celui de l'irréalisme. Le président s'est comporté comme s'il n'était pas l'homme du passé, alors que son premier ministre, qui aurait au moins pu parler de la défense du franc, était rejeté dans la coulisse. Le président sortant, tout à la fois satisfait et sûr de lui, plaidait cependant coupable quant au chômage et à l'inflation sans rien proposer de sérieux pour y mettre un frein. Lui qui aimait flatter l'intelligence des Français les prenait pour des sots en agitant les vieux épouvantails de la peur, en confessant pour seule erreur l'avant-veille du 10 mai, la suppression des célébrations du 8 mai et en faisant, hélas ! un agent électoral de dernière minute du grand chancelier de la Légion d'honneur.

UN PHÉNOMÈNE DE REJET

La défaite, enfin, c'est au bout du compte celle d'une certaine politique économique et sociale, ressentie à la fois comme injuste et inefficace. Cela a été dit, redit et démontré tant à droite qu'à gauche. Encore n'a-t-on guère parlé, au cours de la campagne, des atteintes graves portées à l'indépendance de l'information, de la justice, de l'Université et parfois de la haute administration. L'avenir immédiat, ce sont les élections législatives, dont le président vaincu a eu bien tort de faire un autre épouvantail, comme si les électeurs détestaient voter, comme si tôt ou tard le jeu normal, la double nature présidentielle et parlementaire de la Constitution, ne risquait pas de conduire à la dissolution de l'Assemblée.

L'avenir, ce n'est pas seulement celui de la gauche retrouvée. Ses dirigeants commettraient une erreur en pensant qu'elle est devenue nettement majoritaire dans le pays. Elle ne l'était pas au premier tour sans les écologistes. Elle ne l'a été apparemment au second tour que grâce à ceux qui ont éprouvé une lassitude à l'égard d'un pouvoir aussi satisfait que vain. Un phénomène de rejet s'est incontestablement produit, dans bien des milieux modérés et gaullistes, à l'égard du président sortant. Pour ceux qui, en votant Mitterrand, ont entendu signifier qu'ils ne voulaient pas du retour de Giscard, le recours sera Chirac.

L'avenir, c'est enfin et surtout la politique que M. Mitterrand, son gouvernement et sa majorité appliqueront pour redonner l'élan à l'économie française et l'espoir aux Français. En vingt ans, en sept ans, la France a changé moralement et sociologiquement : le nombre, le poids des salariés et notamment celui des femmes au travail ; la jeunesse a été la première victime du chômage, de la résignation, du désespoir face à un avenir sans joie. C'est à eux qu'il faut, sans démagogie, redonner l'espoir et la dignité.

Le manifeste socialiste, qui seul engage le président élu et que le président battu s'est employé en vain à confondre avec le projet socialiste, constitue moins une base de départ aux futures négociations entre les éléments de la nouvelle majorité que le maximum qu'elle peut et doit adopter, si elle veut maîtriser l'inflation. Encore faudra-t-il établir un strict calendrier. On ne peut, on ne pourra, tout faire à la fois.

S'il dominait sa défaite, M. Giscard d'Estaing donnerait sa démission sans attendre le 25 mai afin qu'avec M. Poher, président intérimaire, et M. Barre les collaborateurs de M. Mitterrand préparent la transition et prennent, s'il le faut, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ce n'est plus au président sortant, contrairement à ce qu'il a dit, de s'occuper des intérêts essentiels du pays. C'est à son successeur. De Gaulle en 1969 est parti le lendemain de sa défaite, à midi.

ÉCOUTER LA NATION

Quant au président élu, il a montré dès le premier instant qu'il dominerait sa victoire. L'Etat a été trop souvent accaparé par un clan, il faut le restituer à la République. L'esprit de parti, sinon de famille, a été parfois confondu avec le service de l'Etat. L'arbitraire, sinon le bon plaisir, a trop souvent régné.

Des carrières ont été brisées sans raison, d'autres ont été précipitées. Des intérêts privés ont été satisfaits sans que l'intérêt public y ait toujours trouvé son compte. Mais, dans l'ensemble, les responsables, les gestionnaires de l'économie et de l'Etat ont bien servi la France. Dominer sa victoire, c'est écouter la nation dans toutes ses composantes, ses professions et ses provinces ; c'est se garder de tout esprit de parti, de toute démagogie et de toute précipitation, tout en satisfaisant en priorité les besoins des plus défavorisés. Dominer sa victoire, c'est enfin respecter l'opposition.

Le pays ne veut plus ni de l'arbitraire ni de l'arrogance.

(Le Monde *du 12 mai 1981.*)


Le Monde

La très nette victoire de M. François Mitterrand va au-delà du rassemblement de toute la gauche et aggrave les divisions de la majorité sortante

Un nouveau style

Le succès et l'avenir

Le besoin de changement

Les raisons de l'échec

Au jour le jour — C'est arrivé demain

Dans la grande tradition — Un écrivain-né

"Toute politique n'est pas sale. Toute action n'est pas vaine." Mendès France

12 mai 1981

L'indispensable alternance

A la veille du premier tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand au Monde :

« C'est l'alternance, indispensable au bon fonctionnement de la démocratie, qui amènera enfin les classes exploitées et leurs représentants à l'exercice des responsabilités du gouvernement de la France. C'est une démocratisation poussée dans tous les domaines qui fera progressivement de chacun l'auteur de sa propre vie, le participant actif à l'élaboration du destin national dans sa collectivité de travail, dans sa commune, dans son association. Voilà mon ambition qui est liée, aussi, à une lutte patiente contre l'inégalité des chances, cette matrice de la société élitiste et technocratique. Mais, pour le reste, pas de chasse aux sorcières, pas de petite ou grande revanche. Chacun aura sa place, notamment dans le service public, auquel j'entends redonner toute sa noblesse et dont je souhaite rénover la déontologie. Chacun à sa place, selon ses mérites, ses apports, son dévouement, sa compétence ! »

(Le Monde *du 25 avril 1981.*)

L'affiche du candidat Mitterrand en 1981.

La force tranquille.

Mitterrand Président

D.R.

AU JOUR LE JOUR
C'EST ARRIVÉ DEMAIN

J'ai sous les yeux un journal daté du lundi 11 mai. Un titre le barre : « Le Parti socialiste revendique la direction du gouvernement. » Il tire les conséquences de la victoire électorale que vient de remporter la gauche.

Ce journal est jaune et poussiéreux, car si le jour est bien le lundi 11 mai, l'année est 1936.

Cet exemplaire est tombé sous ma main hier, dans le carton où je garde quelques souvenirs précieux. J'y ai vu un signe. Ce que j'attendais depuis quarante-cinq ans est arrivé. Comme dans le film de René Clair, *C'est arrivé demain.*

Robert Escarpit

(Le Monde *du 12 mai 1981.*)

1981 : 51,75 %

● Dix candidats s'affrontent, le 26 avril 1981, au premier tour de l'élection présidentielle. Valéry Giscard d'Estaing arrive en tête avec 28,31 % des suffrages exprimés, devant François Mitterrand (25,84 %), Jacques Chirac (17,99 %) et Georges Marchais (15,34 %).

● Au second tour, le 10 mai, François Mitterrand est élu avec 51,75 % des suffrages, contre 48,24 % à Valéry Giscard d'Estaing.

Jour de fête à la télé

IL Y A DES IMAGES qu'on ne pourra jamais oublier. Et d'abord cette lente marche vers le Panthéon. La voiture de François Mitterrand, du président Mitterrand – si on nous avait dit au printemps 1978 que trois ans plus tard on l'appellerait comme ça ! –, la voiture s'arrête en bas de la rue Soufflot, l'*Hymne à la joie* démarre en haut, et le voilà qui la remonte, cette rue, à peine protégé par le fragile cordon de ses amis bras dessus, bras dessous, faisant lever sous ses pas, ondoyante moisson d'espoir, la foule des grands soirs. Terré dans son trou, chacun d'entre nous se laissait porter, emporter par cet énorme élan populaire. On n'était pas devant nos écrans ; on était dedans.

Et puis soudain quand, témoins privilégiés de son entrée dans la crypte, on l'a vu s'avancer face aux caméras, une rose à la main, on a eu un léger mouvement de recul, on s'est senti de trop, pour un peu on aurait préféré que la noblesse de cette démarche ne se donne pas ainsi en spectacle. Mais quel spectacle ! Sous l'énorme voûte, cet homme seul marchant à la rencontre de ceux qui l'ont précédé pour tenter d'ouvrir à grands battants les portes de l'histoire au peuple de France, c'était plus qu'un acte de respect, un acte de foi. Jean Moulin, Victor Schoelcher, Jean Jaurès, enfin, l'ont raccompagné jusque sur le parvis de cette cathédrale laïque. Le passé se montrait garant de l'avenir.

En fin de matinée, on avait vu, au contraire, le nouveau président raccompagner l'ancien sur le perron de l'Elysée. Emus l'un et l'autre. Valéry Giscard d'Estaing a cru devoir traverser la cour et s'exposer ainsi – moment pénible – aux sifflets, aux quolibets qui l'attendaient dans la rue. Pourquoi ?

On n'a pas compris. On n'a pas tellement cherché, notez, pressé qu'on était de rejoindre François Mitterrand et ses invités dans la salle des fêtes, où, après avoir reçu le grand collier de la Légion d'honneur, il a chaussé ses lunettes pour prononcer son premier discours, un très beau discours, les autres aussi d'ailleurs, quel orateur !

Suivi par un Poher un peu absent et un Chaban-Delmas un peu pincé, le président a passé ensuite en revue le demi-cercle de ceux qui assistaient à l'investiture. Une légère inclination à l'adresse de sa femme, très fine, très discrète dans une robe rayée de rose et de bleu marine et, arrivé à la hauteur de Pierre Mendès France, l'accolade, l'expression d'une reconnaissance véritable, accueillie, gorge nouée, il était bouleversé par le vieil homme d'Etat. Poignée de main à Jacques Chirac.

Deuxième poignée de main devant l'Arc de triomphe. Après les acclamations des Champs-Elysées, noirs de monde, la minute de silence. Pas de commentaire. Pas de musique, rien. Un visage grave, serein, déjà coulé, aurait-on dit, dans le marbre de la responsabilité suprême. C'est ce visage, un visage qu'on ne lui connaissait pas, plein de majesté, une tête d'empereur romain, qu'il aura promené tout au long de cette longue journée marquée, seule allusion à la bataille électorale prête à reprendre dès aujourd'hui, par les deux allocutions chargées de sous-entendus du maire de Paris et du président de la République au micro de l'Hôtel de Ville.

Oui, une longue, une belle journée de télévision.

Claude Sarraute

(Le Monde *du 23 mai 1981.*)

DEUX SEPTENNATS DE POLITIQUE INTÉRIEURE

L'an I du changement

Le pouvoir a changé de mains, il est passé à gauche comme en 1936

VOILA des années dont on se souvient encore : 1958, 1968 ! La France vacillait, et il en reste, dans la mémoire collective, les images d'une autre époque – l'après-guerre et la fin de l'empire – et les fantasmes d'une grande joie ou d'une grande peur. De 1981, qui ouvre une décennie, que restera-t-il ?

A coup sûr la date du 10 mai, parce qu'elle marque, avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, un changement politique que la France n'avait pas connu depuis vingt-trois ans. Un changement si longtemps promis et ajourné que personne, ou presque, ne l'attendait plus. Il a surpris également ceux qui l'ont mis en œuvre et ceux qui l'ont subi.

Le pouvoir a donc changé de main : il est passé à gauche comme en 1936, une année qui a fait date, mais une expérience qui a tourné court : le succès du Front populaire était alors précaire dans sa durée et son assise politique, en raison même de l'instabilité propre à la IIIe République.

En 1981, la gauche a non seulement conquis pour sept ans la présidence de la République, qui est la véritable tête de l'exécutif, mais aussi et pour cinq ans la majorité absolue à l'Assemblée nationale, qui a le dernier mot en matière législative et qui, seule, peut censurer le gouvernement. La gauche est forte de son succès populaire et d'institutions qui ne sont pas les siennes et qu'elle a combattues.

SIMPLICITÉ

Pour la première fois en France, elle peut gouverner seule et pas contre la montre. Il faut savoir gérer la durée, a dit M. Mitterrand, c'est-à-dire sans précipitation, mais en engageant tout de suite les réformes essentielles. A cet égard, 1981 est, tout à la fois, la base de lancement et la phase d'allumage d'une fusée dont les uns espèrent qu'elle ouvrira des horizons nouveaux et les autres prédisent qu'elle retombera avec fracas.

Au départ, 1981 n'était qu'une échéance, celle d'un septennat qui n'avait pas tenu ses promesses puisqu'il avait commencé sous les auspices du changement dans la continuité. La crise économique, les pesanteurs politiques, un excès de confiance et un défaut de volontarisme n'assuraient pas au président sortant une réélection certaine, mais la crainte du changement, le poids de l'appareil d'Etat, la force de l'habitude et les divisions de la gauche, jugées bien plus graves que celles de la majorité, semblaient le préserver d'une grave déconvenue. Ce premier septennat ne suscitait ni enthousiasme ni véritable aversion. Après tout, la commission du bilan, installée après le 10 mai par les nouveaux dirigeants, n'a pas été si sévère avec la précédente gestion économique et financière.

Les électeurs ne l'avaient été guère plus mais suffisamment toutefois, pour préférer, le 10 mai, M. Mitterrand à M. Giscard d'Estaing, par 51,75 % des suffrages exprimés contre 48,24 %. Les 14 et 21 juin, ils avaient confirmé avec éclat ce choix politique en envoyant au Palais Bourbon, après dissolution de la précédente Assemblée, 285 députés socialistes et apparentés sur 491 sièges : une majorité de rêve, complétée par 44 communistes.

L'alternance au pouvoir, thème de rhétorique ancien, devenait réalité, mais non comme il avait été prévu. En tout cas pas comme une alternance au sein de la majorité, étant entendu que les socialistes s'en trouvaient exclus dès lors qu'ils se réclamaient du socialisme et que l'accès au pouvoir des communistes ne s'envisageait même pas, sinon pour effrayer les électeurs.

Ce qui frappe, après coup, c'est que le passage d'une majorité à une autre se soit accompli avec une telle simplicité. 1981 est l'année de l'alternance tranquille, pour parodier un slogan qui a fait florès. On le doit aux vainqueurs, qui se sont installés dans le calme, mais aussi aux vaincus car, si sévères que soient les attaques de M. Chirac, si sincères que paraissent les alarmes des amis de M. Giscard d'Estaing, l'opposition observe les règles du jeu, fût-ce en les utilisant au maximum, en freinant à l'excès le vote des lois ; elle s'interdit en tout cas de recourir au désordre et à l'agitation. La polémique reste parlementaire, et, si elle se prolonge dans les médias, elle ne déborde pas dans la rue.

Le deuxième trait de l'alternance, le plus voyant sans aucun doute, se manifeste à travers les nouveaux visages du personnel politique. S'il y a un changement, il est d'abord dans les hommes.

« MIEUX DANS SA PEAU »

M. Mitterrand, président, n'apparaît pas tellement différent de l'ancien leader de l'opposition, sinon qu'il semble « mieux dans sa peau », en dépit des interrogations et des rumeurs qu'a pu provoquer son état de santé. Il s'est coulé dans la fonction avec bonheur : le verbe républicain lui est familier et son autorité naturelle s'accommode fort bien des pouvoirs étendus dont dispose le chef de l'Etat sous la Ve République.

Si nombreux et divers que soit son entourage, il ne lui fait pas ombrage, et ses plus impétueux conseillers se tiennent dans une sage réserve. Il est vrai qu'ils font presque tous l'apprentissage du pouvoir. C'est peu dire que Pierre Mauroy tranche avec Raymond Barre. Avec lui, le lyrisme bon enfant et chaleureux du Nord accompagne le changement. Voilà pour les apparences. Derrière, il y a la réalité d'une entente retrouvée entre un premier ministre qui avait déjà permis à l'actuel président de la République de conquérir le Parti socialiste. L'attelage s'est reconstitué sans problème, du moins pour les sept premiers mois du septennat. (...)

Des têtes qui émergent, des têtes qui tombent – comme on l'avait demandé au congrès du PS, en octobre à Valence –, le changement a-t-il une autre réalité ? Dans la mesure où l'alternance s'est accomplie dans le calme, où le chômage et l'inflation restent à la fin de 1981 les fléaux qu'ils étaient déjà au début de l'année, on peut se demander ce qui, à l'exception du personnel politique, a changé.

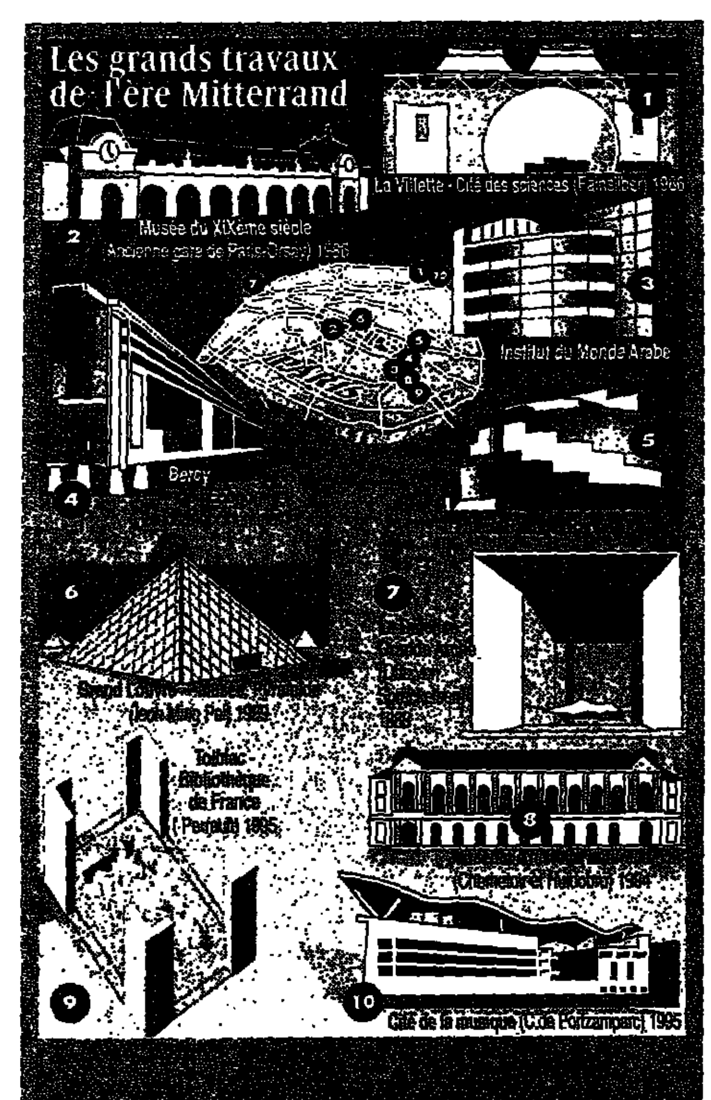
Quelques faits et quelques témoignages montreraient, s'il en était besoin, la différence. En janvier dernier, les journaux annonçaient que Paribas prenait le contrôle du groupe Empain-Schneider ; en décembre, ils parlent de la nationalisation de cet établissement financier. En janvier, une quinzaine d'autonomistes corses comparaissaient devant la Cour de sûreté de l'Etat ; en décembre, cette juridiction n'existe plus, un nouveau statut est proposé à la Corse et une amnistie couvre les infractions d'ordre politique ou social survenues dans l'île.

Comme témoins du changement, il faudrait citer les smicards, les bénéficiaires de prestations sociales ; les six mille deux cents détenus libérés après les mesures d'amnistie ; les condamnés à mort qu'on n'exécutera pas et les criminels qui ne seront plus passibles de la peine capitale car elle n'existe plus ; les étrangers qui ne seront plus menacés d'expulsion, les travailleurs immigrés qui peuvent régulariser leur situation. On pourrait citer aussi, mais à charge, tous ceux qui s'inquiètent de la nouvelle fiscalité ; ils n'en témoignent pas moins du changement. (...)

D'autres réformes sont en attente parce que 1981 n'a pas suffi à la tâche. Ce n'est qu'un début. De même, huit mois après la réalisation de l'alternance, les forces politiques n'en ont pas encore assumé toutes les conséquences. Dans la majorité comme dans l'opposition, il convient de digérer le changement avant de le gérer.

André Laurens

(Le Monde *du 31 décembre 1981.*)



La « France unie » et l'ouverture politique

A Rennes, le 11 avril 1988, lors de son premier meeting de la campagne présidentielle, François Mitterrand a invité ses auditeurs à l'ouverture d'esprit : **« Nous ne sommes pas un camp qui veut abattre un autre camp. Nous voulons que la France s'unisse. »**

Le président-candidat a remarqué qu'il y a dans l'actuelle majorité **« des hommes de valeur, des hommes excellents ».** ***Comme la foule protestait, il a réaffirmé :*** **« Il y en a. » « Non ! »,** ***a-t-on crié dans l'assistance.*** **« Croyez-moi, je les vois, il m'arrive de les fréquenter** ***(sifflets).*** **Ne vous laissez pas emporter ; il ne faut pas s'en prendre aux hommes, il faut s'en prendre à l'esprit de système, à l'idéologie. Nous ne sommes pas les bons ; ils ne sont pas les méchants** ***(sifflets),*** **même s'ils considèrent qu'ils sont les bons et nous les méchants. »** ***(Applaudissements.)***

Le 22 avril au Bourget, devant plus de trente mille personnes, François Mitterrand a déclaré : **« Nous ne sommes pas détenteurs de la vérité absolue. La vérité est coupée en morceaux. Il faut prendre dans les trésors de chaque famille politique française. Il y a des gens capables, sérieux, honnêtes dans les rangs qui nous combattent. Nous ne devons pas affirmer que nous, nous remplissons tous les contrats de la vertu sans jamais y porter le moindre coup de canif. (...)**

» Je suis socialiste. Vous le savez. Mais sans refuser qui que ce soit, sans refuser qui choisirait, comme moi, la voie de l'Europe, de la paix, de la solidarité, de l'égalité, de la justice sociale. Si vous voulez cela, venez tous ! »

(Le Monde *du 11 et du 25 avril 1988.*)

Le téléphone de l'Élysée

● Peu après son élection, François Mitterrand avait accordé un entretien au *Monde*, publié le 2 juillet 1981. Plusieurs passages de cette conversation avaient été coupés avant publication, dont le suivant, qui fait référence à l'installation du nouveau président à l'Elysée :
« C'était assez marrant. Il n'y avait rien, pas de téléphone pour communiquer. Les techniciens sont venus l'installer ici, et pendant quarante-huit heures on n'a pas pu téléphoner dans tout le palais. Ils avaient tout cassé. Après, le téléphone sonnait. C'était une dame de Puteaux qui demandait : **"Où est-ce que je suis ?"** ***Je répondais :*** **"Vous êtes chez le président de la République". »**

Rigueur

● Le premier plan de « rigueur » du gouvernement de Pierre Bérégovoy est annoncé le 16 juin 1982, quatre jours après une dévaluation du franc. Il comprend essentiellement un blocage des prix et des revenus, le relèvement de 17,6 % à 18,6 % du taux normal de la TVA et 10 milliards de francs d'économies sur la Sécurité sociale.

● Annoncé le 25 mars 1983, quatre jours après une nouvelle dévaluation, le second plan de rigueur est beaucoup plus vaste. Il prévoit, en particulier, un emprunt obligatoire égal à 10 % du montant de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes, un prélèvement de 1 % du revenu imposable, un relèvement du plafond des livrets d'épargne populaire et un plan de réduction de 20 milliards de francs du déficit budgétaire.

1987-1988, la gloire de « Tonton »

« Aurais-tu une question à poser au roi de France, Lolita ? »

ADULÉ dès son arrivée au panthéon des présidents, délaissé un an plus tard, détesté à l'automne 1985, François Mitterrand achève, bien-aimé, son septennat. On lui promet un sacre au mois de mai.

Le tube de Guesh Patti qui relie 1987 à 1988, c'est l'air du temps de la politique, torride :

Etienne, Etienne, Etienne
Oh, tiens-le bien !
Baisers salés salis
Tombés le long du lit
De l'inédit, je t'aime à la folie
Au ralenti, je soulève
[les interdits.

On sentait bien qu'il se passerait quelque chose d'étonnant. A Lille, lors du dernier meeting présidentiel organisé pendant la campagne législative de 1986, Coluche en sursis écoutait debout *La Marseillaise*. Juste avant le scrutin du 16 mars, Renaud était allé à l'Elysée recueillir, pour *Globe*, une interview du chef de l'Etat. Il en avait rapporté le récit suivant : *« Mitterrand, il est cool. D'abord, physiquement, il ressemble un peu à mon père, que j'aime beaucoup, et déjà ça aide. Et puis il est intelligent, mais ça, personne n'en doute ou alors les cons, et c'est vrai qu'il y en a. Mais surtout il est plein d'humour, de repartie, et c'est un puits de culture. Et ça, moi, ça m'épate. Enfin bref, pendant plus d'une heure, je n'ai rien dit. (...) Je l'écouterais bien parler encore un septennat. En partant, super à la bourre, j'ai regretté de n'avoir pas osé lui raconter que le matin même je demandais à ma fille, qui a cinq ans :* « Aurais-tu une question à poser au roi de France ? » *et qu'elle m'a répondu :* « Demande-lui si c'est lui qui a mis le feu à l'appartement, ceci, cela. » *Bien sûr que non, que c'est pas lui, Lolita, c'est les autres... »*

Marguerite Duras, une amie de Résistance, en disait aussi beaucoup, mais on ne comprenait pas tout. Pauline Lafont, avec l'audace des timides, fut un peu plus claire : *« Mitterrand est vraiment séduisant. Une image de père et moi je suis une jeune femme. Je cherche quelqu'un qui m'apprendra, qui sera un homme. »*

Ainsi, telle Guesh Patti, une partie de la France levait-elle les interdits. Les grandes histoires d'amour entre les peuples et leurs dirigeants souvent tournent mal. Elles se retournent aussi, du maréchal Pétain au général de Gaulle par exemple, également acclamés de la défaite à la victoire. On se méfie donc des engouements et des passions en politique, mais quand elles existent, comment les nier ?

« FAUDRAIT SAVOIR ! »

Pour François Mitterrand, homme de la IVe République honni sous la Ve, antigaulliste méprisé, ignoré dans ses traversées du désert, rassembleur redouté des gauches, c'était de l'inédit. Il avait séduit des artistes, et le reste commençait à suivre. (...)

Pour rassurer Jacques Chirac qui, au début de 1987, ne se portait pas très bien dans l'opinion, François Mitterrand confiait : *« Tous les grands hommes d'Etat sont impopulaires. Richelieu aurait pris un gadin dans les sondages. Mazarin aussi, avec son accent italien. Quant à Bonaparte, on ne comprenait rien à ce qu'il disait, ni en Italie ni en France. »* De son point de vue, François Mitterrand représentait l'exception. (...)

Le 14 juillet 1987 fut un jour d'ivresse. On n'entendit pas un sifflet sur les Champs-Elysées, mais l'on perçut parfaitement la réflexion bourrue d'un CRS, vexé que cet homme-là passe devant lui, les yeux fixés sur l'Arc de triomphe : *« Alors, François, nom de Dieu, regarde-nous ! »*

François Mitterrand a pour lui le verbe, et il en use jusqu'à l'envoûtement. Il écoute et parle. Aux étudiants, aux cheminots, à Jean-Marie Tjibaou venu le voir à l'Elysée, au comte de Paris qui le soutient et célèbre en sa compagnie, le 3 avril 1987, l'année capétienne, aux ouvriers victimes de la crise, aux petits épargnants effrayés par le krach boursier, au Père Wresinski, aux pauvres pour leur proposer un revenu minimal, aux Prix Nobel. A tout le monde et à Jacques Chirac, chaque mercredi matin, au moins, avant le conseil des ministres. Il parle de la République et de ses principes – liberté, égalité, fraternité – aux contenus si divers qu'ils distinguent la République sociale de la République bourgeoise.

Le libéralisme triomphant de mars 1986 fait la tête, aux Etats-Unis comme en France. *« Le dollar est trop haut »*, hurlent en 1985 des financiers désespérés auxquels un loufiat à queue-de-pie propose quelques rafraîchissements sur un dessin de Plantu. *« Le dollar est trop bas »*, crient les mêmes, en 1987 ; le loufiat s'en va, son plateau sous le bras et dit, torse bombé : *« Faudrait savoir ! »*

Au mois d'octobre, après le « lundi noir » du 19 à la Bourse, Edouard Balladur est songeur, dans sa chaise à porteurs, et les petits porteurs sont tout nus. Le rythme des privatisations, qui ont connu un formidable succès, ralentit au moment même où Catherine Deneuve, à la télévision, vante en « réfléchissant » les mérites de Suez.

Le pragmatisme gouvernemental succède au triomphalisme du ministre de l'économie et des finances. La roue tourne. L'argent se fait et se défait. François Mitterrand parle aux jeunes, toujours de la République, encore de l'Europe. Il continue sur la lancée de son discours de la Sorbonne, au mois de mai : *« Nous sommes français – « nos ancêtres les Gaulois » –, romains, un peu germains, un peu juifs, un peu italiens, un peu espagnols, de plus en plus portugais. Je me demande si nous ne sommes pas un peu arabes. »*

SISCOURS D'ESPOIR

La jeunesse et l'Europe, l'Europe et la défense, la défense et la paix. La jeunesse hérite d'Eurêka, Europe de la science, et d'Erasmus, Europe du savoir, tandis que la fusée Ariane renonce enfin à ses galipettes explosives au-dessus de l'Atlantique.

Elle attend 1992 et l'ouverture du grand marché unique puissamment relayée par Jacques Chirac. Il n'y a plus en France, dit-on drôlement à l'Elysée, un conseiller général qui, inaugurant 300 mètres d'un chemin vicinal, n'affirme en coupant le ruban tricolore : *« Cette route sera pour nous un atout majeur en 1992. »*

Elle hérite aussi d'une brigade et d'un conseil franco-allemand de défense. Drôle d'histoire quand on ne veut que la paix. La paix par le haut : c'est le discours du Bundestag, en 1983, qui encourage l'implantation des fusées américaines Pershing-2 en Europe afin d'équilibrer la terreur des SS-20 soviétiques. La paix par le bas : c'est l'approbation du traité américano-soviétique signé le 8 décembre à Washington sur l'élimination des missiles intermédiaires ; c'est aussi le discours, controversé, sur la nuisance politique, voire l'inutilité des armements nucléaires français à courte portée ; c'est, enfin, la réflexion souterraine sur l'économie du désarmement et les bénéfices que l'éducation ou la recherche pourraient tirer d'un moindre coût de la défense.

Que veut dire ce discours d'espoir s'il est tenu par un vieil homme ? La question a été posée, l'argument souvent utilisé. Ils le seront encore. A René Monory le perfide, qui remarquait qu'au terme d'un second septennat le président sortant aurait soixante-dix-neuf ans, François Mitterrand répond que l'imprudent n'a aucun sens de la communication politique : *« Il aurait dû dire : M. Mitterrand aura cent ans en 2016. »*

A un mois du premier tour de l'élection présidentielle, rien n'y fait. Ni l'âge ni les « affaires », Irlandais de Vincennes, Greenpeace, Carrefour du développement, ventes d'armes à l'Iran par la société Luchaire, « plombiers » dits du Conseil supérieur de la magistrature. (...)

Dès lors, ses adversaires, attentifs au moral de l'ennemi, tenteront de retourner l'argument de la popularité à leur profit. François Mitterrand, disaient-ils, devrait se retirer en pleine gloire de « Tonton ». Il a déçu leur espoir au fil des jours.

Jean-Yves Lhomeau

(Le Monde *du 22 mars 1988.*)

La « troisième équipe » et le « Rainbow-Warrior »

Qui a donné l'ordre de couler le navire de Greenpeace ?

QUI, le 10 juillet au soir, *dans le port* d'Auckland en Nouvelle-Zélande, a posé deux bombes sur la coque du *Rainbow-Warrior*, le « navire-amiral » du mouvement écologiste Greenpeace ? Qui, si les auteurs de cet attentat, *« criminel et absurde »*, selon M. Mitterrand, sont bien français, leur en a donné l'ordre ? Telles sont toujours les *deux questions*-clés de l'affaire Greenpeace.

Le rapport Tricot a confirmé, le 26 août, que des agents français se trouvaient alors en Nouvelle-Zélande et que leur mission visait Greenpeace. Mais il n'a pas été prouvé que les faux époux Turenge, les deux agents français incarcérés en Nouvelle-Zélande, soient les auteurs de l'attentat lui-même ; et les autorités militaires, du ministre de la défense à la haute hiérarchie, assurent que la mission confiée aux agents de la DGSE *n'était que de surveillance* et d'infiltration. Depuis le 10 juillet, du temps a cependant passé, et des bouches s'ouvrent. (...)

Ce qu'elles disent aboutit aux mêmes conclusions. Qui a agi ? A les en croire, une troisième équipe, évoquée par *Le Canard enchaîné* du 11 septembre, complémentaire de l'équipage du voilier *Ouvéa*, chargé de la logistique, et du faux couple Turenge, lequel aurait servi de « leurre » vis-à-vis des Néo-Zélandais, et aurait réuni le matériel apporté par l'*Ouvéa* aux auteurs de l'attentat.

Ces derniers seraient deux nageurs de combat de l'armée française, chacun ayant posé une charge. Nos informateurs ne précisent pas leur base d'affectation, qui ne peut être que le Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) de la base d'Aspretto, en Corse, s'ils relèvent de l'armée de terre, ou Lorient s'ils *relèvent de la marine. Mais, traditionnellement*, c'est au CINC, lié à la division « Action » de la DGSE, que le service secret français fait appel pour ce genre d'opérations.

Ces deux militaires ont la même spécialité qu'Alain Turenge (de son vrai nom Alain Mafart, commandant en second de la base d'Aspretto) et que les trois équipiers de l'*Ouvéa* (sous-officiers du CINC).

L'opération aurait été coordonnée par « Philippe Dubast », qui *est, en fait, le commandant Louis*-Pierre Dillais, « patron » de la base d'Aspretto. A l'exception de Dominique Prieur, alias Sophie *Turenge, qui n'était que la couverture* maritale d'Alain Mafart, l'opération tout entière semble donc bien avoir été confiée, au *plus haut niveau, à des* nageurs de combat de l'armée française. Et la DGSE, qui les emploie, a bien ainsi participé à l'attentat. Les deux auteurs directs de l'attentat, leur mission achevée, ont quitté Auckland par avion, sans être repérés, l'un pour Nouméa, l'autre pour Sydney (Australie).

« PATRON » ET « CLIENT »

La réponse à la *seconde questions* (qui leur a confié cette mission ?) est cohérente avec le déroulement de l'opération. Ces huit officiers et sous-officiers ont agi sur ordre. Ce sont des militaires disciplinés. (...) Ils ne peuvent dans cette optique qu'avoir obéi à leur chef hiérarchique : le colonel Jean-Claude Lesquer, responsable de la division « Action » de la *DGSE, entré dans le service en* juin 1984 et nommé à ce poste en novembre. Officier discipliné, nommé avec l'aval de Charles Hernu et sur les conseils du chef d'état-major des armées d'alors, le général Jeannou Lacaze, le colonel Lesquer n'est pas homme à agir de sa propre initiative : il obéissait lui-même à l'amiral Pierre Lacoste, patron de la DGSE.

Celui-ci répondait ici aux pressions du « client », *la Direction* des centres d'essais nucléaires (Dircen), à laquelle le président de la République vient de rendre hommage. La Dircen était fort inquiète de la nouvelle campagne de Greenpeace. C'est son « patron » jusqu'en juin 1985, l'amiral Henri Fages, qui, début mars, déclenche le processus de l'opération en assurant que le mouvement écologiste envisage de débarquer, à l'aide de canots légers et rapides, sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa durant la campagne de *tirs nucléaires*.

Mais l'amiral Lacoste est lui-même fort discipliné, et il est inconcevable qu'il *fasse cavalier seul. Aussi nos* interlocuteurs assurent-ils – mais sans toutefois en apporter la preuve – que trois autres hauts responsables auraient été dans la confidence, ayant soit autorisé selon les uns, ou laissé faire selon les autres, une opération conçue pour enrayer la campagne écologiste et lancer un avertissement à Greenpeace. Il s'agirait des généraux Jeannou Lacaze, alors chef d'état-major des armées, et Jean Saulnier, alors chef d'état-major particulier du président de la République, nom*mé depuis à la tête des armées en* remplacement du général Lacaze, mais aussi du ministre de la défense lui-même.

Dans son rapport, M. Tricot avait insisté sur le rôle de M. Hernu et du général Saulnier dans la prise de décision, mais n'avait pas mentionné le général Lacaze. A ce stade, il est impossible de savoir si ces trois personnalités sont direc*tement impliquées, ou simple*ment concernées en raison de malentendus et de non-dits lors des discussions sur Greenpeace. Le rapport de M. Tricot insistait d'ailleurs sur cette ambiguïté.

Le conseiller d'Etat s'est ainsi longuement interrogé sur la signification de la phrase *« anticiper les actions de Greenpeace »* figurant dans une note du 1er mars de l'amiral Fages, au nom de la Dircen, et destinée à M. Hernu. Il a, de plus, noté entre le ministre de la défense et le chef de la DGSE une différence d'interprétation des consignes données : l'amiral Lacoste estimait qu'*« il s'agissait d'un peu plus »* que d'une simple mission de renseignement, comme a cru s'en souvenir M. Hernu. (...)

SURVEILLANCE ?

A en croire nos informateurs, M. Mitterrand n'aurait pas été informé par le ministère de la dé*fense, ni avant ni après l'attentat.* On lui aurait au moins menti par omission. C'est le ministre de l'intérieur, Pierre Joxe qui, le premier, l'alerta, une *semaine* après l'explosion. (...)

Le ministre de l'intérieur ne lui communiqua pas les éléments glanés par ses policiers, tandis que le garde des sceaux se faisait fort prier pour lui communiquer la commission rogatoire néo-zélandaise.

La lecture de ce rapport aurait appris à M. Mitterrand un fait qu'il ignorait : l'implication de son chef d'état-major particulier, qu'il venait de promouvoir à la tête des armées, dans le feu vert financier donné à une opération *« de surveillance »* qui s'est avérée de sabotage. Désormais l'Etat était pris au piège : si la vérité éclate, comment éviter – malgré les précautions oratoires de Laurent Fabius, qui assure ne rien savoir de plus que ce qu'a écrit M. Tricot, mais ne pas y croire vraiment – que le gouvernement et la présidence *soient éclaboussés ?*

Bertrand Le Gendre
et Edwy Plenel

(Le Monde *du 18 septembre 1985.)*

« Nos institutions sont à l'épreuve des faits »

Dans son message au Parlement, le 8 avril 1986, après le retour d'une majorité de droite à l'Assemblée nationale et la nomination de Jacques Chirac à Matignon, François Mitterrand déclare notamment :

« Mon devoir était d'assurer la continuité de l'Etat et le fonctionnement régulier des institutions. Je l'ai fait sans retard, et la nation sans crise. (...) Nos institutions sont à l'épreuve des faits. Depuis 1958 et jusqu'à ce jour, le président de la République a pu remplir sa mission en s'appuyant sur une majorité et un gouvernement qui se réclamaient des mêmes options que lui.

» *Pour la première fois, la majorité parlementaire relève de ten*dances politiques différentes de celles qui s'étaient rassemblées lors de l'élection présidentielle, ce que la composition du gouvernement exprime, comme il se doit. Devant un tel état de choses, qu'ils ont pourtant voulu, beaucoup de nos concitoyens se posent la question de savoir comment fonctionneront les pouvoirs publics. A cette question, je ne connais qu'une réponse, la seule possible, la seule raisonnable, la seule conforme aux intérêts de la nation : la Constitution, rien que la Constitution, toute la Constitution.

» Quelqu'idée qu'on en ait (...), elle est la loi fondamentale. Il n'y a pas, en la matière, d'autre source du droit.Tenons-nous en à cette règle. (...) *Président et gouvernement* ont à rechercher, en toutes circonstances, les moyens qui leur permettront de servir au mieux et d'un commun accord les grands intérêts du pays. »

(Le Monde *du 10 avril 1986.)*

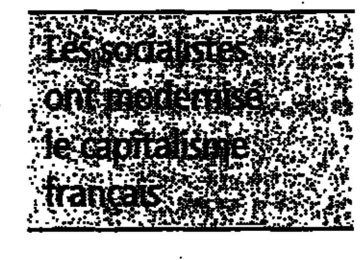
Les affaires, de Greenpeace à l'argent

● Le 10 juillet 1985, le *Rainbow-Warrior*, navire de Greenpeace engagé dans une campagne contre les essais nucléaires français, est la cible d'un attentat dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande. Deux mois plus tard, *Le Monde* révèle que des agents de la DGSE – les *services secrets français* – en sont les auteurs. Ils ont agi sur ordre du ministre de la défense, Charles Hernu, qui sera contraint de démissionner. S'il est prouvé qu'après l'attentat, François Mitterrand a lui-même cherché à cacher la responsabilité de la France, il ne sera jamais formellement établi qu'il a donné son feu vert. Aux affaires liées aux dérapages de la raison d'Etat – notamment la transformation de la cellule antiterroriste de l'Elysée en « cabinet noir » d'une monarchie républicaine –, s'ajoutera, notamment durant le second septennat, la mise en cause de proches du chef de l'Etat dans des dossiers financiers. Début 1989, l'affaire Pechiney met en scène ces tentations de « l'argent-roi » qu'aimait dénoncer François Mitterrand et auxquelles sa présidence n'aura pas échappé.

Cohabitations

● Le 16 mars 1986, la droite remporte les élections législatives. François Mitterrand *nomme Jacques Chirac premier* ministre. Le 28 mars 1993, la droite est victorieuse, et François Mitterrand nomme Edouard Balladur à Matignon. La première cohabitation (1986-1988) est marquée par de vifs affrontements entre l'Elysée et Matignon. La seconde (1993-1995) apparaît plus douce. Elles confirment, l'une et l'autre, que les institutions de la Ve République s'accommodent d'un cas de figure inédit jusqu'alors.

Triomphe de la Bourse et du « franc fort »



UN « franc fort », une économie anémiée par des taux d'intérêt réels élevés, un chômage record, des comptes publics à la dérive : les « années Béré » s'achèvent sur une photographie bien sombre. Le film des cinq années (1988-1993) au cours des*quelles Pierre Bérégovoy a piloté* l'économie française – comme ministre des finances (de 1988 à 1992), puis comme premier ministre (à partir du 2 avril 1992) –, n'est pourtant pas aussi catastrophique que pourrait le laisser croire la dernière image. Son action, aussi bien pendant les belles années de croissance mondiale (1988-1989) que pendant la crise *du début des années 90, lui a valu*, de la part des institutions internationales comme des opérateurs financiers, de nombreux brevets de bonne conduite. Le moteur qu'il laisse à ses successeurs est pourtant quelque peu grippé.

Avec l'Europe comme ligne de mire, ce socialiste reconverti aux charmes du marché a en effet poursuivi, au cours de ces cinq années, la modernisation du capitalisme français qu'il avait déjà entreprise auparavant, de 1984 à 1986. S'il peut se prévaloir – il ne manque pas de le faire – de bons « fondamentaux » (une inflation faible, une compétitivité amélio*rée, des équilibres externes* retrouvés, des bilans d'entreprise relativement sains), il lègue cependant aux nouveaux dirigeants quelques problèmes... fondamentaux eux aussi : un chômage élevé, une protection sociale non maîtrisée, des frais généraux de la nation très lourds, un système de formation mal adapté.

Ces problèmes non résolus ont trouvé leur expression dans l'explosion, en fin de législature, de tous les déficits : ceux du budget de l'Etat, de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage *comme* ceux de nombreuses entreprises.

En matière de politique conjoncturelle, Pierre Bérégovoy et son successeur au ministère des finances, Michel Sapin, ont poursuivi – sous le regard vigilant de la direction du Trésor – la stratégie dite de désinflation compétitive. Engagée dès 1983, celle-ci n'a pas été remise en cause par la droite *entre 1986 et 1988*, bien au contraire. De quoi s'agit-il ? L'idée de départ est d'arrimer le franc au deutschemark afin d'imposer à l'économie française les disciplines de l'économie alors la plus performante du Vieux Continent.

La lutte *contre* l'inflation et contre les déséquilibres publics doit contribuer à améliorer la compétitivité de l'économie nationale et, à terme, favoriser la création d'emplois. Cette stratégie a incontestablement porté ses premiers fruits. Elle a permis à la France d'entrer, au 1er janvier 1993, dans le marché unique européen dans des conditions plutôt favo*rables*.

L'INFLATION MAÎTRISÉE

« Pinay de gauche », M. Bérégovoy peut se prévaloir de ne jamais avoir dévalué le franc. Peu de ses prédécesseurs peuvent en dire autant. Malgré la violente crise qui a affecté le système monétaire européen (SME) à partir de l'automne 1992, le franc français a *conservé, depuis janvier 1987, sa* parité vis-à-vis du deutschemark (un mark autour de 3,38 francs français). Au-delà, le franc a même connu une sensible appréciation face aux autres devises. Sur l'ensemble de la législature, il aurait gagné plus de 5 % par rapport aux principales monnaies utilisées dans le commerce extérieur du pays.

Le succès de la désinflation a largement contribué à cette performance. La libéralisation des prix engagée entre 1984 et 1986 a été poursuivie et achevée par son successeur aux finances, M. Balladur. Totalement libres, les prix n'évoluent plus qu'à un rythme *très lent, sauf les services*. Dès 1983, la course avec les salaires a été interrompue. Elle ne reprendra pas. A la fin de la période, la France apparaît comme un pays à *inflation faible (en 1992, les prix* n'ont progressé que de 2 %). Les coûts y progressent très raisonnablement, ce qui lui permet de retrouver sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Le redressement, spectaculaire, de ses comptes extérieurs comme le dynamisme de ses grandes entreprises à l'étranger en témoignent.

Les « années Béré » (1988-1993) ont en définitive été marquées par une croissance honorable (près de 2,7 % l'an en moyenne sur la période) sans récession brutale. Elles s'achèvent cependant sur une croissance zéro en 1993, sur un chômage qui a dépassé son niveau de 1987 (plus de 10,5 % de la population active) et sur des taux d'intérêt réels à court terme (c'est-à-dire hors inflation) exceptionnellement élevés. (...)

Accédant, enfin, au poste de premier ministre, le 2 avril, il finira par accepter, à son propre compte, un relâchement de la politique budgétaire. Le déficit de l'Etat gonfle dès 1990 pour appro*cher en 1992 les 3,2 % du produit* intérieur brut. Et avec lui l'endettement de l'Etat. (...)

M. Bérégovoy a poursuivi aussi la réforme du système financier qu'il avait largement amorcée dans les années 80. L'une de ses principales décisions reste, sur le plan tactique, l'une des plus controversées : il a *accepté* une libéralisation totale et anticipée *– dès le 1er janvier 1990 –* des changes, sans fortes contreparties. (...)

Dès le début de la législature, il *laissera* les entreprises publiques lever des capitaux privés sur les marchés financiers. Il autorisera des entreprises privées étrangères à entrer dans le capital de sociétés publiques françaises. Il s'opposera au jeu de Meccano industriel que certains tenteront de relancer. Il rendra possible l'ouverture (à hauteur de 49 %) du capital des sociétés nationales d'assurances. Il engagera même, en fin de période, quelques privatisations partielles.

Erik Izraelewicz

(Le Monde *du 19 mars 1993.)*



27-28 mars 1983

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

4,80 F

U.R.S.S.

Il y a trente ans Khrouchtchev sortait du rang (Page 2)

PROCHE-ORIENT

Le choix difficile du roi Hussein de Jordanie (Pages 6 et 7)

JAPON

Un premier ministre épris de changement (Page 5)

FRANCE

Le retour des boxeurs (Page 17)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

Quel grand dessein ?

par THOMAS FERENCZI

Le tournant de l'austérité

Inévitable mais risqué

AU JOUR LE JOUR

Sacré

COUP D'ARRÊT AUX NATIONALISTES CORSES

La manière Broussard

De notre envoyé spécial

DEUX OUVRAGES INÉDITS

Lire Sartre, enfin

par MICHEL CONTAT

DEUX SEPTENNATS DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

Rapports Nord-Sud

● D'emblée, François Mitterrand place son premier mandat sous le signe des rapports Nord-Sud. Le 20 octobre 1981, à Mexico, avant de participer à la conférence de Cancun, il prononce un discours lyrique exaltant le combat des « *humiliés et persécutés de la terre* ». « *Courage, la liberté vaincra* », lance-t-il tout en précisant qu'« *il n'est de liberté que par l'avènement de la démocratie* ». En Afrique, continent du tiers-monde où la France assume les plus grandes responsabilités historiques, la continuité l'emporte rapidement sur la volonté de rupture. Après la parenthèse marquée par le passage de Jean-Pierre Cot au ministère de la coopération (mai 1981-décembre 1982), le pragmatisme oblige à privilégier le maintien de bonnes relations avec les régimes en place. En juin 1990, au sommet franco-africain de La Baule, François Mitterrand annonce que la France liera désormais son aide « *aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté* ».

En Afrique, empirisme oblige

> La continuité l'a vite emporté sur le désir de changement

« LA France du XXI[e] siècle sera africaine ou ne sera pas. » Cette prophétie péremptoire, François Mitterrand la lance au début des années 50. Elle atteste la permanence de son intérêt pour le continent noir. Jeune ministre libéral et clairvoyant de la France d'outre-mer, il persuade en 1951 Félix Houphouët-Boigny, chef du Rassemblement démocratique africain (RDA), de rompre avec le Parti communiste. Ce « *joli coup* » nourrira longtemps sa légende africaine. L'épisode ouvrit aussi la voie aux réformes qui conduiront, en 1956, à la loi-cadre de Gaston Defferre puis aux indépendances. Evoquant plus tard ses « débuts » africains, François Mitterrand écrit : « *Bien entendu, je pressentais le mouvement du temps. Mais je suis un empirique dont les idées naissent des faits. J'avais noué en Afrique des rapports humains qui m'ont permis d'avancer plus vite dans la connaissance des choses.* » Tout est dit, ou presque, de la ligne de conduite africaine du futur président : l'ambition progressiste, l'importance des relations personnelles, le triomphe du pragmatisme.

Dans l'ensemble, la victoire de la gauche en 1981 satisfait, voire réjouit, le continent noir. Son espérance trouvera de quoi s'alimenter : la nomination à l'Elysée d'un conseiller pour les affaires africaines (Guy Penne) et au ministère de la coopération d'un militant résolu (Jean-Pierre Cot), le lyrisme d'un Claude Cheysson, l'exaltation par François Mitterrand d'un nouvel ordre économique mondial à Mexico et Cancun (octobre 1981). L'illusion se dissipera en moins d'un an. Dès son premier voyage en Afrique (mai 1982), François Mitterrand relègue au second plan le thème des droits de l'homme et réaffirme la priorité donnée au pré carré francophone. Les relations franco-africaines, dira-t-il en janvier 1983, « *n'ont pas besoin d'évoluer, elles sont bonnes* ». La continuité l'emporte donc sur le changement, les réalités sur les chimères. De quoi rassurer les présidents noirs, décevoir leurs opposants et alarmer certains socialistes.

ANGÉLISME

A Paris, les dissensions s'aggravent entre les pragmatistes et les réformistes. Le projet d'une agence centrale de coopération, si cher à Jean-Pierre Cot, est enterré. Celui-ci, s'estimant désavoué, préfère s'en aller (décembre 1982). Les revirements de l'Elysée et les attaques des lobbies cramponnés au statu quo ne sont pas seuls en cause. L'équipe de Jean-Pierre Cot est victime de ses erreurs d'analyse et, au bout du compte, trahie par sa gestion brouillonne. Son angélisme se heurte aux intérêts de la France, au rôle prédominant de ses entreprises, à la puissance de ses réseaux. Il ne tient pas assez compte des rapports de forces chez les pays partenaires ni des liens personnels tissés de longue date.

Le rôle accru de « Jean-Christophe », le fils du président, et l'arrivée, rue Monsieur, de Christian Nucci scelleront la suprématie élyséenne, tout en sonnant le glas de l'utopie socialiste en Afrique.

Un autre souci hante François Mitterrand dans les années 80 : éviter d'aggraver la déchirure dont souffre l'Afrique, livrée au conflit Est-Ouest, la soustraire autant que possible à la rivalité des grandes puissances. Cela suppose, selon les cas, de restaurer, maintenir ou renforcer la confiance entre Paris et ses amis traditionnels. Puisqu'il y va de sa crédibilité, la France ne lésine pas sur le soutien à ses alliés. Au Tchad, elle vole au secours d'Hissène Habré que menace la Libye (août 1983-septembre 1984). A la fin de 1990, au Rwanda, elle sauve provisoirement le président Juvénal Habyarimana et son régime, pourtant peu dignes d'estime. Après le génocide d'avril 1994, elle y reviendra, plus noblement, dans le cadre de l'opération « Turquoise ».

La France, pour socialiste qu'elle soit, se garde aussi de chapitrer l'Afrique, du moins publiquement, exception faite du régime blanc de Pretoria, régulièrement condamné avant d'être sanctionné, en juillet 1985, par la suspension des investissements. Voilà pourquoi François Mitterrand fait sensation pendant le sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990, lorsqu'il annonce que la France, désormais, « *liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté* ». Autrement dit, aide et démocratie vont de pair. Cette phrase nourrira un grand malentendu. Car le président prône aussi la patience et le « *pas à pas* », observant que la France n'a pas « *à dicter je ne sais quelle loi constitutionnelle qui s'imposerait de facto* ». Un an plus tard, il répétera que chacun doit aller « *à son rythme* ». Pendant la seconde cohabitation, François Mitterrand cautionne la « *solidarité exigeante* » qui fonde la doctrine africaine d'Edouard Balladur. Il approuve, en janvier 1994, la dévaluation de 50 % du franc CFA qui frappe treize pays du « champ ».

Le président et le premier ministre semblent constater ensemble que l'exigence de liberté, proclamée naguère à La Baule, ne doit pas compromettre les chances de redressement économique. Ce consensus au sommet est le meilleur signe qu'au terme des « années Mitterrand » la continuité a définitivement prévalu, empirisme oblige, sur le changement.

Jean-Pierre Langellier

(Le Monde *du 11 mai 1995.*)

Mexico : « Courage, la liberté vaincra »

« A tous les combattants de la liberté, la France lance son message d'espoir. Elle adresse son salut aux femmes, aux hommes, aux enfants même, oui, à ces enfants héros semblables à ceux qui, dans cette ville, sauvèrent jadis l'honneur de votre peuple, et qui tombent en ce moment même de par le monde pour un noble idéal. Salut aux humiliés, aux émigrés, aux exilés sur leur propre terre, qui veulent vivre, et vivre libres. Salut à celles et ceux qu'on bâillonne, qu'on persécute et qu'on torture, et qui veulent vivre, et vivre libres. Salut aux séquestrés, aux disparus et aux assassinés qui voulaient seulement vivre, et vivre libres. Salut aux prêtres brutalisés, aux syndicalistes emprisonnés, aux chômeurs qui vendent leur sang pour survivre, aux Indiens pourchassés dans leurs forêts, aux travailleurs sans droits, aux paysans sans terre, aux résistants sans armes, qui veulent vivre, et vivre libres. A tous la France dit : Courage, la liberté vaincra. »

(Le Monde *du 22 octobre 1981.*)

La Baule : « Une prime aux pays qui se lancent dans le pluralisme politique »

« La démocratie est un principe universel, il ne faut pas oublier les différences de structures, de civilisations, de traditions, de mœurs. (...) La France n'a pas à dicter je ne sais quelle loi constitutionnelle qui s'imposerait de facto à l'ensemble des peuples qui ont leur propre conscience et leur propre histoire. (...) Il n'est pas dans l'intention de Paris d'imposer des solutions toutes faites.

» Mais la France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté. Il faut donner une certaine prime aux pays qui se lancent dans le pluralisme politique. Liberté, ce sera votre meilleure amie. La démocratie est la seule manière de parvenir à un état d'équilibre... Certains pays ont pris des bottes de sept lieues. D'autres marcheront pas à pas. »

(Le Monde *du 22 juin 1990.*)



DEPARDON / MAGNUM

Combattant phalangiste-chrétien, Beyrouth, 1978.

A Beyrouth, devant les décombres

L'ÉMOTION est intense. Le visage grave jusqu'à en paraître isolé par sa méditation, le président Mitterrand contemple le tas de gravats qui fut un poste de l'armée française, et sous lequel souffrent et agonisent peut-être encore des hommes. Autour du chef de l'Etat, le ministre de la défense, M. Hernu, plusieurs généraux français, l'officier porteur de l'inévitable mallette qui contient le « verrou » électronique de la force nucléaire, et des nuées de gardes du corps et de soldats libanais.

Du côté libanais, cette visite éclair est une source de réconfort et l'assurance que la France éprouvée n'abandonne pas ses amis. Arrivé à 7 h 30, alors que Beyrouth s'éveillait au lendemain du nouveau drame qui l'a bouleversée, M. Mitterrand s'est aussitôt rendu en hélicoptère à la résidence des Pins, qui sert de QG au contingent français. Après s'y être fait exposer par le général Cann, qui commande le contingent, les circonstances de l'attentat, les indices concernant ses auteurs et le bilan des travaux de sauvetage, il a été rejoint par le président libanais, Amine Gemayel, avec qui il a conféré...

LE COUP PORTÉ À L'OCCIDENT

Les deux chefs d'Etat ont ensuite pris ensemble un hélicoptère qui les a déposés à l'aéroport pour y voir les blessés français embarqués dans un Transall en partance pour la France. Puis le président Mitterrand s'est recueilli devant les corps des victimes américaines regroupés dans une salle transformée en chapelle ardente.

En arrivant au bâtiment qui fut le QG des « marines » à l'aéroport, il a pu mesurer la dimension du coup porté, à travers les Etats-Unis et la France, à l'Occident et à ses armées. Comme sa visite immédiatement après sur les lieux de l'attentat contre les troupes françaises allait le lui confirmer, dans un cas comme dans l'autre, les ennemis de la force multinationale ont atteint leur objectif au-delà de l'imaginable.

M. Mitterrand a vu de ses yeux ce qu'aucune image, aucun rapport ne peut rendre : le tas de béton et de ferraille où des dizaines de Français en mission de paix ont été surpris par la mort, alors que le clairon venait de sonner le réveil.

Après cette visite du lieu de l'attentat, M. Mitterrand s'est rendu au palais présidentiel à Baabda, pour une visite au président Gemayel et un nouvel entretien avec lui, avant de reprendre l'avion pour Paris. Il a su trouver le seul geste de nature à raffermir le moral de ses soldats et mettre du baume au cœur des Libanais.

Lucien George

(Le Monde *du 25 octobre 1983.*)

Proche-Orient

● La présidence de François Mitterrand marque une rupture dans la politique de la France au Proche-Orient. Il est le premier chef d'Etat de la V[e] République à se rendre en Israël. Le 4 mars 1982, dans un discours devant la Knesset – le Parlement israélien –, le président n'exclut pas que les Palestiniens puissent, « *le moment venu* », se doter d'un Etat. Mais il demande à l'OLP, en préalable, de reconnaître l'existence d'Israël. Après avoir aidé par deux fois, en 1982 et 1983, Yasser Arafat à quitter vivant le Liban, François Mitterrand encourage les Palestiniens à participer au processus de paix.

C'est à Paris, le 2 mai 1989, que Yasser Arafat déclare « *caduque* » la Charte de l'OLP, ce qui équivaut à une reconnaissance implicite d'Israël, après que François Mitterrand lui eut demandé de « *mettre les choses au net* ». En novembre 1992, le président effectue une seconde visite officielle en Israël, sous le signe de la confiance mutuelle retrouvée.

La fin des « prudences françaises » envers Jérusalem

> Premier voyage d'un président de la V[e] République en Israël

C'EST un Menahem Begin encore plus fluet et fatigué que d'habitude, immobilisé dans son fauteuil de malade, qui tente de faire bonne figure à l'aéroport Ben-Gourion, lorsque le président Mitterrand débarque le 3 mars 1982, sous une pluie battante, accompagné notamment de la bête noire des Israéliens, Claude Cheysson, « coupable » d'avoir rencontré Yasser Arafat au mois d'août précédent, à Beyrouth, et d'avoir assimilé la lutte des Palestiniens à celle de la Résistance française sous l'Occupation.

Le lendemain matin d'une épuisante première journée est consacré à la visite rituelle du mémorial de Yad Vashem, voué au culte des victimes de l'Holocauste, puis au discours devant la Knesset. Un discours longuement travaillé, repris et corrigé, dont les journalistes auront le plus grand mal à obtenir un texte à l'avance. Mais ils ont déjà l'habitude des manies épistolaires du président, qui ne peut pas s'empêcher de remanier un texte jusqu'à la dernière minute, quitte à improviser au dernier moment !

Que veut dire M. Mitterrand ? « *Oui, le peuple français est l'ami du peuple d'Israël et il a vibré lors de la création de l'Etat d'Israël. L'Holocauste est dans son esprit indissociable de votre renaissance. Désormais, Israël vit, et nous, la France, nous ne ménagerons plus guère nos efforts pour que son droit à l'existence soit universellement admis sans équivoque et pour que soit reconnu du même coup son droit à obtenir les moyens de cette existence.* » Ayant de nouveau bien défini le but essentiel de sa visite – en finir avec les arrière-pensées de tout genre –, le président de la République en arrive à une autocritique à dimension variable : « *Nos discours, qui se nourrissaient de plus en plus d'aimables références au passé, finissaient par ressembler à des tics de langage ou à des clauses de style. Nous nous abritions derrière notre amitié, tout en faisant semblant de ne plus nous comprendre. Bref, il devenait urgent de parler au présent, ce que je fais maintenant.* »

Première assurance : la France ne cherche pas à se substituer aux peuples intéressés, ne cherche pas à donner de leçons ou à distribuer du blâme et de l'éloge, ne se pose ni en arbitre ni en médiateur. Cela dit, M. Mitterrand demande néanmoins qu'on l'écoute. Ne serait-ce que pour quatre raisons, qui devraient rassurer son auditoire : n'a-t-il pas, en 1947, plaidé au sein du gouvernement français en faveur de l'asile pour les « naufragés » de l'*Exodus* ? N'a-t-il pas, en 1979, approuvé les accords de Camp David ? N'a-t-il pas, en 1980, lors du sommet des puissances industrialisées réuni à Venise, réaffirmé son soutien aux accords de Camp David et pris ses distances à l'égard d'une négociation globale ? N'a-t-il pas enfin, dès 1981, suspendu le boycottage commercial qui frappait Israël ?

Moyennant quoi, le président lâche le grand mot qui va très vite susciter une réponse irritée de M. Begin. « *Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut, le moment venu, signifier un Etat.* »

La réponse de M. Begin sera plus brève, mais empreinte d'une ironie amère. C'est encore M. Cheysson qui va servir de punching-ball au premier ministre israélien. « *Le principal obstacle à l'amitié profonde de la France et d'Israël,* dit-il, *est le soutien de la France au principe d'un Etat palestinien. Voici que Son Excellence Claude Cheysson, chef de la diplomatie française, se rend dans l'un des pays les plus démocratiques de la terre, le plus éclairé, Abou Dhabi. Puis dans un des pays les plus avides de paix du monde, l'Irak. Et c'est là-bas que Son Excellence déclare qu'en Judée-Samarie et à Gaza, il faut créer un Etat palestinien. (...) Vous savez parfaitement ce qui est écrit dans le document nommé Charte palestinienne, que l'on peut tout à fait désigner comme une édition arabe de* Mein Kampf. »

Cette journée – historique – se termina par un mémorable dîner, offert par M. Mitterrand à l'Hôtel King David, celui-là même que le groupe terroriste commandé par M. Begin avait fait sauter sous le mandat britannique. Mémorable, parce que, au milieu d'un repas somme toute bon enfant, M. Begin fut pris d'un malaise et dut être transporté dans une chambre de l'établissement où les médecins le maintinrent jusqu'au lendemain. Juste avant le dîner, il faut le préciser, le premier ministre avait donné de concert avec M. Mitterrand une conférence de presse particulièrement animée, chacun restant, bien sûr, sur ses positions.

Les événements ont montré que le président n'avait pas tort. Lui-même a passablement adapté depuis son analyse aux réalités nouvelles, reconnaissant implicitement que le processus de Camp David débouchait peut-être sur une impasse, se ralliant du bout des lèvres à l'idée d'un forum international.

Il n'empêche : sa visite en Israël a levé un tabou dans le monde politique français, puisque tous les principaux dirigeants politiques s'y sont précipités depuis, à commencer par M. Giscard d'Estaing. Elle n'a pas non plus entraîné une rupture entre Paris et les principales capitales arabes, comme l'avaient prédit bon nombre d'experts. De ce point de vue, elle reste aussi importante que la mise entre parenthèses d'Israël par de Gaulle en 1967.

Jacques Amalric

(*Le Monde* du 9 mars 1987.)

A la Knesset : « Ce qui, pour les Palestiniens, peut, le moment venu, signifier un Etat »

« Il appartient, je le redis, aux Palestiniens comme aux autres, de quelque origine qu'ils soient, de décider eux-mêmes de leur sort, à l'unique condition qu'ils inscrivent leur droit dans le respect du droit des autres, dans le respect de la loi internationale et dans le dialogue substitué à la violence.

» Je n'ai pas plus qu'un autre à trancher qui représente ce peuple et qui ne le représente pas. Comment l'OLP, par exemple, qui parle au nom des combattants, peut-elle espérer s'asseoir à la table de négociation tant qu'elle déniera le principal : et le droit d'exister, et les moyens de sa sécurité à Israël ? Le dialogue suppose la reconnaissance préalable et mutuelle du droit de l'autre à l'existence, le renoncement préalable et mutuel à la guerre directe ou indirecte, étant entendu que chacun retrouvera sa liberté d'agir en cas d'échec. Le dialogue suppose que chaque partenaire puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut le moment venu signifier un Etat. La France approuvera ce qui sera dialogue ou approche du dialogue, comme elle observera avec inquiétude toute action unilatérale qui, de part et d'autre, retarderait l'heure de la paix. »

(*Le Monde* du 5 mars 1982.)

Guerre du Golfe : une combativité nouvelle

Paris fait le choix de la fermeté et s'engage dans le conflit armé

LA France, et l'Europe avec elle, a donc choisi la fermeté. Pour M. Mitterrand, le temps n'est plus aux timidités de langage, aux finesses juridiques (*« blocus »* ou *« embargo »* ?), aux chimères d'une *« solution arabe »*. Les *« otages »* doivent être appelés par leur nom, surtout si on les transforme, par surcroît, en *« appâts »* et en *« chair à tuer »*.

Leur drame est un *« intolérable fait accompli »*, que la France s'engage à faire cesser *« par tous les moyens »*. L'embargo contre l'Irak ne serait, sans recours à la *« contrainte »*, qu'un *« simulacre »*. Autant de constats lucides, que le président a dressés d'un ton pessimiste où l'embarras se mêlait à l'inquiétude.

Dès l'agression irakienne contre le Koweït, la France avait activement participé à la mise en œuvre d'une riposte internationale, au nom du droit, bafoué par Bagdad, tout en souhaitant que la crise se résolve *« au sein de la communauté arabe »*.

Elle l'avait fait à sa manière, en se dotant d'un double instrument : les armes et la diplomatie. Or, cette dernière n'a pu faire reculer M. Saddam Hussein. Le monde arabe, déchiré, a soit choisi clairement son camp, soit sombré dans l'impuissance. Les Nations unies elles-mêmes, maître d'œuvre sur le chantier diplomatique, étudient les moyens de « muscler » leur procédure.

Dans ces conditions, la France ne peut que constater que pour elle aussi une *« logique de guerre »* s'est installée. L'immense prise d'otages dont elle est désormais victime aux côtés de ses alliés la conduit peu à peu à donner la priorité aux armes sur la diplomatie.

« CROISADE OCCIDENTALE »

Mis en place dès le début de la crise, son dispositif militaire à géométrie variable peut être activé à tout moment pour répondre à l'urgence. En attendant, Paris s'engage un peu plus dans la crise, en envoyant des hommes dans les Emirats arabes unis et en Arabie saoudite.

Pour la France, le devoir de solidarité avec la communauté internationale l'emporte donc maintenant sur le risque, initialement exprimé, de participer à une *« croisade occidentale »*. Quel gouvernement de bonne foi pourrait reprocher à M. Mitterrand de songer à la force pour sauver des otages et faire respecter le droit ?

Pour la France, désormais victime directe de Bagdad, le danger de s'aliéner ses partenaires et ses clientèles arabes est moins grand, maintenant que l'Irak se retrouve au ban des nations. D'autant que l'Europe dans son ensemble s'est enfin décidée à parler fort, et d'une seule voix.

Même si elle a pour l'instant une valeur surtout symbolique, la coordination décidée mardi à Paris par l'UEO passera peut-être un jour pour l'acte fondateur d'une politique de défense commune dont l'Europe est en quête depuis de longues années. La crise du Golfe aura eu d'ores et déjà – par-delà le drame en cours – pour bénéfice de faire prendre conscience aux Européens de la nécessité de faire face ensemble aux risques qu'ils courent en commun jusqu'au-delà des mers.

Les Etats-Unis, premiers acteurs du conflit qui s'annonce, se réjouiront de cette combativité nouvelle.

(Le Monde *du 23 août 1990.)*

« La défense du droit »

« Nous ne sommes animés par aucun sentiment d'agression, de l'amertume peut-être : on serait en droit de penser que la défense du droit international aurait mérité de la part de l'Irak des considérations un peu plus sérieuses à l'égard d'un pays comme la France. Mais le droit a été bafoué, violé, il l'est de plus en plus, et c'est cet engrenage *que nous refusons. Nous sommes disposés à assumer nos* responsabilités parce que nous pensons que c'est notre devoir. Nous sommes pour l'instant, et à la suite de la responsabilité prise par le président irakien, dans une logique de guerre, et toute la difficulté consiste à savoir si l'on peut en sortir sans renoncer aux objectifs fondamentaux que représente la défense du droit. (...)

» Je n'ai pas dit que j'avais perdu toute illusion. Nous sommes entrés dans une logique dont il sera difficile de sortir, mais après tout, n'étions-nous pas entrés dans cette logique dès la première minute de l'agression contre le Koweït ? » (Le Monde *du 23 août 1990.)*


Le Monde
Jeudi, à 1 heure (heure de Paris), la Maison Blanche a ordonné le bombardement des sites stratégiques
Foudroyante offensive alliée contre l'Irak
L'aviation française est entrée en action au Koweït
« Tempête » sur Bagdad
L'Amérique aux écrans
Une guerre tant annoncée...
DECOIN

18 janvier 1991

Bâtisseur de l'Europe *par André Fontaine*

Le souci du « rang » de la France

POUR Jean Monnet, la réponse ne faisait pas de doute : la France devait s'intégrer dans des Etats-Unis d'Europe, réplique de ceux qui existent de l'autre côté de l'Atlantique.

François Mitterrand a eu beau conduire l'an dernier ses cendres au Panthéon, il est clair qu'il ne voit pas les choses de la même façon : sans quoi il ne parlerait pas comme il le fait du « rang » de la France. Il sait trop bien la place que ce mot tenait dans la rhétorique gaullienne (« Le rang » sert de titre à l'un des principaux chapitres des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, consacré au rétablissement de la position de la France dans le monde après la Libération) pour que son emploi ne soit pas délibéré. Comme s'il voulait se justifier aux yeux de l'Histoire de tout ce qu'il a fait, lui qui a osé résister au général, pour poursuivre son œuvre et défendre son héritage.

Valéry Giscard d'Estaing parlait de la France comme d'un membre du *« peloton de tête des nations moyennes »*. Son successeur préfère rappeler qu'elle est la troisième puissance militaire du monde – ce qui n'est vrai, soit dit en passant, que sur le plan nucléaire –, la quatrième puissance exportatrice, la quatrième ou cinquième économique, et une grande puissance culturelle. Rappeler aussi les droits que lui confère son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le rôle qu'elle joue au Proche-Orient, en Afrique, dans la négociation sur le Cambodge, son ambition de contribuer au désarmement, à l'avancée des droits de l'homme, au développement du tiers-monde.

NATURE PROFONDE

Partisan convaincu de la réduction des inégalités entre les hommes, le président ne va donc pas jusqu'à prêcher pour la stricte égalité entre les nations d'Europe, sauf à reprendre à son compte la célèbre formule d'Orwell selon laquelle, *« dans la ferme des animaux, certains sont plus égaux que d'autres »*.

Sans doute, d'ailleurs, ne pourrait-il s'y résigner sans violer sa nature profonde de terrien tant épris de notre culture. Sans trahir aussi le mandat qui fait de lui le dépositaire de la souveraineté nationale. C'est ce même homme, pourtant, qui s'est juré de rester dans l'Histoire comme l'un des grands bâtisseurs de l'Europe. Aussi bien a-t-il répété qu'elle n'avait aucun sens si elle ne reposait pas sur le pluralisme des idées et des langues, tout en dressant la liste, impressionnante, des sujets sur lesquels elle devrait être capable de parler d'une seule voix sur la scène du monde. Il n'a pas trop dit comment il comptait y parvenir.

Comment, par exemple, il s'y prendrait pour surmonter l'hostilité croissante de Maggie Thatcher à l'Europe sociale, qu'elle préfère baptiser *« socialiste »*. De même qu'il n'a pas donné la clé susceptible de séparer à coup sûr ce qui relève de l'Europe et ce qui relève de la nation. Cette clé existe-t-elle ? On peut en douter.

Mais le cartésianisme primaire *qui marque trop souvent*, dans ce pays l'approche de la politique, n'aide pas à vivre des situations d'appartenances multiples. Et pourtant, à y bien réfléchir, un citoyen trouve tout à fait normal et compatible d'appartenir à la fois à une famille, à un métier, à telle ou telle association, Eglise, formation politique, à une localité, à une région en même temps qu'à la nation. Pourquoi ne pas ajouter un échelon supplémentaire, celui-là européen ? Après tout, bien des peuples européens vivaient à l'aise, autrefois, au sein du Saint Empire. Un Algérien n'a pas de difficulté aujourd'hui à se sentir à la fois Algérien, Maghrébin, Arabe et musulman.

Cette double question des rapports entre l'identité nationale et l'identité européenne, comme de la répartition des compétences entre communauté et gouvernements nationaux, a toutes chances de se poser avec une acuité croissante au fur et à mesure que se rapprochera l'échéance de 1993.

(Le Monde *du 20 mai 1989.)*

Bundestag : solidarité entre les membres de l'OTAN

« Nos peuples haïssent la guerre. Ils en ont trop souffert, et les autres peuples d'Europe avec eux. *Une idée simple gouverne la pensée de la France.* Il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés. Notre analyse et notre conviction, celles de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de cette dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix dès lors qu'il existe l'équilibre des forces. Il a rendu possibles les accords d'Helsinki, mais le maintien de cet équilibre implique à mes yeux que des régions entières d'Europe occidentale ne soient pas dépourvues de parade face à des armes nucléaires spécifiquement dirigées contre elles.

» Quiconque ferait le pari sur le découplage entre le continent européen et le continent américain mettrait, selon nous, en cause l'équilibre des forces, et donc le maintien de la paix. Je pense et je le *dis que ce découplage est en soi dangereux et je souhaite ardemment* que les négociations de Genève permettent d'écarter un danger qui pèse singulièrement sur les partenaires européens non détenteurs de l'arme nucléaire. C'est pourquoi la détermination commune des membres de l'alliance atlantique et leur solidarité doivent être clairement confirmées pour que la négociation aboutisse, condition nécessaire à la non-installation des armes prévues par la double décision de décembre 1979. »

(Le Monde *du 21 janvier 1983.)*


SALGADO / MAGNUM

Pompier du désert, Koweït, 1991.

France-Allemagne

● Profondément convaincu, depuis toujours, de la nécessité d'approfondir la construction européenne sur un socle *franco-allemand*, François Mitterrand noue des relations étroites avec le chancelier Helmut Kohl.
Le 20 janvier 1983, au Bundestag, le président français lui apporte son soutien en faveur du déploiement des missiles Pershing en Allemagne. *Le 22 septembre 1984, ils se* tiennent la main à Verdun, au cours d'un hommage aux victimes des deux guerres mondiales. En revanche, dans les semaines suivant la chute du mur de Berlin, notamment à Kiev, le 6 décembre 1989, il écarte l'idée d'une unification allemande rapide, telle que la souhaite M. Kohl.

● François Mitterrand s'engage à fond pour la ratification du traité de Maastricht lors de la campagne du référendum du 20 septembre 1992. Le 8 mai 1995, à Berlin, le chef de l'Etat, dans un discours-testament, *exalte une dernière fois* la réconciliation franco-allemande.

Six heures à Sarajevo

« Ce qui se passe n'est pas acceptable »

C'ÉTAIT une question de jour : une date anniversaire – soixante-dix-huit ans, jour pour jour, après la mort de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand – et un moment crucial de l'état de siège de la ville bosniaque. (...) C'était une question de jour. Vingt-quatre heures après le sommet européen de Lisbonne, vingt-quatre heures avant la réunion à New York du Conseil de sécurité qui, lundi 29 juin 1992, devait décider de l'usage de moyens militaires pour débloquer l'aéroport de Sarajevo, quarante-huit heures avant l'expiration de l'ultimatum de l'ONU au régime de Belgrade, François Mitterrand a, dit-il, simplement voulu *« ouvrir une porte »*, *« voir, écouter, témoigner »* dans la plus grande tradition humanitaire, par un de ces coups de culot spectaculaires auxquels son ministre Bernard Kouchner, également de l'équipée, l'avait, à plusieurs reprises, habitué. (...)

Malgré des brumes épaisses qui s'accrochent aux montagnes et les tirs sporadiques qui résonnent dans la capitale bosniaque, l'hélicoptère présidentiel, après avoir parcouru 170 kilomètres, parvient à se poser à 10 h 30 heure locale (8 h 30 GMT) sur l'aéroport Butmir de Sarajevo, alors que des journalistes présents sur place ont entendu des bruits de tirs quelques minutes plus tôt. *« Mission accomplie, l'aéroport est rouvert »*, dit un peu hâtivement Bernard Kouchner, même si l'équipage présidentiel n'a pas eu besoin d'utiliser l'aire d'atterrissage aménagée près du QG de la Forpronu, la Force de protection de l'ONU, située à 3 kilomètres du centre-ville.

« NOTRE DERNIER ESPOIR »

Rejoignant le QG de la Forpronu à bord d'un véhicule blindé, le président Mitterrand s'est ensuite entretenu avec le président de Bosnie, Alija Izetbegovic, au siège de la présidence, au cours d'un déjeuner entrecoupé de trois bruits de coups de canon tirés par les forces serbes dans ce secteur et de plusieurs tirs sporadiques. Le canon tonnait également au loin lorsque François Mitterrand et Alija Izetbegovic ont arpenté les rues dévastées de la ville, boueuses, jonchées de débris et d'impacts de balles, sous les acclamations des passants.

« Mitterrand, vous êtes notre dernier espoir », *« Merci pour votre courage »*, *« Mitterrand, Bosnia »*. Les deux hommes ont visité l'hôpital de la ville, anciennement militaire, qui accueille les victimes des bombardements. Dans la seule salle des urgences qui reste encore debout – les autres ayant été dévastées par les bombes –, ils ont vu l'horreur des blessés, une femme à la joue arrachée, une jeune fille paralysée des jambes, des soldats gisants. Marchant sur les vitres brisées, entre des façades de maisons labourées, le président Mitterrand est allé déposer, près du bazar, une rose rouge sur un autel de fortune devant une boulangerie célébrant la mémoire des seize personnes qui avaient été tuées en mai 1992 par des tirs de mortier serbes, alors qu'elles faisaient la queue pour acheter du pain.

« On voit vraiment une population prisonnière, soumise à des coups meurtriers. On éprouve un immense sentiment de solidarité quand on voit cela », déclarait François Mitterrand au cours d'une conférence de presse. *« Je crois en la force symbolique des actes »*, devait-il préciser, en ajoutant qu'il espérait *« saisir la conscience universelle pour venir au secours d'une population en danger »*. (...)

« Ce qui se passe n'est pas acceptable. C'est la limite à ne pas atteindre. J'espère que par un accord amiable il sera possible de faire transiter les secours humanitaires par l'aéroport, et je fais appel aux parties en cause pour que ce soit possible, a poursuivi le président. (...) *Il ne s'agit pas de faire la guerre à qui que ce soit. La France n'est l'ennemie d'aucune des Républiques de la région où nous sommes. »*

Dominique Le Guilledoux

(Le Monde *du 30 juin 1992.)*

« Le fait accompli a imposé sa loi »

« Le drame était difficilement évitable. Mais il aurait fallu en avoir claire conscience. J'ai toujours pensé, dès la première discussion, qui a eu lieu au conseil européen de juin 1991, qu'il fallait d'abord déterminer les règles du droit et assurer la sauvegarde des minorités, *sous* la garantie de l'ONU, de la CSCE et de la Communauté européenne. Robert Badinter, qui en avait eu l'idée, a très vite obtenu l'accord des Européens sur l'initiative française d'une cour d'arbitrage capable de prévenir et de régler les conflits. Malheureusement, le fait accompli a imposé sa loi. (...)

» L'échec des institutions internationales dans l'ex-Yougoslavie serait comme un laissez-passer accordé à toutes les ethnies d'Europe qui se veulent souveraines, et donc à l'éclatement de la plupart des pays existants. Ou bien, en sens inverse, il serait compris comme une invitation aux puissants d'étouffer par la force les particularités et le besoin d'autonomie. Dans les deux cas, la contagion détruirait pour longtemps toute chance de voir un jour l'Europe se construire sur des bases démocratiques, de devenir ce à quoi nous aspirons : l'Europe unie. (...)

(Entretien au Monde *du 9 février 1993.)*

Le Monde

VENDREDI 12 JANVIER 1996

La fin du siècle

par Jean-Marie Colombani

LA France est un pays qui aime se regarder dans le miroir des ses grands hommes : elle prend alors, un bref instant – le temps d'un deuil national –, conscience de sa place dans l'histoire, elle s'autocélèbre à l'idée qu'elle peut encore produire des personnages historiques, si contestables soient-ils, si contestés qu'ils aient été de leur vivant. Parmi les legs de François Mitterrand à sa *« patrie »* – terme qu'il préférait à tout autre – il y a donc cet ultime moment de consensus national.

Au-delà de sa disparition, et de l'émotion qu'elle provoque, que restera-t-il de l'ancien président ? Que signifie pour nous le passage de témoin entre François Mitterrand et Jacques Chirac, qui s'est véritablement opéré le jour où le nouveau président a célébré – avec une émotion et une générosité louables – la mémoire de son prédécesseur ?

Avec la mort de de Gaulle, nous avions changé de République, sans changer d'institutions ; avec celle de Georges Pompidou, et grâce aux réformes introduites ensuite par Valéry Giscard d'Estaing, nous avions changé de société, celle-ci s'accordant à un niveau plus élevé de développement du pays. Avec la disparition de François Mitterrand, nous changeons de siècle. C'est Jacques Attali, son ancien conseiller spécial, qui affirme qu'il restera comme *« l'accoucheur »* du XXI[e] siècle. Il ne fait aucun doute que cette mort ferme pour la France, et cela définitivement, la page de l'après-guerre. S'ouvre une époque nouvelle dont nous ne connaissons encore ni les équilibres géostratégiques, en voie de recomposition, ni le mode de production, en voie de complète transformation, ni les repères idéologiques et sociaux. Loin de nous avoir préparés à ces bouleversements, François Mitterrand a plutôt été celui qui a clos, pour nous, le XX[e] siècle.

Il ne fait aucun doute que cette mort ferme pour la France, et cela définitivement, la page de l'après-guerre

1916-1996 : né au début de ce siècle, mort avec lui, François Mitterrand en fut en effet un pur produit. Demi-siècle de ruptures et de confrontations, pour s'en tenir à l'après-guerre, celui de la coupure Est-Ouest, du clivage droite-gauche, de l'opposition entre l'Etat et le marché, de la lutte entre la nation et l'Europe. Il fut donc d'abord le produit de ces confrontations, l'apôtre de la rupture en 1981, avant de devenir l'homme de la réconciliation à partir de sa réélection en 1988. Naturellement, cette évolution doit beaucoup aux institutions de la V[e] République : pour gagner, il faut être l'homme des confrontations, pour durer, celui de la réconciliation. Mais on y trouve aussi la marque de cette fin de siècle que le président Mitterrand a accompagnée plus qu'il ne l'a organisée. Pour le meilleur et pour le pire.

Le meilleur, ce fut d'abord que sous son double septennat le pays a continué d'avancer, à un rythme rapide, trop rapide même pour certaines catégories sociales, laissées sur le bord de la route. Il ne faut pas oublier que l'objectif du septennat de Valéry Giscard d'Estaing était de rattraper la Grande-Bretagne. Entre-temps, celle-ci, victime de sa cure d'ultralibéralisme, s'est trouvée distancée tandis que la France gagnait le quatrième rang mondial. La société politique, sous son influence, a progressivement troqué les discours de la guerre civile froide contre ceux, plus civilisés, de la cohabitation, tandis que s'installait et s'acclimatait l'alternance.

Le grand dessein européen enfin, forgé par le couple Giscard-Schmidt, a été mis sur pied, renforcé et solennisé lors de la ratification du traité instituant l'Union européenne, signé à Maastricht. Cet ancrage européen de la France, conduit en étroite concertation avec Helmut Kohl et Jacques Delors, n'était jamais que la réponse appropriée apportée par ces hommes d'Etat à la chute du mur de Berlin à la fin d'un monde bipolaire, qui eût pu, s'ils n'y avaient pris garde, condamner l'idée européenne elle-même. Ce rendez-vous là avec l'histoire ne fut donc pas manqué. Pas plus que ne furent manqués deux discours-clés, celui, courageux et anticipateur, de la Knesset, appelant à la reconnaissance de l'identité palestinienne, et celui, décisif pour l'Europe et pour l'Allemagne, du Bundestag, en pleine crise des euromissiles, situant clairement l'agresseur à l'Est.

MAIS, produit donc d'un demi-siècle ambigu, François Mitterrand le fut aussi lui-même, ô combien ! *« Son personnage vaut mieux que son œuvre »*, avait-il écrit, dans *Le coup d'Etat permanent*, de celui qui fut à la fois son double et son contraire, Charles de Gaulle. Hors du commun, l'aventure politique de François Mitterrand mit en scène avec brio une conception traditionnelle de la politique professionnelle qui n'évitait pas la dissociation des moyens et des fins, où, parfois, seul compte le résultat – le pouvoir obtenu, la durée de son exercice, le temps gagné –, fût-ce au détriment de l'éthique de conviction.

Le bilan peut donc aussi se lire en négatif, sans que les seules contraintes « objectives » excusent les manquements aux promesses. Le lyrisme social a pour envers l'enracinement du chômage ; l'engagement antiraciste, l'installation à demeure du Front national dans le paysage politique ; le souci démocratique, la perpétuation de cette monarchie républicaine qui nourrit la désaffection civique ; le culte de la mémoire, les mensonges sur une jeunesse nationaliste et maréchaliste dont la révélation tardive n'évitera pas une réhabilitation douce de Vichy ; la fidélité aux amis, la tolérance à l'égard de dérives où des intérêts privés profitèrent de privilèges publics.

A l'énoncé de ces reproches, François Mitterrand se mettait en colère. Il ne supportait pas qu'on doute de sa moralité foncière et de sa fidélité au socialisme, qu'il épousa sur le tard. Cette colère n'était pas feinte. Tel était le ressort secret de cet homme, forgé dans l'adversité : se revendiquer comme son seul juge, refuser d'être évalué à l'aune ordinaire de ses contemporains. Il restera ainsi comme le modèle d'une façon de faire et de survivre en politique qui ne manqua pas d'impressionner ses adversaires – Jacques Chirac au premier chef. Une façon de faire datée, inscrite dans l'histoire désormais défunte de ce siècle. Sa longévité mythologique d'homme public s'enracine dans un parcours qui embrasse presque toutes les couleurs de l'arc-en-ciel de la politique tricolore, de la droite nationaliste de sa jeunesse à l'union de la gauche de sa maturité, en passant par le centre droit et le centre gauche. Quand, par exemple, il assuma publiquement ses liens amicaux avec René Bousquet, François Mitterrand nous disait simplement : *toute* cette histoire est mienne, sans partage ni rupture.

C'EST sans doute de cette école politique qu'un jour la France devra se défaire si elle veut entrer vraiment dans le prochain siècle. Le mouvement social récent l'a rappelé à ceux qui ne voulaient pas le voir : la crise de légitimité du politique est là, qui nous contraint à réinventer la pratique démocratique. *« Je reste longtemps à contempler ce spectacle auquel je me suis abonné il y a vingt-huit ans. De là j'aperçois mieux ce qui va, ce qui vient et surtout ce qui ne bouge pas. »* Ainsi François Mitterrand parlait-il de la roche de Solutré, où il entraînait ses proches pour son pèlerinage annuel de la Pentecôte. *« Ce qui ne bouge pas... »* Reste, maintenant qu'il n'est plus là, à affronter ce qui bouge, à l'anticiper et à l'inventer.

(Le Monde *du 10 janvier 1996.)*

Le pays de leur enfance

ELLE est passée la Blême, la Camarde, cette mort tellement annoncée qu'elle aurait même fini par surprendre. Et ils passent. Une rose rouge à la main. Une rose rouge au cœur. Ils passent ici et là. Ils déposent une fleur, un mot, un rien, une pensée ou parfois une larme. Ils passent, comme la vie passe. *« La mort est là, toujours là »*, a dit un jour François Mitterrand.

Nul besoin d'être mitterrandolâtre, ou d'une affliction de circonstance, pour constater que cette mort-là est plus qu'une page d'histoire tournée, une vraie tristesse à beaucoup. La mort d'un proche laisse les vivants souvent désemparés. Il est des mots de convenance pour dire ces choses, des mots de faire-part qui officialisent le départ. François Mitterrand *« nous a quittés »*. C'est-à-dire surtout qu'il nous a laissés.

Proche, il l'était. Pas nécessairement de cette proximité politique, la belle et vaniteuse affaire que serait un deuil de gauche pour « peuple de gauche ». Pas davantage de cette proximité présidentielle, belle illusion pour dire la solitude orgueilleuse et implacable du pouvoir. Proche, il le fut, comme un membre éminent de la famille France. Assez longtemps aux affaires de ladite famille pour en devenir en quelque sorte le calendrier tutélaire.

Il y eut les années Mitterrand. Et nous les vécûmes tous ensemble. D'accord, pas d'accord. Mais tous ensemble. Quatorze ans, c'est un bail tout de même, et plus que le déroulé d'une longue habitude. Quatorze ans de notre vie à tous, de notre paysage commun, de la vie d'une nation. On n'en sort ni indemne ni indifférent.

Les temps de deuil sont ceux des éloges. Et les éloges pleuvent, conventionnels ou sincères, oraisons funèbres en boucle. Elie Wiesel rappelait que, dans sa religion, il fallait avoir pour principe de ne dire que du bien du défunt. On dit devant la mort ce qu'il faut dire, ce qu'on croit devoir dire. On dit même pour dire, privilège, désarroi et bouclier des vivants.

Laissons dire, aurait murmuré François Mitterrand. L'histoire et le temps feront le tri. En attendant, cette vie achevée se conclura au cimetière de Jarnac, comme une boucle bouclée. Un caveau familial, rien qui échappe justement à la famille France, un cimetière provincial, la concession Mitterrand. *« Un homme reste du pays de son enfance »*. Voilà ce qu'il disait et ce qu'il choisit d'illustrer pour son ultime choix.

Une rose rouge à la main. Une rose rouge au cœur

Et voilà peut-être ce qui explique que tant de jeunes Français, de très jeunes même, ont éprouvé un réel choc à l'annonce de cette mort. Comme la disparition d'un grand-père, d'un Tonton président, d'un maître à grandir, comme le sablier vide de leur propre jeunesse. François Mitterrand fut, d'une certaine manière, le pays de leur enfance. Et il leur faut désormais vieillir.

Ce n'est point un enfant, ni un jeune homme. Il est même président de la République. Jacques Chirac a parlé, lundi 8 janvier, de son prédécesseur. Avec le cœur. Avec les mots justes et forts, pas simplement un éloge de circonstances. Jacques Chirac a formidablement parlé. Comme si cette disparition l'avait, lui aussi, arraché à son enfance présidentielle.

Pierre Georges

(Le Monde *du 10 janvier 1996.)*



هكذا من الأصل